



Funded by  
the European Union

# Les perceptions des travailleurs de jeunesse et la sensibilisation à la radicalisation en **TURQUIE, EN ESPAGNE, EN FRANCE ET EN UKRAINE**





**Les perceptions des  
travailleurs de jeunesse  
et la sensibilisation à la  
radicalisation en  
Turquie, en Espagne, en  
France et en Ukraine**

**Éditeur:**  
**Professeur associé Dr Recep YORULMAZ**

«Le soutien apporté par la Commission européenne à la préparation de cette publication ne signifie pas que le contenu reflète les opinions des auteurs et la Commission ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans ce document.»

# Auteurs

## **Professeur associé Recep Yorulmaz**

Recep Yorulmaz est membre du corps enseignant du département des finances de la faculté des sciences politiques de l'université Yıldırım Beyazıt. Entre 2018 et 2022, il a occupé le poste de directeur du bureau des études économiques au Centre d'études sur le Moyen-Orient (ORSAM). Il est actuellement président du conseil d'administration du Centre de recherche sur les politiques économiques internationales (İktisat Halkası). Il est également vice-président de l'Union des universitaires et écrivains des pays islamiques (AYBİR). M. Yorulmaz est né en 1985 à Soma, où il a fait ses études secondaires. Il a obtenu sa licence en 2008 à la faculté des sciences économiques et administratives, département des finances, de l'université Afyon Kocatepe. La même année, il a obtenu une bourse d'études supérieures à l'étranger du ministère de l'Éducation nationale. Après avoir suivi un programme linguistique à l'université Case Western Reserve, dans l'État de l'Ohio, aux États-Unis, entre 2009 et 2010, il a obtenu un master en économie à l'université Clemson, dans l'État de Caroline du Sud, aux États-Unis, entre 2010 et 2012. Il a ensuite obtenu un doctorat en économie à l'université de Sheffield, au Royaume-Uni, entre 2012 et 2016. M. Yorulmaz est un universitaire spécialisé dans la recherche et l'enseignement dans les domaines de l'économie publique, des finances publiques, de la politique fiscale et de l'économie politique du Moyen-Orient. Ses recherches actuelles portent sur l'économie publique, la politique fiscale et l'économie du Moyen-Orient. Il a publié de nombreux articles et analyses dans des revues universitaires nationales et internationales à comité de lecture, ainsi que dans diverses publications périodiques et non périodiques.

## **Auteurs de la section**

### **Merve Zorlu**

Née en 1993 à Mersin, Merve Zorlu est diplômée du lycée Mehmet Adnan Özçelik Anadolu de Mersin. Elle a obtenu sa licence en 2019 à l'université Osmangazi d'Eskişehir, dans le département des relations internationales. Elle a obtenu son master en relations internationales dans la même université en 2022 avec une thèse intitulée « La réalité des migrations dans l'Europe fortifiée : une approche sécuritaire ». La même

année, elle a commencé ses études de doctorat en relations internationales à l'université Katip Çelebi d'Izmir et travaille actuellement sur sa thèse intitulée « États et mondialisation : le fragile équilibre de la sécurité ontologique ». « Le fragile équilibre de la sécurité ontologique ». Les domaines d'expertise de Mme Zorlu sont la sécurité nationale et internationale, la mondialisation, la politique étrangère et l'Union européenne. Elle a participé activement à de nombreux congrès et ateliers nationaux et internationaux. Ses contributions académiques comprennent des articles publiés dans des revues à comité de lecture, des chapitres de livres et des articles d'opinion dans diverses publications périodiques et non périodiques.

### **Ifakat Yuna**

Ifakat Yuna est une éminente universitaire et consultante spécialisée dans les relations internationales, les droits de l'homme et le développement durable. Elle est actuellement consultante pour des projets d'énergie renouvelable en Afrique et en Turquie et travaille comme coordinatrice des relations internationales chez COJEP INTERNATIONAL, une ONG dédiée à la promotion des droits de l'homme et du développement durable.

Né en 1971 à Sivas, en Turquie, il a émigré en France avec sa famille. Malgré ses origines modestes, il a fait preuve d'une résilience et d'une détermination exceptionnelles. Après avoir obtenu une licence en analyse et conception de l'éducation à l'université polytechnique de Valenciennes, il a obtenu des diplômes en sciences sociales à Paris, en littérature étrangère à l'INALCO Sorbonne et en études européennes avancées à l'École nationale d'administration (ENA) de Paris. Il a reçu le titre de docteur honoris causa pour sa contribution à l'académie et à l'élaboration des politiques. Son parcours professionnel comprend des travaux novateurs dans le domaine des solutions énergétiques renouvelables et son rôle dans la lutte contre des problèmes mondiaux tels que la radicalisation, l'islamophobie et l'impact du COVID-19 sur les populations vulnérables. Elle est connue pour son rapport visionnaire intitulé « Globalisation et convergence des crises ». Outre ses travaux universitaires, Yuna est également active sur le plan politique et s'est présentée comme candidate suppléante du Parti de la justice lors des élections législatives françaises de 2017. Elle a fait des présentations lors de conférences internationales importantes, notamment la Conférence internationale sur la paix et le développement durable, organisée en 2024 à Benghazi, en Libye, où elle a présenté le concept « Libye 2050 », axé sur les énergies renouvelables et la stabilité géopolitique. Ses domaines de recherche comprennent les relations internationales, les énergies renouvelables, la radicalisation, l'islamophobie et les effets socio-économiques de la mondialisation sur les communautés marginalisées. Il a publié de nombreux articles et analyses dans des revues universitaires à comité de lecture et sur d'autres plateformes prestigieuses, ce qui lui a valu une réputation d'autorité dans son domaine.

### **Maître de conférences Elena Gil Moreno**

Elena Gil Moreno est professeure associée en sciences politiques à l'université de Salamanque. Elle a obtenu son doctorat en sciences sociales et sa licence en sociologie dans la même université. Elle a obtenu son master en politiques régionales et coopération transfrontalière en Europe à l'université de Vigo et à l'université du Minho (Portugal). Le Dr Gil a également travaillé comme professeure adjointe à la Faculté d'éducation. Elle a participé à divers projets de recherche et est membre de l'Association de sociologie de Castille-et-León (SOCYL). Elle a également travaillé dans des associations et des institutions publiques pour le développement et la participation citoyenne. Ses recherches portent sur l'analyse comparative et dans une perspective large de l'action collective sur Internet. Il a travaillé sur divers phénomènes tels que le financement participatif, le cyber féminisme et, plus récemment, Qanun.

### **Professeur associé José Manuel Rivas Otero**

José Manuel Rivas Otero est professeur associé à l'université de Salamanque. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et d'un master en études latino-américaines de l'université de Salamanque. Il a obtenu une licence en sciences politiques et en droit à l'université de Grenade. Il a été chercheur pré-doctoral à l'université de Salamanque et chercheur invité à l'université de Boston. Il a également été chercheur invité à l'IUNIT et dans diverses universités colombiennes. Il est actuellement chercheur au sein du projet PELA-USAL (Élites parlementaires latino-américaines) de l'université de Salamanque et du groupe de recherche sur les partis politiques et les élections de l'université nationale de Colombie. Il a publié des articles scientifiques dans des revues à fort impact, coordonné des ouvrages collectifs et participé à de nombreuses conférences internationales. Ses domaines de recherche sont le leadership politique, les élites, la représentation et la résolution des conflits.

### **Professeur associé Oksana Zamora,**

Oksana Zamora travaille actuellement au département des relations économiques internationales de l'université d'État de Soumy. Elle combine son expérience en conception et gestion de projets dans les secteurs universitaire et civil : elle a travaillé pendant 7 ans au Bureau des relations internationales de l'université et plus de 12 ans dans le secteur tertiaire sur des projets financés par la Commission européenne, la FAO (ONU), la CEI et la BERD, l'UNESCO et l'Agence tchèque pour le développement, ainsi que par le Fonds national de la recherche. Mme Zamora est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en « Gestion des projets financés par l'UE dans la perspective financière 2014-2020 » de l'Université des sciences informatiques et artistiques de Lodz, en Pologne. Elle travaille comme consultante pour des entreprises et des organisations privées et comme experte externe pour la Commission européenne. Elle est formatrice en éducation non formelle et coach en développement international pour les

établissements d'enseignement supérieur. Outre sa participation à des programmes éducatifs internationaux de l'UE (Jeunesse en action, Erasmus+ et plus de 10 cours de formation en anglais), elle possède 10 ans d'expérience dans l'élaboration de programmes éducatifs à l'aide d'outils d'éducation non formelle et en tant que formatrice.

### **Professeur associé Alona Yevdokymova**

Le professeur associé Alona Yevdokymova est chef du département académique de formation appliquée à la faculté de gestion de l'université d'État de Soumy. Elle est chef de projet au Centre d'apprentissage tout au long de la vie de Soumy, membre du comité de coordination du soutien aux initiatives universitaires de l'université d'État de Soumy et membre du comité de coordination de la mise en œuvre de la stratégie urbaine jusqu'en 2030 (Soumy). Elle est née en 1985 à Sumy, en Ukraine, où elle a fait ses études secondaires. Elle a obtenu une licence en économie d'entreprise à l'université d'État de Sumy en 2007, un master en économie d'entreprise en 2008 et un diplôme d'expert en gestion de projet en 2012. Après avoir terminé ses études supérieures, il a poursuivi ses études supérieures à l'Université nationale Volodymyr Dahl de Luhansk, en Ukraine orientale, où il a obtenu un doctorat en gestion de projet en 2014. Alona Yevdokymova est une chercheuse expérimentée dans les domaines de la gestion de projet, du développement socio-économique des communautés, des technologies énergétiques efficaces et du développement durable. Alona Yevdokymova a publié des articles et des documents analytiques dans des revues scientifiques nationales et internationales à comité de lecture, ainsi que dans diverses publications périodiques et non périodiques.

### **Professeur associé Tetyana Mayboroda**

Le Dr Tetyana Mayboroda est maître de conférences au département de gestion O. Balatskyi de l'Institut d'économie, de gestion et de commerce de l'Université d'État de Soumy, en Ukraine. Elle est également vice-présidente du département des relations internationales et présidente du centre de recherche sur la désinformation et la propagande dans les sciences russes. Elle est membre de l'Association européenne pour l'éducation internationale (EAIE) et du Réseau professionnel des responsables de l'éducation et de la science en Ukraine, et travaille également comme experte au Fonds ukrainien pour les start-ups. Tetyana Mayboroda possède une expérience dans la recherche et l'enseignement dans les domaines de la gestion, de la communication interculturelle, de la gestion de projets, de l'internationalisation de l'éducation et du leadership. Ses domaines de recherche actuels comprennent la gouvernance d'entreprise et la réglementation de l'éducation par l'État, le leadership du changement et les partenariats entre les entreprises, l'éducation et la science. Ses articles et communications ont été publiés dans des revues scientifiques nationales et internationales à comité de lecture, notamment dans les bases de données Scopus et Web of Science (WoS).

### **Docteur Oleg Tulyakov**

Le docteur Oleg Tulyakov travaille au département de psychologie, sciences politiques et technologies socioculturelles de l'université d'État de Soumy. De 2001 à 2013, il a occupé le poste de directeur de l'Institut de Soumy de l'Académie interrégionale de gestion du personnel. De 1998 à 2002, il a été député au Conseil régional de Soumy. Il est actuellement président du Conseil public de l'administration régionale de Soumy et président du conseil d'administration de l'organisme public « Fonds de recherche régional ». Il est né en 1970 à Sumy (Ukraine) où il a fait ses études secondaires. En 1993, il a obtenu un diplôme de l'Institut pédagogique d'État de Sumy, faculté d'histoire. En 1999, il a obtenu le titre de candidat en sciences pédagogiques à l'Université pédagogique d'État de Kharkiv, nommé d'après Hryhoriy Skovoroda. En 2004, il a obtenu un master en « Gestion des établissements d'enseignement » à l'Académie interrégionale de gestion du personnel. En 2015, il a obtenu le titre de professeur associé à la Faculté de philosophie de l'Académie bancaire d'Ukraine. Oleg Tulyakov est un scientifique qui possède une expérience dans la recherche et l'enseignement dans les domaines de la philosophie, de la logique, de la rhétorique et du développement socio-économique durable des communautés régionales d'Ukraine. Ses intérêts scientifiques actuels portent sur les activités médiatiques, les questions de pensée critique et les aspects stratégiques du développement des communautés régionales d'Ukraine. Il a publié des articles et des analyses dans des revues universitaires nationales et internationales à comité de lecture, ainsi que dans diverses publications périodiques et non périodiques.

### **Professeur associé Tetiana Shcherbyna**

Le professeur Tetiana Shcherbyna travaille actuellement au département des relations économiques internationales de l'université d'État de Soumy. Ses domaines de recherche sont le marketing international, les relations interculturelles et la gestion de projets internationaux. Elle enseigne le cours « Marketing dans les entreprises internationales » destiné aux étudiants de master du programme « Gestion internationale ». Depuis 2017, elle enseigne le cours « Organisations internationales ». Dans le cadre de l'initiative EU4Business, elle a été formatrice sur l'internationalisation des PME pour le Centre d'information et de soutien aux PME (2016-2020) financé par la BERD.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>I. Introduction</b> .....	11
<b>II. Cadre conceptuel</b> .....	17
II.I. Sensibilisation/compréhension de la radicalisation en Turquie .....	20
II.I.I. Tendances de la radicalisation en Turquie .....	22
II.I.I.I. Radicalisation de l'extrême gauche.....	22
II.I.I.II. Radicalisme et extrémisme ethniques .....	23
II.I.I.III. Radicalisme d'extrême droite .....	25
II.I.I.IV. Radicalisation laïque d'extrême gauche .....	26
II.I.I.V. Radicalisation religieuse .....	27
II.I.I.VI. Nouveaux mouvements néo-radicaux .....	28
II.I.II. Facteurs influençant la perception de la radicalisation .....	30
II.I.II.I. Médias conventionnels et sociaux .....	31
II.I.II.II. Facteurs socio-économiques .....	32
II.I.II.III. Climat politique .....	38
II.I.III. Stratégies de prévention de la radicalisation .....	39
II.II. Sensibilisation/compréhension de la radicalisation en Espagne .....	40
II.II.I. Facteurs contribuant à la radicalisation .....	41
II.II.II. Distinguer l'extrémisme religieux de l'extrémisme non religieux .....	45
II.II.II.I. L'extrémisme religieux en Espagne .....	46
II.II.II.II. L'extrémisme non religieux en Espagne .....	47
II.II.II.III. Défis et réponses stratégiques.....	50
II.II.III. Facteurs influençant la perception de la radicalisation.....	51
II.II.III.I. Facteurs culturels, médias conventionnels et médias sociaux .....	51
II.II.III.II. Facteurs socio-économiques .....	54
II.II.III.III. Climat politique.....	55
II.III. Sensibilisation/compréhension de la radicalisation en Ukraine .....	56
II.III.I. Différencier l'extrémisme religieux de l'extrémisme non religieux .....	62
II.III.II. Identification des facteurs de risque potentiels .....	65
II.III.III. Facteurs influençant la perception de la radicalisation en Ukraine .....	72
II.III.III.I. Médias conventionnels et médias sociaux .....	72
II.III.III.II. Facteurs socio-économiques .....	79
II.III.III.III. Climat politique.....	85
II.III.IV. Poşints de vue sur la prévention de la radicalisation en Ukraine .....	89
II.III.IV.I. Confiance dans les institutions .....	89
II.III.IV.II. Approches et interventions éducatives .....	97
II.III.IV.III. Le rôle des pairs et de la famille .....	105

II.III. V. Recommandations pour lutter contre la radicalisation	
Parmi les animateurs de jeunesse en Ukraine.....	112
II.III. V.I. Campagnes d'éducation et de sensibilisation.....	112
II.III. V. II. Renforcer la résilience en ligne.....	115
II.III.V.III. Initiatives communautaires et dialogue interconfessionnel .....	118
II.III. V. IV. Coopération et coordination interagences.....	121
II.III. V.V. Programmes d'intervention précoce.....	124
II.IV. Sensibilisation et compréhension de la radicalisation des jeunes en France.....	126
II.IV.I. Facteurs contribuant à la radicalisation.....	128
II.IV.I.I. Facteurs individuels .....	128
II.IV.I. II. Facteurs sociaux.....	133
II.IV.I.III. Facteurs économiques.....	137
II.IV.I.IV. Facteurs politiques .....	140
II.IV.I.V. Les facteurs religieux .....	144
II.IV.I.VI. Facteurs psychologiques.....	147
II.IV.I.VII. Facteurs culturels .....	151
II.IV.I. VIII. Facteurs environnementaux .....	155
II.IV. II. La distinction entre les religions et les	
Extrémisme non religieux .....	159
II.IV.II.I. Caractéristiques de l'extrémisme religieux chez les jeunes .....	159
II.IV.II. II. Caractéristiques de l'extrémisme	
non religieux chez les jeunes.....	163
II.IV.III. Identifier les facteurs de risque potentiels pour les jeunes	
La radicalisation en France .....	167
<b>III. Le travail empirique des animateurs socio-éducatifs</b>	
<b>Perception de la radicalisation des jeunes .....</b>	<b>171</b>
III.I. Données et méthodologie .....	174
III.II. Résultats empiriques et discussions .....	179
III.II.I. Perceptions des animateurs de jeunesse sur la	
radicalisation des jeunes en Turquie.....	181
III.II.I.I. Résultats empiriques .....	183
III.II.I.I.I. Comprendre la radicalisation .....	183
III.II.I.I. II. Facteurs influençant la radicalisation.....	188
III.II.I.I.III. Lutte contre la radicalisation.....	190
III.II.I. IV. Recommandations pour la prévention et la	
réduction des risques Lutte contre la radicalisation.....	194
III.II.I.II. Discussions et conseils politiques .....	197
III.II.I.II.I. Comprendre la radicalisation .....	197
III.II.I.II.II. Facteurs influençant la radicalisation .....	198
III.II.I.II.III. Lutte contre la radicalisation .....	199
III.II.I.II.IV. Recommandations pour la prévention et la	
réduction des risques Lutte contre la radicalisation .....	201

III.II. II. Perceptions des animateurs de jeunesse sur la jeunesse	
Radicalisation en Ukraine .....	202
III.II.II.I. Résultats empiriques .....	204
III.II.II.I.I. Comprendre la radicalisation .....	204
III.II.II.I. II. Facteurs influençant la radicalisation .....	212
III.II.II.I.III. Lutte contre la radicalisation .....	215
III.II.II.I.IV. Recommandations pour la prévention et la réduction des risques Lutte contre la radicalisation .....	220
III.II. II. II. Discussions et conseils politiques .....	223
III.II.II.II.I. Comprendre la radicalisation .....	223
III.II.II.II.II. Facteurs influençant la radicalisation .....	225
III.II.II.II.III. Lutte contre la radicalisation .....	227
III.II.II.II.IV. Recommandations pour la prévention et la réduction des risques Lutte contre la radicalisation .....	228
III.II.III. Perceptions des animateurs de jeunesse sur la jeunesse	
La radicalisation en France .....	230
III.II.III.I. Résultats empiriques.....	231
III.II.III. I.I. Comprendre la radicalisation .....	231
III.II.III. I. II. Facteurs influençant la radicalisation.....	237
III.II.III.I.III. Lutte contre la radicalisation .....	240
III.II.III.I. IV. Recommandations pour la prévention et la réduction des risques Lutte contre la radicalisation .....	245
III.II.III. II. Discussions et conseils politiques.....	247
III.II.III. II. I. Comprendre la radicalisation .....	247
III.II.III.II. II. Facteurs influençant la radicalisation .....	249
III.II.III.II.III. Lutte contre la radicalisation .....	250
III.II.III. II. IV. Recommandations pour la prévention et la réduction des risques Lutte contre la radicalisation .....	251
III.II. IV. Perceptions des animateurs de jeunesse sur la jeunesse	
Radicalisation en Espagne .....	253
III.II.IV.I. Résultats empiriques.....	255
III.II.IV.I.I. Comprendre la radicalisation.....	255
III.II.IV.I.II. Facteurs influençant la radicalisation.....	262
III.II.IV.I.III. Lutte contre la radicalisation .....	266
III.II.IV.I.IV. Recommandations pour la prévention de la radicalisation .....	272
III.II.IV. II. Discussions et conseils politiques .....	274
IV. Conclusion et implications politiques finales .....	279
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>288</b>
<b>Annexe 1 : Questions de l'entretien .....</b>	<b>304</b>
<b>Annexe 2 : Livre des codes .....</b>	<b>306</b>

# **Les perceptions des travailleurs de jeunesse et la sensibilisation à la radicalisation en Turquie, en Espagne, en France et en Ukraine**

## **I. Introduction**

La radicalisation est l'un des concepts à l'origine de l'émergence de nombreux types de violence politique, notamment le terrorisme. Depuis les années 2000, la radicalisation a pris une importance croissante et est devenue un paradigme analytique pour interpréter et expliquer les phénomènes et les événements liés à la violence politique. Avant d'aborder la nature et le cadre conceptuel de ce concept, il convient de s'intéresser à son étymologie et à son évolution historique. Comme de nombreux thèmes centraux des sciences politiques, la radicalisation est un mot d'origine latine. Étymologiquement dérivé du mot « radix », la radicalisation désigne le retour aux racines d'une personne, mais elle renvoie également à la racine des concepts, qu'il s'agisse de plantes ou de nombres (Kaya, 2021). Cependant, au fil du temps, le concept a pris un sens plus large, désignant la nature fondamentale d'une chose, ou une personne ou une institution qui soutient les réformes politiques et sociales et qui, rompant avec la tradition, est innovante ou progressiste.

Bien que le concept de radicalisation remonte à la Grèce antique, son utilisation et son cadre sémantique actuels ont pris forme au XVIIIe siècle. À cette époque, le mot « radical », qui est à la base du concept de radicalisation, s'est développé autour d'un thème lié à des événements historiques tels que le siècle des Lumières, la Révolution française et la guerre d'indépendance américaine. En Angleterre, il a été associé au radicalisme de la classe moyenne et utilisé pour désigner les leaders révolutionnaires violents. La transformation de la colère suscitée par l'industrialisation, l'urbanisation, l'alphabétisation et l'augmentation de la population en un mouvement parlementaire, le mouvement Wilkes, a marqué un tournant dans la radicalisation. En France, à la fin du XVIIIe siècle, les critiques à l'égard de la corruption et de l'abus de pouvoir de l'exécutif ont abouti à l'expression de diverses revendications politiques par la classe moyenne (Dickinson, 1994, p. 222). Aujourd'hui encore, le terme « radical », utilisé pour définir les partis politiques de centre gauche et progressistes au sein du Parlement français, est associé à cette période. À la lumière de ces développements, le concept de radicalisme est devenu une doctrine pour les mouvements politiques organisés autour de la recherche de réformes socio-culturelles et politiques dans différents pays au XIXe siècle (DuBois, 1975, p. 64). Les transformations de la vie politique occidentale à partir du XIXe siècle ont mis en avant l'individualisme et l'importance des rôles sociaux acquis par le biais de la famille a commencé à diminuer. Les femmes ont commencé à remettre en question la domination masculine dans les domaines socioculturel et politique, notamment en revendiquant le droit de vote, ce qui a donné naissance à un mouvement féministe de masse. Ce mouvement a pris au fil du temps un caractère radical.

Les différences les plus importantes dans le développement de la radicalisation sont apparues au XIXe siècle. À cette époque, la libération et le républicanisme ont été défendus contre les monarchies absolues qui dominaient l'Europe. Les révolutionnaires irlandais ont été l'un des mouvements pionniers à cet égard (Demetriou, 2012, p. 440). Conséquence de cette radicalisation, ce mouvement a vu dans la violence et les conflits internes une issue face aux acteurs déterminants de la politique britannique.

Des tendances similaires ont également été observées en Palestine et à Chypre à cette époque. Le nationalisme arabe s'est radicalisé contre le sionisme des immigrants juifs et le mandat britannique, tandis que le nationalisme chypriote grec aspirait à l'union avec la Grèce. Au XXe siècle, avec la montée des idéologies de gauche et des tendances réformistes, les mouvements pour les droits civiques ont incité les gens à militer pour le socialisme, les droits des femmes et contre la guerre du Vietnam, ce qui a donné lieu à des activités radicales (Cottrell, 1986, p. 49). Un autre événement historique qui a contribué à l'évolution historique de la radicalisation est la génération de 1968. Ces mouvements de résistance, apparus en Europe sous la forme d'une révolte étudiante et qui se sont répandus dans de nombreuses régions du monde, ont donné naissance à de nouveaux mouvements sociaux mettant l'accent sur le mode de vie, l'éthique et l'identité. Ces nouveaux mouvements sociaux ont remis en question les enjeux politiques et ont déplacé l'attention au-delà de la sphère politique, mettant à l'ordre du jour des questions telles que le féminisme, la paix, les droits des animaux et les questions écologiques (Calhoun, 2011, p. 204).

Une grande partie des événements qui ont contribué à l'évolution historique de la radicalisation se sont produits au XXIe siècle. Au cours de cette période, l'émergence de nouvelles technologies interculturelles et l'influence déterminante des médias sur les comportements politiques ont accru la complexité de la définition et du contenu des concepts tels que radical, radicalisme ou radicalisation. Cette complexité a également rendu difficile l'élaboration d'une vision internationale commune de ce qu'est le radicalisme. La visibilité et la mondialisation accrues du radicalisme au XXIe siècle ont rendu difficile l'élaboration d'une stratégie pour le combattre. Le radicalisme est devenu plus populaire et plus répandu au cours de cette période en raison des inégalités découlant de l'ordre mondial actuel, du manque de soutien socio-économique et de la propagation des idéologies radicales. Outre ces raisons, on peut également affirmer que le fait que certains groupes bénéficient davantage des avantages et des composantes du bien-être social ou y ont un accès plus facile, indépendamment du niveau de vie des individus, a également joué un rôle dans ce processus. Après avoir

évoqué l'évolution historique de la radicalisation, il serait opportun d'expliquer ce qu'elle est. Il convient toutefois de préciser que ce n'est pas une tâche facile.

Le concept de radicalisation est lié à de nombreuses questions complexes. La première – et peut-être la plus importante – est l'utilisation fréquente du concept de radicalisation en association avec des concepts tels que l'extrémisme et le terrorisme. Dans ce contexte, ces utilisations rendent difficile la distinction claire entre ces concepts. En effet, la radicalisation est liée à l'approbation et à la mise en œuvre de comportements radicaux, ce qui soulève la question de la définition de ces comportements. Afin de répondre à cette question ou d'apporter une clarification conceptuelle, de nombreux États, institutions, organisations et chercheurs ont cherché à définir la radicalisation de manière fonctionnelle. Cependant, l'utilisation inconsciente et hors contexte de ce concept dans différentes disciplines a rendu sa signification ambiguë, de sorte qu'il n'a pas été possible de parvenir à une définition commune.

La radicalisation peut être définie simplement comme un processus de transformation intellectuelle, organisationnelle et personnelle qui alimente l'extrémisme et le fondamentalisme. Dans ce contexte, la radicalisation est le processus mental des individus qui planifient, mettent en œuvre ou légitiment des actions contenant un élément de violence ou aboutissant à la violence (Köse et Coşkun, 2019, p. 40). Selon Borum (2011, p. 8), la radicalisation est l'acte de développer des idées extrêmes pour légitimer la violence, tandis que selon Moghaddam (2005, p. 161-162), il s'agit d'une métaphore de l'escalade vers le terrorisme. La radicalisation est donc l'ensemble des croyances, des sentiments et des comportements qui défendent un groupe ou une cause, exigent des sacrifices pour sa réalisation et légitiment la violence dans ce but (McCauley et Moskalenko, 2008, p. 416).

Le processus de radicalisation peut varier en fonction de divers facteurs, tant pour les individus radicalisés que pour ceux qui se radicalisent de leur propre chef. De ce point de vue, expliquer le processus de radicalisation est une entreprise très difficile. En effet, chaque forme de radicalisation nécessite la prise en compte de nombreux facteurs, allant de

l'environnement physique aux facteurs psychologiques. Les nouvelles avancées technologiques et les nouveaux outils ont encore accentué cette situation. Il convient toutefois de noter qu'il existe différentes approches théoriques qui tentent d'expliquer le processus de radicalisation. Cependant, parmi ces théories, il sera utile de se concentrer sur quatre modèles qui fournissent des informations plus explicatives, notamment en ce qui concerne la radicalisation des jeunes. Le premier de ces modèles est le modèle en quatre étapes développé par Randy Borum. Selon ce modèle, le sentiment d'injustice, le besoin d'identité et d'appartenance, ainsi que les facteurs psychologiques qui augmentent la fragilité et la sensibilité sont les trois facteurs déterminants dans la radicalisation des individus et, finalement, dans leur adhésion à des organisations terroristes (Borum, 2010, p. 3). À la suite de ses analyses, Borum a démontré que les développements idéologiques individuels (Borum, 2003, p. 7-10) ont une influence sur la radicalisation, complétant ainsi les fondements du modèle en quatre étapes. À l'aide de ce modèle, Borum tente d'expliquer comment l'injustice et les préjudices subis par les individus transforment progressivement leur sensibilité en haine envers d'autres individus/groupes et comment cette haine peut jouer un rôle dans la légitimation du recours à la violence.

Fathali Moghaddam est un autre chercheur qui a développé une approche théorique de la radicalisation. L'approche développée par Moghaddam est appelée « modèle de l'escalier ». Moghaddam considère que l'individu passe au crible de son filtre psychologique des conditions socio-économiques qui ne sont pas mauvaises et les code comme justes ou injustes, puis présente ou invente cette situation comme une raison de lutter. Cette évaluation est considérée comme un processus de radicalisation et signifie que l'individu, après avoir gravi tous les échelons de l'échelle, peut finir par se livrer à des actes terroristes (Moghaddam, 2005, p. 160-166). Un autre modèle qui tente d'expliquer la radicalisation est la théorie de l'adhésion à des groupes extrémistes développée par Quintan Wiktorowicz. Cette théorie met en évidence l'importance et la dynamique du groupe dans le processus de radicalisation. Bien qu'il évite d'utiliser le terme « radicalisation », Wiktorowicz mentionne quatre processus qui conduisent à l'adhésion à un groupe extrémiste : l'élargissement cognitif,

la quête religieuse, l'alignement sur un cadre général et la socialisation (Wiktorowicz, 2004, p. 1). Une autre approche théorique des processus de jeunesse et de radicalisation est le modèle à trois niveaux développé par McCauley et Moskalkenko. Ce modèle se concentre sur la radicalisation des individus, des groupes et des masses dans un contexte politique et classe les types de radicalisation en question. Il souligne que les individus peuvent se radicaliser de manière générale grâce à l'interaction entre trois niveaux (individu, groupe et masse) et douze étapes (McCauley et Moskalkenko, 2008, p. 418). Le désir de recourir à la violence, qui commence au niveau individuel, se poursuit de manière organisée et finit par devenir un objectif légitimé, est considéré comme un processus de radicalisation. Conformément aux fondements théoriques pertinents, la radicalisation commence par un sentiment de privation, de mécontentement, d'insatisfaction, d'appartenance/de division, de changement et de transformation à l'égard de la situation socio-économique, politique et sociologique dans laquelle se trouvent les individus, les groupes ou les sociétés. Dans les modèles de radicalisation violente, le désir de se faire une place par le changement et la transformation est l'un des facteurs les plus importants.

L'importance d'étudier la perception et la conscience des jeunes en matière de radicalisation joue un rôle essentiel dans la compréhension des dynamiques sociales et des politiques de sécurité. Les jeunes constituent un groupe démographique clé qui façonne l'avenir d'une société et leurs opinions peuvent refléter les tendances générales et les zones à risque d'une société. Les processus de radicalisation se produisent généralement chez les jeunes. Par conséquent, la perception et la sensibilisation des jeunes à la radicalisation sont d'une importance vitale pour l'élaboration de stratégies de prévention et de lutte contre la radicalisation. Les opinions des jeunes sur ce sujet constituent une source fondamentale pour comprendre les facteurs qui conduisent à la radicalisation et pour développer des méthodes d'intervention efficaces. En outre, la sensibilisation des jeunes à la radicalisation est également importante pour préserver la santé et la cohésion générales de la société. Les opinions et les attitudes des jeunes sur ce sujet peuvent jouer un rôle important dans la prévention des conflits

sociaux et de la discrimination. Une sensibilisation accrue à la radicalisation peut contribuer à développer des relations sociales plus saines et une meilleure compréhension mutuelle parmi les jeunes. En conclusion, l'étude de la perception et de la sensibilisation des jeunes à la radicalisation est une étape fondamentale pour l'intégration sociale, la sécurité et le bien-être. Ce type de travail peut contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes efficaces contre la radicalisation et renforcer le rôle positif des jeunes dans la société. La menace de radicalisation est une source de préoccupation croissante dans de nombreux pays à travers le monde. Ces dernières années, une série d'attentats terroristes très médiatisés ont eu lieu en Turquie, en Espagne, en France et en Ukraine, soulignant la vulnérabilité des jeunes à la radicalisation. Cette étude vise donc à répondre aux questions de recherche suivantes :

- Comment la radicalisation est-elle perçue par les jeunes et les animateurs socio-éducatifs en Turquie, en Espagne, en France et en Ukraine ?
- Quels sont les facteurs qui rendent les jeunes de ces pays vulnérables à la radicalisation ?
- Comment les jeunes et les animateurs socio-éducatifs de ces pays envisagent-ils de prévenir la radicalisation ?

## **II. Cadre conceptuel**

Le terme « radicalisation » désigne le processus par lequel des individus ou des communautés adoptent des convictions politiques ou sociales, voire des opinions religieuses, qui peuvent inclure la défense de la violence ou le soutien à des actions violentes afin de promouvoir un changement social. Comprendre ce phénomène nécessite d'en accepter la nature complexe et les nombreux facteurs qui l'influencent. Les causes de la radicalisation sont complexes et interdépendantes ; des facteurs tels que l'exclusion et les difficultés économiques poussent les individus vers des croyances et des actions extrêmes. Les individus qui se sentent déconnectés de la majorité de la société ou qui se considèrent comme victimes d'inégalités sont plus enclins à adhérer à des croyances qui proposent des changements importants. Au cours du processus de radicalisation, l'endoctrinement joue

un rôle important, car les individus ont tendance à adopter des idéologies qui soulignent les défauts du système social ou politique existant et le perçoivent comme injuste ou dysfonctionnel. Ces idéologies rationalisent le recours à des actions violentes pour encourager le changement. Les récits qui soulignent les divisions entre « notre groupe et les autres », qui soulignent les divisions entre « nous » et « les autres », dépeignent les adversaires comme des ennemis ou remettent en question les croyances ou le mode de vie d'une personne sont souvent à l'origine de la radicalisation.

La radicalisation n'apparaît pas de manière uniforme. Elle varie considérablement d'un individu à l'autre et d'un groupe à l'autre. Elle commence généralement par une phase de pré-radicalisation, au cours de laquelle l'individu est initialement exposé à des idéologies. Vient ensuite une phase d'identification, au cours de laquelle l'individu commence à s'identifier à ces croyances. Enfin, certains peuvent progresser vers l'engagement en menant des actions ou en soutenant des actions visant à réaliser leurs objectifs idéologiques. La radicalisation est souvent décrite comme un parcours au cours duquel chaque étape renforce l'engagement de l'individu. À l'ère numérique actuelle, Internet et les réseaux sociaux jouent un rôle très important dans la propagation des idéologies radicales. Les plateformes en ligne offrent aux individus un espace où ils peuvent trouver des communautés partageant les mêmes idées, susceptibles de renforcer leurs convictions radicales. Ces plateformes servent également de puissants outils de recrutement et de propagande pour les groupes extrémistes. Le sentiment d'appartenance que peuvent nourrir les communautés en ligne est particulièrement attrayant pour les individus qui se sentent marginalisés dans leur vie hors ligne. Cependant, si l'internet peut accélérer le processus de radicalisation, les dynamiques hors ligne, les relations personnelles, les réseaux sociaux et les influences communautaires y contribuent également de manière significative.

La lutte contre la radicalisation nécessite des stratégies diverses et multidimensionnelles. Parmi celles-ci figurent la promotion de la participation sociale, la lutte contre les causes profondes de la victimisation, la promotion de la participation sociale et politique et la mise en œuvre

d'interventions ciblées à l'intention des individus exposés au risque de radicalisation. Les efforts efficaces de lutte contre la radicalisation combinent généralement des mesures préventives, telles que des programmes d'éducation et de développement social, avec des interventions plus directes auprès des individus déjà engagés dans la voie de l'extrémisme. Les programmes de réhabilitation et de réintégration des anciens extrémistes sont également des éléments essentiels des stratégies efficaces de lutte contre la radicalisation. La radicalisation est un phénomène mondial qui se manifeste localement. Chaque région ou communauté possède un contexte culturel, historique et sociopolitique qui lui est propre et qui façonne la forme que prend la radicalisation. Par exemple, l'extrémisme religieux peut être plus répandu dans certaines régions du monde, tandis que la radicalisation politique ou ethnique peut être prédominante dans d'autres. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques locales afin d'élaborer des stratégies efficaces de lutte contre la radicalisation dans des régions spécifiques.

La radicalisation a un impact profond sur la société et la sécurité. Elle engendre des problèmes de sécurité majeurs, notamment le terrorisme et la violence intercommunautaire. La radicalisation a également des conséquences sociales plus larges, telles que la polarisation, la peur et la division au sein des sociétés. Cette fragmentation peut affaiblir la cohésion sociale et déstabiliser les sociétés, ce qui rend plus difficile le traitement des problèmes sous-jacents qui alimentent la radicalisation. Les efforts de lutte contre la radicalisation doivent établir un équilibre délicat entre les préoccupations en matière de sécurité et le respect des droits de l'homme et des libertés civiles. Des tactiques excessivement agressives, telles que la surveillance de masse ou les détentions arbitraires, peuvent aggraver le problème en aliénant les communautés qui devraient être associées aux efforts de prévention. Les stratégies de lutte contre la radicalisation qui privilégient le dialogue, l'inclusion et le respect des libertés civiles sont généralement plus efficaces à long terme.

Les dimensions psychologiques de la radicalisation sont essentielles pour comprendre comment et pourquoi les individus se tournent vers des

idéologies extrémistes. Des facteurs tels que l'identité, le sentiment d'injustice et la vulnérabilité personnelle jouent un rôle important. De nombreuses personnes qui se radicalisent se sentent impuissantes ou marginalisées, ce qui les pousse à rechercher des idéologies alternatives qui leur promettent le pouvoir ou la vengeance. Comprendre ces facteurs psychologiques est essentiel pour élaborer des stratégies de prévention et d'intervention plus efficaces. Les exemples historiques et actuels de radicalisation fournissent des informations précieuses sur les méthodes utilisées par différents groupes et sur l'efficacité des diverses mesures de lutte contre la radicalisation. Par exemple, les processus de radicalisation de groupes tels que le Ku Klux Klan et les organisations d'extrême droite révèlent des schémas communs, tels que l'exploitation des griefs et l'utilisation de la propagande pour recruter des membres. L'étude de ces exemples aide les décideurs politiques et les praticiens à améliorer leurs approches en matière de prévention et de lutte contre la radicalisation. En tirant les leçons de leurs expériences passées, les sociétés peuvent mieux faire face aux menaces changeantes que représentent les idéologies radicales.

### **II.I. Sensibilisation/compréhension de la radicalisation en Turquie**

Bien qu'il n'existe pas d'approche commune pour définir le concept de radicalisation dans la littérature, il existe un consensus sur le fait qu'il s'agit d'un processus (Schmid, 2013 ; Borum, 2011 ; Köse et Coşkun, 2019). En effet, selon Jensen (2006), l'adoption au fil du temps d'idées et d'opinions qui préparent le terrain pour que les individus acceptent la violence politique comme légitime représente le processus de radicalisation. Il est important ici de faire clairement la distinction entre extrémisme et radicalisation. En effet, la radicalisation est un processus de transformation des pensées, des attitudes et des organisations, tandis que l'extrémisme est la transformation de cette transformation en actions illégales et l'émergence de la violence. Dans ce contexte, les actes terroristes sont souvent le sujet de l'extrémisme (Bartlett & Miller, 2011). Les tendances à la radicalisation impliquant généralement un processus de transformation personnelle et

organisationnelle, elles ne conduisent pas toujours à l'extrémisme ou à des actes terroristes. Cependant, ces actes de violence tentent de se légitimer par le processus de radicalisation. C'est pourquoi on constate une augmentation significative des travaux sur la radicalisation, en particulier en Occident, dans la littérature après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, ceux de Madrid en 2004 et ceux de Londres en 2005 (Dalgaard-Nielsen, 2010 ; Ranstorp, 2010 ; Neumann, 2008 ; Nesser, 2006).

Si l'expérience occidentale occupe une place importante dans la littérature sur la radicalisation, les travaux sur ce sujet ont commencé plus tardivement en Turquie. Si les travaux se sont multipliés ces dernières années grâce à une prise de conscience accrue des risques liés à ce phénomène, des lacunes subsistent toutefois (Anaz et al., 2016 ; Kurt, 2023 ; Orhan, 2010 ; Öztop, 2022 ; Sayari, 2010 ; Sozer et Sever, 2011). En outre, l'expérience de la radicalisation en Turquie diffère à bien des égards de celle de l'Occident (Köse et Coşkun, 2019 : 124). La première de ces différences tient aux origines historiques de la radicalisation. Les développements politiques et sociaux et les idéologies de la fin de l'Empire ottoman se sont en partie perpétués pendant la période républicaine. Les processus rapides de modernisation et de nationalisation induits par la République ont également entraîné une migration et une urbanisation rapides. Cette transformation rapide a ainsi profondément affecté la société et la politique turques dans les années 1960 et 1970. Ces effets ont facilité le positionnement de la société sur différents points radicaux et idéologies politiques.

Deuxièmement, il s'agit d'un processus de coups d'État militaires découlant des caractéristiques politiques et sociales propres à la Turquie, qui ont eu des conséquences importantes tant sur la société que sur la politique et qui ont entraîné des ingérences extra-politiques dans le système politique. Le processus des coups d'État militaires, qui visait à créer une base légitime pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme, a lui-même donné lieu à une radicalisation et a facilité l'émergence de nouvelles radicalisations dans la société. Enfin, les radicalisations auxquelles la Turquie est actuellement confrontée sont plus exposées aux influences

régionales et transnationales. En effet, la Turquie est confrontée aux risques sécuritaires créés par les États défaillants de sa région, en particulier ses voisins immédiats. Les conflits et la violence dans les États défaillants risquent notamment de se propager et de contaminer les pays de la région. Cette propagation et cette contagion peuvent se produire par le biais de la mobilité transfrontalière des groupes radicaux et la formation de nouveaux réseaux, de l'influence des idées radicales sur les sociétés de la région ou des migrations transfrontalières. L'instabilité géographique dans laquelle se trouve la Turquie constitue un risque important en matière de radicalisation. Les guerres civiles et les conflits qui se poursuivent dans la région continueront à représenter un problème de sécurité important pour la Turquie à l'avenir. Dans ce contexte, la radicalisation, l'extrémisme et la déradicalisation occuperont une place importante dans l'agenda sécuritaire de la Turquie, aujourd'hui comme demain. Il est donc essentiel de comprendre les tendances à la radicalisation en Turquie, d'identifier les facteurs qui les influencent et de trouver des solutions pour déradicaliser les groupes radicalisés et les réintégrer dans la société afin de surmonter les fragilités de la Turquie dans ce domaine.

### II.I.I. Tendances à la radicalisation en Turquie

#### *II.I.I.I. Radicalisation d'extrême gauche*

La Turquie a hérité de la radicalisation de gauche de la période précédant la République. Ses racines idéologiques remontent aux transformations politiques et sociales de la fin de l'Empire ottoman (Akdere & Karadeniz, 1994 : 15-20 ; Cerrahoğlu, 1975). Cependant, les effets idéologiques de la Seconde Guerre mondiale et le système bipolaire de la guerre froide ont favorisé l'émergence de la radicalisation et de l'extrémisme. Dans la position politique de gauche, qui s'est surtout manifestée dans les universités, des critiques à l'égard de l'Occident ont été développées, l'anti-impérialisme a été défendu et les idées du kémalisme, du nationalisme et de l'indépendance ont prédominé (Ünüvar, 2007 : 821 - 829).

Dans les années 1950, le passage à un régime multipartite en Turquie a entraîné une polarisation entre le Parti républicain du peuple (CHP) et le

Parti démocratique (DP). Cette polarisation s'est principalement manifestée parmi les étudiants universitaires. À cette époque, le Mouvement Yön, le Parti des travailleurs de Turquie (TİP) et la Fédération des clubs d'idées (FKF) ont permis aux jeunes de s'organiser autour de la pensée de gauche. La FKF est restée dans l'arène politique et, soutenue par le CHP, a renforcé l'opposition au DP (Ünüvar, 2019 : 407-411). Cependant, à la fin des années 1960, la FKF s'est orientée vers une ligne prévoyant une lutte active pour l'organisation d'une jeunesse anti-impérialiste. C'est ainsi qu'a été créée la Jeunesse révolutionnaire (Dev-Genç), première structure mise en place pour permettre aux étudiants de mener à bien la révolution (Ünüvar, 2007 : 824). De plus, entre 1969 et 1971, des affrontements armés ont eu lieu dans les universités (Köse et Coşkun, 2019 : 134).

La première structure créée en Turquie pour recourir à la violence à des fins politiques de gauche a été l'Armée populaire de libération de la Turquie (THKO), fondée en 1971 (Şener, 2015 : 225). Certains membres des structures créées à cette époque ont rejoint le Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP/C) après le 12 septembre. Cette organisation, qui vise à renverser l'ordre établi par le recours à la violence dans le cadre d'un discours marxiste-léniniste, est considérée comme une organisation terroriste par la République de Turquie. Il a été établi que ces organisations ont été impliquées dans divers actes de violence et assassinats depuis 1971 (ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, 2024).

### *II.II. II. Radicalisme ethnique et extrémisme*

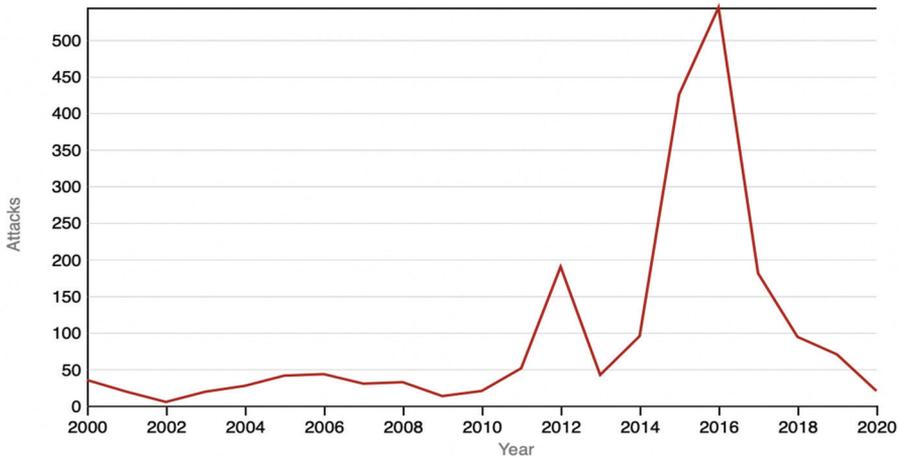
On constate que le mouvement de gauche a également été en contact avec la « question kurde » entre 1960 et 1980. Le FKF et le Dev-Genç ont entretenu des relations étroites avec le mouvement séparatiste kurde, en particulier entre 1961 et 1975 (Bozarşlan, 2007 : 1176). Cependant, en 1970, les étudiants universitaires ont fondé les Devrimci Kültür Ocakları (DDKO, Centres culturels révolutionnaires). Le mouvement séparatiste kurde a ainsi commencé à s'autonomiser des gauchistes. Les rassemblements de l'Est, organisés en réaction au nationalisme turc, ont commencé à développer les sentiments culturels et nationaux parmi les Kurdes. Le DDKO a été dissous par le mémorandum du 12 mars. Le processus de radicalisation a ensuite

commencé avec la libération de ses membres lors de l'amnistie de 1974. La création d'organisations privilégiant les actions armées et la participation des jeunes ont transformé ce radicalisme ethnique en extrémisme politique (Doğanoğlu, 2016 : 941-959 ; Bozarslan, 2007 : 1186).

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fondé en 1978, a accéléré le processus de radicalisation et a commencé à mener des actions terroristes en 1984 (Bozarslan, 2007 : 1169-1179). Principalement dirigé par le mouvement séparatiste kurde, le nationalisme kurde a été, dans ses débuts et au fil du temps, un mouvement à dominante ethnique. Il a utilisé la violence comme moyen pour établir son État (Çolak, 2013). Ce mouvement est ainsi devenu le principal exemple de radicalisation et d'extrémisme ethnique en Turquie. Les vides de pouvoir résultant de l'instabilité politique dans les pays voisins de la Turquie ont eu une influence considérable sur le processus de radicalisation et d'extrémisme du mouvement séparatiste kurde. En effet, ces régions, utilisées pour l'armement et les activités militantes, ont permis au PKK de gagner en puissance au cours de ce processus (Köse & Coşkun, 2019 : 148-149).

Aujourd'hui, la Turquie continue de lutter contre le PKK et ses extensions, qui continuent de tirer parti de l'instabilité politique au nord de l'Irak et en Syrie. La figure 1 montre les attentats terroristes perpétrés en Turquie entre 2000 et 2020. Les soulèvements dans le monde arabe ont entraîné un vide politique qui a pu déclencher une recrudescence des actes terroristes entre 2010 et 2012. L'augmentation des actes terroristes entre 2014 et 2018 est quant à elle liée aux instabilités causées par la guerre civile en Syrie, aux migrations massives et à la montée en puissance des groupes terroristes. Si le radicalisme religieux et l'extrémisme ont joué un rôle important dans cette période, il a été constaté que la plupart des actes terroristes commis en Turquie l'ont été par le PKK et ses ramifications. Dans ce contexte, la Turquie possède une longue expérience dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme en raison de l'instabilité qui règne dans son voisinage géographique. Cependant, l'instabilité persistante dans sa région nécessite un renforcement constant de ses capacités de lutte.

**Figure 1.** Actes terroristes commis en Turquie entre 2000 et 2020



**Source :** (START, 2024)

#### *II.I.I.III. Radicalisme d'extrême droite*

Sous l'impulsion des mouvements d'extrême droite radicale, la participation à la politique d'extrême droite radicale est en augmentation dans le monde entier. Les mouvements migratoires mondiaux croissants ont notamment entraîné une montée de l'extrémisme visant les minorités dans de nombreux pays (Académie nationale du renseignement, 2024 : 9). En Turquie également, les mouvements d'extrême droite radicale motivés par l'extrême droite sont en augmentation depuis une dizaine d'années. Les migrations massives provoquées par la guerre civile en Syrie ont fait de la Turquie le pays qui accueille aujourd'hui le plus grand nombre de réfugiés au monde (HCR, 2024). Au fil du temps, cett

e situation a suscité un mécontentement croissant au sein de l'opinion publique. Dans ce contexte, des incidents violents à l'encontre des Syriens ont éclaté (Kaya, 2020). Dans le domaine politique, le Parti de la Victoire, fondé en 2021, a mis en avant dans son manifeste fondateur un discours anti-immigrés qui rejoint celui des mouvements d'extrême droite (Parti de la Victoire, 2021).

Si les sentiments anti-immigrés de l'extrême droite en Turquie n'ont pas atteint le niveau d'extrémisme observé en Occident, la Turquie accueille

néanmoins une population importante de 3 167 421 réfugiés syriens (Direction générale de la migration, 2024). Des ressortissants étrangers de différentes origines résident également en Turquie pour diverses raisons. Compte tenu de cette situation, la montée de l'extrémisme de droite radicale pourrait constituer une menace pour l'avenir de la Turquie. En outre, les actions extrêmes visant les populations étrangères pourraient également conduire à la marginalisation de ces groupes au sein du pays.

#### *II.I.I. IV. Radicalisation laïque d'extrême gauche*

Le radicalisme laïc d'extrême gauche ne peut être dissocié de la radicalisation de la gauche, du radicalisme ethnique et du radicalisme d'extrême droite en Turquie. En effet, l'impact des transformations politiques et sociales sur la radicalisation des individus peut être compris à travers les développements en Turquie. En réponse à ces nouvelles évolutions, le radicalisme laïc d'extrême gauche s'est également fait une place. Tout d'abord, le radicalisme laïc d'extrême gauche vise à changer l'ordre politique existant par des moyens non politiques, notamment des interventions militaires, et à revenir à l'essence même du système politique. Dans ce contexte, les intellectuels de l'époque, l'armée et les hauts magistrats ont jugé légitime de prendre la tête d'une transition vers un nouvel ordre politique, sous le prétexte de protéger la république contre la « menace du conservatisme religieux ». Ce mouvement, qui a provoqué une polarisation sociale, a utilisé des distinctions telles que laïcité-antilaïcité, républicanisme-antirépublicanisme et modernisme-conservatisme. Dans ce contexte, le « voile » a également été transformé en symbole politique associé à l'extrémisme laïc de gauche (Erdoğan, 2009 : 584-591).

Les restrictions imposées à ces symboles ont en effet constitué des exemples importants d'extrémisme. Les mouvements extrémistes considèrent souvent comme légitime le recours à la violence et à des méthodes illégales pour réprimer les idéologies opposées et diffuser les leurs. Dans ce contexte, on peut observer que le mouvement radical laïc d'extrême gauche s'est transformé en extrémisme politique par le biais de coups d'État militaires. Les exemples de radicalisation politique, tels que les mesures d'état d'urgence des années 1970, ont fourni un terrain fertile à

l'extrémisme au sein du mouvement séparatiste kurde (Ercan, 2010). Le radicalisme étatique a utilisé son mécontentement à l'égard des mouvements séparatistes kurdes comme un moyen de légitimer l'extrémisme et de les pousser à se transformer dans le cadre du nouvel ordre politique.

En conséquence, les mouvements séparatistes kurdes ont pu donner un nouvel élan à leurs motivations radicales. Dans ce contexte, il apparaît que les différentes tendances radicales en Turquie ont alimenté mutuellement leurs phases de radicalisation. En outre, l'extrémisme politique qui a débuté dans les années 1960 avec les coups d'État militaires a finalement permis l'infiltration d'organisations terroristes telles que l'Organisation terroriste Fethullahçı (FETÖ) en 2016 (Köse & Coşkun, 2019 : 138-146). Enfin, l'évaluation du radicalisme laïc d'extrême gauche en conjonction avec d'autres tendances radicales peut être considérée comme un domaine de lutte unique au sein de la structure politique et sociale de la Turquie.

#### *II.I.I.V. Radicalisation religieuse*

Les mouvements extrémistes religieux, également connus sous le nom de « köktendincilik », se sont nourris de la position initiale de la Turquie à l'égard de la religion pendant la modernisation turque. Cependant, ces mouvements ne se sont pas transformés en un mouvement uni en Turquie. Au contraire, entre 1970 et 1990, des ressortissants turcs ont participé aux guerres qui ont éclaté dans les pays voisins pour des motifs religieux. À leur retour, ils n'ont constitué aucune organisation en Turquie (Başdemir, 2013). Cependant, la révolution islamique iranienne de 1979 et la création du Hezbollah la même année ont joué un rôle important dans la radicalisation religieuse et l'extrémisme en Turquie. Le Hezbollah a notamment eu une influence notable en Turquie tout au long des années 1980 et 1990 (Avcı, 2011). À l'instar d'autres mouvements extrémistes religieux, ces mouvements visent à instaurer un ordre social, politique et économique fondé sur les principes de la charia islamique dans les régions où vivent des musulmans.

Dans les années 2000, le nombre d'organisations représentant la radicalisation religieuse a augmenté, en particulier dans le voisinage

immédiat de la Turquie. Al-Qaïda, responsable des attentats du 11 septembre, a perpétré des actes terroristes en Turquie. L'instabilité politique qui a suivi l'invasion de l'Irak par les États-Unis a favorisé l'émergence de l'État islamique (EI). Profitant ensuite de l'occasion offerte par la guerre civile en Syrie pour étendre son influence, l'EI est devenu une menace importante pour la Turquie (Köse et Coşkun, 2019 : 153-154 ; Güler et Özdemir, 2014). Comme on peut le constater, l'extrémisme religieux en Turquie résulte davantage de développements transnationaux, en particulier régionaux, que de dynamiques internes. La situation géographique de la Turquie la rend donc vulnérable au radicalisme religieux. Le FETÖ est un autre exemple de radicalisation religieuse et d'extrémisme que la Turquie a connu récemment (Miş et al., 2016). Bien que cette organisation soit encline à la radicalisation religieuse, elle a longtemps été présente au sein des forces armées turques (TSK), a utilisé les outils du radicalisme politique en Turquie et a même tenté un coup d'État. On peut donc en déduire que les tendances à la radicalisation en Turquie sont étroitement liées.

#### *II.I.I.VI. Nouveaux mouvements radicaux/néo-radicaux*

Les nouveaux mouvements radicaux ne présentent pas les mêmes motivations idéologiques et symboliques que les formes classiques de radicalisation. Ces mouvements sociaux se distinguent également des radicalisations classiques par leurs méthodes d'action et leurs structures organisationnelles. Ces nouveaux mouvements sociaux, qui se situent en dehors du spectre politique traditionnel gauche-droite, peuvent parfois se recouper. Cependant, ils s'opposent généralement aux positions de solidarité politique collective. Ils se concentrent généralement sur les effets des problèmes sociaux liés au processus de mondialisation. Les inégalités économiques, les rôles sociaux liés au genre, les problèmes environnementaux, les droits de l'homme, les droits des animaux, les migrations, les mouvements identitaires, les mouvements pacifistes et les mouvements d'opposition sont considérés comme faisant partie des nouveaux mouvements sociaux. La principale caractéristique de ces mouvements est leur flexibilité et leur absence de structure. En effet, l'organisation de ces mouvements se fait principalement par le biais

d'organisations de la société civile (OSC). Les technologies de la communication jouent un rôle important dans ces mouvements (Castells, 2008).

Dans le cadre des nouveaux mouvements sociaux en Turquie, les actions liées au radicalisme féministe et au radicalisme écologique occupent une place prépondérante. Depuis les années 1990, les OSC sont le moteur du développement du mouvement féministe en Turquie. De même, le radicalisme écologique est également mené par le biais des OSC en Turquie. Ainsi, les revendications des groupes sociaux sont exprimées et mobilisées. La participation à ces mouvements s'étend notamment grâce à Internet. En outre, il existe une perméabilité entre les participants aux nouveaux mouvements sociaux en Turquie (Köse et Coşkun, 2019 : 162-163). En effet, si les manifestations du parc Gezi ont commencé par un radicalisme écologique, elles se sont transformées au fil du temps en manifestations impliquant divers mouvements sociaux, voire en violences. Même si les nouveaux mouvements sociaux en Turquie ne se manifestent pas toujours de manière organisationnelle par des actions extrémistes, les motivations qui les animent peuvent potentiellement orienter les individus vers différentes organisations extrémistes.

Par exemple, de nombreuses études ont examiné le profil démographique des membres du PKK. Alaçam (2004) a constaté que 15,6 % des membres de l'organisation arrêtés étaient des femmes. Dans une étude plus récente réalisée par Teğin (2019), cette proportion est passée à 25 %. Ces tendances extrémistes peuvent servir d'exemples de féminisation des motivations féministes. En effet, les individus qui ne trouvent pas d'organisations capables de mener des actions extrémistes au sein du radicalisme féministe peuvent être enclins à se tourner vers différentes organisations extrémistes (Wood & Thomas, 2017 : 31-46). Cette situation peut constituer un exemple de la perméabilité entre les tendances radicales en Turquie. Cependant, les recherches montrent que l'exposition aux médias n'est pas en soi susceptible d'entraîner une radicalisation. Cela est démontré par le très petit nombre de cas d'individus devenus terroristes sous l'influence des seuls médias (Meleagrou- Hitchens et al., 2017). Même dans les processus où les médias et Internet jouent un rôle important, il a été

observé que des facteurs non médiatiques peuvent être plus importants (von Behr et al., 2013).

## II.I. II. Facteurs influençant les perceptions de la radicalisation

La radicalisation est un phénomène complexe et multidimensionnel, façonné par une grande variété de facteurs qui influencent le développement de croyances extrêmes chez les individus ou les groupes. Parmi ces facteurs figurent l'exposition aux médias, les conditions socio-économiques et le climat politique, qui jouent tous un rôle essentiel dans la perception et la sensibilité des individus à l'égard des idéologies radicales. La radicalisation n'est pas un processus isolé ; elle est profondément ancrée dans des structures sociales influencées par les progrès technologiques, les inégalités économiques et les dynamiques politiques.

Les technologies de communication, en particulier l'essor des réseaux sociaux, ont transformé la manière dont les idées, y compris les croyances radicales, sont partagées et renforcées. La généralisation des plateformes en ligne a permis aux groupes extrémistes de diffuser plus efficacement leurs messages, de rassembler des partisans à l'échelle mondiale et même d'influencer le discours public.

Si l'exposition aux médias peut faciliter la radicalisation, elle sert généralement davantage de moyen de renforcement que de déclencheur principal, et son impact varie en fonction d'autres facteurs sous-jacents. Les effets socio-économiques comptent parmi les facteurs qui contribuent le plus à la perception de la radicalisation.

La pauvreté, le chômage et les possibilités d'éducation limitées créent des environnements dans lesquels les idéologies radicales semblent offrir une solution aux injustices subies. Les sentiments de marginalisation et d'exclusion sociale aggravent cette situation, alimentent le sentiment d'injustice et poussent les individus à adopter des croyances plus extrêmes. Dans ce type de contexte, la radicalisation peut être considérée comme un exutoire permettant d'exprimer son mécontentement, de contester les inégalités perçues ou d'acquérir un sentiment d'identité et un but dans la vie.

Le contexte politique joue également un rôle central dans la formation des perceptions de radicalisation. L'instabilité politique, la discrimination, les conflits et le manque de représentation peuvent accroître les victimisations et alimenter les tendances radicales. Les événements politiques impliquant des conflits violents ou des répressions ont généralement un impact direct sur le processus de radicalisation et touchent non seulement les personnes directement concernées, mais aussi des communautés plus larges partageant des identités ou des idéologies similaires.

#### *II.I.I.I. Médias traditionnels et réseaux sociaux*

Les progrès des technologies de la communication et l'utilisation croissante d'Internet ne cessent de progresser. Cette augmentation augmente la probabilité que les individus soient exposés plus fréquemment à des contenus radicaux (Hawdon et al. 2019). Même dans les processus où les médias et Internet jouent un rôle important, il a été observé que des facteurs non médiatiques peuvent être plus importants. Les médias ne peuvent donc être considérés que comme l'un des facteurs de risque dans le processus de radicalisation. En effet, des études ont montré que la radicalisation cognitive (comme les médias) conduit rarement à une radicalisation comportementale (McCauley & Moskalenko, 2017). Pauwels et Hardyns (2018 : 36) soulignent qu'il ne faut ni ignorer ni exagérer les messages radicaux diffusés dans les médias traditionnels et les réseaux sociaux. De même, Wolfowicz et al. (2022) sont parvenus à une conclusion similaire dans leurs études expérimentales mesurant l'impact des médias traditionnels et des réseaux sociaux sur la radicalisation. Ils soulignent également que les outils des réseaux sociaux sont relativement plus efficaces que les autres médias dans ces processus. En raison de l'utilisation généralisée des moyens de communication de masse et des réseaux sociaux, les groupes terroristes ont trouvé facile de diffuser leurs messages de propagande auprès de l'opinion publique mondiale (Haklı, 2018 : 85). Cette situation a fait des médias non pas un déclencheur direct, mais un facteur influent sur la radicalisation. Les possibilités offertes par la technologie permettent aux organisations terroristes et aux groupes radicaux de faire connaître leurs actions à un large public, de trouver de nouvelles sources de financement et de recruter de nouveaux membres (Sevinç et Babahanoğlu,

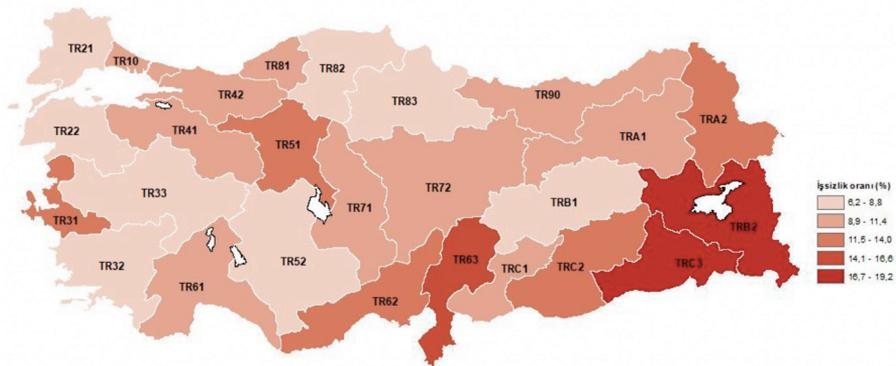
L'exemple de Daech peut être cité parmi les groupes qui utilisent efficacement cet outil. L'organisation diffuse sa propagande sur des plateformes telles que Twitter et Facebook et recrute de nouveaux militants dans différentes régions du monde. En effet, lors de la Coupe du monde 2014, l'EI a touché un large public grâce aux hashtags qu'il a utilisés sur Twitter (Haklı, 2018 : 200). En Turquie également, des images et des récits susceptibles de déclencher la radicalisation des migrants et d'attiser l'extrémisme de droite par le biais de la xénophobie peuvent occuper le devant de la scène sur les réseaux sociaux. La désinformation est notamment souvent utilisée pour déclencher ces processus. Par exemple, une vidéo tirée de Tik Tok a été partagée sur Twitter le 24 septembre 2023 et a été visionnée un grand nombre de fois. La vidéo était accompagnée de la légende « Manifestations appelant à l'expulsion des Arabes de Turquie et à l'interdiction de voyager ou de travailler en Turquie ». Cependant, il s'est avéré par la suite que les images montraient des personnes rassemblées pour un match de football (Küçükaksu, 2023). Comme le montre cet exemple, la radicalisation par les médias ne consiste pas seulement à rassembler des individus partageant les mêmes idées, mais aussi à utiliser la désinformation pour influencer les masses.

#### *II.I.II.II. Facteurs socio-économiques*

La littérature montre que divers facteurs socio-économiques tels que la privation sociale et économique, la socialisation, le sentiment d'appartenance à une communauté, le niveau de revenu, le statut social acquis ou donné, la profession, l'éducation et l'âge influencent la radicalisation des individus (Borum, 2003). En outre, les identités des individus peuvent parfois créer un sentiment d'exclusion du reste de la société et nourrir la conviction que les conditions actuelles ne changeront jamais. Cela conduit à l'émergence de sentiments extrémistes à l'égard du système et des personnes qui en font partie, ce qui déclenche la radicalisation (Bozkurt, 2021 : 161). En effet, dans une étude menée par Köse et Coşkun auprès d'étudiants universitaires (2019 : 213), il a été observé que cet élément était le facteur le plus déterminant dans la formation d'une sympathie envers le PKK, en particulier parmi les participants originaires de la région du sud-est de l'Anatolie en Turquie.

Les difficultés économiques actuelles à l'échelle mondiale poussent les populations à exprimer leurs difficultés et leurs privations avec des revendications plus virulentes. Ces revendications peuvent conduire à des extrémismes politiques, religieux ou autres, en particulier parmi les groupes ou les communautés à faibles revenus (Küçükcan, 2009 : 32-54). Le sentiment de privation et de victimisation suscité par ces situations est généralement perçu comme une inégalité et une injustice. Cette perception peut inciter les individus à s'aliéner de la société, à se radicaliser et même à rejoindre des organisations terroristes (Uslu, 2021 : 56). La répartition des taux de chômage par province en Turquie pour l'année 2022 est présentée dans le graphique 2. On constate que les provinces du sud-est de l'Anatolie affichent les taux de chômage les plus élevés. Ces données correspondent à la fois aux villes où Köse et Coşkun (2019) ont constaté une intensification des attitudes modérées envers les groupes terroristes parmi les jeunes et aux zones où la Turquie mène des opérations de lutte contre le terrorisme. Il convient toutefois de souligner que le gouvernement turc a investi depuis des décennies des sommes considérables dans ces villes, mais que le PKK n'a jamais approuvé ces investissements et a empêché le développement de la région par des attentats terroristes.

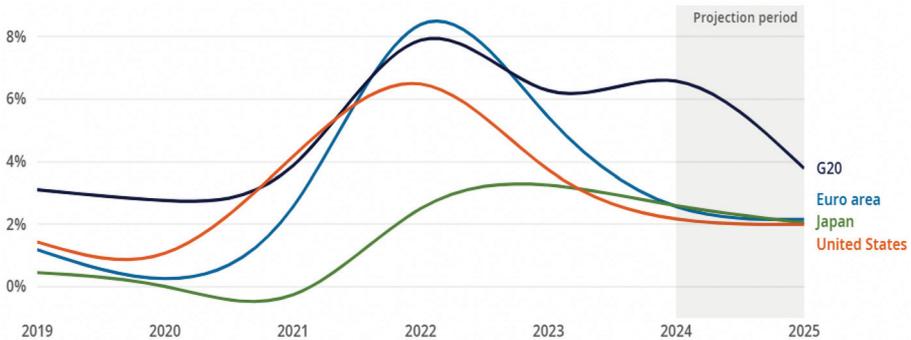
**Figure 2. Chômage en Turquie en 2022** Répartition du chômage en Turquie en 2022



Source : (TUİK, 2023)

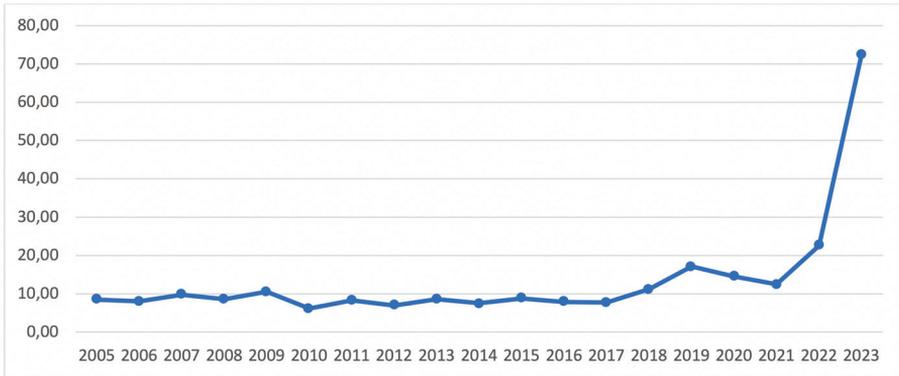
Les facteurs économiques, qui constituent un facteur de risque important pour la radicalisation, conduisent également à une importance croissante du niveau de prospérité des pays. La pandémie de 2020 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui a suivi ont gravement ébranlé l'économie mondiale. Le ralentissement général de l'économie mondiale se reflète également dans les tendances inflationnistes présentées dans le graphique 3. En effet, une évolution similaire de l'inflation est observée en Turquie, comme le montre le graphique 4. Cette situation pourrait indiquer une augmentation des tendances radicales à l'échelle mondiale en raison de la baisse du niveau de prospérité. Cependant, comme on le voit en Turquie, il serait erroné d'affirmer que les facteurs économiques constituent à eux seuls un risque de radicalisation. En effet, comme le montre la figure 4, malgré la stabilité des taux d'inflation entre 2015 et 2019, la figure 1 indique une augmentation significative des attentats terroristes en Turquie. Norman et Mikhael (2018) ont également conclu dans leurs travaux que le chômage ne conduit pas directement à la radicalisation, mais qu'il peut constituer un facteur de risque. En conclusion, sur la base des exemples cités et des travaux réalisés, il apparaît que les facteurs économiques liés au chômage et au bien-être ne constituent pas à eux seuls une motivation suffisante pour les tendances à la radicalisation.

**Figure 3.** Inflation en pourcentage des prix à la consommation



Source : (OCDE, 2024)

**Figure 4. Turquie** Taux de variation de l'inflation en Turquie sur la base d'une moyenne mobile sur 12 mois (%)



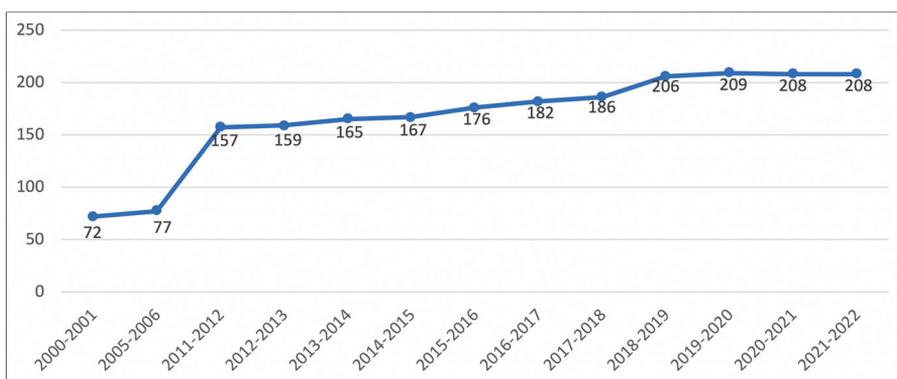
**Source :** (TUİK, 2024a).

Parmi les facteurs socio-économiques, l'âge et l'éducation sont d'autres variables importantes. Comme le montre l'histoire de la radicalisation en Turquie, les universités sont des lieux sociaux importants dans le processus de radicalisation. Dans ce contexte, les jeunes sont particulièrement enclins et disposés à se radicaliser. Mukhitov et al. (2022) affirment que les facteurs socio-économiques et culturels liés aux conditions sociales jouent un rôle important dans la radicalisation des jeunes. L'éducation est donc très importante pour les jeunes. L'éducation a une double relation avec la radicalisation. Premièrement, elle contribue à la situation socio-économique des jeunes pour leur avenir. À cet égard, il est essentiel d'améliorer l'éducation. Deuxièmement, comme en Turquie, les universités offrent non seulement des opportunités d'intégration dans des réseaux radicaux, mais fournissent également aux gouvernements des outils pour contrôler les tendances radicales et prévenir la radicalisation.

En outre, les universités permettent aux jeunes d'établir des relations avec divers groupes sociaux. Comme le montre la figure 5, le nombre d'universités en Turquie a presque triplé au cours des 15 dernières années. Si cette augmentation de l'accès à l'éducation semble positive, elle peut toutefois, dans de nombreux cas, empêcher les jeunes d'interagir avec différents groupes sociaux. En effet, une étude réalisée par Köse et Coşkun

(2019) a montré que les étudiants universitaires de la région sud-est ont tendance à préférer travailler avec des groupes similaires, car ils sont réticents à interagir avec des groupes sociaux de différentes villes. Cette tendance comporte un risque de radicalisation (et donc de massification) dans les régions concernées. Elle conduit ainsi à la reproduction du statut d'« autre » par ces jeunes individus. En outre, l'augmentation du nombre d'universités peut entraîner une dilution des ressources allouées à la prévention de la radicalisation.

**Figure 5.** Nombre d'établissements d'enseignement supérieur en Turquie



**Source :** (DrDataStats, 2024)

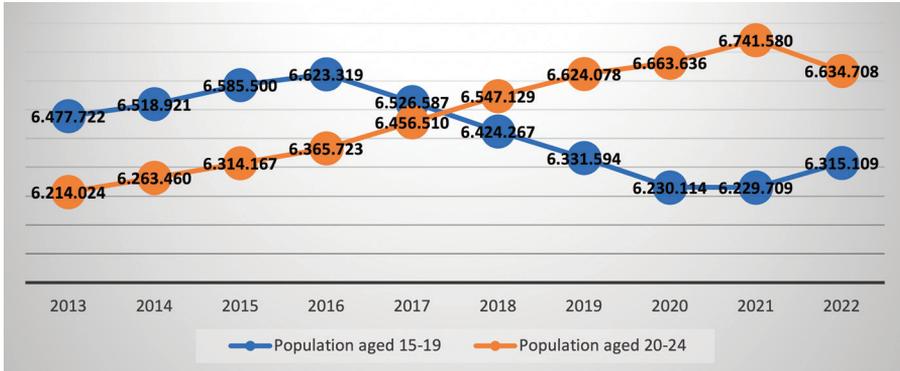
Un autre aspect à prendre en compte dans l'éducation en Turquie est la fréquentation scolaire. La population mondiale vieillit progressivement et la Turquie suit une tendance similaire. Comme le montre la figure 6, la population des 20-24 ans devrait connaître une légère baisse de 1,5 % en 2022 par rapport à 2021.

En revanche, la population des 15-19 ans a augmenté. Toutefois, les données présentées dans la figure 7 montrent une baisse de 16 % du nombre d'inscriptions à l'université pour l'année universitaire 2022-2023 par rapport à l'année précédente.

Cette baisse des inscriptions pourrait entraîner une diminution de la socialisation intellectuelle des jeunes dans le milieu universitaire et une

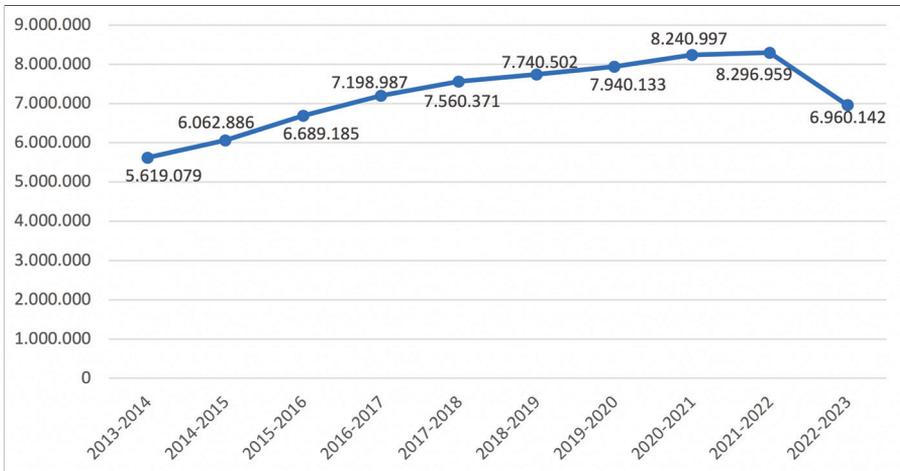
baisse du niveau général d'éducation dans la société, ce qui pourrait constituer un risque potentiel de radicalisation.

**Figure 6. Population des 15-19 ans et Population des 15-19 ans et 20-24 ans en Turquie**



Source : (TUİK, 2024b)

**Figure 7 Nombre d'étudiants inscrits pour l'année universitaire**



Source : (YÖK, 2024)

Dans un pays, l'éducation de la population immigrée est aussi importante que celle de la population générale. En effet, les jeunes privés d'éducation, à faible revenu, qui se sentent exclus et en crise identitaire sont susceptibles de commettre de nombreux délits à l'avenir. Ces jeunes,

qualifiés de « génération perdue » par la population locale (Orhan & Gündoğar, 2015 : 20), peuvent également présenter des tendances radicales. L'éducation est reconnue comme l'outil le plus important pour prévenir les problèmes sociaux. En effet, grâce à l'éducation, les nouvelles générations peuvent être formées de manière à surmonter les problèmes d'intégration et à assurer leur adaptation sociale et économique (Orhan & Gündoğar, 2015 : 35). Dans ce contexte, la Turquie accorde une importance particulière à l'intégration de la population étrangère, en particulier des Syriens, dans le système éducatif. Selon le dernier rapport publié par le ministère de l'Éducation nationale pour l'année scolaire 2021-2022, le taux de scolarisation des élèves étrangers en Turquie est de 68,51 %. Le taux de scolarisation des Syriens est quant à lui de 65 % (MEB, 2022).

### *II.I.II.III. Climat politique*

Le modèle de « l'escalier vers le terrorisme » de Moghaddam (2005), les conditions externes du modèle social/cognitif de Wiktorowicz (2005) et les conditions propices de Schmid (2013) considèrent les conditions politiques comme un facteur important dans le processus de radicalisation. En effet, les développements au niveau mondial ou national peuvent pousser des individus et des groupes vers la radicalisation et l'extrémisme. Ces situations sont généralement le résultat d'une perception d'injustice, d'inégalité et d'exposition à de telles conditions. Si l'on examine les tendances et l'histoire de la radicalisation en Turquie, on peut affirmer que le climat politique est le facteur de risque le plus important. En effet, les transformations que le climat politique du pays a connues au fil du temps ont créé une relation qui influence et déclenche toutes les tendances. Dans le contexte actuel, les situations de conflit, en particulier pendant les périodes électorales, entraînent une recrudescence des actions des groupes radicaux (Köse et Coşkun, 2019 : 205-206).

Le processus de paix peut illustrer l'importance du climat politique dans la radicalisation. Lancé en 2013 afin de remédier aux souffrances causées par les attentats terroristes perpétrés par le PKK au cours des 30 dernières années dans le sud-est et l'est de l'Anatolie, ce processus visait à désarmer l'organisation et à établir un terrain politique commun dans la région.

Cependant, contre toute attente, le PKK a renforcé son influence dans la région et a refusé de déposer les armes, ce qui a mis fin au processus en 2015 (Köse, 2017 : 13-40). Ce processus a suscité une intolérance envers « l'autre » au sein de certains groupes et a attisé les tendances droitières.

La Turquie a une expérience importante en matière de radicalisation dans sa politique intérieure. Cependant, l'instabilité dans son voisinage immédiat rend également la Turquie vulnérable aux tendances radicales. La guerre civile en Syrie, les conflits qui ont éclaté en 2011 et l'instabilité dans la région ont créé un environnement propice à l'influence des organisations terroristes. Des éléments tels que le PYD/YPG, en tant qu'extensions du PKK et d'organisations terroristes extrémistes, ont suscité la sympathie de groupes similaires en Turquie.

### II.I.III. Stratégies pour prévenir la radicalisation

Comme indiqué dans le présent document, la Turquie est confrontée depuis plus longtemps que de nombreux autres pays à une menace de radicalisation multiforme. Dans le contexte actuel, elle continue de lutter contre la radicalisation idéologique, religieuse et ethnique. Cette réalité en Turquie montre que la radicalisation ne peut être comprise uniquement en termes religieux, comme c'est le cas en Occident (Sönmez, 2017 : 18). La lutte de longue date contre le radicalisme et l'extrémisme a conduit la Turquie à adopter une approche multidimensionnelle. Dans ce contexte, la lutte contre le radicalisme est menée à l'aide de divers outils, tels que la dissuasion, la prévention de la radicalisation et des mesures nationales, internationales et coercitives.

Outre les efforts militaires et juridiques, des mesures actives sont également prises en Turquie pour prévenir la radicalisation ou mettre en œuvre des processus de déradicalisation. Dans ce cadre, 921 000 personnes ont notamment été touchées et intégrées à des programmes d'information en 2015. Afin de diffuser des contre-discours et d'encourager la socialisation, la participation à des projets sociaux tels que des activités sportives, artistiques et culturelles a été organisée. En outre, divers organismes tels que la Présidence des affaires religieuses, les prisons et le

ministère de la Jeunesse et des Sports ont dispensé une formation à leurs employés afin de sensibiliser et d'impliquer la société dans diverses activités (Sönmez, 2017 : 21). Le ministère de l'Intérieur, les universités, les administrations locales et les organisations de la société civile, en particulier, continuent de coopérer avec des institutions nationales et internationales afin de mettre en place des projets communs et de lutter contre la radicalisation. La participation à des efforts de coordination régionaux et internationaux est l'une des méthodes privilégiées par la Turquie dans sa lutte contre la radicalisation. En outre, au niveau local, les municipalités, les centres de jeunesse et les conseils de jeunesse organisent des événements et des activités destinés aux jeunes.

Outre les initiatives gouvernementales, les organisations de la société civile, les centres de recherche et les travaux universitaires jouent également un rôle dans la lutte contre la radicalisation en Turquie. L'une des organisations de la société civile les plus actives dans ce domaine est le Centre de recherche sur le terrorisme et la radicalisation, créé en 2021. En collaboration avec des institutions nationales et internationales, l'association organise des programmes intégrés visant à prévenir la radicalisation, l'extrémisme et le terrorisme en Turquie. En outre, la revue *Terrorisme et radicalisation*, gérée par l'association, apporte une perspective scientifique à la lutte contre la radicalisation et contribue ainsi au domaine universitaire. Des événements tels que le « Congrès sur la lutte contre le terrorisme et la radicalisation » organisé par l'université Başkent en 2023 contribuent au développement des travaux universitaires dans ce domaine. Le *Journal de la lutte contre le terrorisme (E-DATR)*, produit par le Centre d'excellence pour la lutte contre le terrorisme (COE-DAT) au sein de l'état-major des forces armées turques, continue de servir de plateforme de publication d'articles scientifiques.

## **II.II. Sensibilisation/compréhension de la radicalisation en Espagne**

Peut-être en raison de l'accent mis par les travaux sur la sécurité sur le terrorisme, la littérature traitant de la relation entre l'opinion publique et la radicalisation est peu abondante. Cependant, dans le cas de l'Espagne,

l'étude de Mata (2020) analysant l'influence de l'ETA sur le comportement politique des citoyens espagnols se distingue particulièrement. À cet égard, l'auteur a créé un indice qui prend en compte 1) le nombre de personnes tuées par l'ETA, 2) le type de personnes tuées par l'ETA, à savoir s'il s'agit de civils, d'hommes politiques ou de membres des forces de sécurité de l'État, et 3) les types de violence utilisés par l'ETA, tels que le racket, la violence dans les rues, les enlèvements et les assassinats. L'auteur établit notamment un lien avec la mortalité pendant les périodes où les attentats terroristes ont été perpétrés et ajoute que d'autres facteurs, tels que la couverture médiatique, les stratégies des partis politiques et la réponse de l'État à la menace, peuvent avoir une influence importante sur la perception du terrorisme.

En ce qui concerne le terrorisme fondamentaliste, il existe très peu de littérature traitant de la perception de la radicalisation fondamentaliste. Cependant, de nombreuses études abordent le risque potentiel lié à la montée du fondamentalisme.

En Europe, l'islamophobie est liée aux attitudes négatives à l'égard de l'immigration. Dans ce contexte, les études sur la montée de l'extrême droite populiste radicale occupent le devant de la scène et présentent ce que vit l'Europe et le monde comme une quatrième vague de mouvement d'extrême droite réactionnaire (Mudde, 2021). Ces discours présents dans l'opinion publique, comme ceux liés à Qanon, constituent un défi auquel il convient de se référer de manière appropriée, car ils correspondent à de nouveaux processus de radicalisation déjà présents en Europe, mais qui présentent des caractéristiques différentes de ceux observés précédemment aux États-Unis (Schulze et al., 2022).

### **II.II.I. Facteurs contribuant à la radicalisation**

Le gouvernement espagnol qualifie les processus de radicalisation de « radicalisation violente » (ministère de l'Intérieur, 2019), une notion qui laisse la porte ouverte à l'émergence de nouvelles menaces pour la sécurité au fil des ans. Cela s'explique par le fait que le pays a été confronté, au cours des dernières décennies, à différents défis liés à la violence politique de

nature locale et internationale. Au niveau local, à travers des mouvements révolutionnaires tels que le GRAPO (Sánchez-Cuenca, 2021), né dans les années 1970, ou d'autres mouvements combinant idéologie révolutionnaire et extrême droite, comme l'ETA. Selon les données du Collectif des victimes du terrorisme (COVITE, 2023), entre 1960 et 2023, 1 294 personnes ont été tuées en Espagne, les régions du Pays basque et de Catalogne étant les plus touchées. Parmi elles, 821 ont été tuées par l'organisation terroriste ETA. En ce qui concerne le terrorisme international, la même organisation estime à 192 le nombre de personnes tuées dans les attentats d'Atocha en 2004. Ces attentats ont été perpétrés dans le contexte de la participation éventuelle de l'Espagne à l'invasion de l'Irak et trois jours avant les élections, par des personnes liées à Al-Qaïda. Outre ces attentats, l'Espagne a également été victime d'autres attentats liés au terrorisme radical, perpétrés par des cellules proches de différentes organisations telles que Daech et d'autres.

À l'heure actuelle, comme l'indique la stratégie de sécurité nationale publiée par le gouvernement espagnol (Gouvernement espagnol, 2021), la menace terroriste active dans le pays est principalement le fondamentalisme radical. Dans ce contexte, le pays a été placé en état d'alerte de niveau 4, c'est-à-dire un niveau élevé, pour la période 2015-2023<sup>1</sup>. Dans ce cadre, le gouvernement espagnol a mis à la disposition des citoyens certains outils destinés à prévenir le terrorisme. L'un d'entre eux, l'application mobile *AlertCops*, est conçu pour permettre aux personnes disposant d'informations ou de soupçons concernant des processus de radicalisation ou des préparatifs d'actes terroristes de les signaler directement aux forces de sécurité<sup>2</sup>. Ce modèle peut être utile pour détecter précocement la radicalisation, mais il risque également de donner lieu à des modèles de « surveillance excessive des citoyens » (hypervigilance) sur certains groupes.

---

<sup>1</sup> This information can be checked on this website:  
<https://www.interior.gob.es/opencms/es/prensa/nivel-alerta-terrorista/>

<sup>2</sup> The App can be downloaded from the following website:  
<https://alertcops.ses.mir.es/publico/alertcops/en/>

Reinares, García-Calvo et Vicente (2019), qui ont étudié en profondeur le phénomène du radicalisme (qu'ils qualifient de « djihadiste ») en Espagne, identifient trois facteurs à prendre en compte pour comprendre les processus de radicalisation : 1) l'émergence d'une deuxième génération de fondamentalistes s'ajoutant au fondamentalisme acquis au sein de la famille, 2) deux facteurs de mise en relation différents et 3) les options de participation à des activités terroristes avant et après 2012. Les auteurs soulignent que le fondamentalisme n'a pas été un phénomène homogène dans le pays tout au long de son histoire, mais qu'il convient de distinguer au moins deux phases distinctes, de 2004 (année des attentats d'Atocha) à 2011, puis de 2012 (début de la guerre en Syrie) à aujourd'hui. La première phase a été marquée par l'influence d'Al-Qaïda dans le terrorisme international, tandis que la seconde phase s'est caractérisée par l'émergence et la présence internationale de Daech.

En ce qui concerne le premier facteur de radicalisation, les auteurs soulignent les similitudes entre la deuxième génération de fondamentalistes et le fondamentalisme local des pays européens. Jusqu'en 2011, le profil des fondamentalistes arrêtés ou tués en Espagne correspondait principalement à celui des immigrés originaires du Maroc. Cependant, à partir de 2012, les auteurs indiquent que six intégristes sur dix appartiennent à la deuxième génération, « c'est-à-dire qu'ils sont les petits-enfants d'immigrés musulmans, mais contrairement à leurs aînés, ils sont nés ou ont grandi en Espagne » (Reinares et al., 2019). Les auteurs soulignent que ces profils correspondent à ceux d'adolescents ou de jeunes musulmans et d'origine musulmane qui connaissent des tensions identitaires lorsqu'ils ne parviennent pas à trouver un équilibre entre leur culture d'origine et celle du pays dans lequel ils vivent. Les auteurs ajoutent à ce profil des jeunes non issus de l'immigration qui ont été impliqués dans d'autres processus de radicalisation et dont le profil est associé à des familles dysfonctionnelles et à une adolescence traumatisante. En bref, cette situation conduit à l'émergence d'un fondamentalisme endogène en Espagne : sept fondamentalistes arrêtés ou tués sur dix sont nés ou ont grandi en Espagne, et il s'agit généralement de jeunes.

En ce qui concerne les deux facteurs de relation, les auteurs font référence à la communication de ces personnes radicalisées avec des activistes ou des chefs religieux. D'autre part, ils mentionnent également le lien affectif établi avec le personnel radicalisé par le biais de liens familiaux, amicaux ou de voisinage. Ces deux facteurs différents sont apparus au cours des deux périodes étudiées, avant et après 2012. Cependant, les auteurs soulignent que les réseaux extrémistes locaux étaient concentrés dans cinq municipalités avant 2012, puis que ces municipalités se sont développées au cours de la deuxième période, et ils établissent un lien entre cette évolution et l'expansion des processus de radicalisation en ligne.

En ce qui concerne le troisième facteur, si l'on considère les deux phases avant et après 2012, les extrémistes arrêtés ou tués étudiés par les auteurs ont commencé par appartenir à des cellules organisées et actives dans le pays. Cependant, avec la diffusion de la propagande de l'EI, de nombreux extrémistes ont rejoint la Syrie ou l'Irak. Dans le cas des hommes, ils l'ont fait en tant que combattants terroristes étrangers, tandis que les femmes ont joué des rôles non opérationnels. Les auteurs soulignent que le rôle des femmes dans ces opérations de l'EI constitue une nouveauté en matière de prévention du terrorisme et de la radicalisation. En ce sens, Garcia (2020) a mené une étude en s'appuyant sur les travaux de Bosi et d'autres chercheurs. Le modèle relationnel de Della Porta a été appliqué aux femmes radicalisées en Espagne. Dans ce sens, le contexte est la création du califat au Levant en 2014, car la plupart des femmes étudiées se sont mobilisées pendant cette période. En ce qui concerne les facteurs méso, il a conclu que 90 % d'entre elles se sont radicalisées via les réseaux sociaux et qu'elles provenaient de quartiers périphériques tels que Príncipe Alfonso à Ceuta et La Cañada de Hidum à Melilla. L'auteur établit ensuite un lien entre la fragilité socio-économique à laquelle ces femmes sont exposées et les facteurs qui ont influencé leur processus de radicalisation. Au niveau micro, l'auteur souligne que la plupart de ces femmes ont moins de 23 ans, traversent une sorte de crise personnelle et ne trouvent pas de soutien dans leur famille et leur réseau social. D'autres facteurs, tels que le déracinement, la soumission dans les relations de couple ou l'absence d'attentes sociales en matière de recherche d'un conjoint, ont influencé le succès du processus de radicalisation.

## II.II. II. Distinguer l'extrémisme religieux et non religieux

Dans le cas de l'Espagne, on peut distinguer deux principales formes d'extrémisme qui touchent le pays. D'une part, l'existence de mouvements violents ou de groupes terroristes aux idéologies d'extrême droite et aux objectifs séparatistes. Cela fait partie du terrorisme interne qui existe dans le pays depuis les années 1960. En ce qui concerne l'extrémisme violent à caractère religieux, nous faisons référence au terrorisme intégriste, présent depuis 2004, qui présente les mêmes caractéristiques que ce type de terrorisme international dans de nombreuses autres régions du monde.

Le gouvernement espagnol (2019) indique que 400 personnes ont été arrêtées pour des liens avec le terrorisme entre 2012 et 2019, dont 70 % étaient des extrémistes. Les autres personnes arrêtées étaient liées à l'ETA, mais cette organisation a annoncé en 2011 qu'elle cessait ses activités et a déclaré en 2018 que son orbite avait pris fin et que ses structures avaient été complètement démantelées (Aizpeolea, 2021). Le gouvernement considère donc que la menace active pour la sécurité est d'ordre extrémiste. Dans ce contexte, ils soulignent l'impact de la campagne de recrutement et de formation de combattants menée par Daech et mettent en évidence deux risques potentiels pour le pays.

Premièrement, la présence de combattants terroristes étrangers qui se sont rendus en Syrie ou en Irak avant de revenir en Espagne. Ils soulignent qu'il s'agit d'une situation sans précédent et qu'elle est également répandue dans d'autres pays européens. Cette situation constitue l'un des principaux facteurs susceptibles d'accélérer et d'étendre les processus de radicalisation parmi d'autres personnes. Ces individus, qui présentent déjà des profils radicalisés, constituent un risque potentiel et peuvent finir par commettre des attentats.

Cependant, la stratégie de sécurité accorde une importance particulière aux prisons, qu'elle considère aujourd'hui comme l'un des principaux foyers de radicalisation. Ces établissements pénitentiaires sont invités à promouvoir des stratégies de prévention de la radicalisation et à adapter celles qui existent déjà. Pour le gouvernement, il s'agit là d'un des

principaux défis à relever pour identifier les facteurs de risque et prévenir la violence politique actuelle et future.

### *II.II.III. L'extrémisme religieux en Espagne*

L'extrémisme religieux, en particulier le terrorisme radical, est une préoccupation majeure en matière de sécurité en Espagne, notamment depuis les attentats à la bombe de Madrid en 2004, qui ont marqué un tournant dans l'approche du pays à l'égard du terrorisme. Les attentats perpétrés par des personnes liées à Al-Qaida s'inscrivent dans un contexte plus large de fondamentalisme mondial et visaient spécifiquement l'Espagne en réaction à son soutien à la guerre en Irak. Cet événement illustre la nature transnationale de l'extrémisme fondamentaliste en Espagne et souligne la manière dont les conflits mondiaux peuvent avoir des répercussions locales.

En Espagne, l'extrémisme religieux est principalement associé à des idéologies fondamentalistes qui mettent l'accent sur une interprétation déformée de l'islam afin de légitimer la violence. Le phénomène de radicalisation extrémiste a considérablement évolué depuis 2004. Au départ, le profil des extrémistes en Espagne était largement constitué de migrants de première génération originaires d'Afrique du Nord, en particulier du Maroc. Cependant, au fil des ans, on a assisté à un glissement notable vers la participation de migrants de deuxième génération nés ou élevés en Espagne, mais confrontés à des tensions culturelles et identitaires, ainsi que de radicaux autochtones. Ces personnes se sentent souvent prises au piège entre les valeurs culturelles de leurs parents et les normes sociales de la société espagnole, ce qui les conduit à un sentiment d'exclusion. Cette situation les rend plus vulnérables aux discours extrémistes qui leur promettent un sentiment d'appartenance et de sens.

Les plateformes numériques ont joué un rôle important dans la montée du radicalisme en Espagne. L'utilisation généralisée des réseaux sociaux et des canaux de communication cryptés a facilité la diffusion de la propagande extrémiste et rendu plus efficaces les efforts de recrutement. Les espaces en ligne ne sont pas seulement un moyen de diffuser des idées radicales, ils

offrent également un sentiment d'appartenance à une communauté aux individus qui se sentent aliénés ou marginalisés dans leur vie hors ligne. Les groupes extrémistes utilisent des plateformes telles que YouTube, Twitter (aujourd'hui X), WhatsApp et Telegram pour partager des vidéos, des articles et des témoignages personnels glorifiant le djihad et le martyr, et inciter des individus vulnérables à rejoindre leur cause.

Les conditions socio-économiques contribuent également de manière significative à l'extrémisme religieux en Espagne. Les régions marginalisées telles que Ceuta et Melilla ont été particulièrement sensibles à la radicalisation en raison de leurs taux de pauvreté élevés, de leur accès limité à une éducation de qualité et du chômage généralisé. Ces difficultés socio-économiques créent un environnement propice aux idéologies extrémistes, car celles-ci se présentent souvent comme une solution aux griefs systémiques. En outre, l'absence de politiques d'intégration efficaces isole davantage les communautés et entrave les efforts visant à lutter contre la radicalisation à la racine.

L'approche du gouvernement espagnol en matière de lutte contre l'extrémisme religieux est multidimensionnelle et axée sur les opérations de renseignement, le contrôle des frontières, les programmes communautaires et la surveillance numérique. Si des initiatives telles que l'application mobile AlertCops, qui permet aux citoyens de signaler des activités suspectes, ont été mises en place pour renforcer la participation de la population, ces mesures n'ont pas été exemptes de controverses. Des inquiétudes ont notamment été exprimées, en particulier au sein des communautés musulmanes, quant au profilage et à la discrimination, qui pourraient exacerber le sentiment d'aliénation et contribuer involontairement à une radicalisation accrue. L'équilibre entre la sécurité et la protection des libertés civiles reste un défi permanent dans la lutte contre l'extrémisme en Espagne.

### *II.II. II. II. L'extrémisme non religieux en Espagne*

Contrairement à l'extrémisme religieux, l'extrémisme non religieux en Espagne est principalement le fait de mouvements d'extrême droite et

séparatistes qui réclament l'autonomie régionale ou l'indépendance. Les racines historiques de ces mouvements remontent à la période franquiste et même avant, lorsque les pressions exercées sur les identités régionales ont alimenté la résistance et donné naissance à des idéologies extrémistes. L'exemple le plus notable d'extrémisme non religieux en Espagne est l'organisation séparatiste basque ETA (Euskadi Ta Askatasuna), qui a mené une campagne violente depuis les années 1960 jusqu'à la trêve de 2011 et sa dissolution définitive en 2018.

L'extrémisme non religieux en Espagne se caractérise par des mouvements qui revendiquent le droit à l'autodétermination, comme au Pays basque et en Catalogne, et qui se concentrent sur des revendications territoriales et l'identité ethnique. Ces mouvements ont rassemblé des soutiens en exprimant des revendications historiques, en mettant l'accent sur les différences culturelles et en présentant leur lutte comme une résistance à la répression étatique. Le discours de ces mouvements s'articule généralement autour de la préservation des langues régionales, des traditions et de l'autonomie politique, ce qui leur confère une forte influence dans la politique locale.

La structure organisationnelle des groupes extrémistes non religieux en Espagne a été plus centralisée et officielle que celle des réseaux extrémistes religieux. L'ETA, par exemple, a maintenu une organisation hiérarchique ouverte avec des branches politiques, militaires et logistiques distinctes. Sa branche politique, Herri Batasuna, a soutenu le programme séparatiste plus large de l'ETA tout en cherchant à obtenir une légitimité par les urnes. Bien que l'ETA ait mis fin à ses actions violentes, son héritage continue d'influencer les mouvements d'extrême droite au Pays basque, qui cherchent désormais à atteindre leurs objectifs par des moyens pacifiques et démocratiques. L'existence de partis d'extrême droite traditionnels tels que le Parti national basque (PNV) et Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) témoigne d'une transition de l'extrémisme violent vers la négociation politique, même si des groupes radicaux persistent.

Le climat politique a joué un rôle important dans la formation de l'extrémisme non religieux en Espagne. Des événements tels que le référendum sur l'indépendance de la Catalogne en 2017

Ce référendum, déclaré illégal par le gouvernement espagnol, a exacerbé les tensions entre les mouvements régionaux et le gouvernement central. Les réactions violentes, telles que l'intervention de la police et l'emprisonnement de dirigeants catalans, ont attisé la colère et les sentiments radicaux au sein de certaines franges de la population. Cette situation montre comment les réponses politiques aux revendications régionales peuvent atténuer ou exacerber les tendances radicales. Un dialogue et des négociations efficaces sont indispensables pour répondre à ces revendications et prévenir la résurgence de l'extrémisme violent.

Les facteurs socio-économiques contribuent également à l'extrémisme non religieux. Les régions touchées par un taux de chômage élevé, un développement économique limité et un sentiment de négligence de la part de l'État sont plus enclines à soutenir les mouvements d'extrême droite. Pour de nombreux partisans, l'extrémisme d'extrême droite représente une forme de protestation socio-économique, car ils estiment que leur région est marginalisée par le gouvernement central. Cette situation crée un terrain fertile pour le développement d'idéologies radicales, les identités régionales s'entremêlant avec les revendications socio-économiques et renforçant l'attrait des discours extrémistes.

Bien que l'extrémisme religieux et non religieux en Espagne repose sur des bases idéologiques différentes, il partage certaines caractéristiques qui favorisent la radicalisation. Les deux types d'extrémisme exploitent les conflits d'identité culturelle, religieuse ou ethnique-régionale pour rallier des partisans et légitimer leurs actions. Ils tirent également parti des revendications socio-économiques en se présentant comme des solutions alternatives aux problèmes systémiques tels que les inégalités, la discrimination et la marginalisation politique. En outre, tant les extrémistes religieux que ceux d'extrême droite utilisent les plateformes numériques à des fins de propagande, de recrutement et de coordination, même si leurs tactiques et leurs messages varient en fonction de leur public cible.

Malgré ces similitudes, les deux types d'extrémisme diffèrent considérablement en termes d'objectifs, de méthodes et d'impacts. L'extrémisme religieux, en particulier le fondamentalisme, vise une

transformation mondiale conforme à la vision idéologique de l'EI. Il tend à cibler les civils sans distinction afin de semer la peur et de déstabiliser la société. En revanche, l'extrémisme non religieux, en particulier les mouvements d'extrême droite, est davantage axé sur l'obtention d'une autonomie régionale ou de l'indépendance. Historiquement, en Espagne, ces mouvements ont pris pour cible les autorités publiques, les infrastructures et les représentants du gouvernement central dans le cadre de leurs stratégies visant à faire avancer leurs objectifs politiques.

### *II.II.II.III. Défis et réponses stratégiques*

La lutte contre l'extrémisme religieux et non religieux en Espagne nécessite une approche différenciée qui tienne compte des caractéristiques propres à chaque forme d'extrémisme tout en reconnaissant leurs points communs. La promotion de l'intégration sociale, l'amélioration des opportunités économiques et l'égalité d'accès à l'éducation sont des mesures essentielles pour prévenir la radicalisation. Impliquer les communautés dans le dialogue, offrir des services de soutien et fournir des contre-récits qui mettent l'accent sur la coexistence pacifique et le respect mutuel sont également des stratégies fondamentales.

Pour lutter contre l'extrémisme non religieux, il est essentiel de s'attaquer aux inégalités régionales, d'assurer une représentation politique équitable et d'encourager le dialogue entre les acteurs régionaux et nationaux afin de réduire les sentiments radicaux. Lorsque cela est approprié, des réformes constitutionnelles accordant une plus grande autonomie régionale peuvent contribuer à réduire les tensions et à prévenir la résurgence de mouvements séparatistes violents.

D'une manière générale, la lutte contre ces deux formes d'extrémisme nécessite de trouver un équilibre entre les mesures de sécurité et la protection des libertés civiles. Si la surveillance, le renseignement et les forces de l'ordre ont un rôle important à jouer, ils doivent être mis en œuvre de manière à ne pas aliéner les communautés ni exacerber les griefs existants. En comprenant les différents facteurs et caractéristiques de l'extrémisme religieux et non religieux, l'Espagne peut élaborer des

stratégies ciblées et efficaces pour promouvoir la paix, la sécurité et la cohésion sociale.

### II.II.III. Facteurs influençant les perceptions de la radicalisation

En ce qui concerne les facteurs influençant la radicalisation, la littérature distingue trois types de facteurs : 1) les facteurs culturels et immatériels étroitement liés au rôle des médias et des réseaux sociaux ; 2) les facteurs sociaux et matériels, tels que la pauvreté, l'exclusion sociale et la marginalisation ; et 3) les facteurs politiques, tels que l'insatisfaction à l'égard du gouvernement et de la société, et l'attrait de l'État-providence.

En ce qui concerne les facteurs influençant la radicalisation, la littérature distingue trois types : 1) les facteurs culturels et immatériels, étroitement liés au rôle des médias et des réseaux sociaux (Norris et Inglehart, 2019) ; 2) les facteurs socio-économiques (Rydgren, 2007) ; et 3) les facteurs liés au climat politique (Ignazi, 1992).

#### II.II.III. I. Facteurs culturels, médias traditionnels et réseaux sociaux

En ce qui concerne les facteurs culturels et immatériels, les options politiques radicales attirent les électeurs qui recherchent une « revanche culturelle », défendent des valeurs traditionnelles qu'ils jugent perdues et aspirent généralement à un passé mythique ou inexistant (Norris & Inglehart, 2019).

La composante culturelle du radicalisme va de pair avec le rôle croissant des émotions et des identités en politique (Goodwin et al., 2001) et a trouvé dans les plateformes en ligne et les réseaux sociaux un moyen idéal de se propager. Ce facteur contribue à expliquer le radicalisme d'extrême droite et religieux, en particulier chez les jeunes.

En Europe, l'extrémisme de droite radical identifie les migrants non européens, en particulier ceux provenant de pays musulmans, comme la principale menace pour la culture locale. Les partisans de ce type d'extrémisme perçoivent les migrants non pas comme une menace économique, mais plutôt comme une menace ethnoculturelle (Lucassen & Lubbers, 2012). Les médias, en particulier les plateformes en ligne (Ellinas,

2018 ; Zeiger & Gyte, 2020), mais aussi les médias traditionnels, jouent un rôle central dans la propagation du discours de haine et de l'islamophobie (Yusha'u, 2015).

En revanche, le radicalisme religieux identifie dans ce cas deux menaces culturelles à l'égard de la tradition religieuse : l'imposition mondiale des valeurs occidentales et l'assimilation culturelle des communautés immigrées musulmanes en Europe. Comme dans le cas de l'extrémisme de droite, les plateformes en ligne et les réseaux sociaux jouent un rôle fondamental dans la propagation et le recrutement des extrémistes (Kadivar, 2017 ; Hollewell & Longpré, 2022). Cependant, les organisations radicales extrémistes qui défendent ouvertement la violence terroriste ont souvent recours à des sites web du Deep Web, à des forums protégés et à des applications de messagerie cryptée (Winter et al., 2020).

Le message de discorde culturelle diffusé par les médias a un impact, du moins dans les pays européens, en particulier sur les hommes, les jeunes et les habitants des zones rurales. La révolution féministe de ces dernières années a provoqué une « crise de la masculinité » qui a conduit certains hommes à adopter des positions radicales contre l'égalité des sexes, défendue par le radicalisme de droite (Nagle, 2017) et l'extrémisme religieux. Si cette crise touche toutes les tranches d'âge, mais la radicalisation a un impact plus marqué sur les jeunes. En effet, les jeunes ont traditionnellement une approche plus critique du statu quo et s'intéressent aux mouvements radicaux qui proposent un nouveau modèle de citoyenneté leur accordant davantage de pouvoir (Hirschman, 1970 ; Bennett, 2012).

En effet, certaines études, telles que celles de Hollewell & Longpré (2022), montrent que les jeunes hommes ayant fait des études supérieures ont tendance à approuver plus souvent les attitudes favorables à la violence politique et au terrorisme et sont donc plus exposés au risque de radicalisation. De même, la radicalisation autour de la défense des valeurs traditionnelles et du rejet de l'immigration et du féminisme est plus forte dans les milieux ruraux, car ces zones sont peu diversifiées et dominées par un type de relations sociales culturellement familières et « authentiques » (Förtner et al., 2021).

L'intérêt académique pour la radicalisation en ligne est apparu dans le contexte post-11 septembre (Hollewell & Longpré, 2022) et constitue l'une des voies menant à la radicalisation. Les forums de discussion, les blogs et, plus spécifiquement, les plateformes en ligne telles que YouTube, Twitter (actuellement X) et Facebook sont utilisés pour diffuser des idées extrémistes, inciter à la violence, recruter des membres et créer des groupes, des organisations ou des communautés motivés par la haine (Correa et Sureka, 2013 ; Kadivar, 2017 ; Ganesh et Bright, 2020 ; Zeiger et Gyte, 2020). L'utilisation de ces plateformes, en particulier des réseaux sociaux, a modifié la dynamique de la radicalisation en ligne, notamment chez les jeunes, et a favorisé l'auto-radicalisation (Hollewell & Longpré, 2022).

Des études empiriques telles que celles de Ledwich & Zaitsev (2019) concluent que, contrairement à ce qu'affirment les médias traditionnels, l'algorithme de recommandation de YouTube n'encourage pas les contenus extrémistes, mais dissuade plutôt les utilisateurs de consulter ce type de contenus. Toutefois, d'autres études, telles que celles de Hassan et al. (2018), soutiennent que l'exposition à la violence et aux contenus radicaux en ligne est liée à des attitudes extrémistes et augmente le risque de commettre des actes violents au sein de groupes radicaux d'extrême droite et extrémistes.

Si Internet ne détermine pas l'adoption de croyances extrémistes, les nouvelles technologies ont facilité la diffusion d'idées radicales par le biais de processus de socialisation progressive (Marwick et al., 2022). Les groupes extrémistes utilisent les plateformes en ligne à des fins de communication, de propagande, de recrutement, de logistique, de financement et de piratage informatique (Winter et al., 2020 ; Hollewell et Longpré, 2022).

Parmi les techniques les plus courantes de propagande extrémiste figurent l'utilisation d'images, de photographies et d'illustrations (Tarín et al., 2018 ; El Ghamari, 2023) et les théories du complot (Jääskeläinen et Huhtinen, 2020). Les groupes politiques radicaux ont de plus en plus recours à une propagande sophistiquée (Awan, 2007) pour discréditer leurs adversaires, influencer les processus électoraux ou stigmatiser certains groupes ethniques, culturels, religieux ou politiques (Fenster, 1999 ; Bartlett et Miller, 2010 ; Tarín, 2017a, 2017b ; Tarín et al., 2018).

### *II.II.III. II. Facteurs socio-économiques*

Une deuxième explication du vote radical est socio-économique. Les causes sociales et économiques du radicalisme politique font l'objet de débats théoriques depuis le début du XXe siècle (Verba & Schlozman, 1977) et constituent l'une des causes abordées par les gouvernements pour prévenir l'extrémisme (Richards, 2003). La littérature sur le comportement électoral considère que les perceptions des conditions économiques défavorables, tant au niveau personnel que national, et leur lien avec la responsabilité du gouvernement et des partis traditionnels favorisent le succès électoral du radicalisme (Rydgren, 2007). Ainsi, le vote en faveur de partis ou d'options politiques radicales peut s'expliquer par la théorie du vote économique (Duch & Stevenson, 2008 ; Lewis-Beck & Stegmaier, 2008). D'autre part, la psychologie sociale soutient que la tendance au radicalisme, en particulier chez les jeunes, est déterminée par des caractéristiques personnelles liées à des conditions sociales liées à des problèmes socio-économiques et culturels (Mukhitov et al., 2022).

Parmi les déterminants socio-économiques du radicalisme, deux sont particulièrement importants pour les jeunes : les inégalités économiques et le chômage et le manque d'opportunités. Certaines études soutiennent que les inégalités socio-économiques constituent un terrain fertile pour les idées radicales (Makki & Akash, 2021). Plus précisément, l'inégalité sociopolitique est positivement corrélée à la radicalisation cognitive, tandis que l'inégalité économique est liée à la radicalisation comportementale (Franc & Pavlović, 2023). Cependant, des études telles que celles de Ouassini & Verma (2018) et Myagkov et al. (2019) remettent en question l'influence de ces facteurs et identifient d'autres conditions sociodémographiques telles que l'accès à l'État, l'absence d'institutions de sécurité publique et le fait de résider dans des régions périphériques.

D'autres études relient la radicalisation, en particulier chez les jeunes, au chômage et au manque d'opportunités sur le marché du travail (Stevkovski, 2014 ; Al-Badayneh et al., 2016 ; Beramendi et al., 2018 ; Iqbal et al., 2020). En effet, le manque d'opportunités économiques dû au chômage et au faible niveau d'éducation pousse les individus radicalisés à

rejoindre des groupes violents et terroristes, tant extrémistes (Abdel Jelil et al., 2018 ; Gouda et Marktanner, 2019) qu'extrême droite (Falk et al., 2011). Cependant, des études telles que celles de Norman et al. (2018) remettent en question le lien de causalité direct entre chômage et radicalisme et suggèrent que le chômage n'est qu'un facteur parmi d'autres pouvant conduire à la radicalisation.

### *II.II.III.III. Climat politique*

Tout comme les facteurs socio-économiques, les déterminants politiques sont également liés aux attitudes et aux comportements extrémistes et violents (Makki & Akash, 2021). Les facteurs politiques tels que la gouvernance, l'absence de l'État et les plaintes sont parfois plus importants que les facteurs culturels et sociaux (Allan et al., 2015). Parmi les facteurs politiques, ceux liés aux événements politiques et aux perceptions de la réponse du gouvernement sont particulièrement importants (Ignazi, 1992).

Un climat général de méfiance à l'égard des institutions démocratiques contribue à l'émergence d'une culture politique plus critique, marquée par une tendance à l'extrémisme et à la radicalisation, en particulier parmi les jeunes générations dans certains pays (Muxel, 2020). Les sciences politiques ont étudié le radicalisme du point de vue du comportement électoral et se sont concentrées sur ses causes et ses conséquences. Bien que le présent rapport se concentre sur les causes de la radicalisation, il est également essentiel de comprendre ses conséquences afin de sensibiliser le public à la prévention du radicalisme chez les jeunes.

Dans ce contexte, l'arrivée au pouvoir d'options politiques radicales peut entraîner un affaiblissement, voire l'effondrement de la démocratie (Haggard et Kaufman, 2021 ; Levitsky et Ziblatt, 2018). Cependant, cette situation peut parfois avoir des effets positifs, car le radicalisme encourage la participation des groupes déçus par le système politique et peut permettre à ces groupes de s'intégrer dans le système par le biais des élections (Abramowitz et Saunders, 2008 ; Alfaro-Redondo, 2019). Le radicalisme peut donc devenir un élément qui, loin de menacer la démocratie, la

renouvelle et la renforce. Mais cela n'est possible que si le radicalisme ne rejette pas les valeurs démocratiques et ne défend pas le recours à la violence pour conquérir ou conserver le pouvoir (Bohigues, 2021). Dans le cas contraire, le radicalisme devient un élément qui menace la coexistence. C'est pourquoi le présent rapport se concentre sur les deux formes principales de radicalisme présentes aujourd'hui en Espagne : l'extrême droite et le fondamentalisme radical.

Si l'on se concentre sur l'Espagne, il n'y a pas de parti islamiste représenté dans les institutions, mais il existe des formations d'extrême droite, dont l'une, Vox, a atteint un niveau de représentation important et fait partie des gouvernements locaux et régionaux. Des études telles que celles de Barragán & Rivas (2022) montrent que les déterminants du vote en faveur de Vox sont idéologiques et liés à la perception du gouvernement et des institutions. Ainsi, l'idéologie (droite), le nationalisme espagnol, les opinions négatives à l'égard des immigrants, le fort intérêt pour la politique et la méfiance à l'égard des politiciens expliquent le vote en faveur de ce parti. Les facteurs sociodémographiques tels que l'euroscpticisme et le genre n'ont aucune incidence. Cependant, chez les jeunes (moins de 35 ans), d'autres facteurs entrent en jeu, tels que le mécontentement à l'égard du gouvernement ou le rejet d'une plus grande intégration dans l'Union européenne.

### **II.III. Sensibilisation/compréhension de la radicalisation en Ukraine**

Afin de mieux comprendre les tendances à la radicalisation et leur perception en Ukraine, il est important d'examiner l'histoire du pays sous l'angle de l'histoire mondiale des dernières décennies. Selon le Réseau européen sur la radicalisation, 93 % de tous les cas d'extrémisme dans les pays occidentaux ont été commis par des groupes radicaux de gauche ; il ne faut pas oublier qu'une partie importante d'entre eux avaient des liens indirects avec l'Union soviétique (Farinelli & Marinone, 2021). Réseau de sensibilisation à la radicalisation 2021 En outre, les mouvements d'extrême droite et anticolonialistes (qui ont également soutenu des idées de gauche au XXe siècle) ont bénéficié d'un soutien direct de l'URSS sous forme de

briefings, de formation et de fourniture d'armes. Les problèmes d'extrémisme sont en grande partie le résultat de crises sociales et de problèmes sociétaux. En d'autres termes, le processus de radicalisation est un phénomène « organique » de la vie sociale (Tarasyuk, 2023).

Dans le contexte ukrainien, l'extrémisme n'a pas été perçu historiquement comme un problème interne important. Au contraire, les cas de radicalisation ont généralement eu des origines externes et ont été principalement alimentés par des influences étrangères. Les animateurs de jeunesse ukrainiens continuent de reconnaître que les causes profondes de la radicalisation, telles que l'instabilité politique, les difficultés économiques et l'injustice sociale, ne sont généralement pas dirigées contre les autorités ukrainiennes ou les groupes sociaux au sein de l'Ukraine. Ces facteurs ont plutôt été associés à des pressions extérieures, notamment celles exercées par les régimes russes tout au long de l'histoire, y compris les périodes tsariste, soviétique et actuelle. D'un point de vue historique, la société ukrainienne n'a pas manifesté de sentiment généralisé de privation de droits ou d'aliénation parmi les différentes couches de la population. Au contraire, les Ukrainiens ont toujours aspiré à l'indépendance, en mettant l'accent sur leur identité nationale et leur droit à utiliser librement leur langue. Les mouvements extrémistes tels que l'Organisation des droits de l'Ukraine et l'Armée partisane ukrainienne (OUN-UPA) ont été présentés non pas comme des formations radicalisées, mais comme des groupes d'extrême droite luttant pour la souveraineté de l'Ukraine contre des puissances étrangères telles que les régimes russe et polonais (Zasenko et al., 2024).

Le début de la Première Guerre mondiale et le conflit qui a éclaté le 1er août 1914 entre la Russie et l'Autriche-Hongrie ont eu des conséquences importantes pour les Ukrainiens sous la juridiction des États belligérants. Au sein de l'Empire russe, une répression contre l'expression culturelle et les organisations ukrainiennes a été lancée, entraînant l'arrestation ou l'exil de personnalités importantes. Après l'occupation de la Galicie, le gouvernement russe a tenté d'intégrer complètement la région, interdisant la langue ukrainienne, fermant les institutions ukrainiennes et préparant la

dissolution de l'Église grecque-catholique. Cependant, ces efforts de russification ont été stoppés par la reconquête de la région par les forces autrichiennes au printemps 1915. Entre-temps, l'Ukraine occidentale est restée un champ de bataille et a subi de graves difficultés et destructions en raison des conflits militaires qui se poursuivaient.

À la fin de la Première Guerre mondiale et à la suite des troubles révolutionnaires qui ont suivi, le territoire ukrainien a été divisé entre quatre États différents. La Bucovine est devenue une partie de la Roumanie, tandis que la Transcarpatie a été intégrée à la nouvelle Tchécoslovaquie. La Pologne a pris le contrôle de la Galicie et de la partie occidentale de la Volhynie, en plus des petites régions voisines du nord-ouest. Entre-temps, les territoires situés à l'est de la Pologne ont commencé à être connus sous le nom d'Ukraine soviétique. En 1928, le gouvernement a lancé une campagne ciblée contre les « riches » paysans, qualifiés de « koulaks » sans définition précise. Ces mesures répressives allaient de l'augmentation des impôts et des quotas de livraison de céréales à la confiscation totale des biens.

Au milieu des années 1930, cette campagne aboutit à la déportation forcée d'environ 100 000 familles vers des régions reculées de Sibérie et du Kazakhstan. La politique de Staline conduisit, en 1932-1933, à une famine dévastatrice, l'Holodomor, qui fut une catastrophe démographique sans précédent en temps de paix. On estime que cinq millions de personnes sont mortes en Union soviétique, dont environ quatre millions d'Ukrainiens. Au milieu de ses efforts d'industrialisation et de collectivisation, le gouvernement soviétique a également lancé une campagne de répression contre ce qu'il qualifiait d'« excès d'extrême droite », ce qui a conduit à un démantèlement agressif de l'identité culturelle ukrainienne. Dans la région ukrainienne de Galicie, contrôlée par la Pologne et connue sous le nom de « Petite Pologne orientale », la langue ukrainienne a été soumise à une répression importante dans les années 1930, tout comme les établissements d'enseignement. Au cours de cette période, on a observé une promotion délibérée de la polonisation au sein du système éducatif. Sous la domination polonaise, le nationalisme révolutionnaire a pris de l'ampleur et l'Organisation des droits de l'Ukraine occidentale (OUN), un mouvement clandestin très répandu, a commencé à étendre son influence.

De même, dans la région de Bucovine, anciennement sous domination autrichienne, les Ukrainiens ont vu leur expression culturelle, leur langue et leur éducation réprimées. L'attaque surprise de l'Allemagne contre l'URSS a commencé le 22 juin 1941 et une partie de la population ukrainienne a initialement accueilli les forces allemandes comme des libérateurs. Cependant, les nazis ont tenté d'imposer leur programme idéologique « racial » dans les régions sous leur contrôle, ce qui a conduit à l'envoi forcé en Allemagne d'environ 2,2 millions de personnes, connues sous le nom d'Ostarbeiter ou « travailleurs de l'Est », pour y être réduites à l'esclavage. Les expressions culturelles ont été réprimées et l'éducation a été réduite au niveau primaire. Pendant cette période, les partisans soviétiques et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) ont mené une guérilla contre les forces allemandes, en plus de leurs conflits internes. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le régime soviétique a rapidement rétabli son emprise totalitaire par le biais du Parti communiste et de la police secrète, et a pris pour cible toutes les personnes associées au nationalisme ukrainien.

Par la suite, outre les victimes de la répression religieuse et des efforts de collectivisation, environ un demi-million de personnes ont été expulsées de l'ouest de l'Ukraine pour avoir participé à des mouvements insurrectionnels et d'extrême droite. Malgré des revers occasionnels, le Kremlin a poursuivi sans relâche sa politique de russification depuis 1959. En 1939, les forces soviétiques avaient envahi ces régions, qui ont ensuite été intégrées à l'URSS. Compte tenu des restrictions imposées à l'expression directe de l'opposition à la position politique dominante, la défense de la langue et de la culture ukrainiennes a généralement pris des formes subtiles. Il s'agissait notamment de célébrer la langue maternelle à travers la poésie, d'exprimer des préoccupations concernant le manque de manuels scolaires en ukrainien et d'encourager les abonnements à des publications en ukrainien.

À partir de 1965, le mouvement d'opposition nationale a connu une croissance importante, s'exprimant par divers moyens, tels que l'envoi de lettres de protestation et de pétitions aux autorités gouvernementales, la création de groupes informels et de forums de discussion, l'organisation de

réunions publiques et de manifestations. Tout au long des années 1970, le régime a réagi non seulement par des arrestations et des exécutions, mais aussi par le recours controversé à des hôpitaux psychiatriques pour les prisonniers politiques. Contrairement aux mouvements de masse qui ont rapidement émergé dans les républiques baltes et transcaucasiennes dans les années 1980, le réveil national encouragé par les politiques de transparence (glasnost) en Ukraine s'est développé plus lentement. En Ukraine, en particulier dans la région du Donbass, les ouvriers industriels, traditionnellement peu organisés, ont commencé à se mobiliser dès 1985, avec les premiers signes d'agitation apparus dans des lettres envoyées par des mineurs. Cependant, ce n'est qu'en juillet 1989 qu'un important mouvement d'auto-organisation parmi les mineurs du Donbass a catalysé une grève qui a marqué un tournant important vers la politisation massive de la société ukrainienne cette année-là.

Le 16 juillet 1990, l'Ukraine a proclamé son indépendance, un mouvement qui s'est produit alors que Mikhaïl Gorbatchev tentait de réprimer la montée de l'extrême droite. Il a proposé un nouvel accord d'union visant à accorder une large autonomie aux républiques soviétiques tout en maintenant le contrôle central dans des domaines clés tels que la politique étrangère et l'armée. En réaction à la possibilité de renoncer aux droits à la souveraineté nouvellement proclamée, les Ukrainiens, menés par des étudiants, ont organisé des manifestations de masse et une grève de la faim à Kiev en octobre 1990. Cette période de tension a atteint son paroxysme en août 1991, lorsque la tentative de coup d'État des partisans de la ligne dure du gouvernement Gorbatchev a échoué en quelques jours seulement. Profitant de ce moment, le Parlement ukrainien a convoqué une session extraordinaire et proclamé l'indépendance totale de l'Ukraine le 24 août 1991. La citoyenneté a été accordée au peuple ukrainien sur une base inclusive (et non ethnique ou linguistique). À la lumière des éléments présentés ci-dessus, nous pouvons conclure que la répression politique a joué un rôle important dans la radicalisation de la société ukrainienne au cours des 100 dernières années au moins.

Aujourd'hui, la tendance à l'imposition d'attitudes radicalisées de l'extérieur se poursuit. Les manifestations anti-Maïdan de 2013-2014, par

exemple, constituent un cas qui a fait l'objet d'enquêtes internes et externes en Ukraine et qui a révélé des pratiques inquiétantes de la part de partis pro-russes visant à « prouver » l'existence d'un soutien pro-russe au sein de la société ukrainienne. D'une part, on ne peut pas affirmer qu'il n'y ait pas dans la société des personnes qui se méfient de l'intégration européenne ou qui soutiennent le Parti des régions et Viktor Ianoukovitch. De même, il n'est pas correct de dire que tous ceux qui ont participé aux actions de protestation dans certaines régions de l'Ukraine ont été « achetés ». Cependant, l'influence de la Russie est indéniable, tout comme l'utilisation de ces mouvements dans la guerre hybride menée contre l'Ukraine depuis 30 ans. Par exemple, l'organisation terroriste (anciennement « civile ») « DNR » est active depuis 2005. Elle a utilisé diverses méthodes, participé aux actions des néofascistes russes lors du congrès de Seliger (2013) et organisé des « défilés » conjoints avec le Parti communiste ukrainien, autre allié de la Russie, en tant que groupe terroriste.

Les outils de radicalisation semblent assez primitifs d'un point de vue théorique, car le bombardement de désinformation qui dure depuis des années et l'utilisation de récits spéculatifs ou délégitimant visant l'Ukraine sont des éléments fondamentaux de ce processus. Par exemple, la Russie a réussi à instrumentaliser les constructions historiques régionales de la période 1917-1921 ou des éléments de la vie quotidienne de certains groupes sociaux. En combinant ces éléments, elle a donné un sens aux problèmes actuels à travers des événements et des structures historiques, créant ainsi un nouveau cadre d'interprétation (frame). L'imbrication profonde et durable de ces constructions historiques et idéologiques dans l'ensemble de la société est généralement appelée « mentalité ». Même si ce concept, tel qu'il est utilisé ici, est loin d'être scientifiquement précis, l'imposition d'un tel cadre aux individus est l'une des tâches fondamentales d'un État agressif dont l'objectif est de construire un groupe radical. La formation d'un groupe radical repose sur la série d'actions suivantes :

- Identification des groupes marginaux, examen de leurs problèmes sociaux et de leur niveau de mécontentement à l'égard du gouvernement et/ou de la structure sociale.

- Le maintien d'un discours sur une menace personnelle ou sociale, l'attribution de cette menace à des entités spécifiques (par exemple, une élite dirigeante) et l'exagération et la dramatisation de ses conséquences.
- L'utilisation de récits pour mobiliser une partie ou l'ensemble du groupe. Cela s'obtient par la mise en œuvre de diverses technologies de contrôle du comportement des groupes sociaux et dépend de l'importance des ressources matérielles investies.

Les terroristes en question, les « DNR », ont fait référence au concept de République de Donetsk-Krivoy Rog comme une structure de façade visant à légitimer l'occupation des régions orientales de l'Ukraine par les forces militaires soviétiques. Cependant, les manifestations pacifiques, qui n'étaient pas soumises à la pression d'autres participants, ont presque immédiatement donné lieu à des actions menées non seulement par des formations paramilitaires, mais aussi par des formations armées militaires. Cette transition soudaine est assez inhabituelle, même sans tenir compte de la présence de soldats russes. En substance, les actions relativement pacifiques du mois de mars ont été suivies d'un bond en avant, avec la prise de contrôle des bâtiments administratifs par des militants le 11 avril (Tarasyuk, 2023).

### II.III. I. Distinguer l'extrémisme religieux et non religieux

Les conflits religieux en Ukraine sont en grande partie dus à la présence de nombreuses organisations religieuses et à la diversité des communautés religieuses. Des conflits religieux hérités de l'histoire resurgissent périodiquement entre les communautés en Ukraine. Par exemple, les conflits au sein de l'orthodoxie sont dus à la division de cette dernière en trois Églises indépendantes, chacune revendiquant le monopole de la représentation de l'orthodoxie en Ukraine. Les conflits entre orthodoxes et grecs catholiques sont particulièrement aigus. La concurrence acharnée entre les différentes Églises a conduit à une division du territoire ukrainien en zones où l'une des Églises orthodoxes ou grecques catholiques est

prédominante. Certaines confessions se contentent d'une représentation secondaire, voire symbolique, dans ces zones. Les changements sociopolitiques ont également entraîné de nouvelles divisions orthodoxes en Ukraine, des conflits entre chrétiens et musulmans et des tensions entre les organisations religieuses traditionnelles et non traditionnelles (Tchaikovsky, 2007).

Le principal document réglementaire dans le domaine des activités religieuses est la loi ukrainienne du 23 avril 1991 « Sur la liberté de conscience et les organisations religieuses ». Cette loi garantit aux citoyens le droit de satisfaire leurs besoins religieux conformément à leurs convictions, définit les exigences applicables aux organisations religieuses en Ukraine et prévoit que les autorités et les citoyens reconnus coupables d'avoir enfreint la législation relative à la liberté de conscience et aux organisations religieuses sont soumis à la responsabilité prévue par la loi. Selon la législation ukrainienne, l'Église est séparée de l'État. La loi ukrainienne « sur les fondements de la sécurité nationale de l'Ukraine » mentionne parmi les menaces fondamentales et potentielles pour la sécurité nationale et la stabilité sociale de l'Ukraine « la possibilité d'extrémisme dans les activités de certaines associations de minorités nationales et communautés religieuses » (Tchaikovsky, 2007). Toutes les institutions chargées d'assurer la sécurité nationale de l'Ukraine sont tenues, dans le cadre de leurs compétences, de lutter contre l'extrémisme : le président, la Verkhovna Rada (Parlement) et le Conseil des ministres, le Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, les forces de l'ordre, les ministères et autres organes exécutifs centraux, les partis politiques, les associations de citoyens et les citoyens ukrainiens eux-mêmes. Les violations susceptibles d'être commises par des extrémistes religieux sont également soumises à une enquête en vertu du Code administratif et du Code pénal ukrainiens.

Selon Oleksandr Sagan, docteur en philosophie et directeur du département des études religieuses de l'Institut de philosophie H.S. Skovoroda de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, le réseau religieux en Ukraine est très dense. On compte une communauté religieuse pour 1 600 citoyens. Les organisations religieuses en Ukraine disposent donc

d'un réseau puissant qui l'emporte largement sur les autres organisations de la société civile et le réseau des autorités nationales et locales. Le Patriarcat de Moscou est actuellement perçu en Ukraine comme une église russe qui constitue le cinquième pouvoir du Kremlin. À cet égard, il existe désormais un consensus entre les habitants de l'est et de l'ouest du pays, qui sont artificiellement opposés par la propagande russe utilisant comme prétextes la langue ou la prospérité industrielle. Une enquête réalisée en mai 2023 par le Centre Razumkov montre une augmentation du nombre de croyants qui ne s'identifient à aucune des Églises orthodoxes d'Ukraine : il s'agit de croyants orthodoxes qui ne souhaitent pas s'identifier à la Patriarchie de Moscou ou qui ne peuvent s'y identifier, mais qui, en raison de leur éducation, certaines croyances et préjugés (CBIT About Us., 2023).

De manière générale, après de nombreuses enquêtes criminelles révélant comment les églises de la Patriarchie de Moscou en Ukraine ont œuvré pour les intérêts russes, même pendant l'occupation totale de 2022-2023, 66 % des Ukrainiens estiment que l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou en Ukraine doit être interdite et 85 % pensent que le gouvernement doit intervenir dans ses activités. Tels sont les résultats d'un sondage réalisé par l'Institut international de sociologie de Kiev entre le 26 mai et le 5 juin 2023. Ces chiffres sont en hausse, car en décembre 2022, 54 % des personnes interrogées se sont prononcées en faveur de l'interdiction et 78 % souhaitaient que l'État intervienne dans une certaine mesure dans les activités des députés de l'UOC. Toutefois, à ce jour, la législation ukrainienne ne permet pas d'interdire l'UOC MP en tant qu'entité juridique, car l'UOC MP n'est pas une personne morale (Tatarenko, et.al., 2023).

Dans le même temps, la création d'une Église orthodoxe ukrainienne locale commune est essentiellement une réponse à la transformation de l'Ukraine en une version politique de l'orthodoxie russe et à la proclamation d'une nouvelle idéologie de la Fédération de Russie, qui annonce la renaissance de l'Empire moscovite sous la forme d'une URSS 2.0 ou d'une autre forme. Toutefois, le problème commun qui sépare l'Église ukrainienne du Patriarcat de Moscou est la tendance des structures ecclésiastiques et des institutions gouvernementales à recourir à des ressources administratives

plutôt qu'à une composante éducative et informative ; ce facteur de radicalisation restera donc présent (CBIT About Us., 2023).

### II.III. II. Identification des facteurs de risque potentiels

L'Institut de sociologie mène depuis 1991 des études sociologiques annuelles visant à mesurer l'évolution des Ukrainiens d'année en année. Les changements dans l'état d'esprit de la société ukrainienne ont une structure fluctuante ; depuis 2011, toutes les études sociologiques ont mis en évidence une consolidation de la société ukrainienne dans de nombreux domaines. Avant la guerre de 2014 en Ukraine, les forces de droite et de gauche se sont radicalisées à la suite de la stratégie systématique mise en œuvre par le Kremlin à travers ses représentants, tels que le Parti communiste ukrainien, l'Église orthodoxe et les médias pro-russes. La radicalisation occasionnelle des relations interethniques (principalement à l'encontre de la population rom) est le résultat d'une radicalisation générale de la société.

Lors de la réunion du Club des droits de l'homme intitulée « Radicalisation de la société » en 2019, il a été discuté que la radicalisation dans le domaine politique était liée à un manque général de culture politique, au non-respect des principes juridiques, à la confiance exclusive dans les intérêts politiques, à la tendance à recourir à la force contre les opposants politiques et à la réticence et l'incapacité à prendre en compte les intérêts des minorités. En conséquence, même les forces politiques plus proches des idéologies centristes ont tendance à se radicaliser dans leurs activités tant au sein du parlement que de l'exécutif. On observe un glissement général vers la droite dans la politique ukrainienne : les forces politiques centristes deviennent centristes de droite et les forces centristes de droite se radicalisent davantage.

Il ne faut toutefois pas oublier que la majorité des Ukrainiens sont relativement modérés et ne souhaitent pas soutenir les forces politiques radicales de droite lors des élections. Les radicaux de droite n'ont remporté qu'une seule victoire aux élections législatives. En 2012, le parti « VO Svoboda » a obtenu 10 % des voix, dans un contexte de déception générale suite aux affrontements entre les groupes orange. Cependant, en l'espace

d'un an, leur soutien est tombé à 5 % et ils n'ont pas réussi à entrer au parlement en 2014. Alors que le conflit armé avec la Russie se poursuit, l'extrême droite continuera de susciter l'intérêt. Malgré près de 28 ans d'indépendance, certains groupes ethniques ukrainiens autochtones de certaines régions continuent de se sentir victimes de discrimination (sans parler des territoires occupés). Si cette situation persiste, les idées radicales de droite trouveront un terrain fertile. Tant que les droits des communautés linguistiques, religieuses, ethniques et autres ne seront pas protégés, le respect des droits de l'homme ne pourra être considéré comme une réussite.

En 2019, le nombre de personnes jugeant inacceptable le recours à la torture est passé de 86 % avant la guerre à 75,6 %, ce qui signifie que près d'un Ukrainien sur quatre considère que le recours à la torture est acceptable, en particulier à l'encontre des séparatistes (Zakharov, 2019). Le recours à la force auquel ont été contraints les défenseurs du Maïdan à Kiev, la mort d'un nombre important de personnes au Maïdan et les combats armés dans l'est du pays ont entraîné une forte baisse de l'immunité à la violence acceptée par les médias en 2019. Dans le même temps, on a observé une augmentation sensible de la haine envers les séparatistes, de la joie suscitée par la mort des militants et de la diffusion sur les réseaux sociaux de photos de cadavres d'ennemis. Cette dernière tendance est stable depuis 2022-2023. Les facteurs systémiques de la radicalisation ont été identifiés en 2012 par R. Bortnik, président du centre d'analyse « Joint Goal », et restent inchangés :

- La déception causée par les partis politiques. Au cours des 20 années qui ont suivi l'indépendance, la population s'est lassée des partis oligarchiques et claniques, de leurs promesses vaines et du fossé entre leurs programmes électoraux et leurs actions concrètes. Les partis parlementaires qui se disent libéraux ou sociaux-démocrates en Ukraine ne mettent pratiquement jamais en œuvre leur programme politique. Si l'on ne considère pas la lutte pour la propriété et le pouvoir comme des idéologies, leurs actions sont rarement conformes à l'idéologie qu'ils proclament. Au lieu de cela, le positionnement réel ne repose pas sur des bases idéologiques,

mais sur des indicateurs politiques tels que l'orientation de la politique étrangère, les opinions historiques, la langue ou l'appartenance religieuse. Par conséquent, une partie importante des individus déçus ne vote pas pour le pouvoir ou l'opposition, mais pour « quelqu'un d'autre ». Un autre exemple est la manière dont les partis politiques pro-russes ont alimenté les tendances radicales en Ukraine : En mars 2013, Oleksandr Yefremov, chef du groupe parlementaire du Parti des régions, a qualifié ses collègues de l'opposition de « néofascistes », ce qui a immédiatement provoqué une bagarre physique entre les députés. Le parti a alors tenté de les opposer à des partis politiques nationaux actifs tels que « Svoboda » (Liberté) et « Batkivshchyna » (Patrie) en associant les termes « fascisme » et « néonazisme » à l'utilisation de vêtements traditionnels nationaux et de la langue ukrainienne. Puis, en mai, le gouvernement a organisé une campagne intitulée « Vers l'Europe sans fascistes ! » dans les grandes villes ukrainiennes. En outre, le Parti des régions a commencé à recruter des jeunes hommes physiquement aptes à participer à des affrontements lors de ces manifestations et d'autres manifestations similaires. Des politologues ukrainiens et allemands ont souligné que la radicalisation attisée par ce parti était le résultat d'un scénario politique savamment orchestré (Bortnik, 2012).

- Crise économique et pauvreté. La stagnation économique de l'Ukraine, l'absence de réforme du secteur social et, d'une manière générale, l'inefficacité de la politique sociale, les retraites et les salaires nettement inférieurs à ceux des pays voisins créent un terrain fertile pour l'aliénation sociale et le radicalisme en Ukraine. Les gens haïssent les citoyens riches et ont tendance à les blâmer pour tout événement négatif. En 2011, environ 55 % des Ukrainiens étaient prêts à participer à des manifestations de rue en cas de grave détérioration de la situation économique, en raison de leur désapprobation politique. Cependant, la richesse matérielle était la principale raison qui poussait les gens à descendre dans la rue en 2011. Les événements historiques qui ont suivi ont montré que la

dimension politique était également un facteur important dans le développement de l'Ukraine.

- L'organisation et le déroulement d'élections qui n'ont jamais été considérées comme démocratiques et transparentes par les citoyens. Cela entraîne une méfiance à l'égard des représentants d'un gouvernement qui apporte rarement un soutien supplémentaire à l'opposition existante.

À l'heure actuelle, dans le contexte de l'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine, divers milieux sociaux susceptibles de devenir la cible d'efforts délibérés de radicalisation ont émergé (Tarasyuk, 2023). L'Ukraine compte plusieurs millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus d'un million de soldats, dont une grande partie passera sa vie à faire face aux conséquences directes de la guerre. En outre, de nombreux réfugiés à l'étranger continuent de se heurter à des difficultés d'intégration dans les sociétés occidentales, ainsi qu'à des problèmes d'adaptation s'ils retournent en Ukraine. La Russie peut également exploiter les discours polarisant différents groupes sociaux, par exemple entre le personnel militaire et les civils, en diffusant des récits sur les hommes qui ont réussi à fuir illégalement à l'étranger ou en répandant activement des informations erronées sur les règles de mobilisation (récits conditionnels selon lesquels « tout le monde doit se rendre aux tranchées sans être préparé »). Les récits de nature plus sociale, tels que la contestation des droits des femmes et des hommes ou les récits d'abus dans les unités militaires, constituent également un risque. La diffusion de récits populistes classiques, faciles à utiliser tant en temps de paix relative qu'en temps de guerre, tels que l'idée qu'« il nous faut un bataillon de députés et la guerre sera finie en un jour », présente un risque certain. Les problèmes macroéconomiques, tels que l'augmentation de la pauvreté et la baisse générale du niveau de vie, sont également évidents.

La guerre légitime sans aucun doute la violence dans une large mesure, en particulier à cette échelle et lorsqu'il s'agit d'une menace aussi existentielle pour le pays. De plus, il est important de se rappeler que tous ces événements représentent avant tout le destin d'individus qui, même s'il

ne s'agit pas d'une guerre à grande échelle, peuvent projeter leurs problèmes personnels sur la réalité politique et sociale en Ukraine. La radicalisation individuelle peut devenir un phénomène beaucoup plus répandu à travers les difficultés personnelles rencontrées dans la vie (théorie du « loup solitaire »). En Ukraine, des exemples de ce type d'extrémisme ont été observés sous la forme d'attaques terroristes notoires, comme celle perpétrée en 2020 par Maksym Kryvosh, le « terroriste de Loutsk », qui a pris en otage un bus rempli de passagers.

À l'heure actuelle, l'Ukraine rencontre des difficultés pour mettre en place une nouvelle infrastructure visant à prévenir la radicalisation, car cela nécessite des conditions relativement stables. Le soutien apporté par la Russie aux groupes séparatistes et terroristes constitue un problème important. L'influence de la propagande russe reste particulièrement dangereuse. Selon un sondage réalisé par la Fondation pour les initiatives démocratiques Iko Kucheriv, fin 2022, environ 12 % des Ukrainiens avaient encore une opinion négative de l'effondrement de l'URSS et environ 9 % de la population n'approuvait pas la condamnation du régime totalitaire. En ce qui concerne l'évaluation de l'effondrement de l'URSS et presque toutes les questions relatives à l'avenir, il existe des différences entre les groupes de participants dont les langues de communication quotidienne et la situation financière sont différentes. Dans la vie quotidienne, les personnes qui parlent russe ont également une opinion positive de l'effondrement de l'URSS, mais parmi elles, le nombre de personnes qui pleurent la disparition de l'URSS est environ 20 % plus élevé que parmi les personnes qui parlent ukrainien.

La même tendance s'observe chez les personnes ayant un statut financier moins élevé que les participants plus aisés. Environ 73 % des Ukrainiens approuvent la décision de l'État de condamner l'URSS comme un régime totalitaire communiste ayant mené une politique de terreur d'État. Cette opinion est dominante dans toutes les régions, où le pourcentage de personnes qui ne sont pas d'accord ne dépasse pas 14 % (environ 14 % dans le sud de l'Ukraine

14 % dans le sud et 12 % dans l'est). Un peu plus de la moitié des Ukrainiens déclarent que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine les a amenés

à réévaluer leur passé soviétique. Bien qu'il s'agisse d'une évaluation subjective, les questions précédentes ont montré un changement important dans la mémoire historique de l'opinion publique par rapport à la période précédant l'invasion à grande échelle. En août 2020, environ 31 % de la population ukrainienne était convaincue par la propagande russe que les événements de Maïdan étaient un « coup d'État », cette opinion étant majoritaire dans le sud et l'est du pays.

La région sud de l'Ukraine, en particulier la région d'Odessa, seule région traditionnellement russophone et non touchée par l'occupation, mérite une attention particulière. Dans un sondage réalisé dans la région d'Odessa à l'été 2023, environ 35 % de la population s'est déclarée fermement opposée au changement des noms soviétiques des rues et des places en noms locaux ou nouveaux. En outre, plus de 9 % des personnes interrogées ne sont absolument pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle le Patriarcat de Moscou facilite l'agression russe en Ukraine. Ce sont là de bons exemples des domaines dans lesquels la désinformation russe peut influencer et façonner les opinions des groupes afin de les radicaliser.

Bien sûr, de tels indicateurs ne signifient pas nécessairement un potentiel de radicalisation ou d'extrémisme, ni même un potentiel de mobilisation pour des manifestations. Cependant, il existe des exemples potentiellement plus inquiétants. Dans la même enquête menée dans la région d'Odessa, plus de 10 % des participants ont déclaré que les changements apportés à l'enseignement scolaire depuis 2014 n'étaient rien d'autre qu'une réécriture de l'histoire. Il est frappant de constater que 16 % des participants du sud de l'Ukraine considèrent la Révolution de la Dignité comme un coup d'État. Cela ne fait pas seulement état du mécontentement de la population, mais pourrait également indiquer que ce groupe est susceptible de se radicaliser davantage, probablement en s'opposant aux politiques de décommunisation et de dé-russification. Il est toutefois important de noter que ce chiffre a diminué de 20 % par rapport aux résultats d'un sondage national réalisé au printemps 2023. Bien que ces chiffres ne constituent pas une preuve d'une menace évidente, ils révèlent des divergences d'opinion au sein des groupes majoritaires qui pourraient être utilisés ou ne sont pas encore utilisés par la Russie comme « pouvoir

doux » ou moyen d'influence. Tout en conservant leur position marginale, ces groupes relatifs majoritaires indiquent simplement que les opinions et, à terme, les actions hostiles à l'Ukraine sont plus susceptibles d'émerger. Comme indiqué précédemment, l'influence douce de la Russie n'a pas pris fin et, bien qu'elle soit moins efficace, elle se poursuit.

La radicalisation, l'un des objectifs de l'influence russe, a été utilisée tout au long du conflit avec l'Ukraine et continuera de l'être. Quelles que soient les conditions de la libération de l'occupation et l'issue éventuelle du conflit, l'État et la société ukrainiens seront confrontés à la difficulté d'établir une communication avec les citoyens ukrainiens qui ont vécu sous le régime russe pendant près de dix ans. Cette situation sera encore aggravée par les problèmes liés au grand nombre de citoyens russes et d'apatrides. Les administrations de ces régions auront besoin de toute l'attention de Kiev, mais les conflits, les problèmes liés à l'influence de la propagande, la collaboration et les générations élevées dans une politique identitaire russe constitueront sans aucun doute un autre défi sans précédent. L'infiltration et le contrôle par la force ne peuvent garantir la sécurité à cette échelle et, en l'absence d'une politique de réintégration cohérente, ils risquent de catalyser les opinions extrêmes parmi les groupes les plus marginaux.

C'est pourquoi certains points clés méritent d'être soulignés. Premièrement, l'enquête menée dans la région d'Odessa révèle une tendance inquiétante au mécontentement à l'égard des politiques publiques de décommunisation et de dé-russification. Cette population pourrait devenir la cible de la désinformation et de la propagande russes. Deuxièmement, même si l'influence douce de la Russie en Ukraine est moins visible, elle n'a pas disparu pour autant. Cette situation est particulièrement caractéristique des régions traditionnellement russophones telles que la région d'Odessa, mais cela ne signifie pas qu'elle n'existe pas ailleurs en Ukraine. En l'absence de stratégies de communication efficaces, le risque de radicalisation de la société ukrainienne augmente. Les efforts visant à réintégrer les régions et les populations restées sous administration russe constituent un défi particulier qui requiert une attention particulière. Nous sommes ici confrontés non seulement à des questions juridiques, mais aussi à des questions d'identité.

De ce point de vue, les administrations d'Odessa et d'autres régions ont besoin de toute l'attention de Kiev. Cependant, nous ne devons pas oublier que les conflits, l'influence de la propagande et les générations qui ont grandi sous l'influence de la politique identitaire russe constituent un défi sans précédent. Les méthodes coercitives ne résolvent pas tout et il sera extrêmement important de développer une expérience, en particulier pour les régions occupées qui doivent être réintégrées depuis 2014.

Fondamentalement, dans le prolongement de la propagande russe, le nationalisme existe en tant que mouvement en Ukraine, il est efficace et bénéficie même du soutien officieux de nombreux politiciens, mais officiellement, le nationalisme n'est pas une politique publique en Ukraine. Les journalistes, les experts et les intellectuels publics se trouvent dans la nécessité d'expliquer au public certaines manifestations du nationalisme chez les politiciens ou les personnalités publiques. La classe dirigeante ukrainienne a lutté, dans un laps de temps historiquement court, pour assimiler et intégrer dans la culture ukrainienne une population importante issue de l'Empire russe/de l'URSS et russophone. Cependant, les Ukrainiens, en tant que nation, ne soutiennent ni le nationalisme non intégrateur ni l'impérialisme.

### II.III.III. Facteurs influençant la perception de la radicalisation en Ukraine

En Ukraine, comme dans d'autres contextes, les perceptions de la radicalisation sont façonnées par l'interaction complexe de nombreux facteurs. Il est essentiel de comprendre cette interaction, tant pour les décideurs politiques que pour les chercheurs et l'opinion publique. Dans le cadre de ce projet, les éléments traditionnels et sociaux des médias, les facteurs socio-économiques et le climat politique qui influencent la perception de la radicalisation en Ukraine seront examinés.

#### II.III.III. I. Médias traditionnels et réseaux sociaux

Les médias traditionnels et les réseaux sociaux jouent tous deux un rôle important dans la formation des opinions et peuvent contribuer à la radicalisation. Les médias traditionnels, qui comprennent les journaux, la

télévision et la radio, ont une influence considérable sur la perception du public grâce au cadrage, à la définition de l'agenda, au sensationnalisme, au journalisme partial et à la facilitation des chambres d'écho. Tout cela peut généralement être réalisé par des personnes appelées « gardiens », qui jouent un rôle très important dans le contrôle du flux d'informations et dans la formation du récit qui parvient au public. Généralement composés d'individus ou d'équipes éditoriales au sein des médias, ces gardiens décident quelles histoires seront couvertes, comment elles seront cadrées et dans quelle mesure elles seront mises en avant. Les chercheurs débattent depuis longtemps du rôle des gardiens dans les médias et de la question de savoir s'ils font plus de bien que de mal (Durani et al., 2023). Quel que soit leur rôle, leur pouvoir de cadrer les sujets et de fixer l'agenda permet aux médias et à leurs gardiens de façonner la compréhension du public et, potentiellement, de présenter certains groupes comme une menace ou des victimes.

En Ukraine, la propriété des médias est historiquement concentrée entre les mains de quelques personnes et organisations, dont certaines sont liées à des partis politiques ou à des intérêts commerciaux spécifiques et ne servent qu'à promouvoir le discours et les intérêts des personnes ou des organisations en question. En Ukraine, « la plupart des politiciens et des oligarques propriétaires de médias considèrent que les médias constituent un outil très puissant pour façonner l'opinion publique » (Dresen, 2021). Avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, plus de 75 % des Ukrainiens regardaient régulièrement les chaînes de télévision appartenant aux oligarques ukrainiens Viktor Pinchuk, Ihor Kolomoisky, Dmytro Firtash et Rinat Akhmetov (Rybak, 2018). Cette situation a généralement conduit à un journalisme partial et à la promotion de certains discours au détriment d'autres, influençant ainsi la perception de la radicalisation par les téléspectateurs.

L'une des évolutions encourageantes en Ukraine est qu'une partie importante de la population est consciente de l'identité des soutiens des grandes chaînes de télévision et comprend l'influence de cette propriété sur la présentation de l'information. Un tiers des participants aux entretiens

menés par l'USAID ont indiqué qu'il était nécessaire de savoir à qui appartenaient les médias (USAID, 2023). Les réglementations adoptées récemment ont également renforcé cette prise de conscience. En obligeant les chaînes de télévision et les stations de radio à divulguer leur structure de propriété, elles ont considérablement réduit l'influence des médias traditionnels sur la perception des citoyens ukrainiens. La dernière enquête sur le niveau de confiance des Ukrainiens à l'égard des différentes sources d'information révèle une tendance à la baisse de l'habitude de s'informer à la télévision. Alors qu'en 2015, 85 % de la population regardait les informations à la télévision, ce chiffre est tombé à 30 % en 2023 (USAID-Internews, 2023).

L'influence généralisée des réseaux sociaux se manifeste par la diffusion rapide de l'information, favorisant la propagation de contenus tantôt véridiques, tantôt trompeurs, et contribuant à la propagation rapide d'idéologies radicales. En offrant un refuge virtuel, les réseaux sociaux agissent comme des chambres d'écho qui renforcent les idéologies extrémistes en permettant à des individus partageant les mêmes opinions de former des communautés en ligne. Sur ces plateformes, la polarisation algorithmique, guidée par des algorithmes qui privilégient les contenus correspondant aux préférences des utilisateurs, peut renforcer les opinions extrêmes et contribuer à la radicalisation des individus exposés à des contenus de plus en plus extrêmes.

En tant que principaux canaux de diffusion de l'information, les plateformes telles que les réseaux sociaux et les forums permettent aux individus de partager et d'accéder à un large éventail de points de vue, influençant ainsi activement les opinions formées à partir des contenus consultés. Ces plateformes contribuent à la formation de chambres d'écho et de bulles de filtrage, où les utilisateurs sont principalement confrontés à des informations conformes à leurs convictions existantes, renforçant ainsi leurs opinions et consolidant leurs points de vue. Les plateformes en ligne qui utilisent des algorithmes pour personnaliser le contenu créent des boucles de rétroaction qui exposent les utilisateurs à des contenus correspondant à leurs opinions et peuvent potentiellement influencer leurs

opinions au fil du temps. Ce phénomène est particulièrement visible sur les plateformes de réseaux sociaux non modérées telles que Telegram et TikTok, qui gagnent en popularité en Ukraine (Patoka, 2023).

Selon USAID-Internews, la majorité des Ukrainiens (76 %) s'informent via les réseaux sociaux, en particulier via Telegram, qui est la principale source d'information pour 72 % des participants à l'enquête (USAID, 2023). Bien que TikTok ne soit pas largement utilisé pour la consommation d'informations – seuls 5 % des participants à l'enquête USAID l'utilisent à cette fin –, il reste une plateforme de médias sociaux importante en Ukraine, avec plus de 10,55 millions d'utilisateurs en 2022 (Shkil, 2022). La participation des utilisateurs, facilitée par des fonctionnalités interactives telles que les likes, les commentaires et les partages, sert de mécanisme indiquant la popularité ou l'importance d'un contenu. Cette participation peut influencer les autres à adopter ou à prendre en considération certaines opinions lorsqu'ils naviguent dans l'espace numérique. Les communautés en ligne encouragées par ces plateformes relient entre elles des personnes ayant des intérêts ou des opinions similaires, et l'influence sociale au sein de ces communautés façonne considérablement les opinions des utilisateurs, qui recherchent l'approbation et l'acceptation de leurs pairs en ligne (Patoka, 2023). Malgré les risques liés aux chambres d'écho, les plateformes en ligne offrent des possibilités d'accéder à des perspectives différentes. En interagissant avec des contenus provenant de sources, de cultures et d'idéologies diverses, les utilisateurs peuvent contribuer à une compréhension plus globale des différents points de vue et favoriser un discours public plus éclairé. En substance, les plateformes en ligne façonnent les opinions de manière dynamique en facilitant la diffusion de l'information, en influençant la participation des utilisateurs, en encourageant les communautés virtuelles et en équilibrant l'exposition à différents points de vue.

Les représentations médiatiques influencent profondément les perceptions du public à travers plusieurs mécanismes fondamentaux. Les médias ont le pouvoir de façonner la manière dont les événements sont

perçus par le public, en encadrant les sujets et en déterminant l'ordre du jour. L'encadrement des récits, qui consiste à mettre en avant certains aspects et à en minimiser d'autres, joue un rôle crucial dans la formation des opinions. En outre, la représentation médiatique, qu'il s'agisse d'un journalisme partial ou de l'inclusion de stéréotypes dans la couverture de l'actualité, peut contribuer à la formation et au maintien des stéréotypes (KIIS, 2023).

La tendance des médias à sélectionner certaines informations relatives à des événements ou à des questions spécifiques est un facteur important qui influence la perception du public. Cette sélectivité quant aux histoires qui seront mises en avant ou reléguées au second plan peut modifier l'importance ou le poids de certains sujets dans l'opinion publique et ainsi jouer un rôle déterminant sur celle-ci. Les représentations visuelles utilisées dans les contenus médiatiques, notamment les photos, les vidéos et les graphiques, ont une grande influence sur la formation des perceptions. La manière dont les personnes, les événements ou les questions sont présentés visuellement peut susciter des réactions émotionnelles et influencer directement l'attitude des individus à leur égard. En outre, les récits construits dans les contenus médiatiques jouent un rôle déterminant dans la manière dont les individus comprennent les questions sociales et politiques complexes. La structure de ces récits – en particulier la manière dont les relations de cause à effet sont présentées – influence considérablement les opinions que les individus se forgent sur les causes profondes des problèmes et les solutions possibles.

De plus, les représentations médiatiques reflètent et renforcent généralement les normes culturelles et sociales. Cet effet façonne l'opinion publique en présentant certains comportements ou points de vue comme acceptables ou inacceptables sur la base des normes sociales en vigueur. Au fond, la représentation médiatique agit comme une force multiforme qui façonne et cristallise les perceptions du public par le biais du cadrage, de la stéréotypisation, de la sélection des informations, de la représentation visuelle, de la narration et de l'alignement sur les normes culturelles et sociales.

Prenons l'exemple du média « Medium », qui se présente comme « un programme communautaire destiné à aider les personnes qui souhaitent contribuer à la mission de Medium, qui est d'approfondir la sagesse collective du monde par le biais de l'expression personnelle, du partage d'informations et de la narration ». Cet article explique et distingue les termes « radicalisation », « extrémisme » et « terrorisme », précisant que le terme « radicalisme » est le moins utilisé parmi les trois termes mentionnés. Ce média donne la définition suivante pour le citoyen ukrainien moyen : « La radicalisation est le processus par lequel une personne passe d'une politique d'opposition non violente à l'utilisation de la violence (c'est-à-dire à une politique d'opposition violente) pour atteindre ses objectifs politiques. Ainsi, lorsque nous utilisons le terme « radical » (qui n'est bien sûr qu'un concept parmi d'autres), il est logique de parler d'une personne prête à recourir à la force pour atteindre ses objectifs. Il ne s'agit pas nécessairement de force physique ; une cyberattaque peut par exemple être une option. Mais bien sûr, le recours direct à la force est plus important ». L'auteur souligne également que le radicalisme comporte divers mécanismes et niveaux influencés par des facteurs externes (tels que la situation économique, le contexte social et le régime politique) et internes. Les premiers sont classés dans la catégorie des facteurs macro, tandis que les seconds sont appelés facteurs micro. Récemment, un troisième type, appelé facteurs méso, a été défini, qui représente les éléments entre les facteurs externes et les moments biographiques. En termes plus simples, il s'agit de la manière dont les individus d'un groupe réagissent à certains facteurs et de la manière dont ces facteurs les incitent à approuver la violence, ce qui sera désormais appelé la légitimation de la violence (Mervo, 2019).

Lorsqu'on analyse l'influence des médias sur la perception de la radicalisation dans le contexte ukrainien, il est très important de garder à l'esprit que l'interaction entre les médias, les réseaux sociaux et la radicalisation en Ukraine est façonnée par l'occupation complexe et continue de l'Ukraine par la Russie. Les campagnes de propagande et de désinformation pro-russes tentent d'influencer l'opinion publique en présentant le gouvernement ukrainien et certains groupes au sein de

l'Ukraine comme radicaux ou extrémistes, ce qui peut potentiellement justifier les actions russes. Cela ajoute une autre couche de complexité à la compréhension de la manière dont les individus en Ukraine se forgent leur perception de la radicalisation. Les groupes pro-ukrainiens luttent activement contre la propagande pro-russe en utilisant diverses stratégies pour atteindre différents publics et lutter contre la désinformation.

De nombreux médias et journalistes ukrainiens indépendants se sont engagés à vérifier l'exactitude des informations, à enquêter sur les crimes de guerre et à fournir une couverture impartiale du conflit. Ils utilisent leurs sites web, les réseaux sociaux et la coopération internationale pour atteindre un public mondial. Des initiatives telles que **StopFake** et **VoxCheck** Ukraine consacrent des ressources importantes à la lutte contre la désinformation pro-russe et à la diffusion d'informations fiables auprès du public. Ils traduisent leurs travaux en plusieurs langues afin de toucher un public international. Des groupes tels que **Bellingcat** et **InformNapalm** utilisent des techniques de collecte de renseignements à partir de sources ouvertes pour vérifier les informations relatives aux mouvements militaires russes, aux crimes de guerre et aux tactiques de propagande. Leurs conclusions mettent en lumière les campagnes de désinformation russes et contrent les récits erronés.

Si les médias pro-ukrainiens responsables s'efforcent de vérifier les faits et de donner la priorité à l'information exacte, certains recourent malheureusement à des tactiques susceptibles d'influencer négativement la perception de certains groupes. Cela peut inclure l'utilisation d'un langage fortement négatif ou de généralisations qui peuvent influencer la façon dont les Ukrainiens perçoivent les personnes associées à ces groupes, voire encourager des actes d'agression. Cela peut alimenter des perceptions négatives à l'égard de certains groupes et créer un terrain fertile pour l'extrémisme, incitant potentiellement des individus à adopter des comportements, des opinions ou des points de vue extrêmes, et normalisant ainsi d'une certaine manière la radicalisation à l'égard d'un groupe de personnes particulier.

### *II.III.III. II. Facteurs socio-économiques*

Le lien entre les facteurs économiques et la radicalisation est complexe et souvent nuancé. Bien qu'il n'y ait pas de lien de causalité direct, des études montrent que les inégalités économiques et le manque d'opportunités peuvent contribuer à des perceptions qui rendent les individus plus réceptifs aux discours radicalisants (Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 2016 ; Kunst et Obaidi, 2020). Les inégalités économiques peuvent, de manière générale, contribuer à des sentiments d'injustice, de frustration et d'aliénation susceptibles d'alimenter les perceptions de radicalisation. Lorsque les individus perçoivent d'importantes inégalités économiques, cela peut créer un sentiment d'injustice et d'exclusion. Ce sentiment d'exclusion peut pousser certaines personnes à rechercher des idéologies ou des groupes alternatifs qui promettent des solutions pour remédier aux injustices économiques perçues. Il est essentiel de comprendre le lien entre les inégalités économiques et la radicalisation afin de développer des stratégies efficaces pour prévenir et contrer la radicalisation.

En Ukraine, les facteurs socio-économiques jouent un rôle important dans la formation des perceptions et contribuent à créer des conditions propices à la radicalisation. Les influences historiques et géopolitiques sont au cœur de cette dynamique. Le pays a été confronté à de nombreux défis découlant de son histoire complexe, notamment l'héritage de l'ère soviétique et les tensions géopolitiques persistantes. Les inégalités économiques sont souvent perçues à travers ce prisme historique, ce qui contribue à un sentiment de mécontentement et d'injustice perçue.

Les inégalités régionales renforcent encore ces perceptions. Le développement économique varie considérablement d'une région à l'autre, ce qui engendre des sentiments d'inégalité et d'exclusion. Par exemple, il existe des écarts importants dans le revenu par habitant à travers l'Ukraine, et la corrélation spatiale entre les régions voisines est limitée. Certaines régions à haut revenu régional brut (RIB) sont voisines de régions dont le RIB est inférieur à la moyenne, tandis que d'autres maintiennent un niveau de RIB similaire à celui de leurs voisines (Getzner & Moroz, 2021). Les

régions occidentales telles que Lviv, Ivano-Frankivsk et Ternopil affichent généralement des niveaux de développement économique plus élevés grâce à une économie diversifiée comprenant un secteur agricole fort et des secteurs des services en pleine croissance. Les régions du centre et de l'est, telles que Kiev, Dnipropetrovsk et Kharkiv, disposent d'une base industrielle plus importante et d'un PIB par habitant plus élevé, mais elles sont également confrontées à des difficultés liées à leur dépendance à l'égard des industries lourdes et aux perturbations causées par les conflits en cours. En revanche, les régions du sud, telles que Odessa et Mykolaïv, bénéficient d'un accès à la mer Noire et aux ports, et offrent un potentiel de croissance dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, ainsi que dans le commerce et le transport maritime.

Les disparités dans le développement économique régional peuvent être attribuées à divers facteurs. Les politiques soviétiques ont favorisé l'industrie lourde dans certaines régions tout en négligeant le développement d'autres régions, créant ainsi une base inégale pour la croissance post-soviétique. La répartition des ressources naturelles, la qualité des infrastructures et la connectivité aux voies commerciales ont également contribué aux disparités régionales. En outre, le déclin des industries lourdes traditionnelles qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique a entraîné une stagnation économique et un chômage dans les régions dépendantes des ressources. La corruption et la mauvaise gouvernance ont encore entravé le développement et limité l'accès équitable aux ressources et aux opportunités entre les régions.

Le conflit qui se poursuit dans l'est de l'Ukraine, en particulier depuis l'invasion à grande échelle, a eu de graves conséquences économiques, notamment un chômage généralisé, des déplacements de population et des dégâts aux infrastructures. Le chômage devrait atteindre 18,3 % d'ici 2023, tandis que 65 % des ménages ont déclaré avoir subi une baisse de leurs revenus depuis février 2022. La proportion des ménages dont la principale source de revenus est un emploi salarié est passée de 67 % à 53 % (PNUD, 2023). En conséquence, environ 44 % des ménages ont des difficultés à subvenir à leurs besoins fondamentaux, un tiers souffre d'une alimentation

insuffisante et 43 % ont recours à des mesures telles que la réduction des portions, l'emprunt de nourriture ou le choix d'alternatives moins coûteuses (PNUD, 2023). Selon la Banque mondiale, la proportion de personnes vivant en dessous du seuil international de pauvreté (6,85 dollars par jour et par personne) est passée de 5,5 % en 2021 à 24,1 % en 2022, poussant 7,1 millions de personnes sous ce seuil (Banque mondiale, 2023). Ces difficultés économiques aggravent les inégalités existantes et alimentent le sentiment de frustration et de colère.

Le manque de confiance dans les institutions influence également les perceptions de radicalisation. Les inégalités économiques entraînent souvent une méfiance à l'égard des institutions jugées incapables de répondre aux besoins des groupes marginalisés. Cette méfiance offre aux groupes radicaux l'occasion de saper l'autorité traditionnelle en proposant des discours et des solutions alternatifs. Le passé complexe de l'Ukraine en matière d'instabilité politique et économique a façonné le sentiment d'injustice de la population et érodé sa confiance dans les institutions gouvernementales. Une enquête réalisée en 2023 par l'Institut international de sociologie de Kiev (KIIS) a révélé une augmentation du niveau de critique à l'égard des autorités par rapport à 2022. La confiance dans la Verkhovna Rada est passée de 35 % à 15 %, tandis que la méfiance est passée de 34 % à 61 %. De même, la confiance dans le gouvernement est passée de 52 % à 26 %, tandis que la méfiance est passée de 19 % à 44 % (KIIS, 2023).

Le sentiment d'injustice perçue est un autre facteur qui contribue au risque de radicalisation. Les personnes qui se sentent économiquement défavorisées par rapport aux autres peuvent développer un sentiment de colère à l'égard du système ou des groupes dominants, ce qui peut les rendre plus réceptives aux discours qui attribuent la responsabilité de leurs difficultés à certaines idéologies ou à certains groupes. En Ukraine, ce sentiment d'injustice perçue découle généralement des inégalités économiques, les individus se comparant de manière défavorable aux groupes privilégiés, en particulier à l'élite politique. La corruption, le népotisme et le manque de transparence dans la gestion des affaires publiques aggravent ces perceptions, entraînant déception et colère.

L'incapacité des élites politiques à répondre à ces préoccupations crée un terrain fertile pour les discours radicaux qui critiquent les institutions politiques et proposent des idéologies alternatives comme solution.

À la suite de l'invasion à grande échelle, une conscience collective s'est développée en Ukraine, concentrant tous les efforts physiques, financiers et mentaux sur la lutte contre l'agression russe, considérée comme un ennemi commun. Les conflits internes ont été mis de côté et les questions intérieures ont été reléguées au second plan au profit de la lutte contre les menaces extérieures. Cependant, les cas de corruption, le détournement de l'aide humanitaire et les manœuvres politiques ont rompu cette unité tacite et ont suscité dans l'opinion publique une colère, une frustration et des demandes de renforcement du contrôle. Ces violations de la solidarité ont créé un terrain fertile pour la radicalisation (Mazurok, 2023).

La notion de privation relative est également importante pour comprendre la radicalisation en Ukraine. Les individus évaluent leur situation non seulement en fonction de critères objectifs, mais aussi en se comparant à d'autres personnes considérées comme mieux loties. En Ukraine, la structure sociale est dépourvue de distinctions de classes sociales ouvertes et les individus mesurent généralement leur réussite dans la vie et leur situation financière par rapport aux plus riches du pays, en particulier les oligarques. Cette comparaison, combinée à de fortes inégalités économiques, alimente un sentiment d'inégalité et d'exclusion. Les personnes qui se perçoivent comme économiquement défavorisées par rapport à la classe oligarchique peuvent être plus sensibles aux idéologies radicales qui proposent des solutions aux injustices perçues, des mesures d'autonomisation ou une vision alternative de la société.

D'autre part, le chômage et le manque d'opportunités contribuent de manière significative aux sentiments de désespoir et de privation de droits, créant ainsi des conditions propices à la radicalisation. Lorsque les individus sont confrontés à un chômage de longue durée ou à un accès limité à l'éducation et à l'emploi, ils peuvent devenir vulnérables aux idéologies radicales qui leur offrent un but, un sentiment d'appartenance ou d'émancipation. C'est pourquoi la lutte contre le chômage et la création de

voies de développement personnel et professionnel sont des mesures essentielles pour prévenir la radicalisation.

Au cours de la période post-soviétique, le passage d'une économie planifiée à une économie de marché a entraîné de nombreuses difficultés pour l'Ukraine, notamment des taux de chômage élevés et des opportunités économiques limitées. Les changements dans les structures économiques ont entraîné un développement inégal de certaines parties de la population, en particulier celles qui ne possèdent pas les compétences nécessaires, notamment dans les pays en développement. Ces difficultés économiques ont contribué à un sentiment d'exclusion et de frustration et ont, dans certains cas, créé un terrain fertile pour la radicalisation.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine a aggravé le problème du chômage en raison des déplacements de population, des coupures économiques et de la perte d'emplois généralisée. Le conflit a directement touché la vie de nombreux citoyens, environ ont signalé des dommages à leur logement. Les interruptions dans la fourniture des services de base au cours d/e l'hiver 2022/2023 ont considérablement réduit le niveau de vie (PNUD, 2023). Le manque d'accès à une éducation de qualité est la principale source de préoccupation, en particulier chez les jeunes, 11 % d'entre eux la qualifiant de problème critique (PNUD, 2023). En outre, au 15 février 2024, le nombre total de réfugiés ukrainiens dans le monde atteignait 6 479 700, soulignant l'ampleur du déplacement et son impact sur les opportunités économiques (Portail de données opérationnelles, 2023).

Le manque d'opportunités limite également le sentiment de contrôle des individus sur leur propre vie, ce qui peut contribuer à la frustration et à la vulnérabilité aux discours extrémistes qui offrent un sens, un but et un sentiment d'appartenance. Par exemple, depuis le début de la guerre, ont déclaré consacrer 50 heures ou plus par semaine aux tâches ménagères, contre 13 % des hommes, ce qui témoigne d'une inégalité entre les sexes en matière de responsabilités et d'accès aux opportunités (PNUD, 2023). Cet impact de la détérioration économique sur le genre souligne encore davantage la complexité de la vulnérabilité à la radicalisation.

La précarité économique des personnes sans emploi ou ayant des opportunités limitées peut les rendre plus réceptives aux groupes radicaux qui leur offrent un soutien financier ou la promesse d'un avenir meilleur. Ces groupes exploitent généralement cette précarité pour s'assurer la loyauté et l'engagement de leurs membres. Cette manipulation est facilitée par le besoin urgent de sécurité économique des individus et les rend plus enclins à accepter des idéologies radicales qui leur offrent une solution perçue comme immédiate à leurs difficultés. L'exclusion sociale et la privation de droits sont souvent le résultat d'un manque d'opportunités économiques. Les individus qui se sentent déconnectés de la société dominante peuvent être plus enclins à se tourner vers des groupes radicaux qui leur offrent un sentiment d'appartenance à une communauté. Ce sentiment d'exclusion sociale renforce les discours qui légitiment les actions radicales comme moyen de remédier aux injustices et de renforcer le pouvoir.

Cependant, il est très important de reconnaître que, dans le contexte de la radicalisation, corrélation n'implique pas causalité. Si les facteurs économiques jouent un rôle, ils sont rarement le seul catalyseur. D'autres éléments, tels que les motivations individuelles, les réseaux sociaux et les facteurs psychologiques, jouent également un rôle important. Plus important encore, toutes les personnes confrontées à des difficultés économiques ne se radicalisent pas ; la plupart des individus en situation de précarité économique ne se tournent pas vers l'extrémisme. Des facteurs protecteurs tels qu'un soutien social solide, l'accès à l'éducation et la résilience sont essentiels pour prévenir la radicalisation.

La nature de la radicalisation est complexe et variée ; les facteurs économiques sont potentiellement plus étroitement liés à certaines formes de radicalisation, telles que l'extrémisme de droite, qu'à d'autres. Une compréhension fine de ces relations est essentielle pour élaborer des stratégies de prévention efficaces. L'approche de la radicalisation nécessite une évaluation attentive, en évitant les généralisations simplistes. Si les inégalités économiques et les opportunités limitées créent un terrain fertile pour les discours radicaux, les motivations individuelles et les facteurs contextuels restent des éléments indissociables du processus.

### *II.III.III.III. Climat politique*

Le climat politique joue un rôle important dans la formation de la perception de la radicalisation, tant chez les individus que dans les sociétés. L'escalade de la polarisation sociale et politique alimente la mentalité du « nous contre eux », rendant les individus plus réceptifs aux discours qui dénigrent les groupes opposés et rationalisent les actions extrêmes. Cela peut conduire à qualifier l'opposition ou la dissidence de signe de radicalisation. Les récessions économiques, combinées à un chômage élevé et à des inégalités croissantes, génèrent frustration et colère, rendant les individus plus réceptifs aux idéologies radicales qui promettent des solutions rapides ou désignent certains groupes comme boucs émissaires. Cette fragilité accrue contribue à renforcer la perception de la radicalisation, en particulier parmi les personnes marginalisées ou privées de leurs droits.

La rhétorique politique incendiaire et les informations biaisées relayées par les médias rendent la radicalisation encore plus difficile à comprendre pour le grand public et conduisent souvent à l'assimilation de toute forme d'activisme ou d'opposition à la radicalisation. La simplification excessive de questions complexes conduit à qualifier de « radicales » des personnes dont les convictions et les actions sont très différentes. Les politiques gouvernementales, en particulier dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité, peuvent exacerber les sentiments d'aliénation et d'injustice, poussant ainsi les individus vers une radicalisation potentielle. Les actions menées à l'étranger, telles que les interventions militaires, peuvent être perçues comme contribuant à la radicalisation dans d'autres pays et influencer la manière dont celle-ci est perçue au niveau national.

Le contexte historique et les valeurs culturelles des différentes sociétés jouent un rôle important dans la formation des perceptions de la radicalisation. Les sociétés ayant un passé de répression politique peuvent être plus sensibles aux menaces perçues à l'égard de la liberté, tandis que d'autres peuvent privilégier la stabilité et l'ordre, ce qui peut se traduire par des seuils différents pour qualifier quelque chose de radical. Ensemble, ces facteurs soulignent l'interaction complexe entre le climat politique et la perception nuancée de la radicalisation dans différents contextes sociaux.

Le paysage politique ukrainien a été profondément marqué par des événements historiques importants qui ont chacun influencé de différentes manières la perception de la radicalisation. L'effondrement de l'Union soviétique a entraîné des changements économiques et sociaux rapides, créant un sentiment d'incertitude et de frustration parmi certaines parties de la population. Le vide du pouvoir qui en a résulté a permis à des formations radicales de gagner en puissance, contribuant ainsi à créer un environnement propice aux idéologies extrémistes. La dissolution de l'URSS et la phase suivante de construction de l'identité ukrainienne ont marqué un tournant important qui a déclenché la montée du nationalisme et du séparatisme. Cette période a vu l'émergence de gangs tels que les skinheads, nourris par l'instabilité économique et un sentiment de perte palpable. Les mouvements skinheads attirent généralement des jeunes en quête d'appartenance et d'identité. Les incertitudes de l'après-soviétique les ont rendus vulnérables à leurs messages. Certains groupes skinheads ukrainiens ont adopté des idéologies d'extrême droite et xénophobes, prenant pour boucs émissaires des minorités et des « étrangers » perçus comme responsables des problèmes sociaux.

Malheureusement, ces idéologies se sont transformées en actes de violence et en crimes haineux à l'encontre de groupes marginaux, aggravant ainsi les divisions sociales. La Révolution orange a exacerbé les divisions sociales et renforcé les sentiments radicaux des camps opposés.

Le manque de confiance envers les autorités et les institutions politiques a accru les sentiments d'injustice et de mépris entre les différentes couches de la population, créant un climat propice à la radicalisation. Les divisions sociales et le climat d'insécurité qui ont suivi la Révolution orange ont préparé un terrain fertile pour des groupes tels que Oplot. L'idéologie pro-russe d'Oplot a renforcé le sentiment d'exclusion ou de mépris envers le nouveau gouvernement, s'adressant à ceux qui se sentaient marginalisés ou méprisés, et a ainsi renforcé la mentalité du « nous contre eux ». Les activités d'Oplot, notamment les affrontements dans les rues et les manifestations contre le gouvernement, ont contribué à l'atmosphère de radicalisation au sein de la population pro-russe.

La Révolution de la dignité a entraîné une montée du patriotisme et une volonté de recourir à des actions radicales pour défendre l'Ukraine. Mais elle a également été le théâtre de la radicalisation de certains citoyens pro-russes, qui ont pris les armes dans le Donbass. Cette période a également été marquée par une montée inquiétante des sentiments anti-occidentaux et antisémites, reflétant la complexité de la polarisation idéologique, comme en témoigne l'émergence du mouvement Misanthropic Division. Ce groupe néonazi représente la radicalisation de certains Ukrainiens, alimentée par un patriotisme croissant et des sentiments antirusse. Leurs idéologies encouragent le nationalisme extrême, la suprématie blanche et la haine des minorités. La Division Misanthropique a joué un rôle dans le conflit armé dans le Donbass et a participé à des actes de violence contre les forces ukrainiennes et les civils pro-ukrainiens. Cela a exacerbé le conflit et accru les tensions. L'existence de ces groupes met en évidence les divisions idéologiques au sein de la société ukrainienne et montre les dangers potentiels de la radicalisation lorsqu'elle est alimentée par le nationalisme et la colère.

L'agression russe a encore attisé les dynamiques de radicalisation en Ukraine. La montée des sentiments anti-russes et la disposition à prendre des mesures de défense radicales ont constitué des réactions notables. Une partie de la population ukrainienne s'est radicalisée, ce qui a entraîné l'émergence de groupes d'extrême droite. Parallèlement, cette période a été marquée par une montée de la xénophobie et de l'intolérance à l'égard de divers groupes, illustrant la nature multiforme de la radicalisation influencée par les événements géopolitiques. Ces événements politiques ont collectivement laissé une empreinte indélébile sur le tissu social ukrainien, façonné les perceptions de la radicalisation et alimenté des dynamiques complexes qui nécessitent des approches nuancées pour une intervention et une prévention efficace.

La perception de la réponse du gouvernement ukrainien à l'extrémisme et son impact sur la radicalisation sont des questions complexes et multidimensionnelles. Les différents segments de la société ukrainienne ont des opinions divergentes sur la réponse du gouvernement à l'extrémisme.

Si certains la jugent efficace et nécessaire, d'autres la considèrent comme excessive, discriminatoire et susceptible d'alimenter davantage la radicalisation. L'accent est généralement mis sur les mesures de sécurité, notamment les opérations des forces de l'ordre, la surveillance et la législation antiterroriste. Ces mesures peuvent être perçues comme efficaces pour prévenir les menaces immédiates, mais elles peuvent également susciter des inquiétudes en matière de libertés civiles et aliéner certaines parties de la population. Le fait de ne pas s'attaquer aux causes profondes et aux injustices perçues peut ébranler la confiance dans le gouvernement et sa légitimité, et rendre les individus plus réceptifs aux discours radicaux proposant des solutions alternatives.

Par conséquent, le seul document officiel qui mentionne le radicalisme comme une menace pour notre société est le décret du président ukrainien du 15 octobre 2021 sur la « Stratégie de sécurité de l'information » du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, dans laquelle il est fait mention du radicalisme dans la section intitulée « Défis et menaces mondiaux (augmentation du nombre de campagnes mondiales de désinformation) » : Les campagnes mondiales de désinformation inspirées par les gouvernements autoritaires et les activistes radicaux visant à manipuler les esprits des individus et des groupes sont devenues une pratique courante qui menace le développement démocratique des États et la stabilité internationale. Toutefois, il n'existe aucune autre réaction publique du gouvernement qui puisse être analysée à la lumière de la perception de la société ukrainienne.

En Ukraine, un débat persiste sur la question de savoir si les facteurs sociaux, économiques et politiques fondamentaux à l'origine de la radicalisation sont suffisamment pris en compte par le gouvernement. Ce débat souligne la nécessité de mettre en place non seulement des mesures de sécurité, mais aussi des politiques globales et à long terme visant les causes structurelles de la radicalisation. Parmi ces facteurs figurent la pauvreté, la marginalisation, le manque d'opportunités et les injustices historiques. La guerre qui se poursuit en Ukraine a considérablement compliqué la question de l'extrémisme et de la radicalisation. L'influence

des acteurs étrangers, en particulier de la Russie, dans la propagande extrémiste et le soutien aux groupes extrémistes ne peut être ignorée.

L'analyse du radicalisme et de ses manifestations dans le contexte sociopolitique ukrainien a mis en évidence plusieurs conclusions. Il a été constaté que divers types de communautés radicales se multiplient, mais que la réglementation des mouvements radicaux par les politiques publiques reste largement insuffisante. Au contraire, certains responsables politiques soutiennent activement ces groupes et les utilisent comme moyen d'influence. Le danger social que représentent les groupes radicaux est évalué en fonction de leur potentiel d'évolution vers des formations plus extrémistes. Bien que l'Ukraine n'ait pas encore assisté à la pleine maturation de ce type de communautés, la multiplication et le soutien des mouvements radicaux augmentent le risque de transformation en organisations extrémistes.

La lutte contre la radicalisation dans la société ukrainienne nécessite la formulation de politiques publiques globales visant à protéger la population contre les influences radicales et extrémistes. Cela implique le renforcement des structures juridiques, informationnelles et culturelles afin de réguler les différentes dynamiques communautaires et d'empêcher ainsi l'émergence de mouvements extrémistes. Il est notamment urgent de mettre en place une censure ciblée des médias afin de lutter contre les discours radicaux et extrémistes. L'auteur préconise l'établissement de normes de censure régissant les discours et les déclarations publiques des fonctionnaires, des responsables politiques et des représentants de diverses formations, partis et organisations politiques afin d'empêcher la propagation des idéologies radicales au sein de la société.

#### II.III. IV. Opinions sur la manière de prévenir la radicalisation en Ukraine

##### *II.III. IV. I. Confiance dans les institutions :*

Les efforts des forces de l'ordre ukrainiennes pour prévenir la radicalisation négative reposent sur le droit pénal. L'article 161 du Code pénal ukrainien établit une responsabilité pénale pour toute violation de

l'égalité des citoyens fondée sur leur appartenance raciale, nationale ou régionale, leurs convictions religieuses, leur handicap ou d'autres motifs (*Kriminalnij Kodeks Ukrayini*, 2024). La loi punit les actes intentionnels visant à inciter à la haine ou à l'hostilité nationale, régionale, raciale ou religieuse, à porter atteinte à l'honneur et à la dignité nationale ou à insulter les sentiments des citoyens en raison de leurs croyances religieuses, ainsi que la restriction directe ou indirecte des droits des citoyens ou l'octroi de privilèges directs ou indirects sur la base de la race, la couleur de peau, les convictions politiques, religieuses ou autres, le sexe, le handicap, l'origine ethnique ou sociale, la situation patrimoniale, le lieu de résidence, la langue ou d'autres caractéristiques.

Le point de vue établi des forces de l'ordre ukrainiennes est que les crimes commis par intolérance constituent une atteinte à la liberté d'expression, qui est la valeur la plus précieuse, à la liberté d'avoir ses propres opinions et à l'identité de la personne. Ces crimes méritent donc une attention particulière. C'est pourquoi des mesures sont prises en Ukraine pour améliorer l'application de la législation relative à l'intolérance. En particulier, depuis janvier 2020, Freedom House a ouvert une représentation en Ukraine qui, en coopération avec des organisations de la société civile, mène le projet « Unité dans la lutte contre les crimes de haine en Ukraine ». Aujourd'hui, il existe un réseau de partenaires composé de neuf organisations qui s'occupent de diverses questions, y compris le suivi des crimes de haine. Ils communiquent avec les victimes et recueillent des informations sur les incidents motivés par la haine sur le territoire ukrainien.

En 2021, les résultats d'une étude intitulée « *Pratiques d'enquête* sur les crimes commis en Ukraine pour des motifs d'intolérance » ont été présentés (*Praktika rozsliduvannya v Ukrayini zlochiniv, vchinenih z motiviv neterpimosti. Zvit za rezultatami doslidzhennya*, 2021). Cette étude a été rendue possible grâce à la coopération de la Fondation ukrainienne d'aide juridique, du Bureau du Procureur général, de la Police nationale ukrainienne, de Freedom House, du Congrès national des communautés ukrainiennes, du Centre des droits de l'homme « Notre monde », de Truth Hounds, de ZMINA, du Centre d'expertise en droits de l'homme et du Centre régional des droits de

l'homme. La période étudiée s'étend du 1er janvier 2015 au 30 juin 2020. Les résultats de l'étude ont révélé une tendance à la hausse du nombre d'affaires enregistrées au cours des cinq dernières années pour violation des articles du Code pénal ukrainien prévoyant la répression des crimes commis pour des motifs d'intolérance. En même temps, les données obtenues indiquent l'existence d'une approche sélective de la part des organes d'enquête préliminaire, des inspecteurs et de la police nationale lors de la qualification des crimes relevant de ces articles.

En particulier, tous les crimes commis pour des motifs d'intolérance ne sont pas classés dans les articles pertinents. Les enquêteurs et les procureurs les classent selon leur propre appréciation dans d'autres catégories susceptibles d'être prises en compte par les tribunaux. La preuve en est que, en cinq ans, 597 procédures pénales ont été engagées pour violation de l'article 161 du Code pénal ukrainien, mais que 372 ont été classées, 9 ont été suspendues, 179 sont en cours et 21 ont été renvoyées devant les tribunaux. Les auteurs de l'étude estiment que la spécialisation du parquet et des enquêteurs est un moyen efficace de résoudre le problème des enquêtes sur les crimes motivés par l'intolérance. Ils indiquent qu'en 2008-2009, un groupe interinstitutionnel a été créé dans le seul but de lutter contre les crimes de haine. À l'époque, les services de recherche et de sécurité disposaient d'unités spécialisées dans les organisations d'extrême droite. Cependant, ces unités ont ensuite été dissoutes, leur base juridique et certaines mesures prévues ont été annulées.

Selon l'orateur, il suffirait d'un ou deux procureurs au niveau du parquet régional et d'un enquêteur spécialisé dans les crimes motivés par l'intolérance au sein de la direction régionale du Bureau national des enquêtes et de la police nationale. En outre, compte tenu de l'absence de méthodes claires pour enquêter sur ce type de crimes, il est nécessaire d'élaborer un algorithme approprié et des cas types qui pourraient être diffusés à d'autres services.

Le travail identifie certaines caractéristiques des personnes qui commettent des crimes motivés par l'intolérance. L'examen psychologique et psychiatrique des suspects de crimes motivés par l'intolérance montre

que leurs caractéristiques diffèrent considérablement de celles des auteurs d'autres types de crimes. Ces personnes se caractérisent par une faible adaptation sociale et une insatisfaction quant à leur position dans la société. Elles sont impulsives, ont un faible contrôle de soi, ont tendance à avoir des comportements imprévisibles, sont émotionnellement immatures et infantiles. Souvent, ces personnes ne comprennent pas ce que la société attend d'elles ou ne veulent pas répondre à ces attentes. Ils ont la conviction profonde que les représentants d'une autre race, d'une autre nationalité ou d'autres groupes sociaux sont « différents » et mauvais. Lorsqu'ils commettent des crimes motivés par l'intolérance, ces individus ne se sentent pas coupables, car ils considèrent que leurs actes sont justifiés (Praktika rozsliduvannya v Ukrayini zlochyniv, vchynenih z motiviv neterpimosti). Zvit za rezultatami doslidzhennya, 2021). Avec le début de la phase active de la guerre sur le territoire ukrainien en février 2022, on assiste à un transfert de la haine et de l'intolérance envers les Ukrainiens de « l'espace interne » vers « l'espace externe ». La principale source de radicalisation est désormais l'État agresseur et ses citoyens qui soutiennent la guerre et représentent le gouvernement officiel (Kriminalnij Kodeks Ukrayini, 2024).

La question de la confiance dans les institutions étatiques et les autorités a toujours été importante pour l'Ukraine depuis son indépendance. D'une part, cela est la conséquence logique de la démocratisation de la société en termes de liberté d'expression, qui permet aux citoyens d'exprimer leur opinion sur le gouvernement. D'autre part, la méfiance traditionnelle des Ukrainiens à l'égard des institutions étatiques est due à la spécificité de leur mentalité. Cela se traduit par la prédominance traditionnelle des valeurs familiales et des intérêts personnels. En outre, la qualité de vie insatisfaisante, les problèmes socio-économiques et l'absence de garanties sociales adéquates constituent un terreau supplémentaire pour la méfiance à l'égard des autorités.

Depuis le début de la phase active de la guerre en février 2022, le niveau de confiance à l'égard des autorités s'est accru en raison des menaces existentielles. Dans ce contexte, la population a placé ses espoirs dans les

autorités locales et régionales. De mai 2022 à octobre 2023, on observe une nouvelle phase de baisse de la confiance dans les institutions du gouvernement central ukrainien. Cette situation est confirmée par les résultats d'un sondage réalisé par l'Institut international de sociologie de Kiev entre le 30 septembre et le 13 octobre 2023. (Dinamika sprijnyattya napryamku sprav v Ukrayini ta doviri do okremih institucij mizh travnem 2022 roku ta zhovtnem 2023 roku. Pres-reliz Kiyivskogo Mizhnarodnogo institutu sociologiyi, 2023). Le pourcentage de personnes ayant confiance dans le président est passé de 91 % à 76 %, celui ayant confiance dans le gouvernement de 74 % à 39 % et celui ayant confiance dans le parlement de 58 % à 21 %. Les forces armées ukrainiennes et les volontaires maintiennent une confiance stable entre les institutions étatiques. Selon un communiqué de presse publié par les services de renseignement militaire ukrainiens sur la base des résultats d'une enquête, « actuellement, 94 % des Ukrainiens font confiance aux forces armées (contre 98 % en mai 2022) et 87 % font confiance aux volontaires (contre 87 % en mai 2022) ». Cela s'explique par le courage et le dévouement dont font preuve les soldats et les volontaires au combat. La confiance dans les autorités locales reste inchangée : comme en mai 2022, 50 % des Ukrainiens leur font confiance, contre 46 % qui ne leur font pas confiance. Le niveau de confiance dans les institutions montre actuellement que les critiques des citoyens se concentrent principalement sur le gouvernement et la Verkhovna Rada, et dans une moindre mesure sur le président ukrainien.

La méfiance à l'égard des autorités locales est due à l'inefficacité des dépenses budgétaires locales. À l'heure actuelle, il existe une tendance dangereuse à donner l'image que les autorités locales ne sont pas très responsables dans un contexte de guerre totale. En conséquence, l'opinion publique pourrait ne pas être en mesure de protéger les autorités locales d'une éventuelle recentralisation et d'un recul de la décentralisation. Le niveau extrêmement bas de confiance des citoyens dans le pouvoir exécutif et les organes d'autonomie locale est directement lié au niveau de radicalisation de la société. Toutefois, il convient de distinguer la radicalisation positive de la radicalisation négative en lien avec ces problèmes de confiance. La radicalisation positive dans l'histoire récente de

l'Ukraine a donné lieu à des actions de protestation sociale qui ont entraîné des changements positifs. La prévention de la radicalisation négative liée au problème de confiance envers les autorités passe par le renforcement du rôle de la société civile dans le processus décisionnel des institutions étatiques. De telles activités peuvent être menées à bien en recourant aux méthodes traditionnelles de participation civile.

Le deuxième moyen de renforcer la confiance envers le gouvernement consiste à développer des organes de consultation et de concertation auprès des institutions centrales et locales. Il s'agit notamment d'améliorer le fonctionnement des conseils publics et des assemblées locales au sein des administrations militaires régionales. Il existe également d'importantes possibilités d'associer les organisations de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets visant le développement socio-économique durable des communautés locales (Hrushetsky, 2023).

Tarasyuk, analyste du Fonds pour l'initiative démocratique T. I. Kucheriv, estime que la menace émanant des groupes idéologiques est restée relativement faible en Ukraine jusqu'à présent (Tarasyuk, 2023). Il convient de noter que la Verkhovna Rada ukrainienne est l'une des rares institutions parlementaires en Europe où les groupes d'extrême droite ou populistes de droite ne sont pas représentés. En général, le soutien électoral à ce type de forces politiques dépasse rarement 1 % de la population. Dans le contexte de la guerre qui dure depuis neuf ans avec la Fédération de Russie, sous-estimer ces mouvements reviendrait non seulement à mal interpréter les menaces potentielles, mais aussi à gaspiller une ressource sociale importante pour contrer les activités hostiles. Comme on le voit dans la pratique, les groupes d'extrême droite s'intègrent de plus en plus dans les forces armées régulières ukrainiennes, ce qui indique l'existence d'un contrôle élevé sur les menaces potentielles que ces groupes pourraient représenter. Toutefois, il convient de souligner que le processus de radicalisation de la société ukrainienne pourrait être un effet secondaire prévisible du conflit militaire et ne se limite pas à une seule orientation idéologique. Outre les millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, les Ukrainiens qui se trouvent dans les pays de l'Union européenne en tant

que migrants ou réfugiés constituent également des catégories démographiques très sensibles. Ces groupes ont des liens étroits entre eux et avec ceux qui sont restés sur le territoire ukrainien. Ces facteurs créent un terrain fertile pour divers acteurs politiques, y compris les organisations radicales et extrémistes.

En outre, on ne peut ignorer la présence en Ukraine d'environ un million de combattants qui, après leur démobilisation, deviendront des vétérans de guerre, une sous-catégorie particulièrement vulnérable de la société. Après la fin des hostilités et une crise humanitaire majeure, le risque de voir émerger des mouvements sociopolitiques extrémistes et radicaux est élevé. Cette situation pourrait toucher en particulier les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les anciens combattants et les citoyens enclins à des attitudes pro-russes pour diverses raisons. Les mécanismes visant à traiter ces problèmes revêtent une importance particulière dans le contexte du retour éventuel sous le contrôle de l'Ukraine (dé-occupation) de la Crimée et de certaines parties des régions de Donetsk et de Louhansk, qui sont sous le contrôle de la Fédération de Russie depuis huit ans. Dans ce contexte, la mise en œuvre de politiques inclusives, participatives et durables visant à réduire le risque de radicalisation et à assurer la cohésion sociale est devenue une nécessité absolue. L'ampleur de ces problèmes pourrait atteindre des proportions sans précédent pour l'Ukraine.

Ces exemples mettent clairement en évidence un point important : l'Ukraine ne peut pas adopter sans réserve les pratiques de l'UE et des États-Unis. Le discours et le contexte idéologique des défis sociaux et politiques diffèrent considérablement de ceux des États démocratiques. En outre, les méthodes utilisées par la Fédération de Russie pour exercer son influence « hybride » sur l'Ukraine diffèrent considérablement des activités menées par les différents services de sécurité russes dans les pays de l'UE ou de l'OTAN. Ces problèmes ne concernent pas seulement des groupes ou des catégories de la population, mais peuvent également se manifester dans la radicalisation individuelle, un phénomène connu sous le nom de « loup solitaire », qui se produit sans recrutement militaire ni participation à des mouvements ou à des groupes, mais sur la base d'une perception

individuelle des causes des problèmes, à travers des événements aléatoires de la vie.

La raison principale pour laquelle cela constitue un problème important pour l'Ukraine est qu'il est presque certain que la Fédération de Russie utilisera les groupes de population sensibles à des fins de manipulation et de radicalisation. Après la nouvelle invasion de la Russie en 2022, on peut s'attendre à ce que de petits groupes fidèles au discours russe continuent d'exister au sein de la société ukrainienne. Le séparatisme soutenu par la Fédération de Russie est un exemple flagrant de menace extérieure. Cette méthode est familière à beaucoup de gens, qui l'ont observée dans les situations en Abkhazie, en Ossétie, en Transnistrie et dans les soi-disant « RPD » et « LPR ». Malgré de longs conflits militaires, cette menace reste d'actualité pour l'Ukraine.

Le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne mérite une attention particulière, car il permettra une coopération plus approfondie dans le domaine de la sécurité et l'intégration de la stratégie de sécurité de l'UE en Ukraine. La nature interne et spécifique de la menace d'extrémisme et de terrorisme en Ukraine met en évidence la nécessité de mener des recherches et d'élaborer des politiques au niveau national dans ce domaine, car de nombreuses mesures ne peuvent être directement transposées d'autres pays.

La mise en œuvre des programmes existants, l'analyse des tendances sociales et le recours à l'expérience des pays démocratiques permettront d'éviter les erreurs commises, par exemple le flou qui entoure le contrôle des programmes préventifs au Royaume-Uni. Dans ce contexte, le financement de projets pouvant être menés en collaboration avec les communautés locales et la mise en œuvre de mesures de lutte contre l'extrémisme violent (CVE) dans ces communautés constituent une opportunité importante. L'expérience acquise par la société civile dans ces domaines en matière d'interaction est extrêmement précieuse pour renforcer la sécurité au niveau local. Les mesures fondées sur la société civile constituent l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer le climat de sécurité, car elles peuvent se développer indépendamment du financement

public ou de l'attention accordée par le gouvernement central à la menace principale, à savoir la Russie.

Par ailleurs, la coopération entre les forces de l'ordre, les autorités locales, les communautés et les ONG spécialisées dans les pratiques de CVE serait bénéfique pour toutes les parties. Cela permettrait d'alléger la charge qui pèse sur les forces de l'ordre, en particulier les services de sécurité intérieure, qui pourraient ainsi se concentrer davantage sur la lutte directe contre le terrorisme, l'influence et les actions de la Russie restant la principale menace. Les ONG acquerront également des compétences en matière de déradicalisation, qui pourront être mises à profit par l'État, en particulier lors de la libération des territoires occupés, et mettront au point des pratiques de base. Les initiatives des ONG permettront de collecter des données et des informations supplémentaires et d'améliorer considérablement les connaissances et les informations dont disposent les services de sécurité ukrainiens sur les régions et les communautés locales. Les mesures préventives constituent un élément important de la sécurité de l'Ukraine et un nouvel élément de la lutte contre le terrorisme et les menaces hybrides. Elles restent valables même dans le contexte d'une guerre à grande échelle, de la diminution des ressources humaines du pays, des crises sociales et de l'intégration croissante avec l'UE et l'OTAN.

#### *II.III. IV. II. Approches et interventions en matière d'éducation*

Le problème de la radicalisation dans le domaine de l'éducation en Ukraine n'est pas isolé dans des activités éducatives ou des disciplines éducatives distinctes. Le terme « radicalisation » est généralement utilisé dans certaines disciplines de l'éducation humaine, en particulier dans les disciplines « histoire », « sciences politiques » et « sociologie », dans le sens d'« activation de processus », « opinions extrêmes », « tendance à des actions extrêmes ». Ce terme est particulièrement utilisé pour décrire les activités des partis politiques et des associations publiques, de certains dirigeants politiques et de groupes sociaux. Au sens strict, la radicalisation s'inscrit dans le champ conceptuel des notions de « tyrannie », « violence domestique », « terrorisme » et « extrémisme ». Cette activité est soutenue par l'UNICEF, la Fondation caritative « Kiddo », l'organisation de la société

civile « Studena », le Consortium des femmes ukrainiennes, la Fondation ukrainienne « Bien-être des enfants », le Centre international pour la protection des femmes « La Strada-Ukraine » et l'organisation de la société civile « Monde sûr ».

Le problème de la radicalisation dans les universités ukrainiennes a commencé à se poser en lien avec les événements de 2013 à Kiev, la guerre dans l'est de l'Ukraine, l'occupation du territoire ukrainien et les conflits politiques au sein de la société. Depuis lors, des efforts sont déployés pour transformer le système éducatif national afin de prévenir la radicalisation et d'en minimiser les conséquences négatives. Les disciplines universitaires liées à la radicalisation dans les universités ukrainiennes visent à permettre aux étudiants de comprendre la nature de la radicalisation et de se familiariser avec les mécanismes et les techniques de lutte contre le radicalisme dans les pays du monde. Le processus éducatif met en évidence les signes de la radicalisation, ses causes et les caractéristiques de la formation et du fonctionnement des organisations concernées. Les enseignants ont pour mission d'apprendre aux étudiants à analyser de manière indépendante les caractéristiques et les manifestations de la radicalisation dans les pays du monde, à développer leurs capacités à identifier les tendances caractéristiques des formes modernes de radicalisation et à déterminer les mécanismes et les techniques de lutte contre la radicalisation. Une attention particulière est également accordée aux concepts de radicalisation, aux problèmes et aux caractéristiques du développement de la radicalisation moderne, ainsi qu'aux mécanismes et techniques de lutte contre la radicalisation.

En particulier, au cours de l'année universitaire 2022/2023, la discipline académique « Mécanismes et techniques de lutte contre le radicalisme, l'extrémisme et le terrorisme » a été lancée à l'Université nationale Ivan Franko de Lviv. Cette discipline a été préparée par la Faculté de philosophie pour les étudiants de première année spécialisés en sciences politiques (Osadchuk, 2022). Le contenu de la formation consiste en une analyse des caractéristiques des mécanismes et techniques de prévention du radicalisme, de l'extrémisme et du terrorisme aux États-Unis, dans les pays

d'Amérique latine, en Europe occidentale, en Israël et en Ukraine. L'aspect méthodologique de la discipline repose sur le post-comportementalisme et le néo-institutionnalisme. Dans un contexte scientifique et éducatif, ce cours sert de mécanisme pour diversifier et approfondir le domaine de l'analyse politique scientifique.

Le problème de la radicalisation dans les universités ukrainiennes se pose en lien avec l'éducation des étudiants étrangers. Dans les articles scientifiques, les disciplines éducatives et les activités publiques, la radicalisation est abordée dans ses dimensions internationales et interreligieuses, à travers les concepts d'« xénophobie » et de « tolérance ». La Journée internationale de la tolérance est notamment célébrée dans les établissements d'enseignement supérieur ukrainiens accueillant des étudiants étrangers. Les projets des organismes publics visent à lutter contre la xénophobie dans les universités. Cependant, la manifestation la plus évidente de ce type d'activités est la mise en œuvre de disciplines éducatives spécialisées. Par exemple, au cours de l'année universitaire 2019/2020, l'université d'État de Soumy a lancé un cours intitulé « Tolérance ethnique et interreligieuse » destiné aux étudiants en « Gestion des activités socioculturelles » (Opanasyuk V., 2019).

Le processus d'enseignement aborde les questions suivantes : identité, diversité socioculturelle et tolérance ; ethnicité, nation, religion et croyances ; stéréotypes et préjugés ; indépendance du jugement et autocritique dans le débat ; concepts de tolérance, de discrimination et d'intolérance. Ainsi, dans l'enseignement ukrainien, la « radicalisation » est présentée comme un concept distinct, dans le contexte historique, politique, sociologique et de certaines autres sciences humaines et composantes de l'éducation. Dans le domaine de l'enseignement scolaire, elle est associée aux concepts de « harcèlement » et de « violence ». Dans certains programmes universitaires, le terrorisme et l'extrémisme sont associés à la radicalisation, tandis que la radicalisation est liée à la xénophobie et aux problèmes de tolérance ethnique et religieuse. Cependant, la radicalisation n'est pas présentée comme un problème distinct avec un contenu spécifique dans le domaine de l'éducation en Ukraine.

La présence extrêmement faible du terme « radicalisation » dans le domaine de l'éducation en Ukraine moderne s'explique par l'absence d'une définition stable et cohérente de ce concept. À la lumière du contexte général et des questions d'actualité, nous tenterons de proposer une telle définition afin de permettre une utilisation plus large de ce concept. La radicalisation est un processus. Le concept de « processus » est donc un concept général qui définit la signification du terme principal « radicalisation ». Un processus est une succession ordonnée de changements dans des objets et des phénomènes, une série d'actions déterminées selon un certain ordre. Ainsi, dans le cadre d'une étude sur la radicalisation, des relations de cause à effet sont établies dans la vie sociale et politique d'un pays donné.

En outre, les caractéristiques fondamentales du concept de « radicalisation » sont déterminées par des aspects idéologiques. Il s'agit donc des opinions de groupes de personnes et d'individus caractérisés par une catégorisation exceptionnelle et susceptibles d'entraîner un changement de l'ordre établi. Cette section est liée à la législation pénale relative à la responsabilité liée aux menaces contre le système constitutionnel ukrainien. Cette conception se cristallise enfin dans le terme « radicalisation violente ». Il s'agit d'un phénomène dans lequel des personnes sont porteuses d'idées susceptibles de conduire à des actes terroristes, à l'extrémisme, à des manifestations excessives de xénophobie et à l'intimidation. Ces phénomènes s'accompagnent de signes anticonstitutionnels, voire anticonstitutionnels dans certains cas.

Il ne faut pas oublier qu'en Ukraine, le concept de « radicalisme » est généralement utilisé dans un contexte positif, c'est-à-dire pour désigner une certaine forme d'activité excessive, de passion, d'activisme public excessif. Ce type d'utilisation s'observe dans le contexte historique, politique et sociologique. Toutefois, lorsque l'on considère la radicalisation dans un sens négatif, il convient de souligner les risques de développements socialement dangereux et destructeurs susceptibles de conduire à une instabilité du système politique. C'est pourquoi une caractéristique importante de la radicalisation négative est la protestation, tant au niveau des attitudes que des actions. Ainsi, la définition logique du terme «

radicalisation » est la suivante : la radicalisation est le processus par lequel les individus et les groupes sociaux intensifient leurs comportements sociaux vers des phénomènes illégaux et socialement dangereux tels que la violence, l'intimidation, l'extrémisme et le terrorisme.

L'utilisation d'une telle définition contribuera à une compréhension claire de la radicalisation en tant que phénomène négatif et socialement dangereux, ce qui aura un impact important pour les éducateurs. Sur la base de cette compréhension, il sera possible de tirer des conclusions pratiques pour définir les phénomènes et processus sociaux liés à la radicalisation négative et d'élaborer des mesures pour les prévenir et en minimiser les conséquences. Ces activités peuvent faire partie intégrante des programmes stratégiques du gouvernement ainsi que des plans d'action pour l'avenir des organisations de la société civile, en particulier celles spécialisées dans ce domaine.

« Radicalisation » : comprendre l'application du concept Dans le domaine de l'éducation, l'objectif est de prévenir les risques sociaux et d'orienter les activités sociales des individus et des groupes dans une direction positive. La clé du succès dans ce domaine réside dans une compréhension interdisciplinaire du phénomène de radicalisation. Cette approche ouvrira la voie à l'élaboration de mesures efficaces. Le processus de radicalisation comporte des aspects philosophiques, historiques, politiques, sociaux, juridiques, psychologiques et physiologiques. Les aspects philosophiques concernent le contenu idéologique de l'exécutif et des organes locaux d'autonomie, des partis politiques, des groupes sociaux influents, des institutions de la société civile et des dirigeants politiques. Les aspects historiques de la radicalisation comprennent les expériences nationales au niveau des idées et de la lutte politique sous forme d'actions de protestation destructrices, de révolutions sociales et de guerres. Les manifestations politiques de la radicalisation sont visibles dans les activités des acteurs politiques modernes ; les manifestations sociales peuvent être observées dans le comportement des groupes influents ; et les aspects juridiques sont visibles dans le processus d'élaboration et de développement de la législation relative à la radicalisation négative et positive.

À première vue, cela peut sembler paradoxal, mais les aspects les plus importants de la radicalisation se manifestent dans des contextes psychologiques et physiologiques. La psychologie de la radicalisation peut se concentrer sur des états tels que la frustration, la colère comme étape d'acceptation d'une perte, divers états dépressifs. Les aspects physiologiques de la radicalisation sont liés au terme « dominant », qui fait référence à un système réflexe temporairement dominant conditionnant le fonctionnement des centres nerveux qui dirigent le comportement. L'importance de l'introduction du concept de « radicalisation » dans le domaine de l'éducation en Ukraine réside dans la guerre et les problèmes qui y sont liés. Les aspects positifs de la radicalisation pour l'Ukraine sont la mobilisation et le renforcement des communautés locales autour de la question des menaces existentielles. Cela peut potentiellement contribuer à des efforts efficaces visant à développer et à mettre en œuvre des projets de développement socio-économique durable.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un processus de radicalisation incontrôlé, des actions destructrices, des manifestations de colère et des menaces de fragmentation de la société apparaissent. De telles conséquences peuvent avoir un impact négatif sur le système de sécurité mondial. En Ukraine, la radicalisation peut prendre la forme d'une radicalisation violente, d'un extrémisme et d'un sentiment de protestation dominant. Dans ce cas, une zone d'instabilité et d'imprévisibilité apparaîtra au cœur de l'Europe. Les conditions mentionnées dans le domaine de l'éducation en Ukraine moderne peuvent se traduire par des formes d'apprentissage extrascolaires, car elles sont liées à des processus très rapides.

La recherche scientifique en Ukraine doit viser à mettre en évidence les facteurs sous-jacents qui contribuent à la radicalisation. Une compréhension approfondie de ces facteurs est indispensable, en particulier dans le contexte du conflit actuel. Parmi les facteurs les plus importants figurent ceux liés à la situation de conflit, tels que le stress psychologique causé par les bombardements, les pertes et les blessures. Ces traumatismes liés à la guerre ont des effets profonds sur la santé mentale et créent des conditions propices à la radicalisation.

Les facteurs socio-économiques et liés au statut jouent également un rôle important. La guerre a entraîné des pertes d'emplois, une baisse des salaires et l'incapacité de nombreuses personnes à maintenir un niveau de vie acceptable. Cette instabilité économique a accru le sentiment de frustration et de vulnérabilité parmi les personnes touchées. En outre, il existe des tensions sociales croissantes entre différents groupes, tels que les combattants et les non-combattants, ainsi qu'entre les membres des forces armées ukrainiennes et leur famille (en particulier leurs conjoints) et la société « pacifique » au sens large. Cette division est exacerbée par des conflits tant au niveau national qu'au niveau local entre la population et le gouvernement, liés notamment à la corruption pendant la guerre et au manque d'attention accordée par le gouvernement aux dépenses de guerre. Les milieux professionnels ont également été témoins de tensions croissantes, et des conflits ont éclaté entre la direction et les travailleurs en raison de mauvaises conditions de travail et de pratiques de gestion autocratiques.

Outre la détermination des conditions préalables à la radicalisation, il est également très important d'en découvrir les manifestations en Ukraine. L'une des manifestations importantes est le rôle des récits diffusés par les médias. Ces récits, qui sont au cœur du processus de radicalisation, sont variés et généralement adaptés à des groupes cibles spécifiques. Six récits importants, chacun avec des modifications et des connotations différentes, ont émergé. Le premier récit se concentre sur ceux qui « attendent » la paix russe, reflétant ainsi la sympathie à l'égard de l'intervention russe. Le deuxième récit comprend les histoires des « agents du Kremlin » et de leurs collaborateurs, qui contribuent à créer un climat de suspicion et de division. Le troisième récit tourne autour de la création d'une oligarchie en Ukraine et de la demande de restitution des biens pillés. Le quatrième récit met l'accent sur la corruption, en se concentrant sur l'infiltration des corrompus au pouvoir, leurs actes de corruption et l'incohérence des sanctions. Le cinquième récit renforce l'identité nationale et la différence par rapport à la Russie en soulignant l'idée que « l'Ukraine n'est pas la Russie ». Enfin, le récit « La route vers le front » présente les histoires d'individus qui tentent d'échapper au service militaire.

Le processus de radicalisation, en particulier dans le contexte de la radicalisation violente, est également lié à certaines images et symboles qui trouvent un écho profond dans la société ukrainienne. Ces images servent de points de focalisation autour desquels la radicalisation peut se produire. Par exemple, l'image d'un corrompu commettant des vols en temps de guerre suscite la colère et le désir de vengeance. Le concept de « bon Russe », perçu comme trompeur par nature, joue également un rôle dans le renforcement de l'hostilité. Parmi les autres images symboliques, on trouve « Zhdun » (une image représentant l'attente), le « collaborateur », le soldat disparu ou tombé au combat, le combattant blessé et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Les personnes vivant sous la menace constante des bombardements, celles qui ont perdu leur emploi à cause de la guerre et les « enfants du front » – les hommes qui reviendront pour « rétablir l'ordre » – incarnent une étrange image de « vengeurs du peuple » qui représente un sentiment radical de justice.

Les pratiques radicales en Ukraine se sont également manifestées de manière particulièrement visible à travers les réseaux sociaux et l'activisme communautaire. Par exemple, certains blogueurs ont adopté la personnalité des « vengeurs du peuple » et créé des plateformes pour renforcer leurs messages radicaux. Les militants des communautés locales agissent souvent comme vecteurs d'images et de récits radicaux, contribuant ainsi à la propagation des idéologies radicales. Les réseaux sociaux servent de canal à des contenus empreints de rancœur, allant de la méchanceté passive à l'hostilité ouverte. Les manifestations locales, en particulier celles déclenchées par une mauvaise allocation des ressources par les autorités locales – par exemple, l'affectation des ressources à la reconstruction et à la réhabilitation plutôt qu'à l'effort de guerre – reflètent également des tendances à la radicalisation. Des groupes de jeunes informels sont apparus comme des espaces où les discours et les pratiques radicaux sont partagés et renforcés.

Toutefois, les recherches scientifiques sur les moyens de prévenir la radicalisation négative revêtent une importance stratégique. Il semble opportun de trouver les moyens les plus appropriés pour mettre en place un

travail stratégique au sein des communautés. Si les communautés locales organisent des efforts visant à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie de développement socio-économique durable, elles se sentiront unies autour de la tâche de construire un avenir commun. Une telle situation rendrait objectivement impossible toute manifestation négative de radicalisation. L'idée de transformer la « deuxième République ukrainienne » en « troisième République ukrainienne » mérite également d'être prise en considération : il s'agit d'une transformation sociale, passant d'une « société de compromis corrompue » à une « société de développement durable ».

La prévention de la radicalisation négative dans les formats du processus éducatif pourrait résulter de la création d'un contexte idéologique et psychologique positif, de l'harmonisation dans le domaine des médias et de la mise en œuvre d'un contenu constructif visant à promouvoir l'idée d'unité et de coordination des efforts.

#### *II.III.IV.III. Le rôle des pairs et de la famille*

Les jeunes sont le moteur de nombreux processus dans divers domaines et participent souvent à des mouvements comportant des éléments radicaux. Lorsqu'on aborde la question de la radicalisation des jeunes, il est important d'examiner comment l'appartenance à un groupe influence les perceptions et les comportements des pairs. Plusieurs éléments fondamentaux caractérisent la dynamique de cette influence. L'appartenance sociale joue un rôle important dans le comportement et les choix des jeunes. Le désir d'interaction et d'acceptation pousse souvent les jeunes à s'intégrer dans des groupes qui partagent une vision, un contexte culturel ou un objectif commun. Ces groupes peuvent se former contre un adversaire perçu ou autour d'un objectif commun, ce qui peut nourrir le sentiment d'appartenance. Cependant, lorsque ces groupes sont construits autour d'idées radicales, l'appartenance sociale des jeunes peut les amener à développer un lien plus profond avec des idéologies extrémistes.

La dynamique de groupe a également une influence considérable sur la radicalisation des jeunes. Les jeunes forment souvent des groupes où se

développe une identité commune qui renforce les normes et les comportements collectifs. Si cette identité commune repose sur des convictions radicales, l'adhésion à ce type de groupes peut renforcer le désir d'adopter des idées plus extrêmes. Cette dynamique est encore renforcée par l'effet de pair, car les jeunes sont plus susceptibles d'adopter des points de vue radicaux lorsqu'ils ressentent un fort sentiment d'unité et d'acceptation au sein du groupe. Le besoin de communication « en direct » est un autre facteur qui influence le comportement des jeunes, en particulier depuis le début de la pandémie de COVID-19 en 2020. La pandémie a créé des obstacles aux interactions en face à face, obligeant de nombreux jeunes à se tourner vers la communication en ligne ou à rechercher du soutien au sein de petits groupes de pairs partageant les mêmes idées. Ces groupes se forment généralement autour de conditions de vie similaires, telles que la situation économique, les opportunités éducatives ou le déplacement forcé en raison de conflits. Si ces petits réseaux de pairs peuvent apporter un soutien indispensable, l'isolement par rapport à des interactions sociales plus larges peut également les transformer en terrains fertiles pour les idéologies radicales, car il limite l'exposition à d'autres points de vue.

La communication en ligne est devenue une plateforme dominante pour les interactions entre les jeunes ces dernières années, en particulier à la suite de la pandémie et de la guerre en Ukraine. Si les réseaux sociaux et les forums en ligne facilitent la communication et l'échange d'informations entre les jeunes, ils peuvent également servir de centre névralgique pour les groupes radicaux. Les communautés en ligne se forment généralement autour d'influenceurs et de blogueurs influents qui encouragent les manifestations, le harcèlement et les actions radicales. À mesure que les interactions en ligne occupent une place de plus en plus centrale dans la communication des jeunes, le risque d'exposition à la radicalisation augmente, en particulier dans les espaces numériques non réglementés.

Ces dernières années, les modes de communication des jeunes Ukrainiens ont considérablement changé en raison des restrictions liées à la pandémie et à la guerre. En effet, la plupart des interactions entre pairs se déroulent désormais en ligne. Ce changement a conduit à des interactions

plus limitées et parfois négatives. L'une des manifestations les plus évidentes de ce phénomène est le cyberharcèlement, une forme de radicalisation négative qui se répand parmi les jeunes. Ce type de radicalisation consiste généralement à cibler des individus en raison de leurs défauts personnels, ce qui peut exacerber les sentiments d'isolement et d'hostilité dans l'environnement de communication numérique.

Des initiatives sont menées sous l'égide des établissements d'enseignement, des organisations de la société civile et des organisations internationales pour lutter contre la radicalisation négative chez les jeunes. Ces initiatives visent à créer des environnements de communication sûrs, à promouvoir la tolérance et à offrir un soutien psychologique aux jeunes touchés par la pandémie et les conflits en cours.

La guerre qui se poursuit en Ukraine est l'un des principaux facteurs susceptibles de conduire à la radicalisation entre pairs. L'impact de la guerre sur les jeunes a été profond : la mort d'un proche au front, les blessures, la perte de leur logement, le déplacement forcé et le stress psychologique ont contribué à accroître leur vulnérabilité. Toutefois, comme l'expérience commune du conflit tend à favoriser la solidarité plutôt que la division, on n'observe pas de radicalisation négative généralisée parmi les jeunes Ukrainiens.

Cela dit, des formes extrêmes de radicalisation négative sont manifestes dans les attitudes envers les jeunes du pays agresseur. La haine et le désir de vengeance constituent le fondement émotionnel des attitudes radicales envers les jeunes de l'État ennemi. Ces sentiments sont souvent alimentés par le sentiment d'avoir « perdu son enfance » ou par le désespoir lié à la perte d'un foyer. En ce sens, la radicalisation en Ukraine n'est pas interne, mais externe. Les jeunes Ukrainiens considèrent généralement leurs pairs à l'intérieur du pays comme des « compagnons d'armes », tandis que leur hostilité est principalement dirigée contre leurs pairs de l'État voisin avec lequel ils sont en guerre.

Le développement des relations au sein de la famille et les interactions entre ses membres jouent un rôle essentiel dans la formation des opinions

et des valeurs des jeunes, car ils constituent les normes sociales, culturelles et morales qui les guident vers l'âge adulte. L'influence de la dynamique familiale sur la formation des points de vue des jeunes est multidimensionnelle ; elle englobe le modelage comportemental, l'éducation pendant l'enfance, les conflits familiaux et les influences culturelles ou religieuses. Le comportement des jeunes est généralement modelé par leurs parents, leurs frères et sœurs aînés ou d'autres membres influents de la famille. Lorsque la compréhension et le respect mutuels existent au sein de la famille, cet environnement peut encourager les jeunes à adopter des opinions et des valeurs positives. À l'inverse, la présence de discours radicaux, de critiques persistantes ou de conflits permanents au sein de la famille peut renforcer la tendance d'un jeune à adopter des positions radicales. Par exemple, si l'un des parents sert dans les forces armées, le jeune peut être inspiré à suivre son exemple. À l'inverse, lorsque les parents critiquent fréquemment les actions du gouvernement, les jeunes peuvent plus facilement s'identifier à leurs pairs aux opinions radicales qui s'opposent aux autorités locales.

L'éducation familiale a une influence primordiale sur l'idéologie et les valeurs d'un jeune. Le milieu familial façonne les points de vue sur divers aspects de la vie, tels que la religion, la morale, l'éthique et les normes sociales. Ces croyances fondamentales déterminent généralement la manière dont les individus abordent les questions sociales plus larges et façonnent leur vision de la vie et de la société. Les aspects négatifs de la dynamique familiale, tels que les conflits, le divorce ou la communication limitée, peuvent également influencer les opinions des jeunes. Par exemple, les enfants dont les parents ont divorcé peuvent développer des attitudes différentes envers les relations interpersonnelles, ce qui peut potentiellement affecter leurs interactions sociales plus larges. L'impact de ce type d'expérience peut façonner la perception des jeunes en matière d'autorité, de confiance et de résolution des conflits. Les familles sont les principaux vecteurs de transmission des valeurs culturelles et religieuses qui jouent un rôle important dans la formation de la vision du monde et de l'identité des jeunes. Les traditions culturelles, les croyances religieuses et les normes éthiques sont généralement inculquées au sein de la famille et

influencent la manière dont les jeunes comprennent et interprètent le monde qui les entoure.

Ces dernières années, la dynamique familiale en Ukraine a été gravement affectée par la pandémie et la guerre en cours. Soumises à une forte pression émotionnelle, les familles ukrainiennes ont dû faire face à des expériences traumatisantes telles que la perte ou la disparition de membres de leur famille à cause des conflits. De telles situations font passer les familles par les étapes du processus de deuil tel que défini dans la littérature psychologique : le déni, la colère, le marchandage, la dépression et l'acceptation. La guerre a également entraîné des conséquences telles que le déplacement, les blessures physiques, la perte de logement et d'emploi ; les revenus des familles ont considérablement diminué et de nombreuses familles ont été contraintes de migrer vers d'autres régions ou d'autres pays. En réaction à ces conditions difficiles, la tendance à la radicalisation observée dans les familles ukrainiennes s'est largement orientée vers l'État agresseur, à savoir la Russie. Les sentiments de haine, de colère et de vengeance créent un sentiment d'unité entre les membres de la famille, empêchant les conflits internes et renforçant la solidarité familiale.

Cependant, la séparation des membres de la famille, en particulier des conjoints, peut entraîner une détresse psychologique pour les enfants, qui peuvent souffrir d'un sentiment d'incertitude permanent et d'un manque de soins parentaux adéquats. Les jeunes Ukrainiens qui ont quitté leur pays pour étudier ou travailler à l'étranger en raison de la guerre sont confrontés à des difficultés supplémentaires, car ils vivent dans un état de stress et de pression constants. Cette tension a un impact négatif sur la solidité des liens familiaux et conduit souvent à des sentiments radicaux à l'égard de l'État agresseur. Les exigences actuelles en matière d'emploi et d'éducation pour les membres de la famille ont également un impact critique sur les liens familiaux. La fatigue physique, le stress psychologique constant et l'inquiétude pour l'avenir contribuent à l'émergence d'attitudes radicales dans les foyers ukrainiens, qui sont principalement dirigées contre l'État, considéré comme responsable du bouleversement de leur vie. Aujourd'hui, de nombreuses familles ukrainiennes sont au bord de la survie, avec des revenus extrêmement faibles et des difficultés à subvenir à leurs besoins

fondamentaux. Ces difficultés économiques renforcent les sentiments radicaux à l'égard de l'État qui a déclenché le conflit, car les gens associent la perte de leur bonheur et de leur stabilité aux actions de l'agresseur.

Le soutien familial et les réseaux de pairs sont des facteurs de protection importants qui favorisent le développement psychosocial sain et le bien-être général des jeunes. Ces environnements sociaux contribuent à la résilience des jeunes en leur apportant une sécurité affective, des modèles de relations positives et un soutien en période de stress. Le soutien affectif au sein de la famille joue un rôle fondamental dans le développement d'un jeune. Un environnement familial positif, caractérisé par l'amour, la compréhension et le soutien, favorise le développement émotionnel et la stabilité. Un tel environnement améliore non seulement la santé mentale des jeunes, mais encourage également une vision optimiste de la vie et contribue à un état psychologique stable. Cette sécurité émotionnelle constitue une base essentielle pour les jeunes lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés. La famille est également le premier environnement où se modélisent les relations positives. C'est au sein de cette cellule sociale que les enfants apprennent d'abord à interagir efficacement et à résoudre les conflits. Ces premières expériences façonnent leurs capacités à gérer leurs relations à l'âge adulte et leur permettent d'acquérir des compétences interpersonnelles essentielles qui contribuent à leur bien-être social et émotionnel. La capacité à gérer les conflits de manière constructive et à avoir des interactions sociales saines a un impact durable sur la manière dont les jeunes gèrent leurs relations tout au long de leur vie.

Dans les situations difficiles, la famille est souvent une source de soutien importante. En période de stress ou de crise, le soutien émotionnel et pratique des membres de la famille peut aider les adolescents à développer leur indépendance et à avoir confiance en leur capacité à surmonter les obstacles. L'existence d'un réseau familial solidaire est particulièrement importante pendant la guerre qui sévit actuellement en Ukraine, où les effets psychologiques des conflits peuvent être violents. Dans ce contexte, la famille devient un facteur protecteur important qui minimise collectivement le risque de radicalisation négative en apportant stabilité, rationalité et sentiment de sécurité émotionnelle. Les réseaux de pairs

jouent également un rôle important dans le développement des jeunes en leur offrant des possibilités de soutien, de compréhension et de partage d'expériences. Les liens établis avec les pairs font partie intégrante de la socialisation et aident les jeunes à élargir leurs perspectives et à envisager un avenir positif. L'interaction avec les pairs favorise le développement de compétences sociales telles que la communication, la coopération, la résolution des conflits et l'assertivité. Ces compétences sont essentielles pour évoluer dans des environnements sociaux et contribuer au développement personnel.

Les conditions de guerre actuelles en Ukraine ont encore souligné l'importance du soutien familial comme tampon contre les difficultés psychologiques. Face à des menaces existentielles, les membres de la famille développent généralement une appréciation plus profonde de la cellule familiale en tant que communauté sociale primaire. Pour les soldats ukrainiens, la famille représente une présence qui les protège des menaces extérieures, motive leurs efforts de résistance et influence directement leur détermination à défendre le territoire ukrainien. Les contenus consacrés aux histoires familiales sont de plus en plus populaires dans les médias ukrainiens. Les cérémonies d'adieu organisées pour les soldats morts au combat, les adieux sur le front, les rencontres avec des journalistes revenus du champ de bataille et les communications avec des proches à l'étranger via les réseaux sociaux sont autant de récits qui trouvent un écho profond dans l'opinion publique. Ces récits médiatiques suscitent un niveau élevé d'interaction, notamment en termes de visionnage, de partage, de commentaires et de réactions émotionnelles. Cette présence médiatique souligne le rôle vital de la famille en tant que source de soutien dans les conditions dramatiques de la guerre.

La famille apporte également un soutien pratique sous forme de transferts financiers à ses proches en difficulté en raison de la pauvreté, de la maladie ou de problèmes psychologiques liés à la guerre. Ces contributions financières jouent souvent un rôle déterminant dans l'atténuation des difficultés. Le soutien émotionnel apporté par les membres de la famille est particulièrement important pour ceux qui font face à des

épreuves difficiles. Les contacts directs sont maintenus par des appels téléphoniques, des messages sur les réseaux sociaux et l'échange de fichiers. Les discussions familiales portent souvent sur l'actualité, en particulier sur la situation sécuritaire à la ligne de front et dans les régions locales. Compte tenu de l'importance existentielle de ce type de communication, il est évident que le soutien familial revêt actuellement une importance vitale dans la société ukrainienne.

En Ukraine, les réseaux de pairs fonctionnent actuellement principalement via des plateformes en ligne, les interactions directes en face à face étant limitées en raison des préoccupations sécuritaires liées à la guerre. Malgré ces restrictions, les réseaux de pairs continuent d'offrir un sentiment de solidarité, chaque groupe étant défini par l'âge, le domaine professionnel et les priorités de vie de ses membres. Cependant, la guerre en cours est devenue le thème dominant de toutes ces interactions entre pairs et a façonné le contenu et la nature de la communication. Avant la phase active de la guerre, le contenu communicationnel des différents groupes de pairs variait en fonction de leurs intérêts et de leurs contextes particuliers. Mais au cours des deux dernières années, les discussions de tous les groupes de pairs se sont concentrées sur des sujets liés à la guerre. Ce changement reflète l'impact généralisé du conflit sur la société ukrainienne et souligne le rôle essentiel des réseaux familiaux et de pairs dans le soutien et le maintien de la résilience des jeunes en ces temps difficiles.

### **II.III. V. Recommandations pour lutter contre la radicalisation parmi les travailleurs de la jeunesse en Ukraine**

#### *II.III. V.I. Campagnes d'éducation et de sensibilisation*

L'étude de la radicalisation en Ukraine nécessite une perspective locale afin d'identifier et de réduire efficacement les principaux risques auxquels sont confrontés les groupes vulnérables. Cette approche est essentielle non seulement pour prévenir l'extrémisme, mais aussi pour contrer les efforts de la Russie visant à exacerber les tensions sociales et politiques dans le pays. Compte tenu de l'ampleur des menaces potentielles, et en particulier de la rareté générale des ressources gouvernementales disponibles pour ce

type d'initiatives, il est clair qu'un cadre d'intervention plus large, allant au-delà de ce que peuvent fournir les forces de l'ordre, est nécessaire. La participation de la société civile offre un moyen approprié de mettre en œuvre et d'adapter les stratégies européennes de prévention de la radicalisation (CVE) et de les intégrer à la fois dans le processus d'intégration européenne et dans les efforts d'aide humanitaire. Cette stratégie comprend la validation de méthodes préventives et de prévention de la radicalisation pour les groupes à risque et la création de bases de données afin de réduire au minimum le recours à des mesures coercitives.

En outre, il est indispensable de mener une analyse scientifique des processus de radicalisation propres à l'Ukraine. Bien qu'il existe déjà des travaux notables, tels que ceux réalisés par l'Institut national de recherche stratégique (NISD), l'approfondissement des recherches sur les risques et l'évolution des groupes sociaux favorisera l'élaboration de nouvelles méthodes de dissuasion. Cette tâche revêt un caractère d'urgence compte tenu de la difficulté et des pièges potentiels liés au transfert direct de stratégies entre démocraties confrontées à des problèmes différents. Les mesures préventives de lutte contre l'extrémisme violent peuvent être efficaces pour remédier à la vulnérabilité des personnes marginalisées et défavorisées, servir de système d'alerte précoce pour mettre en évidence les problèmes émergents et faciliter une intervention rapide au niveau national. La mise en place de tels programmes nécessite une coopération importante entre les chercheurs, la société civile et les organes gouvernementaux, dans des domaines allant de la sociologie politique à la criminologie, en passant par les forces de l'ordre, l'éducation et la psychothérapie. Malgré les perspectives inquiétantes pour la société post-conflit, ces efforts constituent des éléments essentiels d'une stratégie plus large visant à contrebalancer les tactiques de guerre asymétrique de la Russie à l'égard de l'Ukraine.

En résumé, les auteurs du présent document n'ont pas connaissance de programmes éducatifs délibérés visant à radicaliser la population en Ukraine. Des publications éparses peuvent être trouvées dans la communauté des sources ouvertes, par des chercheurs, des journalistes ou

des enquêteurs. Par exemple, la présentation faite lors de la conférence scientifique et pratique intitulée « La protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales comme fondement essentiel de la sécurité globale en Europe », organisée à l'Université d'État des affaires intérieures de Dnipro, était axée sur le thème suivant : « La lutte contre le radicalisme chez les jeunes comme moyen de garantir les droits et libertés des minorités nationales en Ukraine ». Ce matériel est mis à la disposition des enseignants du secondaire (9e à 11e années) par la plateforme éducative nationale « Na Urok » pour être utilisé dans le cadre des cours ou des activités extrascolaires. La participation de représentants de l'académie ou de la jeunesse active à des événements internationaux, tels que la conférence organisée à l'Université d'État des services d'urgence de Donetsk par le chef du département des activités policières du ministère de l'Intérieur de l'Ukraine, Yevhen Pysmenskyi E.O. Didorenko Luhansk a participé à la formation « Prévention et lutte contre la radicalisation menant à l'extrémisme violent 42/2023/ONS » organisée par l'Université nationale des affaires intérieures de Donetsk, Faculté de droit. Cette formation a été organisée par l'Agence de formation des forces de police de l'Union européenne (CEPOL, Budapest, Hongrie) et le ministère de l'Intérieur de la République tchèque, en coopération avec l'Académie de police de la République tchèque (Prague). T. Tarasiuk, expert à l'Institut de coopération euro-atlantique, souligne malheureusement que l'Ukraine ne dispose actuellement d'aucune infrastructure globale de lutte contre le terrorisme. Il n'existe pas de mécanismes préventifs et l'accent est principalement mis sur le recours à la force pour résoudre les menaces. En ce qui concerne le conflit dans l'est de l'Ukraine, des progrès importants ont été réalisés, notamment avec la reconnaissance des « L/DNR » comme organisations terroristes par la Verkhovna Rada le 27 janvier 2015. Toutefois, les progrès enregistrés par la suite dans les mécanismes de lutte contre le terrorisme ont été limités.

L'Ukraine dispose d'un centre antiterroriste distinct au sein du Service de sécurité ukrainien (SBU), créé en 1998, mais ce centre n'est devenu une unité institutionnelle à part entière chargée de la lutte contre le terrorisme systémique que le 18 février 2018. À l'heure actuelle, le Centre de lutte contre

le terrorisme du SBU n'est qu'une structure d'intervention directe qui n'a pas accès aux mécanismes de prévention de l'extrémisme. Les informations ou données détaillées sur les mécanismes utilisés pour prévenir ou analyser les menaces potentielles ne sont pas accessibles au public. L'intégration dans l'infrastructure existante de l'Union européenne permettra à l'Ukraine d'être l'un des fondateurs d'une nouvelle architecture de sécurité européenne. Celle-ci comprend les trois principaux instruments de la stratégie de sécurité de l'UE : le Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RAN), l'Alliance des villes européennes contre l'extrémisme violent et le Groupe d'experts de haut niveau sur la radicalisation de la Commission européenne. La participation de l'Ukraine à ces structures, à quelque titre que ce soit, pourrait l'intégrer dans le système paneuropéen de lutte contre l'extrémisme. Cela réduirait la nécessité de développer des systèmes préventifs distincts et faciliterait la coopération transfrontalière, particulièrement importante dans la lutte contre le recrutement (Tarasyuk, 2021). L'utilisation et l'adaptation de l'expérience internationale aideront l'Ukraine à concevoir ses propres campagnes d'éducation et de sensibilisation.

#### *II.III.V. II. Renforcement de la résilience en ligne*

La guerre en cours a intensifié les sentiments d'injustice, de frustration et d'aliénation au sein de la population, créant un terrain fertile pour la radicalisation. Les difficultés économiques et le manque d'opportunités ont rendu les individus plus réceptifs aux discours extrémistes qui promettent de remédier aux injustices perçues. Le conflit a également attisé les sentiments d'extrême droite et les attitudes xénophobes, en particulier à l'égard des personnes perçues comme « étrangères » ou appartenant à des minorités ethniques. Les groupes radicaux peuvent exploiter ces sentiments pour rallier et mobiliser leurs partisans, ce qui risque de polariser davantage la société. Dans ces conditions, la résilience en ligne joue un rôle crucial. Il convient de souligner que les facteurs susmentionnés contribuent à la dégradation de la sécurité de l'information en Ukraine, conformément à la stratégie ukrainienne en matière de sécurité de l'information adoptée par le décret présidentiel ukrainien relatif à la décision du Conseil national de

sécurité et de défense de l'Ukraine du 15 octobre 2021 intitulée « Stratégie en matière de sécurité de l'information ». Les campagnes de désinformation constituent un élément important de la « guerre hybride », comme l'a souligné le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine (Turchinov, 2015).

Compte tenu de la nature de plus en plus numérique de la vie moderne, les plateformes en ligne jouent un rôle important dans la formation des croyances et des comportements des jeunes. Afin de lutter efficacement contre la radicalisation, il est essentiel de renforcer la résilience des animateurs de jeunesse qui sont en contact direct avec les jeunes. Cette série de recommandations exhaustives vise à doter les animateurs de jeunesse ukrainiens des outils et des stratégies nécessaires pour lutter contre la radicalisation, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de la résilience dans le domaine numérique. L'éducation et la sensibilisation à la radicalisation constituent un élément important de cet effort. Il convient de développer une compréhension globale de la radicalisation, en reconnaissant qu'il s'agit d'un processus pouvant conduire à des phénomènes illégaux et socialement préjudiciables, notamment la violence, l'extrémisme et le terrorisme. Il est important de distinguer le radicalisme positif, susceptible d'entraîner des changements sociaux, du radicalisme négatif, qui présente un danger potentiel pour la société. Étant donné que la radicalisation recouvre divers aspects philosophiques, historiques, politiques, sociaux, juridiques, psychologiques et physiologiques, il est également essentiel de promouvoir une approche interdisciplinaire pour la comprendre. Les enseignants doivent intégrer différentes perspectives dans leurs méthodes pédagogiques et fournir aux élèves une compréhension globale des causes profondes et des manifestations de la radicalisation.

Le développement des capacités de réflexion critique chez les jeunes est une autre stratégie fondamentale pour lutter contre la radicalisation. Encourager les jeunes à analyser et à remettre en question les récits et les images qu'ils rencontrent sur Internet peut réduire leur vulnérabilité aux idéologies radicales. Fournir des outils permettant de distinguer les informations fiables des fausses informations est essentiel pour réduire

l'impact des contenus extrémistes diffusés par les canaux numériques. En outre, des mesures préventives doivent être élaborées et mises en œuvre au sein des établissements d'enseignement afin de détecter les premiers signes de radicalisation chez les élèves. La mise en place de mécanismes d'intervention tels que des services de conseil et des réseaux de soutien par les pairs peut aider à traiter les griefs et les vulnérabilités sous-jacents susceptibles de contribuer à la radicalisation.

La dynamique familiale joue également un rôle essentiel dans la prévention de la radicalisation. La participation des parents et des tuteurs est essentielle pour encourager les attitudes et les comportements positifs chez les jeunes. Les ateliers et les programmes de soutien à la parentalité peuvent améliorer la communication au sein de la famille, la résolution des conflits et le respect mutuel, et renforcer les parents afin qu'ils puissent servir de modèles constructifs dans la vie civile et les processus démocratiques. Il est tout aussi important de renforcer les réseaux de soutien familial, car ils peuvent apporter une aide émotionnelle, financière et pratique aux personnes touchées par la guerre. Faciliter la communication entre les membres d'une même famille grâce à des plateformes en ligne et des initiatives communautaires peut aider les familles à faire face de manière résiliente aux difficultés et aux traumatismes, et ainsi réduire le risque de radicalisation négative. L'influence des facteurs culturels et religieux sur la dynamique familiale et le développement des jeunes doit également être reconnue. La promotion du dialogue intergénérationnel peut contribuer à combler les divisions générationnelles et idéologiques potentielles au sein des familles et à favoriser un climat de tolérance, d'empathie et d'intégration sociale. Cette approche doit mettre l'accent sur les valeurs communes qui favorisent le développement positif des jeunes, tout en respectant les différents systèmes de croyances.

L'influence des pairs et la flexibilité en ligne sont des facteurs essentiels dans la lutte contre la radicalisation des jeunes. L'intégration de programmes d'éducation numérique dans les programmes scolaires peut doter les élèves de compétences leur permettant de naviguer en toute sécurité et de manière responsable dans les espaces en ligne. Une éducation

sur l'identification et la gestion des menaces en ligne, notamment le cyberharcèlement, les discours de haine et la propagande extrémiste, est nécessaire pour développer une culture de la citoyenneté numérique qui encourage un comportement éthique et une participation critique. Le renforcement des réseaux de soutien par les pairs peut donner aux jeunes un sentiment d'appartenance, de connexion et de résilience. Encourager les interactions positives entre pairs et la résolution collective des problèmes par le biais de plateformes en ligne, d'initiatives gérées par des jeunes et de projets communautaires peut permettre aux jeunes leaders d'agir en tant qu'ambassadeurs de la paix, de la tolérance et de l'inclusion sociale au sein de leurs groupes de pairs. Développer et diffuser des contre-récits pour contester les idéologies extrémistes et promouvoir des points de vue alternatifs en ligne est une autre stratégie importante. La collaboration avec des influenceurs, des créateurs de contenu et des plateformes de médias numériques afin de renforcer les messages positifs en faveur de la paix, de la diversité et de la solidarité peut permettre d'impliquer efficacement les jeunes dans la création et le partage de contenus célébrant la diversité culturelle, la participation civile et les valeurs démocratiques.

#### *II.III.V.III. Initiatives communautaires et dialogue interreligieux*

La question de la radicalisation liée à l'identité multi groupale a récemment pris une importance particulière dans le milieu universitaire, notamment parmi les leaders et les groupes informels (Miconi, 2024). Cependant, en Ukraine, des processus similaires se caractérisent par une spécificité particulière due aux conditions militaires. Tout au long de l'histoire de la nouvelle Ukraine, les institutions de la société civile sont devenues un mécanisme puissant pour former des animateurs de jeunesse capables de mener un travail systématique de prévention du radicalisme négatif. Les nombreux conflits sociaux qui ont eu lieu au cours des trente dernières années de l'histoire de l'Ukraine n'ont pas débouché sur des conflits internes grâce à la capacité des institutions publiques à faire face aux manifestations du radicalisme.

Le rôle du secteur public, qui revêt actuellement une importance cruciale pour l'Ukraine, ne cesse de croître et se manifeste dans le

volontariat, la participation aux processus de défense, la résistance civile et l'aide aux victimes de la guerre. Ces aspects peuvent encore être développés. Cependant, très récemment, une nouvelle forme de participation des jeunes travailleurs du secteur civil aux processus de prévention des manifestations négatives du radicalisme est apparue. Ces processus concernent l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant à assurer le développement socio-économique durable des communautés régionales libérées de l'occupation, sur la base de l'identification des points de croissance de l'économie locale en vue de la création d'entreprises commerciales à forte valeur ajoutée.

En février 2024, avec le soutien de l'ISAR Ednannia, l'organisation publique « Centre d'initiatives publiques intelligentes de la région de Soumy » a lancé le projet « Renforcement de la stabilité et de la cohésion sociale des communautés ukrainiennes libérées de l'occupation à travers des activités de consultation, de conseil et de communication ». Les activités du projet sont menées dans cinq communautés régionales de la région de Soumy libérée de l'occupation. Les participants au projet sont de jeunes scientifiques et pédagogues de l'université d'État de Soumy, qui travaillent avec les jeunes. Des étudiants et des jeunes actifs vivant dans les communautés du projet participent également au projet.

La mise en œuvre de ce projet permettra de confirmer la forme la plus efficace de prévention de la radicalisation négative. Cette forme consiste essentiellement en des activités menées par des jeunes travailleurs issus du corps enseignant universitaire en vue de construire une économie durable pour l'avenir des communautés régionales modernes d'Ukraine. Les stratégies de développement régional seront élaborées par des groupes d'initiative locaux sous la direction d'un groupe d'experts composé de jeunes travailleurs de l'université d'État de Soumy. Cela pourrait potentiellement avoir un effet d'entraînement, c'est-à-dire permettre la diffusion des activités stratégiques dans d'autres communautés régionales ukrainiennes.

En fin de compte, la source du radicalisme réside dans la division, l'opposition et l'incompréhension entre les couches sociales et les individus.

Cette fracture se manifeste objectivement par des points de vue divergents sur les événements passés et les processus actuels. La seule chose qui puisse réellement unir les gens, c'est leur avenir, car il concerne à la fois la génération actuelle et les générations futures. C'est pourquoi les activités des animateurs de jeunesse visant à créer les modèles économiques les plus appropriés pour l'avenir constituent le moyen le plus efficace de prévenir la radicalisation négative.

Dans le processus de prévention de la radicalisation, les possibilités de dialogue interreligieux sont objectivement très prometteuses dans le monde moderne (Widiyanto, 2023). Ces possibilités sont particulièrement fortes en Ukraine, car ce pays a une longue tradition de tolérance interreligieuse. Les communautés religieuses en Ukraine sont très diverses et nombreuses. Les membres des différentes confessions religieuses ont une expérience efficace du dialogue entre eux, acquise au fil des siècles. Toutes les doctrines religieuses pratiquées par les confessions religieuses condamnent la violence et l'hostilité. Cela constitue le fondement de la lutte contre le radicalisme négatif.

Toutefois, la situation autour de l'Église orthodoxe du Patriarcat de Moscou est une source de tension certaine. Les dirigeants de cette organisation sont accusés de faciliter l'agression militaire sur le territoire ukrainien. Néanmoins, même dans cette situation extrêmement tendue, les Ukrainiens parviennent à éviter les manifestations extrêmes du radicalisme négatif dans les dimensions suivantes. En ce qui concerne les formes nouvelles et innovantes de dialogue interreligieux en Ukraine, il est possible de proposer la création de conseils interreligieux afin de soutenir la défense, la sécurité et le développement socio-économique durable de l'Ukraine. En outre, il semble prometteur d'associer les représentants des différentes confessions religieuses aux organes consultatifs et consultatifs des pouvoirs exécutifs nationaux et régionaux et des organes locaux d'autonomie. La pratique de l'aumônerie militaire mérite une attention particulière et un développement approfondi. Il s'agit des ecclésiastiques qui organisent des services religieux dans les villes directement touchées par les conflits. Les représentants des confessions sont des organisateurs actifs d'événements

familiaux symboliques. Au cours des deux dernières années, marquées par l'escalade du conflit en Ukraine, toutes les confessions ont été confrontées à des problèmes communs, ce qui a créé un espace pour une communication stratégique visant à prévenir les manifestations de radicalisme négatif.

#### *II.III.V. IV. Coopération et coordination interinstitutionnelles*

En raison des conflits en cours, des difficultés socio-économiques et des pressions extérieures, les jeunes sont exposés à des idéologies radicales qui encouragent la violence, l'extrémisme et le terrorisme. La résolution de ce problème complexe nécessite une approche globale impliquant une coopération et une coordination interinstitutionnelles entre divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. En Ukraine, la lutte contre la radicalisation relève en premier lieu de la responsabilité du Service de sécurité ukrainien (SBU), et le Centre antiterroriste joue un rôle central dans cet effort. Historiquement, le SBU a répondu aux menaces de radicalisation par des mesures axées sur l'action directe et les forces de l'ordre, visant à prévenir les activités extrémistes et à appréhender les personnes impliquées dans des actes extrémistes. Si ces efforts sont essentiels pour garantir la sécurité et l'ordre public, il est toutefois reconnu qu'il est nécessaire de s'orienter davantage vers des mesures préventives et vers une coopération accrue entre les différentes institutions et parties prenantes.

Bien qu'elle soit la principale institution chargée de la lutte contre la radicalisation, l'approche du SBU a généralement été caractérisée par un besoin de mettre davantage l'accent sur les stratégies préventives. Au lieu de cela, ses efforts se sont concentrés sur des mesures réactives telles que la surveillance, le renseignement et la lutte contre le terrorisme. Si ces tactiques sont des éléments indispensables d'une stratégie globale de lutte contre la radicalisation, elles ne suffisent pas à elles seules pour s'attaquer aux causes profondes de la radicalisation et empêcher les individus de se radicaliser en premier lieu.

Outre le SBU, d'autres institutions concernées comprennent le ministère de l'Éducation et des Sciences, le ministère de la Jeunesse et des

Sports, le ministère de l'Intérieur et diverses organisations de la société civile. Chacune de ces institutions aborde de manière unique différents aspects de la radicalisation, allant des initiatives éducatives et des programmes de participation des jeunes à la police de proximité et aux services de protection sociale. Par exemple, le ministère de l'Éducation et des Sciences peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre de mesures préventives dans les établissements d'enseignement, notamment en encourageant la pensée critique, en développant des classes inclusives et en fournissant aux enseignants des ressources pour aborder les questions sensibles liées à l'extrémisme et à la radicalisation. De son côté, le ministère de la Jeunesse et des Sports peut se concentrer sur l'implication des jeunes dans des activités positives, la promotion de la cohésion sociale et la mise en place de moyens alternatifs pour l'autonomisation et la participation des jeunes.

De même, le ministère de l'Intérieur joue un rôle essentiel dans le maintien de l'ordre public et de la sécurité, nécessaires pour prévenir la propagation des idéologies extrémistes et lutter contre la radicalisation au niveau communautaire. Le ministère de l'Intérieur peut mettre en œuvre des initiatives de police communautaire en étroite collaboration avec les forces de l'ordre locales, instaurer un climat de confiance et de coopération avec les communautés marginalisées et traiter les plaintes susceptibles de contribuer à la radicalisation. Outre les institutions publiques, les organisations de la société civile jouent également un rôle important dans la lutte contre la radicalisation en fournissant des services de soutien, en encourageant la tolérance et la diversité et en défendant les droits de l'homme et la justice sociale. Ces organisations ont généralement des liens plus étroits avec les communautés touchées et peuvent offrir des interventions et des réseaux de soutien spécifiques aux personnes exposées au risque de radicalisation.

À l'avenir, l'Ukraine devrait adopter une approche plus globale et collaborative de la lutte contre la radicalisation, en mettant en œuvre des mesures tant préventives que réactives et en tirant parti de l'expertise et des ressources de divers institutions et parties prenantes. En renforçant la coopération et la coordination entre les institutions, l'Ukraine pourrait

améliorer sa capacité à relever les défis complexes et multiformes de la radicalisation et promouvoir la paix, la stabilité et la cohésion sociale. Bien que des efforts aient été déployés pour lutter contre ce problème, le pays doit améliorer la coopération et la coordination entre ses institutions. Ces difficultés sont dues à divers facteurs, tels que l'absence d'une infrastructure globale de lutte contre le terrorisme, l'accent mis sur des mesures réactives plutôt que sur des stratégies de prévention proactive et la coopération internationale limitée.

En conséquence, la structure fragmentée de la coopération interinstitutionnelle en Ukraine entrave l'efficacité des efforts de lutte contre la radicalisation. Plusieurs institutions publiques et organisations de la société civile sont impliquées dans la lutte contre la radicalisation, mais la coordination et la communication entre ces institutions sont souvent nécessaires. Cette fragmentation empêche le partage d'informations, l'allocation des ressources et l'élaboration de stratégies cohérentes pour prévenir et combattre la radicalisation. L'absence d'une infrastructure globale de lutte contre le terrorisme aggrave encore ces difficultés. Contrairement à certains pays occidentaux dotés de cadres de lutte contre le terrorisme bien établis, l'Ukraine ne dispose pas d'un système centralisé pour coordonner et mettre en œuvre les initiatives de lutte contre la radicalisation. Cette approche décentralisée rend difficile la mobilisation efficace des ressources, le partage des renseignements et la coordination des réponses aux menaces émergentes. Il peut en résulter des lacunes et des chevauchements dans les responsabilités, ce qui peut entraîner une inefficacité et des occasions manquées d'intervention.

La coopération internationale, en particulier au sein des structures de l'Union européenne, offre des possibilités intéressantes pour renforcer la capacité de l'Ukraine à lutter contre la radicalisation. L'Union européenne a mis en place des cadres et des mécanismes complets pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, notamment le Réseau d'alerte rapide sur la radicalisation (RAN) et l'Alliance des villes européennes contre l'extrémisme violent (ECAVE). En participant à ces initiatives, l'Ukraine peut tirer parti des meilleures pratiques, de l'expertise et des ressources

disponibles pour renforcer ses propres efforts de lutte contre la radicalisation.

En outre, la coopération avec les partenaires européens peut faciliter le partage d'informations, le renforcement des capacités et les initiatives communes visant à relever les défis communs liés à la radicalisation. Cela inclut le partage de renseignements sur les combattants étrangers, l'élaboration de stratégies de lutte contre la radicalisation en ligne et la promotion de la résilience des communautés face aux idéologies extrémistes. En alignant ses efforts sur les normes et les pratiques européennes, l'Ukraine peut renforcer sa crédibilité et son efficacité dans la lutte contre la radicalisation au niveau national et international.

### *II.III. V.V. Programmes d'intervention précoce*

Les programmes d'intervention précoce visant à lutter contre la radicalisation des jeunes en Ukraine se caractérisent par une approche fragmentée et décentralisée. Diverses institutions publiques, organisations de la société civile (OSC) et partenaires internationaux participent à la mise en œuvre de ces programmes, mais une coordination et une coopération accrues entre les parties prenantes sont généralement nécessaires. La participation des organisations de la société civile aux activités de prévention et d'intervention est une initiative remarquable. Ces organisations ont généralement un accès direct aux jeunes à risque et peuvent leur fournir un soutien et un mentorat spécifiques. Cependant, leurs efforts sont entravés par des ressources limitées, un financement irrégulier et l'absence de méthodologies standardisées.

Les institutions publiques telles que le ministère de l'Éducation et des Sciences et le ministère de la Jeunesse et des Sports jouent également un rôle dans la mise en œuvre de programmes d'intervention précoce par l'intermédiaire des établissements d'enseignement et des centres de jeunesse. Cependant, ces efforts sont généralement de nature temporaire et ne s'inscrivent pas dans une stratégie globale de lutte contre la radicalisation parmi les travailleurs de la jeunesse. La coopération internationale, en particulier avec les structures de l'Union européenne,

offre des possibilités pour le développement de programmes d'intervention précoce en Ukraine. Des organisations telles que le Réseau d'alerte rapide sur la radicalisation (RAN) et l'Alliance des villes européennes contre l'extrémisme violent (ECAVE) offrent des ressources et une expertise précieuse qui peuvent être mises à profit pour renforcer les initiatives existantes.

Les programmes d'intervention précoce en Ukraine se concentrent principalement sur le renforcement de la résilience, la promotion de la pensée critique et le soutien à une identité positive. Ces programmes utilisent généralement une approche multidisciplinaire comprenant des éléments d'éducation, de soutien en santé mentale, d'inclusion sociale et de participation communautaire. L'une des approches courantes consiste à fournir un soutien psychosocial et des services de conseil aux personnes susceptibles d'être exposées à un risque de radicalisation. Ces services contribuent à remédier aux vulnérabilités, aux traumatismes et à l'isolement social dont souffrent souvent les personnes que les groupes extrémistes cherchent à recruter. Malgré ces efforts, la mise en œuvre des programmes d'intervention précoce se heurte à diverses difficultés :

De nombreuses organisations participant à des programmes d'intervention précoce sont confrontées à des contraintes en matière de financement, de capacités en personnel et d'expertise. Afin de renforcer l'efficacité et la durabilité de ces programmes, il est nécessaire d'accroître les investissements dans la formation, le renforcement des capacités et les infrastructures. Le contexte sociopolitique, notamment les conflits en cours en Ukraine et les influences extérieures, pose des défis uniques aux efforts d'intervention précoce. Les programmes doivent être adaptés afin de répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités des jeunes travailleurs dans les zones touchées par les conflits et de réduire l'impact de la propagande extérieure et des efforts de recrutement. Il n'existe pas de mécanismes d'évaluation solides pour évaluer l'impact et l'efficacité des programmes d'intervention précoce en Ukraine. Des cadres de suivi et d'évaluation doivent être mis en place pour mesurer les résultats, identifier les meilleures pratiques et éclairer le processus décisionnel fondé sur des données probantes. Afin de relever ces défis et d'améliorer les programmes

d'intervention précoce en Ukraine, les recommandations suivantes sont formulées :

Il est nécessaire d'investir davantage dans le renforcement des capacités des organisations participant aux programmes d'intervention précoce, notamment dans la formation du personnel, l'élaboration de protocoles standardisés et la mise en place de mécanismes d'assurance qualité. La participation de la communauté est essentielle au succès des programmes d'intervention précoce. Des efforts doivent être déployés pour associer les communautés locales, les chefs religieux, les éducateurs et les autres parties prenantes à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes. Il est nécessaire de mener davantage de recherches pour comprendre les causes profondes de la radicalisation parmi les travailleurs de la jeunesse en Ukraine et pour élaborer des interventions ciblées. Il convient de renforcer les systèmes de collecte de données afin de suivre les tendances, d'identifier les causes de la radicalisation et de mesurer les menaces émergentes et l'impact du programme au fil du temps. Les programmes d'intervention précoce jouent un rôle essentiel dans la prévention et la lutte contre la radicalisation parmi les travailleurs de la jeunesse en Ukraine. En adoptant une approche multidisciplinaire, en encourageant la coopération entre les parties prenantes et en s'attaquant aux principaux défis, ces programmes peuvent réduire efficacement le risque de radicalisation et promouvoir la cohésion sociale, la résilience et la tolérance au sein de la société ukrainienne. Grâce à des efforts conjoints et à des investissements continus, l'Ukraine peut mettre en place un cadre solide pour une intervention précoce qui protège les personnes vulnérables et renforce la résilience du pays face aux idéologies extrémistes.

#### **II.IV. Sensibilisation et compréhension de la radicalisation des jeunes en France**

En France, la radicalisation est un phénomène complexe et multifactoriel. Plusieurs facteurs ont contribué à son essor dans le pays : la marginalisation sociale et économique de certaines communautés, notamment dans les banlieues défavorisées ; les tensions interculturelles alimentées par des politiques discriminatoires et des discours xénophobes ;

les conflits internationaux qui alimentent le sentiment de victimisation d'une partie de la population musulmane ; la propagande extrémiste sur Internet et le sentiment d'exclusion ressenti par certains individus, notamment les familles musulmanes issues des anciennes colonies françaises. Cependant, la radicalisation ne se limite pas aux musulmans et ne concerne qu'une minorité d'individus, tandis que le climat d'insécurité favorise le repli identitaire et la radicalisation.

Les conflits internationaux, tels que les guerres en Syrie, en Irak et maintenant en Palestine, ont également joué un rôle dans la radicalisation de certains individus. La situation de guerre et la brutalité des conflits ont attiré des combattants étrangers, mais ont également alimenté le sentiment de frustration et de colère de certains individus en France, les poussant vers des idéologies extrémistes. À cela s'ajoute la propagande extrémiste sur Internet, qui est un facteur important de radicalisation. Les groupes terroristes utilisent les réseaux sociaux et les plateformes en ligne pour recruter de nouveaux membres, diffuser leur idéologie et encourager la violence. Les utilisateurs sont ainsi exposés à des contenus extrémistes et à des discours de haine qui ont un effet radicalisant. En matière d'extrémisme religieux, il est important de rappeler que, même si les motivations sont différentes, les processus menant à l'extrémisme ont généralement des points communs. L'extrémisme peut être une idéologie politique radicale fondée sur la colère envers le système en place, mais il peut également s'agir d'une version extrême de principes religieux.

Sur le plan économique, le chômage et certains effets de la crise économique peuvent contribuer à ce sentiment de marginalisation dans certaines zones urbaines et périurbaines de France. Pour les jeunes issus notamment des quartiers populaires, la discrimination à l'embauche et les difficultés d'accès au marché du travail peuvent déclencher un sentiment d'exclusion et, dans certains cas, de désespoir, conduisant à une remise en question de la société et des valeurs sur lesquelles elle repose, ainsi qu'à la recherche d'autres formes d'appartenance et de reconnaissance. Au niveau culturel, les discours radicaux circulant dans certaines cultures ethniques ou religieuses peuvent renforcer une identité communautaire repliée sur

elle-même et conduire à l'adhésion à des idéologies extrémistes. Sur le plan social, la marginalisation économique et sociale de certains groupes alimente les sentiments d'exclusion et renforce la colère envers la société. La laïcité en France a entraîné des crises identitaires liées à la perte de repères culturels ou religieux, qui jouent un rôle tout aussi important dans le processus de radicalisation. Enfin, lorsqu'il s'agit d'identifier les facteurs de risque de radicalisation en France, il convient d'examiner de très près le rôle des grands médias nationaux français et des réseaux sociaux, leur capacité à propager rapidement les discours de haine et leur part de responsabilité. La radicalisation en France est le résultat d'une conjonction de facteurs sociaux, politiques, économiques et internationaux qui favorisent l'adhésion à des idéologies extrémistes. Il est important de souligner que chaque cas a ses propres dynamiques complexes et que toute approche visant à lutter contre le phénomène de la radicalisation doit tenir compte de cette diversité.

#### II.IV.I. Facteurs contribuant à la radicalisation

La radicalisation est un processus multidimensionnel et complexe qui agit à différents niveaux : individuel, social, économique, politique, religieux, psychologique, culturel, environnemental et intergénérationnel. Ces facteurs interagissent de manière dynamique et façonnent les perceptions, les comportements et la propension potentielle des individus à adhérer à des idéologies radicales. Une compréhension approfondie de ces facteurs est essentielle pour élaborer des stratégies de prévention globales qui tiennent compte non seulement des vulnérabilités individuelles, mais aussi des problèmes structurels.

##### II.IV.I.I. Facteurs individuels

Les facteurs individuels sont au cœur du processus de radicalisation chez les jeunes en France et constituent généralement les premiers déclencheurs du glissement vers les idéologies extrémistes. Parmi ces facteurs figurent les conflits identitaires, le besoin d'appartenance sociale, les fragilités émotionnelles et les besoins psychologiques, qui peuvent influencer considérablement le parcours d'un jeune vers la radicalisation.

Les politiques en faveur de la jeunesse, les systèmes de soutien, les modèles positifs et les opportunités d'intégration sociale jouent un rôle essentiel dans la prise en compte de ces facteurs.

La marginalisation, tant perçue que réelle, est un facteur important de radicalisation chez les jeunes en France. Les expériences d'exclusion sociale, de racisme et d'aliénation culturelle sont particulièrement répandues chez les jeunes issus de l'immigration, notamment ceux originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Ces jeunes sont souvent victimes de discrimination en matière d'éducation, d'emploi et de logement, ce qui alimente un profond sentiment d'« altérité » et de détachement par rapport à la société française dominante (Khosrokhavar, 2017). Ce sentiment d'exclusion est encore renforcé par la « double marginalisation » dont souffrent les jeunes, qui se sentent rejetés à la fois en tant que migrants et en tant que citoyens. Par exemple, les jeunes musulmans en France ont signalé avoir été victimes d'actes islamophobes tels que des insultes, des restrictions vestimentaires et des politiques discriminatoires jugées cibler leur identité religieuse (Roy, 2004). Cette discrimination peut exacerber le sentiment de vulnérabilité et pousser certains jeunes vers des groupes extrémistes qui se présentent comme les défenseurs des personnes marginalisées.

La crise identitaire est un facteur critique dans la radicalisation des jeunes, en particulier ceux qui ont du mal à concilier les aspects conflictuels de leur identité. Pour de nombreux jeunes musulmans en France, il peut être difficile de concilier leur identité religieuse avec les valeurs laïques strictes du pays. Ce conflit interne peut créer des tensions psychologiques et conduire certains jeunes à rechercher une clarté idéologique dans des idéologies radicales qui leur offrent un sentiment fort d'appartenance et d'identité (Silke, 2008). Les animateurs socio-éducatifs jouent un rôle important dans la gestion de ces conflits identitaires en créant des espaces de dialogue et de compréhension. Les programmes mis en place dans les écoles, les centres de jeunesse et les organisations communautaires, qui mettent généralement l'accent sur l'éducation interculturelle et les débats sur la citoyenneté, aident les jeunes à intégrer leur identité religieuse et

culturelle à leur identité française. En favorisant le sentiment d'acceptation et de reconnaissance, ces initiatives réduisent l'attrait des discours radicaux qui présentent la société française comme hostile à l'expression religieuse (Neumann, 2013).

Les fragilités psychologiques telles que les besoins émotionnels non satisfaits ou les traumatismes contribuent de manière significative à la radicalisation des jeunes. Par exemple, les jeunes qui souffrent d'un manque d'amour, de soutien ou de sécurité en raison de dynamiques familiales instables ou de réseaux de pairs faibles sont plus susceptibles de se tourner vers des idéologies extrémistes qui leur offrent un sentiment d'appartenance à une famille, à une communauté et à un sentiment d'amour. Ceux qui recrutent des extrémistes exploitent souvent ces vides émotionnels et se présentent comme des sources de stabilité, de sens et d'appartenance (McCauley & Moskalenko, 2011). Les interventions dans le domaine de la jeunesse, telles que les services de conseil et les programmes de mentorat, peuvent répondre à ces besoins psychologiques en offrant un soutien émotionnel, en renforçant la résilience et en proposant des modèles positifs. En France, les centres de jeunesse offrent généralement un mentorat individuel, dans le cadre duquel des animateurs jeunesse qualifiés aident les jeunes à surmonter leurs difficultés personnelles, à développer leur estime de soi et à élaborer des stratégies pour faire face à l'exclusion ou au sentiment de vulnérabilité. Ces programmes sont essentiels pour contrer l'attrait émotionnel des groupes radicaux qui se présentent comme une « famille » ou une « fraternité » aux jeunes isolés (Kepel, 2015).

Si les facteurs socio-économiques tels que la pauvreté et le chômage sont des problèmes structurels plus larges, ils jouent également un rôle important au niveau individuel. La précarité économique exacerbe souvent les sentiments d'injustice et d'exclusion chez les jeunes des quartiers économiquement défavorisés tels que les banlieues (Laurent, 2016). Ces quartiers, caractérisés par des taux de chômage élevés, des possibilités d'éducation insuffisantes et une mobilité sociale limitée, créent des conditions propices au développement d'idéologies radicales. Les groupes radicaux se présentent généralement comme des pourvoyeurs d'émancipation économique, promettant aux jeunes en situation de

précarité financière des avantages financiers, de la nourriture ou une protection. Par exemple, certains extrémistes religieux en France ont proposé une aide financière aux familles pauvres en présentant leur idéologie comme source de satisfaction non seulement spirituelle, mais aussi matérielle (Vidino, 2017). Les professionnels travaillant avec les jeunes qui sont confrontés à ces difficultés socio-économiques s'efforcent de promouvoir la formation professionnelle, l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat afin d'offrir aux jeunes des voies vers la stabilité économique et de réduire l'attrait des extrémistes.

Diverses théories psychologiques aident à expliquer pourquoi les jeunes en France sont susceptibles de se radicaliser :

- La **théorie de la recherche de sens** (Kruglanski et al., 2014) suggère que les jeunes se radicalisent souvent après avoir vécu des expériences d'humiliation ou d'échec, afin de retrouver un sens à leur vie. Les idéologies extrémistes offrent aux jeunes un moyen de retrouver leur estime de soi et un but dans la vie en leur proposant une mission claire et ciblée.
- La **théorie de l'identité sociale** (Tajfel & Turner, 1979) montre comment les jeunes adoptent des identités de groupe qui renforcent leur estime de soi. Lorsque des groupes radicaux offrent respect, reconnaissance et appartenance, les jeunes peuvent adopter ces identités, même si elles impliquent des croyances extrémistes. Les avantages psychologiques de l'appartenance à un groupe, tels que l'augmentation de l'estime de soi et le soutien émotionnel, l'emportent généralement sur les risques perçus de la radicalisation.
- La **théorie de la dissonance cognitive** (Festinger, 1957) suggère que les jeunes peuvent adopter des croyances radicales afin de résoudre les conflits entre leurs valeurs personnelles et les réalités de leur vie. Par exemple, en France, les jeunes musulmans victimes de discrimination systématique peuvent résoudre le conflit entre leurs croyances et les normes laïques en adoptant une interprétation radicale de l'islam et en présentant leur combat comme un devoir moral (Silke, 2008).

En France, les leaders charismatiques et les organisateurs jouent un rôle important dans le processus de radicalisation des jeunes. Ces personnes se présentent comme des guides à la fois empathiques et autoritaires, s'adressant à des jeunes en quête de sens et cherchant à donner un sens à leur vie. Ils adaptent leurs messages de manière personnalisée et développent des discours qui répondent aux préjudices socio-économiques, aux crises identitaires ou aux besoins émotionnels. Par exemple, les organisateurs religieux radicaux abordent les jeunes Français marginalisés en inscrivant leurs difficultés personnelles dans le cadre d'une mission religieuse plus large, ce qui leur permet de les influencer (Sageman, 2004). Pour contrer cet effet, les programmes de travail avec les jeunes axés sur le développement du leadership et les capacités de réflexion critique recèlent un potentiel important. En dotant les jeunes de compétences en matière de leadership, en leur apprenant à lire et à comprendre les médias et en leur donnant accès à des possibilités de participation citoyenne, il est possible de canaliser leur énergie et leurs attentes dans des directions positives. Ces programmes offrent des alternatives solides susceptibles de contrer l'influence des radicalisateurs charismatiques.

La prise en compte des facteurs individuels dans le processus de radicalisation nécessite une approche multidimensionnelle. Les stratégies de prévention efficaces doivent inclure des programmes d'inclusion sociale, un soutien psychologique et des possibilités de développement personnel. Les initiatives qui favorisent le dialogue interculturel, le bien-être émotionnel et l'autonomisation socio-économique peuvent aider les jeunes à résister aux idéologies extrémistes. Les animateurs socio-éducatifs jouent un rôle essentiel dans le développement d'un sentiment d'appartenance à la société dominante en réduisant l'attrait personnel de la radicalisation. En impliquant les jeunes dans des activités constructives, des programmes de mentorat et de formation, les animateurs socio-éducatifs les aident à développer une identité positive et des liens sociaux significatifs. Cette approche permet non seulement de prévenir la radicalisation, mais aussi de promouvoir une société française plus inclusive et plus harmonieuse.

### *II.IV.I.II. Facteurs sociaux*

Les facteurs sociaux jouent un rôle fondamental dans la formation du contexte dans lequel la radicalisation apparaît, influençant profondément les perceptions, les croyances et les comportements, en particulier chez les jeunes Français. Qu'ils soient physiques ou virtuels, les réseaux sociaux sont des canaux essentiels par lesquels les jeunes adoptent des normes, des valeurs et des comportements susceptibles d'être compatibles avec des idéologies radicales. L'influence des pairs, des dynamiques communautaires et des interactions sociales plus larges est souvent déterminante dans le processus de radicalisation, car les groupes sociaux peuvent renforcer les croyances communes et motiver l'action collective. En France, ces dynamiques s'associent souvent à des facteurs culturels, socio-économiques et systémiques qui influencent la manière dont les jeunes orientent leur environnement social.

L'influence des pairs et des dynamiques de groupe est l'un des facteurs sociaux les plus importants contribuant à la radicalisation des jeunes. Les adolescents et les jeunes adultes sont particulièrement vulnérables aux opinions et aux comportements de leur entourage proche, notamment à l'école, dans les centres communautaires et dans les espaces en ligne. Le besoin d'appartenance à un groupe est une source de motivation puissante pour les jeunes qui se trouvent à un stade critique de la formation de leur identité. Lorsque les jeunes trouvent reconnaissance et acceptation au sein de groupes qui adhèrent à des convictions radicales, ils sont beaucoup plus susceptibles d'adopter ces convictions (Khosrokhavar, 2017). En France, les programmes de travail avec les jeunes dans les écoles et les centres communautaires visent à lutter contre l'influence des groupes de pairs en favorisant l'inclusion sociale et en renforçant le sentiment d'appartenance. Des initiatives telles que les clubs sportifs, les programmes artistiques et le dialogue interreligieux aident les jeunes à établir des relations positives avec leurs pairs qui les protègent de l'attrait des groupes radicaux. Pour de nombreux jeunes issus de quartiers marginalisés, ces programmes offrent des communautés alternatives où ils peuvent s'exprimer, trouver du soutien et tisser des liens sociaux significatifs. Des études ont montré que la radicalisation des jeunes Français se produit généralement au sein de

groupes très soudés qui renforcent en permanence des revendications et des discours idéologiques communs, créant ainsi un sentiment d'unité et d'objectif difficile à atteindre dans la société dominante (Kepel, 2015).

À l'ère numérique, les réseaux sociaux et les plateformes en ligne sont devenus des facteurs sociaux très importants qui contribuent à la radicalisation des jeunes. Internet offre aux groupes extrémistes un accès unique à des militants potentiels, leur permettant de faire de la propagande, de faciliter le recrutement de militants et de renforcer les discours radicaux. Les plateformes telles que Facebook, YouTube et les applications de messagerie cryptée comme Telegram sont devenues des outils essentiels pour les groupes extrémistes qui créent et gèrent des réseaux en ligne étendus ciblant les jeunes vulnérables.

Les algorithmes des réseaux sociaux, qui donnent la priorité au contenu en fonction de l'interaction des utilisateurs, créent souvent des « chambres d'écho » où les individus interagissent entre eux. L'exposition répétée à des contenus similaires renforce les messages radicaux tout en réduisant les points de vue alternatifs. Ce phénomène est particulièrement visible chez les jeunes Français, dont beaucoup se radicalisent par le biais d'interactions en ligne constantes. Ces interactions fournissent non seulement un contenu idéologique, mais aussi un soutien émotionnel essentiel pour les jeunes en situation d'isolement social (Vidino, 2017).

L'anonymat des interactions en ligne facilite la radicalisation en supprimant les obstacles liés à la présence physique et à la responsabilité sociale. Cela permet aux groupes radicaux d'entrer en contact avec des individus sensibles qui ne s'intéressent pas ouvertement aux idées extrémistes dans l'espace public, mais qui sont prêts à les explorer en privé dans l'espace numérique. Les programmes éducatifs axés sur la maîtrise du numérique et la pensée critique sont essentiels pour prévenir la radicalisation en ligne chez les jeunes Français. Ces initiatives enseignent aux jeunes à identifier les fausses informations, à évaluer les sources et à interagir de manière critique avec les contenus en ligne, leur donnant ainsi les outils nécessaires pour résister au recrutement numérique (McCauley & Moskalenko, 2011).

Les crises identitaires sont des facteurs sociaux particulièrement influents dans la radicalisation des jeunes en France. Les jeunes, en particulier lorsqu'ils évoluent dans une société multiculturelle qui offre à la fois des opportunités et des défis, sont confrontés à des aspects conflictuels de leur identité. En France, cette lutte est exacerbée par la politique de laïcité stricte du pays et est parfois perçue comme une opposition à l'expression religieuse, en particulier parmi les jeunes musulmans. Ce conflit interne peut conduire à une incertitude existentielle et rendre plus attrayantes les idéologies radicales qui offrent des réponses claires sur l'identité, l'appartenance et le sens de la vie (Silke, 2008). Les mouvements radicaux proposent des récits simples et convaincants qui répondent aux luttes identitaires en offrant un sentiment d'identité fort face à un « ennemi » identifiable. Par exemple, les idéologies radicales extrémistes ont suscité l'intérêt des jeunes musulmans en France, non seulement pour des raisons religieuses, mais aussi comme forme de résistance à l'exclusion culturelle et à la discrimination perçue. Ces idéologies offrent un cadre moral qui fait écho à la fierté, au sentiment de puissance et à la marginalisation sociale de ceux qui les adoptent (Kepel, 2015). Les animateurs socio-éducatifs français se concentrent généralement sur l'éducation interculturelle et aident les jeunes à trouver leur voie dans leurs vies complexes. En offrant des espaces de dialogue et de compréhension, ces programmes contribuent à réduire l'attrait des idéologies radicales qui exploitent les luttes identitaires.

Les facteurs socio-économiques, qui recourent largement les dynamiques sociales, renforcent la vulnérabilité des jeunes à la radicalisation. En France, les communautés marginalisées, en particulier celles vivant dans les **banlieues**, sont confrontées à des niveaux élevés de chômage, de pauvreté et d'exclusion sociale. Cette marginalisation socio-économique, combinée à des expériences de racisme et de discrimination, conduit à un sentiment d'aliénation par rapport à la société dominante (Roy, 2004). Les jeunes d'origine nord-africaine et subsaharienne dans les villes françaises sont souvent confrontés à des obstacles à l'éducation, à l'emploi et à la mobilité sociale, ce qui les rend plus réceptifs aux idéologies radicales qui expliquent leurs difficultés socio-économiques. Pour de nombreux jeunes de ces communautés, les idéologies radicales ne sont pas seulement

un moyen de défendre leur identité, mais aussi une réponse aux injustices systémiques. En inscrivant leur combat dans le cadre d'une lutte plus large contre un système oppressif, les groupes radicaux offrent aux jeunes un sens à leur vie, une dignité et un sentiment de pouvoir (Laurent, 2016). Les programmes de travail avec les jeunes axés sur la formation professionnelle, l'insertion professionnelle et le développement social visent à remédier à ces désavantages socio-économiques. Ces initiatives réduisent les vulnérabilités exploitées par les groupes extrémistes en offrant des opportunités de développement personnel et de stabilité économique. Les centres communautaires, les ONG locales et les organisations de base jouent un rôle essentiel dans le renforcement des liens sociaux et la promotion de l'inclusion, qui sont nécessaires pour prévenir la radicalisation.

L'isolement culturel peut également influencer la radicalisation des jeunes en France. Lorsque les individus se sentent culturellement différents ou déconnectés de la société dominante, ils peuvent éprouver un profond sentiment d'aliénation. Le manque de représentation ou de reconnaissance culturelle des communautés minoritaires peut entraîner un sentiment d'« altérité ». Cette marginalisation culturelle, combinée à l'isolement social, rend les individus plus réceptifs aux idéologies radicales qui offrent une communauté alternative mettant en valeur l'identité culturelle et célébrant ces différences (Silke, 2008). Les mouvements radicaux d'extrême droite en France attirent les individus en quête d'identité en leur proposant des récits simples et séduisants qui répondent à leurs conflits intérieurs. Ces mouvements proposent des solutions claires et directrices aux problèmes identitaires en promettant un sentiment fort d'appartenance et d'identité face à un « ennemi » identifiable. Ces groupes utilisent les réseaux sociaux et les manifestations publiques pour rassembler et mobiliser les individus autour de causes liées au nationalisme, à la xénophobie et à l'ethnocentrisme. Pour les jeunes en situation d'aliénation culturelle, ces idéologies radicales offrent un sentiment de fierté, d'appartenance et de résistance face aux menaces culturelles perçues (Khosrokhavar, 2017).

Les communautés locales peuvent contribuer à la radicalisation ou aider à la prévenir, selon le niveau d'intégration sociale qu'elles offrent. Les

communautés qui encouragent activement la cohésion sociale, l'inclusion et le dialogue jouent un rôle tampon contre la radicalisation. Les écoles, les centres communautaires, les mosquées, les églises et autres institutions locales jouent un rôle clé dans le développement d'un attachement positif et de liens sociaux entre les jeunes. À l'inverse, les communautés marquées par la fragmentation, le manque d'intégration et l'insécurité créent un terrain propice au développement d'idéologies radicales (McCauley & Moskalkenko, 2011). Les initiatives en faveur de la jeunesse qui renforcent l'intégration sociale par le biais de programmes d'éducation, d'aide sociale et de participation sont essentielles pour s'attaquer aux facteurs sociaux qui contribuent à la radicalisation. Les efforts visant à instaurer la confiance entre les communautés et les forces de l'ordre, à promouvoir le dialogue interreligieux et à soutenir l'activisme local sont nécessaires pour réduire l'isolement social et la marginalisation qui poussent les jeunes vers la radicalisation.

#### *II.IV.I.III. Facteurs économiques*

Les facteurs économiques sont des moteurs importants de la radicalisation, car ils contribuent à créer un environnement de fragilité sociale et personnelle susceptible d'être exploité par les idéologies extrémistes. La pauvreté, l'exclusion sociale, le chômage et le manque d'opportunités économiques créent des conditions dans lesquelles les individus, en particulier les jeunes, se sentent marginalisés, privés de leurs droits et désespérés quant à leur avenir. Ce sentiment de privation économique se conjugue souvent à d'autres formes d'exclusion, renforçant le sentiment d'aliénation et rendant les idéologies radicales plus attrayantes en tant que solutions potentielles.

En France, la pauvreté est particulièrement répandue dans les **banlieues urbaines**, où les conditions de vie sont inférieures à la norme, l'accès à l'éducation est limité et les infrastructures sont insuffisantes, ainsi que dans d'autres zones économiquement défavorisées. Les jeunes vivant dans ces quartiers sont souvent victimes d'isolement social, ce qui contribue à leur sentiment d'abandon par l'État et la société en général. Dans ce type d'environnement, les idéologies radicales peuvent servir de moyen de

défendre son identité, d'acquérir un statut social ou de trouver un sens à sa vie qui semble inaccessible dans le système traditionnel (Laurent, 2016). Le fossé socio-économique entre les centres urbains riches et les banlieues économiquement défavorisées exacerbe encore le sentiment d'inégalité chez les jeunes. Dans les banlieues où une part importante de la population est originaire d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne, les jeunes se heurtent à des obstacles systémiques à la mobilité sociale. Ces obstacles se traduisent généralement par des possibilités d'éducation et d'emploi limitées, qui perpétuent le cycle de la pauvreté et de l'exclusion (Roy, 2004). Dans ce type de contexte, les idéologies radicales peuvent offrir des récits qui présentent la radicalisation non seulement comme une mission idéologique, mais aussi comme une forme de justice sociale. Les groupes radicaux exploitent ces difficultés économiques en se positionnant comme les défenseurs des opprimés et en présentant la radicalisation comme une forme de résistance contre les échecs systémiques perçus (Khosrokhavar, 2017).

Le chômage des jeunes est un facteur critique dans le processus de radicalisation, en particulier dans les régions économiquement défavorisées. En France, les taux de chômage des jeunes ont toujours été plus élevés dans les **banlieues**, où les opportunités économiques sont rares. L'absence d'emploi stable entraîne souvent un sentiment d'inutilité et de déconnexion sociale chez les jeunes. Dans ce contexte, les idéologies radicales deviennent des alternatives attrayantes car elles offrent un sentiment d'identité, d'émancipation et d'appartenance qui fait souvent défaut dans la société dominante (Vidino, 2017). Les jeunes issus de l'immigration se heurtent à des obstacles supplémentaires sur le marché du travail, même s'ils possèdent les qualifications requises. La discrimination systémique limite encore davantage leurs opportunités économiques, renforçant ainsi un sentiment de marginalisation plus large. Cette forme d'exclusion économique ne se contente pas d'entraver le développement personnel, elle exacerbe également les sentiments de frustration et d'injustice. Les recruteurs extrémistes exploitent activement ces conditions en offrant aux jeunes qui participent à des activités radicales des incitations financières telles que des bourses, un logement ou des récompenses en

espèces. Ainsi, la radicalisation n'est pas seulement une voie idéologique, mais aussi une stratégie économique de survie (Neumann, 2013).

Les inégalités économiques, en particulier lorsqu'elles se conjuguent à des divisions raciales, ethniques ou religieuses, agissent comme un catalyseur de la radicalisation. En France, les inégalités économiques coïncident souvent avec les frontières sociales et ethniques, contribuant ainsi à un sentiment collectif de victimisation parmi les communautés minoritaires. Par exemple, de nombreuses personnes d'origine nord-africaine vivant dans les **banlieues** sont touchées de manière disproportionnée par les difficultés économiques, notamment des niveaux de revenus plus faibles, des taux de chômage plus élevés et une mobilité ascendante limitée (Kepel, 2015). Cette marginalisation économique renforce le sentiment d'injustice systémique chez les jeunes, qui se sentent non seulement défavorisés sur le plan économique, mais aussi socialement exclus en raison de leur identité raciale ou ethnique. Dans ce type de contexte, les idéologies radicales deviennent attrayantes car elles apportent des explications claires aux inégalités et prônent un changement radical comme forme de résistance à l'oppression systémique. Le message de « lutte contre l'injustice » trouve un écho particulier dans les sociétés où les inégalités économiques sont perçues comme le reflet d'échecs sociaux et politiques plus larges (McCauley & Moskalkenko, 2011).

L'éducation joue un rôle essentiel dans la formation des opportunités économiques, et l'accès limité à une éducation de qualité est un facteur important de radicalisation des jeunes. Dans les régions économiquement défavorisées, les écoles manquent souvent de ressources, d'enseignants qualifiés et d'infrastructures adéquates, ce qui entraîne une baisse des résultats scolaires et une diminution de l'employabilité. Ce désavantage éducatif perpétue les inégalités socio-économiques et engendre un sentiment de désespoir chez les jeunes qui considèrent que les voies traditionnelles menant à la réussite sont bloquées (Roy, 2004). Les groupes radicaux se positionnent souvent comme des « éducateurs » alternatifs et dispensent un enseignement idéologique promettant mobilité sociale et autonomisation. Les décideurs politiques peuvent réduire l'attrait des idéologies radicales qui exploitent le manque d'éducation en s'attaquant aux

inégalités en matière d'éducation dans les zones marginalisées par le biais de programmes ciblés, de la formation professionnelle et du soutien à l'enseignement supérieur (Khosrokhavar, 2017).

Les efforts visant à prévenir la radicalisation doivent s'attaquer aux inégalités économiques sous-jacentes qui contribuent au sentiment d'exclusion des jeunes. Des politiques socio-économiques ciblées, telles que des programmes de formation professionnelle, des initiatives de développement communautaire et un soutien aux petites entreprises, peuvent contribuer à créer des opportunités d'autonomisation économique. Les centres communautaires et les organisations locales axés sur la formation professionnelle, l'entrepreneuriat et l'intégration sociale jouent un rôle très important dans la réduction de la précarité économique chez les jeunes (Vidino, 2017). Les programmes de travail avec les jeunes qui mettent l'accent sur les compétences favorisant l'employabilité, la pensée critique et la participation civique peuvent aider à doter les jeunes des outils nécessaires pour surmonter les difficultés économiques et résister aux idéologies radicales qui exploitent leur vulnérabilité (McCauley & Moskalenko, 2011). Il est possible de réduire les causes socio-économiques de la radicalisation et de renforcer la résilience des populations jeunes vulnérables en France en favorisant la justice économique, l'égalité des chances et l'accès à l'éducation.

#### *II.IV.I. IV. Facteurs politiques*

Les facteurs politiques jouent un rôle très important dans le processus de radicalisation et créent un terrain propice à l'émergence de sentiments d'aliénation, d'insécurité et de résistance. Ces facteurs sont liés à la manière dont les jeunes perçoivent les institutions étatiques, le discours politique et le système politique au sens large. Lorsque les institutions politiques sont perçues comme corrompues, discriminatoires ou injustes, les individus, en particulier les jeunes marginalisés, sont plus susceptibles d'adopter des idéologies radicales comme forme de protestation ou de résistance. Les injustices politiques, tant réelles que perçues, peuvent créer un sentiment d'oppression systémique, que les idéologies extrémistes peuvent exploiter en se présentant comme la seule solution valable.

La profonde méfiance à l'égard des institutions politiques et sociales est l'un des principaux facteurs politiques qui alimentent la radicalisation chez les jeunes en France. Pour de nombreux jeunes, en particulier ceux issus des communautés d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, l'État est souvent perçu comme indifférent, partial, voire hostile. Cette perception résulte d'expériences de discrimination systématique dans les domaines de l'application de la loi, du système judiciaire, de l'éducation et de l'emploi (Laurent, 2016). Le manque de confiance dans les institutions étatiques peut pousser les individus à rechercher d'autres formes de justice et de gouvernance. Les violences policières, le profilage racial et les pratiques de surveillance discriminatoires renforcent encore ce sentiment d'insécurité et touchent de manière disproportionnée les communautés minoritaires. Des cas très médiatisés de violences policières, tels que la mort d'Adama Traoré en 2016 et celle de Nahel Merzouk en 2023, ont déclenché des manifestations et renforcé les sentiments anti-gouvernementaux parmi les jeunes issus de milieux marginalisés. De tels événements renforcent le discours répressif de l'État et rendent plus attrayants les groupes radicaux qui prétendent défendre les droits et l'identité des communautés (Khosrokhavar, 2017). En outre, le recours généralisé à des mesures antiterroristes, telles que l'état d'urgence décrété après les attentats de Paris en 2015, est critiqué car il cible de manière disproportionnée les communautés musulmanes, alimentant ainsi la colère et renforçant le sentiment de discrimination de la part de l'État (Roy, 2004).

La corruption et l'injustice perçue dans le système politique contribuent de manière significative à la radicalisation des jeunes en France. Lorsque les dirigeants et les institutions politiques sont perçus comme corrompus ou comme agissant dans leur propre intérêt, la confiance dans les processus démocratiques s'érode. Dans les régions économiquement défavorisées, cette perception est encore plus forte, car les habitants ont directement subi les conséquences de la corruption, telles que le détournement de fonds publics, le favoritisme et l'absence de responsabilité des fonctionnaires (Sageman, 2004). Ces expériences contribuent à un sentiment plus général de privation des droits politiques, rendant plus attrayantes les idéologies extrémistes qui rejettent le système démocratique. Les sentiments

d'injustice sont souvent liés aux politiques laïques de l'État français, que certaines communautés musulmanes considèrent comme discriminatoires à l'égard de l'expression religieuse. Des mesures telles que l'interdiction des symboles religieux dans les écoles publiques et le port de la burqa dans les lieux publics sont perçues par certains comme une atteinte à la liberté religieuse et créent un sentiment d'exclusion et d'injustice chez les jeunes concernés (Vidino, 2017). Les groupes extrémistes exploitent ces griefs en se présentant comme les défenseurs des droits religieux, ce qui aggrave les divisions sociales et sape la confiance dans les institutions politiques.

La nature même du discours politique en France, en particulier lorsqu'il comporte des éléments d'intolérance, de xénophobie ou de préjugés religieux, contribue à la radicalisation des jeunes. Ces dernières années, des partis d'extrême droite tels que le Rassemblement national ont gagné en popularité en présentant l'immigration, en particulier celle provenant de pays à majorité musulmane, comme une menace pour l'identité et la sécurité françaises (Kepel, 2015). Ce type de discours divise la société, exacerbe les divisions sociales et légitime les réactions radicales de ceux qui se sentent visés. Les groupes extrémistes profitent de ce climat polarisé et présentent leur discours comme une défense des communautés marginalisées contre une hostilité systémique. Par exemple, les groupes extrémistes utilisent le discours politique anti-islamique comme preuve de l'hostilité de l'État envers l'islam et se positionnent comme les défenseurs des droits des musulmans (Roy, 2004). Cela crée un cercle vicieux dans lequel l'intolérance politique alimente les idéologies radicales, qui à leur tour conduisent à des réactions politiques plus extrêmes, polarisant encore davantage la société.

La marginalisation socio-économique et culturelle, souvent associée à l'aliénation politique, renforce le sentiment d'exclusion systémique chez les jeunes Français, en particulier chez les immigrés de deuxième et troisième générations. Les jeunes issus de ces milieux ont souvent le sentiment que leur voix n'est pas suffisamment représentée dans la politique traditionnelle, ce qui conduit à une désaffection électorale, à une méfiance envers les institutions démocratiques et même à un rejet des normes

démocratiques (Khosrokhavar, 2017). Lorsque les voies traditionnelles de participation politique semblent fermées ou inefficaces, certains jeunes peuvent se tourner vers des groupes radicaux qui promettent des formes d'action directe et immédiate. Les organisations radicales se présentent généralement comme les véritables représentants des intérêts du peuple et offrent une forme de participation politique plus participative et plus émancipatrice que les partis ou institutions traditionnels (Neumann, 2013). Cette attraction est particulièrement forte chez les jeunes qui se sentent exclus du processus politique et qui font des idéologies radicales une forme de protestation contre les échecs perçus de la démocratie représentative.

Les décisions de politique étrangère et les conflits internationaux contribuent également au processus de radicalisation parmi les jeunes Français, en particulier au sein des communautés musulmanes. L'implication de la France dans les conflits au Moyen-Orient, comme les interventions militaires en Libye, en Syrie et au Mali, est souvent perçue comme s'inscrivant dans le cadre plus large d'une « guerre contre l'islam ». Beaucoup interprètent ces actions comme des attaques contre des pays à majorité musulmane et renforcent le discours selon lequel l'Occident est en guerre contre l'islam. L'hostilité envers l'islam (Sageman, 2004). Ces conflits internationaux exacerbent les griefs existants au niveau local et facilitent le recrutement de nouveaux membres par les groupes extrémistes. L'interaction entre la politique intérieure et la politique étrangère est très importante pour comprendre le processus de radicalisation, car les griefs liés à la politique étrangère renforcent généralement les sentiments de marginalisation et d'injustice au sein de la France (Vidino, 2017).

Afin de réduire l'attrait des idéologies radicales chez les jeunes, il est nécessaire de répondre aux griefs politiques par une gouvernance transparente, des mesures politiques équitables et un discours politique inclusif. L'amélioration des relations entre la police et la société, le renforcement de la responsabilité et l'égalité d'accès aux services publics peuvent contribuer à rétablir la confiance dans l'État (McCauley & Moskalenko, 2011). Les efforts visant à accroître la représentation politique des communautés marginalisées sont également essentiels pour réduire le sentiment d'exclusion. Les initiatives visant à encourager la participation

civique des jeunes, telles que les campagnes d'inscription sur les listes électorales, les conseils de jeunes et les programmes de défense des droits communautaires, peuvent réduire le risque de radicalisation en donnant aux jeunes les moyens de s'impliquer de manière positive dans les processus politiques (Roy, 2004).

La promotion de l'éducation civique, en particulier parmi les jeunes marginalisés, est une autre stratégie efficace. Les programmes éducatifs axés sur les processus démocratiques, les droits civils et la participation politique peuvent doter les jeunes des outils nécessaires pour rechercher le changement par des voies légitimes. En favorisant le sentiment d'appropriation et d'action dans les processus politiques, ces initiatives peuvent contrer l'attrait des idéologies radicales qui promettent le pouvoir par la violence ou la destruction (Khosrokhavar, 2017).

#### *II.IV.I.V. Facteurs religieux*

Les facteurs religieux jouent un rôle important dans la radicalisation des jeunes en France, en particulier dans la formation de l'identité personnelle et des croyances sociales. Le processus de radicalisation religieuse chez les jeunes Français est complexe et implique non seulement des croyances spirituelles personnelles, mais aussi des dynamiques culturelles, sociales et politiques plus larges. Les interprétations extrémistes de la religion servent souvent de catalyseurs à la radicalisation et les doctrines religieuses sont manipulées pour légitimer la violence, l'intolérance et l'exclusion. Ces manipulations créent un sentiment d'obligation morale ou spirituelle qui rend les idéologies radicales à la fois légitimes et nécessaires pour atteindre certains objectifs.

Les interprétations extrémistes de la religion sont au cœur du processus de radicalisation. En France, ces interprétations se concentrent généralement sur une conception stricte des enseignements islamiques et mettent l'accent sur des doctrines hostiles et exclusives à l'égard des autres religions, cultures et valeurs sociales. Par exemple, des groupes extrémistes tels qu'Al-Qaïda ou Daech, qui ont des liens avec divers services de renseignement étrangers, ont diffusé des interprétations de l'islam qui présentent le djihad comme un devoir de lutter contre ceux qui ne croient

pas (Kepel, 2015). Ces récits utilisent une logique simple et binaire qui dépeint le monde comme une guerre entre croyants et non-croyants, ce qui peut être particulièrement attrayant pour les jeunes en proie à une crise d'identité ou à une aliénation sociale. Pour les jeunes en quête d'identité, ces récits offrent une certitude morale claire dans un environnement social autrement complexe et déroutant.

En conséquence, la radicalisation n'est pas seulement présentée comme un choix personnel, mais comme un devoir moral, les actes de violence étant considérés comme nécessaires au salut.

Ces figures charismatiques agissent comme les gardiens d'interprétations extrémistes en utilisant leur autorité pour manipuler les enseignements religieux afin de les adapter à leurs agendas idéologiques. Opérant généralement dans des mosquées non officielles, des centres communautaires ou sur des plateformes en ligne, ces leaders ciblent les jeunes vulnérables des quartiers marginalisés. En France, divers cas ont montré que des figures radicales exploitent les revendications socio-économiques et les luttes identitaires, ainsi que le sentiment d'exclusion ressenti par de nombreux jeunes, comme moyen de recruter des membres (Khosrokhavar, 2017). La présence de tels leaders est particulièrement visible dans les banlieues, où l'absence de surveillance religieuse officielle et les difficultés socio-économiques constituent un terrain fertile pour le recrutement des extrémistes. Les leaders religieux radicaux sont influents car ils répondent à des besoins essentiels des jeunes en situation d'exclusion sociale ou en crise personnelle, à savoir le sentiment d'appartenance, le sens de la vie et un guide spirituel. Par exemple, dans certains cas, des jeunes qui s'étaient auparavant éloignés de la pratique religieuse ont été attirés par des milieux radicaux, non pas principalement en raison de leur religiosité, mais plutôt en raison du soutien émotionnel et psychologique apporté par des prédicateurs radicaux (Sageman, 2004).

Le rejet des valeurs laïques est un facteur important de radicalisation religieuse chez les jeunes en France. La laïcité stricte du pays, qui interdit les symboles religieux dans les écoles publiques et impose des restrictions sur les vêtements religieux, a contribué à créer chez certains jeunes

musulmans le sentiment que l'État est hostile à leur identité religieuse. Cette hostilité perçue peut conduire à une attitude défensive, dans laquelle les interprétations radicales d'une religion donnée sont adoptées comme une forme de résistance à la pression perçue de l'État (Laurent, 2016). L'application stricte de politiques laïques, telles que l'interdiction du voile dans les écoles publiques en 2004, est citée comme une cause d'aliénation parmi les jeunes musulmans. Pour certains, ces mesures constituent non seulement une atteinte à la liberté religieuse individuelle, mais aussi à leur identité culturelle, rendant plus attrayantes les idéologies radicales qui prônent la résistance et la contestation.

La religion est un élément clé de l'identité, en particulier chez les jeunes issus de communautés socialement et économiquement marginalisées. En France, les jeunes immigrés de deuxième et troisième générations se sentent souvent pris entre l'héritage de leurs ancêtres et l'identité française laïque dominante, ce qui leur donne un sentiment de déracinement culturel. Dans ce contexte, les discours religieux radicaux offrent une identité claire et distincte qui célèbre la différence religieuse tout en rejetant l'assimilation culturelle (Roy, 2004). Les groupes radicaux mettent l'accent sur la solidarité avec une communauté religieuse mondiale, ce qui peut être particulièrement attrayant pour les jeunes en quête d'un but et d'un sentiment d'appartenance collective. Cette identité collective peut être particulièrement forte chez les jeunes qui se sentent marginalisés au sein de la société française, car elle leur procure un sentiment de fierté et de puissance face à l'exclusion culturelle perçue (McCauley & Moskalenko, 2011).

En France, les efforts de lutte contre la radicalisation religieuse chez les jeunes doivent inclure une approche multidimensionnelle comprenant la coopération avec des chefs religieux modérés, le dialogue interreligieux et une éducation qui encourage la pensée critique, la tolérance et l'empathie. La participation de figures religieuses modérées est très importante, car elles peuvent offrir des contre-discours crédibles qui mettent l'accent sur la paix, le vivre ensemble et le respect de la diversité (Laurent, 2016). Ces leaders peuvent également contribuer à instaurer la confiance et à

promouvoir la cohésion sociale en jouant un rôle de médiateur entre les communautés et l'État.

Les initiatives de dialogue interreligieux qui rassemblent différentes communautés religieuses peuvent contribuer à réduire les tensions et à améliorer la compréhension mutuelle. Ces programmes créent des espaces où les jeunes peuvent partager leurs expériences, aborder les malentendus et développer un sentiment de solidarité qui transcende les différences religieuses (Roy, 2004). En outre, les programmes éducatifs axés sur la pensée critique, l'éducation aux médias et l'empathie peuvent donner aux jeunes les moyens de remettre en question les discours extrémistes et de développer une compréhension plus nuancée de la religion. En encourageant la littératie religieuse, il est possible de contrer les interprétations simplistes et violentes des textes religieux et d'aider les jeunes à reconnaître les interprétations diverses et pacifiques de leurs croyances (Sageman, 2004).

#### *II.IV.I.VI. Facteurs psychologiques*

Les facteurs psychologiques sont essentiels pour comprendre la radicalisation des jeunes en France et pour s'attaquer aux facteurs mentaux et émotionnels susceptibles de pousser les jeunes vers des croyances et des comportements extrémistes. Le processus de radicalisation est multiforme et recoupe souvent des dimensions sociales, économiques et politiques, mais il repose également sur des expériences personnelles et des vulnérabilités profondes. Parmi les motivations psychologiques fondamentales des jeunes figurent le besoin d'appartenance, la recherche de reconnaissance et le désir d'avoir un but et une estime de soi. Les leaders charismatiques et manipulateurs exploitent souvent ces besoins psychologiques en présentant les idéologies radicales comme des voies vers la transformation personnelle, l'émancipation et l'héroïsme.

Le besoin d'appartenance est l'un des moteurs psychologiques les plus puissants de la radicalisation chez les jeunes. Les jeunes recherchent souvent des communautés qui leur offrent un sentiment de solidarité, d'identité commune et d'acceptation. Qu'ils soient religieux, politiques ou idéologiques, les groupes radicaux renforcent un fort sentiment d'identité

au sein du groupe en établissant des frontières claires entre « nous » et « eux ». Cette attraction est particulièrement forte chez les jeunes qui ont connu l'exclusion sociale, la marginalisation culturelle ou des crises identitaires. En rejoignant un groupe radical, les jeunes peuvent trouver l'acceptation, la camaraderie et la reconnaissance qui font souvent défaut dans la société dominante (McCauley & Moskalenko, 2011). En France, les banlieues, généralement caractérisées par des niveaux élevés de précarité socio-économique, abritent de nombreux jeunes issus de l'immigration, confrontés à la fois à une discrimination systémique et à une aliénation culturelle. Dans ce contexte, les groupes radicaux offrent un sentiment d'appartenance et d'identité qui contraste fortement avec le rejet dont ils font l'objet dans la société française en général. Par exemple, certains jeunes originaires d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne, qui se sentent stigmatisés tant par la société française que par leurs communautés locales, peuvent se tourner vers des idéologies radicales qui leur offrent une forme d'appartenance et de fierté alternative à leur identité religieuse ou ethnique (Roy, 2004).

Le processus de construction identitaire joue un rôle central dans la radicalisation des jeunes, car les individus cherchent généralement à se forger une identité cohérente lorsqu'ils sont en situation de déracinement social ou personnel. Pour les immigrés de deuxième ou troisième génération en France, ce processus peut être particulièrement complexe, car ils se sentent tiraillés entre leur héritage culturel et la culture française dominante, et naviguent entre des identités hybrides. Les idéologies radicales offrent aux jeunes un sens fort du but et de l'orientation en leur proposant des identités claires et distinctes, souvent fondées sur des bases religieuses ou ethniques (Kepel, 2015). Pour de nombreux jeunes en France, la recherche d'une identité stable est compliquée par des expériences de racisme, de discrimination culturelle et de rejet par la société dominante. Les groupes extrémistes exploitent ces expériences en présentant la radicalisation comme un acte de résistance et d'émancipation. Par exemple, en France, les jeunes musulmans confrontés à l'islamophobie peuvent adopter des interprétations radicales de l'islam afin de défendre leur identité et de résister à ce qu'ils perçoivent comme une pression à s'assimiler (Laurent, 2016).

La recherche de reconnaissance et d'estime de soi est un facteur psychologique puissant qui pousse les jeunes vers les idéologies radicales. De nombreux jeunes qui se radicalisent se sentent dévalorisés, invisibles ou victimes de discrimination dans la société dominante. Ces sentiments s'accompagnent souvent de difficultés socio-économiques telles qu'un taux de chômage élevé ou un manque d'opportunités, ce qui entraîne un sentiment d'inadéquation ou d'insignifiance. Les groupes radicaux exploitent ces sentiments en offrant des rôles qui procurent un sentiment de statut, de respect et d'importance (Khosrokhavar, 2017). Par exemple, les recruteurs extrémistes en France présentent généralement la participation à leur cause comme une lutte héroïque contre l'oppression, positionnant les nouveaux membres comme des « combattants ». Ce récit héroïque est particulièrement attrayant pour les jeunes hommes en quête de masculinité, de puissance et de reconnaissance. En utilisant un langage symbolique qui met l'accent sur le courage, le sacrifice et le martyre, les groupes radicaux trouvent un écho chez les jeunes qui cherchent à prouver leur valeur ou à être acceptés socialement (Roy, 2004). De la même manière, les groupes radicaux ciblent les jeunes femmes en leur proposant de se renforcer en participant à une cause révolutionnaire ou en leur promettant un rôle dans la création d'une société « pure ».

Les fragilités psychologiques telles que les traumatismes, les problèmes de santé mentale ou les crises personnelles rendent les jeunes plus vulnérables à la radicalisation. Les expériences traumatiques telles que la violence directe, les abus ou le fait d'être témoin d'un conflit peuvent conduire à la colère, au désir de vengeance ou à la recherche de justice. Les discours extrémistes redirigent souvent ces sentiments vers un ennemi perçu comme tel, présentant la violence comme un moyen légitime de réparer les préjudices personnels ou collectifs (Sageman, 2004). Les problèmes de santé mentale tels que la dépression ou l'anxiété peuvent également rendre les jeunes plus vulnérables aux discours extrémistes qui offrent des solutions claires, un sentiment d'appartenance ou un objectif supérieur. Par exemple, les jeunes qui souffrent d'une faible estime de soi ou d'un sentiment de désespoir peuvent trouver du réconfort dans des idéologies radicales qui promettent une satisfaction spirituelle ou une clarté

morale. Une étude menée en France montre que de nombreux jeunes radicalisés présentent des symptômes de détresse psychologique tels que l'aliénation, la colère ou la confusion existentielle, et que les extrémistes n'hésitent pas à exploiter ces sentiments (Vidino, 2017).

Les leaders charismatiques jouent un rôle important dans l'exploitation des facteurs psychologiques pour recruter et radicaliser les jeunes. Ces leaders se présentent généralement comme des sauveurs, des mentors ou des protecteurs, offrant des conseils, une acceptation et un sentiment d'avoir un but. En France, les leaders idéologiques ont utilisé leur influence pour attirer de jeunes adeptes en présentant la radicalisation comme un parcours moral ou spirituel vers une transformation personnelle. En mettant l'accent sur la discipline, l'engagement et la loyauté à la cause, ces leaders présentent le groupe radical comme une famille de substitution pour les individus qui se sentent déconnectés de leur famille biologique ou de la société dominante (Kepel, 2015). Le processus de manipulation psychologique mis en œuvre par les leaders radicaux est généralement progressif. Il commence par un endoctrinement idéologique, puis se transforme en participation active, notamment par la participation à des manifestations, au recrutement de nouveaux membres et même à des actes de violence. Les techniques de manipulation consistent souvent à créer un sentiment d'urgence ou de crise, ce qui pousse les jeunes à adopter des croyances radicales comme mécanisme de défense face à des menaces existentielles perçues (Roy, 2004).

La dissonance cognitive, c'est-à-dire le conflit interne entre les croyances personnelles et les expériences vécues, est un autre facteur psychologique qui contribue à la radicalisation des jeunes. Les idéologies radicales offrent un moyen de résoudre cette dissonance en proposant des récits cohérents qui alignent les griefs personnels sur des luttes idéologiques plus larges. Par exemple, les jeunes musulmans victimes de discrimination systématique en France peuvent adopter des interprétations radicales afin de concilier leurs croyances avec les pressions laïques de la société française. En inscrivant leur combat dans le cadre d'une mission divine, ils acquièrent une cohérence psychologique et un sentiment de droiture morale (McCauley & Moskalenko, 2011).

Pour traiter efficacement les facteurs psychologiques, les stratégies de prévention doivent inclure un soutien en santé mentale, des services de conseil et des interventions communautaires. Le soutien psychologique peut aider à traiter les problèmes de santé mentale sous-jacents, à renforcer la résilience et à promouvoir le bien-être émotionnel. Par exemple, le soutien psychologique après un traumatisme, la thérapie cognitivo-comportementale et les réseaux de soutien social peuvent réduire l'impact des fragilités psychologiques qui contribuent à la radicalisation (Sageman, 2004). Les interventions communautaires axées sur le dialogue, l'établissement de la confiance et l'intégration sociale peuvent réduire les sentiments d'isolement et d'aliénation chez les jeunes. Les programmes éducatifs qui mettent l'accent sur la pensée critique, l'éducation aux médias et l'empathie sont également efficaces pour doter les jeunes des compétences nécessaires pour résister aux discours manipulateurs et développer une conception plus nuancée de l'identité et de l'appartenance (Neumann, 2013).

#### *II.IV.I.VII. Facteurs culturels*

Les facteurs culturels jouent un rôle important dans la radicalisation des jeunes en France, influençant leur perception de l'identité, de l'appartenance et des dynamiques sociales. L'identité culturelle est souvent au cœur de la radicalisation des jeunes. La perception de soi les rend particulièrement sensibles aux tensions culturelles, à la marginalisation et à l'exclusion. Lorsque l'identité culturelle est perçue comme menacée, les jeunes peuvent se tourner vers des idéologies radicales comme forme de défense culturelle, de résistance ou d'affirmation de soi. Ces facteurs interagissent avec les revendications socio-économiques et politiques, créant un paysage complexe où les questions culturelles sont au cœur du processus de radicalisation.

Les menaces perçues à l'égard de l'identité culturelle figurent parmi les principaux facteurs culturels à l'origine de la radicalisation des jeunes en France. Les débats sur l'identité nationale, l'immigration et la laïcité créent un climat de tension culturelle, en particulier pour les jeunes issus des minorités d'origine nord-africaine, subsaharienne et moyen-orientale.

Beaucoup de ces jeunes ont le sentiment que leur identité culturelle n'est pas pleinement acceptée ou respectée dans la société française dominante. Par exemple, l'attachement strict de la France à la laïcité, notamment à travers l'interdiction des symboles religieux dans les écoles et les lieux publics, a été une source de controverse, en particulier parmi les jeunes musulmans. Ces politiques peuvent être perçues comme des tentatives de réprimer l'expression culturelle et religieuse, ce qui pousse certains jeunes à se tourner vers des idéologies radicales pour protéger et défendre leur héritage culturel (Kepel, 2015). Le fait que les idéologies radicales soient présentées comme les défenseurs de l'identité culturelle trouve un écho particulier chez les jeunes qui se sentent culturellement marginalisés. Pour expliquer leur combat, ils ont souvent recours à la rhétorique du « choc des civilisations » et la radicalisation est présentée comme un élément d'une défense plus large de l'identité culturelle face aux menaces perçues (Roy, 2004).

La marginalisation culturelle, souvent liée à la précarité socio-économique, contribue de manière significative à la radicalisation des jeunes en France. Les jeunes issus de l'immigration vivant dans des quartiers économiquement défavorisés, tels que les *banlieues*, sont souvent victimes d'une double exclusion, tant culturelle que socio-économique. Cette exclusion renforce chez les jeunes le sentiment d'« altérité », qui leur fait percevoir leur héritage culturel non seulement comme différent, mais aussi comme dévalorisé ou stigmatisé par la société française dominante (Khosrokhavar, 2017). L'expérience de la marginalisation culturelle peut pousser les jeunes à rechercher d'autres sources d'émancipation, de reconnaissance et de fierté, que les groupes radicaux leur offrent souvent. Par exemple, les discours fondamentalistes prônant un « retour aux valeurs religieuses » s'adressent aux jeunes musulmans qui considèrent que leur identité culturelle est diluée ou menacée par les influences occidentales. Dans ce contexte, la radicalisation est présentée comme un moyen de regagner la respectabilité, le statut et l'authenticité culturelle (Laurent, 2016).

En France, l'extrême droite exploite également les revendications culturelles en encourageant des discours d'extrême droite et

ethnocentriques qui s'adressent aux jeunes qui se sentent menacés par le multiculturalisme et l'immigration. Par exemple, des groupes d'extrême droite tels que le Rassemblement national (RN) mettent l'accent sur la préservation de la culture française traditionnelle et présentent l'immigration comme une menace pour la cohésion nationale. Ce discours d'extrême droite trouve un écho chez certains jeunes Français qui se sentent déconnectés de la diversité culturelle ou menacés par celle-ci, et conduit ces jeunes à adopter des idéologies d'extrême droite comme forme de résistance culturelle (Vidino, 2017).

Le discours d'extrême droite et ethnocentrique joue un rôle important dans la radicalisation culturelle des jeunes en France. Pour les jeunes en situation de déracinement culturel ou en crise identitaire, les idéologies radicales qui mettent l'accent sur l'ethnocentrisme et la fierté culturelle offrent un sentiment d'appartenance clair. Par exemple, les groupes d'extrême droite utilisent une rhétorique anti-immigrés pour souligner la nécessité de préserver l'identité française et dépeignent les immigrés, en particulier ceux provenant de pays à majorité musulmane, comme une menace culturelle (Kepel, 2015). Ce discours ne se contente pas d'encourager la polarisation culturelle, il crée également un terrain fertile pour la radicalisation parmi les jeunes qui se perçoivent comme les gardiens des valeurs traditionnelles françaises. À l'inverse, au sein des communautés marginalisées, les récits ethnocentriques sont souvent utilisés par les groupes radicaux pour mettre en avant des griefs historiques tels que l'héritage du colonialisme français en Afrique du Nord. Ces récits alimentent un sentiment de victimisation et de résistance parmi les jeunes musulmans français et présentent la radicalisation comme la défense de l'identité culturelle contre la domination occidentale (Sageman, 2004).

En France, les récits médiatiques jouent un rôle important dans la formation des perceptions culturelles et contribuent souvent à la polarisation culturelle. Le traitement de questions telles que l'immigration, la laïcité et l'intégration des communautés musulmanes tend à mettre l'accent sur les différences culturelles plutôt que sur les différences culturelles communes. Ces représentations médiatiques renforcent les

stéréotypes et la perception d'un conflit culturel, rendant les idéologies radicales qui mettent l'accent sur la défense culturelle plus attrayantes pour les jeunes (Laurent, 2016). Les réseaux sociaux, en particulier, sont devenus un puissant outil de diffusion des discours radicaux parmi les jeunes. Outre les plateformes telles que Facebook, Instagram et TikTok, les applications de messagerie cryptée comme Telegram créent des « chambres d'écho » où les jeunes sont exposés de manière répétée à des contenus similaires. La multiplication des plaintes culturelles de cette manière réduit l'exposition à des points de vue alternatifs et alimente un sentiment d'encerclement culturel. Par exemple, les groupes d'extrême droite utilisent les réseaux sociaux pour diffuser une propagande anti-immigrés, tandis que les groupes extrémistes encouragent la résistance culturelle contre ce qu'ils perçoivent comme l'impérialisme occidental (Vidino, 2017).

Le sentiment de danger culturel est profondément lié au besoin plus large d'appartenance et d'identité chez les jeunes. Les idéologies radicales offrent aux jeunes une identité de groupe forte, mettant l'accent sur la solidarité et la fierté culturelles. Ce sentiment d'appartenance est particulièrement attrayant pour les jeunes qui sont confrontés à des problèmes d'identité et d'acceptation culturelle. En leur offrant un sentiment d'identité culturelle clair et distinct, les groupes radicaux donnent aux jeunes un moyen de défendre leur héritage culturel et de résister aux menaces perçues (Roy, 2004). Par exemple, certains jeunes Français qui se sentent déconnectés de la société dominante se tournent vers des groupes d'extrême droite qui mettent l'accent sur la préservation des valeurs traditionnelles françaises. Ces groupes présentent généralement la radicalisation comme une forme de « patriotisme culturel » et la positionnent comme une défense contre le multiculturalisme, l'immigration ou la mondialisation (Neumann, 2013).

Les efforts visant à contrer la radicalisation culturelle chez les jeunes Français doivent se concentrer sur la promotion de l'inclusion culturelle, du dialogue et du respect mutuel. Les initiatives qui célèbrent la diversité culturelle et encouragent la compréhension interculturelle peuvent contribuer à réduire l'attrait des idéologies radicales. Par exemple, les

programmes communautaires qui rassemblent des jeunes d'origines culturelles différentes autour du dialogue, de projets communs et d'échanges culturels peuvent renforcer le sentiment d'appartenance et réduire les tensions culturelles (Khosrokhavar, 2017). La promotion de la culture est une autre stratégie efficace pour lutter contre la radicalisation culturelle. Les programmes éducatifs qui mettent l'accent sur l'histoire, les valeurs et les contributions des différentes cultures peuvent développer davantage d'empathie, de compréhension et d'appréciation de la diversité. Les initiatives d'éducation aux médias qui enseignent aux jeunes à évaluer de manière critique les contenus peuvent les aider à résister aux discours divisionnaires et à développer une compréhension plus nuancée des questions culturelles (Sageman, 2004).

Les politiques garantissant l'égalité d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services sociaux sont également essentielles pour lutter contre l'exclusion culturelle. Garantir à tous les groupes culturels la possibilité de participer pleinement à la vie sociale, économique et politique peut réduire le sentiment d'exclusion culturelle et favoriser la cohésion sociale. En favorisant une société plus inclusive sur le plan culturel, il est possible de créer un environnement dans lequel les idéologies radicales perdent de leur attrait et où les jeunes peuvent trouver des moyens significatifs de défendre leur identité culturelle (Roy, 2004).

#### *II.IV.I.VIII. Facteurs environnementaux*

Les facteurs environnementaux jouent un rôle important dans la radicalisation des jeunes en France. Ces facteurs influencent la manière dont les jeunes réagissent aux conflits, aux crises et à l'instabilité sociale et se recoupent souvent avec des revendications socio-économiques, politiques et culturelles. Pour les jeunes Français, être exposés à des environnements marqués par la violence, l'instabilité ou les crises humanitaires peut créer des conditions dans lesquelles les idéologies radicales apparaissent comme des réponses applicables aux revendications personnelles et collectives. Il est essentiel de comprendre l'impact de ces facteurs afin de développer des stratégies efficaces axées sur les jeunes pour prévenir la radicalisation.

Pour les jeunes en France, l'expérience du conflit et de la violence ne se limite pas aux zones de guerre lointaines, mais peut également se manifester dans des quartiers marginaux tels que les *banlieues*, sous la forme de conflits entre gangs, d'affrontements avec la police ou de troubles sociaux. Ces quartiers sont généralement caractérisés par un niveau élevé de tensions sociales, de violence liée à la drogue et de conflits entre les forces de l'ordre et les habitants. Ce contexte peut contribuer à un sentiment d'insécurité, de colère et de désir de vengeance chez les jeunes. Pour certains, les groupes radicaux offrent un moyen de canaliser ces sentiments vers un objectif plus large, leur donnant un but et un sentiment d'identité (Roy, 2004). L'influence des conflits internationaux, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, joue un rôle important dans le processus de radicalisation des jeunes Français. La participation de la France à des interventions militaires telles que les opérations en Libye et en Syrie est présentée par les groupes extrémistes comme la preuve d'une « croisade occidentale » contre leur religion. Ce discours trouve un écho puissant chez certains jeunes musulmans français qui perçoivent ces conflits comme des attaques contre leurs communautés culturelles ou religieuses. Cette perception peut encourager la solidarité avec les mouvements extrémistes mondiaux et inciter les jeunes à participer à des actions radicales dans leur pays ou à l'étranger (Kepel, 2015).

La crise des réfugiés a eu un impact notable sur la radicalisation des jeunes en France, en particulier ceux issus de l'immigration ou vivant dans des quartiers à forte concentration de réfugiés. Les réfugiés provenant de zones de conflit telles que la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan ont créé des difficultés supplémentaires telles que des problèmes d'intégration, la concurrence pour des ressources limitées et l'adaptation culturelle. Les jeunes qui sont témoins ou victimes des difficultés rencontrées par les réfugiés peuvent développer un sentiment de solidarité, mais ils peuvent également devenir réceptifs aux discours radicaux qui désignent l'Occident comme responsable de ces crises (Khosrokhavar, 2017). Les crises humanitaires, en particulier lorsqu'elles s'accompagnent d'un manque de services sociaux, d'éducation ou d'emplois, peuvent exacerber les sentiments de désespoir et de frustration chez les jeunes marginalisés. Dans

ce type de contexte, les groupes radicaux peuvent exploiter ces crises en fournissant des services de base tels que la nourriture, les soins médicaux ou le logement, tout en promouvant leur idéologie. Cette approche permet non seulement de répondre aux besoins immédiats, mais aussi de créer un sentiment de confiance et de loyauté parmi les jeunes vulnérables, les rendant ainsi plus réceptifs à l'idée de rejoindre des groupes radicaux (Sageman, 2004).

En France, les tensions sociales et ethniques sont courantes dans les zones urbaines où vivent des communautés marginalisées, en particulier celles originaires d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne. Ces communautés sont souvent confrontées à des difficultés socio-économiques telles qu'un taux de chômage élevé, des logements surpeuplés et un accès limité à une éducation de qualité. Pour les jeunes de ces quartiers, ces expériences peuvent nourrir la colère et le sentiment d'insécurité. Elles créent un terrain fertile pour les idéologies radicales qui promettent le renforcement et la résistance contre la société dominante et l'injustice perçue (Laurent, 2016). La montée des discours populistes et anti-immigrés en France a exacerbé ces tensions. Les jeunes qui se sentent visés par des discours xénophobes ou des pratiques discriminatoires peuvent adopter des idéologies radicales comme forme de résistance culturelle ou politique. Par exemple, les partisans de l'extrémisme dans les banlieues françaises utilisent souvent des discours sur le racisme et la discrimination systémiques pour s'adresser aux jeunes musulmans, en présentant la radicalisation comme une forme légitime de résistance contre un État ennemi (Kepel, 2015).

Une approche multidimensionnelle est nécessaire pour s'attaquer efficacement aux facteurs environnementaux qui contribuent à la radicalisation des jeunes en France. Les stratégies fondamentales doivent inclure la résolution des conflits, l'aide humanitaire ciblée, les initiatives d'intégration sociale et des programmes éducatifs adaptés aux besoins des jeunes.

- **Résolution des conflits et consolidation de la paix** : les initiatives visant à réduire la violence et à résoudre les conflits dans les

quartiers marginalisés sont essentielles. Les programmes axés sur les jeunes qui encouragent le dialogue, la médiation et la conciliation peuvent contribuer à traiter les griefs et à renforcer la coopération entre les différents groupes. Impliquer les jeunes dans les efforts de consolidation de la paix menés par la communauté peut réduire le risque de radicalisation en créant un sentiment d'appropriation et d'appartenance (Roy, 2004).

- **Aide humanitaire et services sociaux** : La fourniture de services de base tels que l'alimentation, la santé et l'éducation est essentielle pour réduire les vulnérabilités exploitées par les groupes radicaux. Les interventions ciblant les jeunes doivent également inclure un accompagnement psychologique et un soutien psychologique afin de traiter les effets psychologiques et émotionnels des crises, réduisant ainsi l'attrait des discours extrémistes promettant vengeance ou punition (Sageman, 2004).
- **Programmes d'intégration et d'inclusion sociale** : Les efforts visant à promouvoir l'intégration sociale et la compréhension interculturelle sont essentiels pour contrer l'influence des tensions sociales et ethniques sur la radicalisation des jeunes. Les initiatives qui rassemblent des jeunes d'horizons différents autour de projets communs, du dialogue interculturel et de la participation civique peuvent renforcer la confiance et réduire les divisions (Khosrokhavar, 2017). Les programmes qui favorisent l'intégration des jeunes dans le système éducatif, le marché du travail et la vie sociale peuvent réduire le sentiment d'exclusion et encourager le sentiment d'appartenance.
- **Programmes éducatifs et sensibilisation du public** : L'éducation joue un rôle central dans la prévention de la radicalisation chez les jeunes. Les programmes qui mettent l'accent sur la pensée critique, l'éducation aux médias et les compétences en matière de résolution des conflits peuvent donner aux jeunes les moyens de résister aux discours extrémistes. Les campagnes de sensibilisation du public qui encouragent la tolérance, la diversité et la coexistence pacifique

peuvent contrer les effets polarisants des tensions sociales et ethniques et créer un environnement plus inclusif pour les jeunes (Vidino, 2017).

#### II.IV.II. Distinction entre extrémisme religieux et non religieux

Qu'il soit religieux ou non, l'extrémisme implique généralement l'adoption de croyances radicales qui justifient le recours à la violence ou à d'autres mesures extrêmes pour atteindre des objectifs idéologiques. La distinction entre extrémisme religieux et non religieux réside dans la nature des idéologies et des sources d'autorité qui sous-tendent ces mouvements. L'extrémisme religieux, en particulier, se caractérise par des croyances et des pratiques fondées sur des idéologies religieuses et impliquant généralement une interprétation radicale des textes sacrés, des doctrines religieuses et des opinions extrémistes. Comprendre les caractéristiques de l'extrémisme religieux permet de le distinguer d'autres formes d'extrémisme et ainsi de mettre en place des stratégies d'intervention et de prévention plus ciblées.

##### *II.IV.III. Caractéristiques de l'extrémisme religieux chez les jeunes*

L'extrémisme religieux observé chez les jeunes en France se manifeste généralement par l'utilisation des croyances religieuses pour légitimer des actions extrêmes visant à atteindre des objectifs religieux, politiques ou sociaux. Ce type d'extrémisme se caractérise par le fondamentalisme religieux, l'interprétation radicale des textes sacrés et la conviction que la loi divine prime sur la loi humaine. Ces caractéristiques sont particulièrement visibles chez les jeunes issus de communautés marginalisées. Ces contextes, où se croisent difficultés socio-économiques, exclusion culturelle et crises identitaires, rendent certains jeunes plus vulnérables aux discours extrémistes.

En France, le fondamentalisme religieux chez les jeunes se manifeste par une interprétation stricte et littérale des enseignements religieux, qui rejette toute réinterprétation ou adaptation moderne. Cette forme d'extrémisme est souvent liée à un sentiment d'aliénation chez les jeunes musulmans confrontés à des difficultés socio-économiques et qui

perçoivent les valeurs laïques comme opposées à leur identité religieuse. Les politiques de *laïcité* rigoureuses, telles que l'interdiction des symboles religieux dans les écoles publiques françaises, contribuent à ce sentiment d'exclusion et sont souvent interprétées comme une attaque contre les croyances personnelles (Kepel, 2015). Le fondamentalisme devient alors souvent une forme de résistance contre cette perception d'altérité. Par exemple, certains jeunes Français se tournent vers le salafisme, une interprétation ultra-conservatrice de l'islam qui prône un retour à une forme « pure » de la foi. Au-delà des doctrines religieuses, cet attrait s'étend à des revendications sociales et culturelles telles que la discrimination et l'exclusion de la société française dominante. Les croyances fondamentalistes offrent aux jeunes un sentiment de supériorité morale et une identité claire, les séparant ainsi de la société laïque qu'ils perçoivent comme ennemie. L'attrait du fondamentalisme est particulièrement fort chez les jeunes issus de milieux économiquement défavorisés, qui y voient un moyen de se renforcer et d'affirmer leur identité (Roy, 2004).

Les interprétations radicales des textes religieux sont l'un des éléments fondamentaux de l'extrémisme religieux chez les jeunes Français, en particulier dans les quartiers touchés par un taux de chômage élevé et l'exclusion sociale. Les extrémistes de ces quartiers exploitent les fragilités socio-économiques en déformant les textes sacrés tels que le Coran afin de présenter leur idéologie comme un commandement divin contre les injustices perçues. Ces interprétations radicales mettent généralement l'accent sur une vision manichéenne du monde, présentant la lutte comme un combat entre croyants et non-croyants et décrivant la résistance violente comme une forme légitime de devoir religieux (Khosrokhavar, 2017). Les jeunes sont généralement confrontés à ces interprétations radicales par l'intermédiaire de leaders religieux charismatiques opérant dans des milieux informels. Ces leaders manipulent les enseignements religieux pour encourager la violence comme un acte de martyr ou un sacrifice pour une cause divine. L'utilisation des réseaux sociaux renforce encore ces messages radicaux, des plateformes telles que Telegram, YouTube et TikTok étant utilisées pour cibler les jeunes. Les groupes extrémistes utilisent généralement des contenus émotionnels glorifiant le djihad et le martyr,

ce qui est particulièrement attrayant pour les jeunes en quête d'une identité forte et d'un but dans la vie (Vidino, 2017).

Une caractéristique déterminante de l'extrémisme religieux chez les jeunes en France est la conviction que la loi divine prime sur les lois laïques et démocratiques. Cette conviction se traduit par le rejet des principes juridiques français considérés comme contraires aux principes religieux, tels que la laïcité, l'égalité des sexes et la liberté d'expression. Pour certains jeunes, ce rejet n'est pas seulement idéologique, mais aussi pratique et s'exprime généralement par la désobéissance aux règles scolaires, l'opposition aux espaces mixtes ou la participation à des manifestations contre des politiques perçues comme anti-musulmanes (Roy, 2004). Dans des cas extrêmes, cette croyance a conduit à des actes de violence, comme en témoignent les attentats terroristes perpétrés par des jeunes Français radicalisés. Le discours sur la primauté du droit divin offre un cadre qui légitime à la fois la résistance passive et la rébellion active contre le pouvoir séculier (Kepel, 2015).

En France, les efforts visant à lutter contre l'extrémisme religieux chez les jeunes doivent tenir compte des facteurs socio-économiques, psychologiques et idéologiques qui favorisent la radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs, les éducateurs et les chefs religieux modérés jouent un rôle essentiel dans ces efforts en proposant des récits alternatifs et des systèmes de soutien susceptibles d'aider les jeunes à résister aux influences extrémistes.

- **Participation par le biais du travail avec les jeunes :** les centres de jeunesse et les organisations communautaires en France ont lancé des programmes visant à établir un **dialogue** avec les jeunes à risque par le biais du sport, de l'art et de l'éducation. Ces programmes visent à développer un sentiment d'appartenance et d'identité différent de celui véhiculé par les influences extrémistes. Les animateurs socio-éducatifs agissent généralement comme des mentors, aidant les jeunes à développer une identité positive et des compétences sociales, et leur permettant de surmonter les difficultés de manière constructive (Khosrokhavar, 2017).

- **Promotion d'interprétations religieuses alternatives** : Il est essentiel de collaborer avec des chefs religieux modérés afin de fournir des contre-récits mettant en avant les enseignements pacifiques de l'islam et d'autres croyances. Les programmes mis en place dans les écoles, les mosquées et les centres communautaires comprennent généralement des cours de littérature religieuse qui enseignent aux jeunes l'interprétation historique et contextuelle des textes sacrés. Cette approche contribue à offrir une conception plus large et plus inclusive de la foi, qui contrebalance les interprétations sélectives et radicales propagées par les extrémistes (Roy, 2004).
- **Éducation et pensée critique** : les écoles jouent un rôle essentiel dans la prévention de la radicalisation religieuse en encourageant la pensée critique, l'éducation aux médias et la compréhension interculturelle. Les enseignants sont formés pour reconnaître les premiers signes de radicalisation et fournir des conseils qui encouragent les élèves à remettre en question les discours extrémistes. Les écoles peuvent aider les jeunes à concilier leur identité religieuse et leur rôle dans une société laïque en abordant des thèmes tels que la laïcité, la citoyenneté et les valeurs communes françaises (Neumann, 2013).
- **Programmes de dialogue interreligieux et communautaire** : les initiatives de dialogue interreligieux en France ont favorisé avec succès la compréhension mutuelle et réduit les tensions entre les communautés religieuses. Ces programmes rassemblent des jeunes issus de différents horizons religieux afin de participer à des projets de dialogue, de coopération et de service communautaire commun. Mettant l'accent sur des valeurs communes telles que la compassion, la tolérance et la justice sociale, ces initiatives visent à réduire l'attrait des idéologies exclusives et divisives (Vidino, 2017).

En France, l'extrémisme religieux chez les jeunes se caractérise par le fondamentalisme, l'interprétation radicale des textes sacrés et la conviction que la loi divine est supérieure à la loi humaine. La participation à la religion et la radicalisation sont le résultat de difficultés socio-économiques, d'un

sentiment d'exclusion et d'une quête d'identité et de sens. La lutte contre l'extrémisme religieux nécessite une approche globale impliquant les animateurs socio-éducatifs, les enseignants, les chefs religieux modérés et les programmes communautaires. Il est possible de réduire l'attrait de l'extrémisme religieux et d'aider les jeunes à développer un sentiment d'identité plus inclusif et pacifique au sein de la société française en encourageant la pensée critique, les interprétations alternatives de la religion et le dialogue interreligieux.

#### *II.IV.II.II. Caractéristiques de l'extrémisme non religieux chez les jeunes*

En France, l'extrémisme non religieux chez les jeunes recouvre diverses idéologies fondées sur des objectifs politiques, sociaux ou économiques plutôt que sur des convictions religieuses. Ces formes d'extrémisme partagent avec l'extrémisme religieux certaines caractéristiques, telles qu'un attachement fort à des convictions radicales, le rejet des systèmes établis et la propension à recourir à la violence. Toutefois, elles sont principalement motivées par des difficultés socio-économiques, des luttes identitaires et des idéologies séculières telles que le nationalisme et l'anarchisme, qui séduisent les jeunes déçus par la politique traditionnelle.

À la base de l'extrémisme non religieux chez les jeunes Français se trouvent des idéologies politiques radicales qui visent à transformer la société sur la base de certaines croyances. Qu'elles soient d'extrême gauche, d'extrême droite ou anarchistes, ces idéologies rejettent le pluralisme et adoptent une mentalité « nous contre eux ». Les élites politiques identifient certains groupes, tels que les minorités ethniques ou les classes économiques, comme des ennemis à vaincre pour atteindre leurs objectifs (Neumann, 2013). L'extrême droite française cible de plus en plus les jeunes en encourageant un discours qui présente les immigrés, en particulier les musulmans, comme une menace pour la culture et l'identité françaises. Ce programme est motivé par la xénophobie et le protectionnisme économique et attribue généralement la responsabilité de l'immigration aux problèmes socio-économiques tels que le chômage, la pénurie de logements et la restriction des aides sociales. Le Rassemblement national (anciennement Front national), dirigé par des leaders tels que Marine Le Pen, a popularisé

ce discours auprès des jeunes en mettant l'accent sur la protection de la culture française contre les menaces perçues du mondialisme et du multiculturalisme (Roy, 2004). Les groupes d'extrême droite ont activement recruté des jeunes par le biais des réseaux sociaux, des manifestations de rue et des réseaux locaux, et ont généralement exalté le nationalisme français comme une forme de défense culturelle (Kepel, 2015).

D'autre part, l'extrémisme de gauche chez les jeunes en France est alimenté par des idéologies anticapitalistes et altermondialistes. Des mouvements issus de revendications socio-économiques, tels que les *Gilets jaunes*, ont trouvé un écho auprès des jeunes déçus par les inégalités économiques, le chômage élevé chez les jeunes et l'augmentation du coût de la vie. Ces groupes défendent un changement systémique en recourant à des manifestations, à des actes de vandalisme et à des affrontements avec les forces de l'ordre pour faire valoir leurs revendications. Les jeunes qui se tournent vers l'extrémisme d'extrême gauche considèrent généralement ces actions comme un moyen légitime de lutter contre les injustices économiques (Vidino, 2017).

En France, l'extrémisme de droite comme de gauche est caractérisé par une profonde méfiance à l'égard des institutions étatiques et des autorités établies, particulièrement marquée chez les jeunes déçus. Les jeunes d'extrême droite s'opposent généralement aux politiques gouvernementales qu'ils considèrent comme favorables au multiculturalisme ou à l'immigration, qualifiant ces politiques de trahison de l'identité française. Ce sentiment anti-establishment se reflète également dans des théories du complot selon lesquelles l'État servirait des intérêts mondiaux plutôt que nationaux (Neumann, 2013). Cette rhétorique, qui associe la méfiance envers les institutions étatiques à la peur de l'érosion culturelle et de la marginalisation socio-économique, est souvent reprise dans les forums en ligne et les réseaux de jeunes. Les jeunes d'extrême gauche rejettent l'autorité centrale, qu'ils considèrent comme le protecteur des structures capitalistes et le garant des inégalités. Par exemple, les jeunes anarchistes et les militants d'extrême gauche ont historiquement recouru à l'action directe, y compris aux affrontements avec la police lors de manifestations, comme on l'a vu lors des manifestations pour la réforme du

droit du travail ou lors des manifestations du 1er mai. Ces actes de défi ne sont pas seulement considérés comme des formes de protestation, mais aussi comme des luttes révolutionnaires contre l'oppression perçue (Roy, 2004).

La violence est une tactique courante parmi les groupes de jeunes extrémistes non religieux en France et est considérée comme nécessaire pour atteindre des objectifs politiques. Les jeunes d'extrême droite commettent des actes de violence visant les minorités ethniques, les migrants et les opposants politiques, et justifient généralement ces attaques par la défense de l'identité nationale. Parmi les incidents notables, on peut citer les attaques contre des migrants dans des camps de réfugiés, le vandalisme contre des mosquées et les crimes haineux contre les communautés juives et roms (Kepel, 2015). Les jeunes d'extrême gauche ont quant à eux pris pour cible les symboles du capitalisme, tels que les banques, les bureaux d'entreprises et les bâtiments gouvernementaux. Au cours des manifestations, les jeunes militants ont eu recours à des tactiques telles que l'incendie criminel, le vandalisme et la violence dans les rues, justifiées par la lutte contre les inégalités économiques et la corruption systémique. Par exemple, les éléments d'extrême gauche qui ont participé aux manifestations des *Gilets jaunes* ont recouru à des actes de vandalisme et à des affrontements violents pour exprimer leur frustration socio-économique plus générale (Neumann, 2013).

Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans la promotion de l'extrémisme non religieux parmi les jeunes Français. Les groupes d'extrême droite et d'extrême gauche utilisent les plateformes en ligne pour diffuser leur propagande, mobiliser leurs partisans et coordonner leurs actions directes. Par exemple, les extrémistes de droite utilisent les réseaux sociaux pour diffuser des discours anti-immigrés et organiser des manifestations spontanées, tandis que les hackers d'extrême gauche ciblent les sites web du gouvernement pour dénoncer la corruption et perturber les services publics (Laurent, 2016).

La lutte contre l'extrémisme non religieux chez les jeunes Français nécessite une approche globale qui inclut la déconstruction idéologique, la

promotion de la participation politique et le développement socio-économique.

- **Démanteler la structure des idéologies radicales** : Les programmes éducatifs, les campagnes médiatiques et les dialogues avec les jeunes doivent s'attaquer aux croyances fondamentales qui conduisent à l'extrémisme. Les écoles et les centres de jeunesse doivent mettre l'accent sur les valeurs démocratiques, le pluralisme et la participation politique pacifique, et doter les jeunes de capacités de réflexion critique afin qu'ils puissent reconnaître les discours extrémistes et y résister (Khosrokhavar, 2017).
- **Promotion de la participation politique** : offrir aux jeunes des plateformes leur permettant de participer aux processus démocratiques peut réduire l'attrait de l'extrémisme. Les programmes qui encouragent la citoyenneté active, l'éducation civique et la participation des jeunes aux processus décisionnels peuvent offrir des moyens non violents de traiter les griefs. Les initiatives telles que les conseils de jeunes, les forums de discussion et les projets communautaires encouragent la participation politique et le dialogue constructif (Neumann, 2013).
- **Prise en compte des revendications socio-économiques** : La marginalisation socio-économique est un facteur important qui favorise l'extrémisme non religieux chez les jeunes. Des politiques ciblées favorisant l'éducation, la formation professionnelle et les opportunités d'emploi peuvent réduire les vulnérabilités exploitées par les groupes extrémistes dans les zones économiquement défavorisées. Les initiatives de développement social qui offrent aux jeunes des voies de mobilité socio-économique peuvent constituer des alternatives significatives à la radicalisation (Vidino, 2017).

En France, l'extrémisme non religieux chez les jeunes est motivé par des idéologies politiques radicales, le rejet de l'autorité et le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques. Bien qu'il partage certaines caractéristiques avec l'extrémisme religieux, il repose sur des motivations laïques telles que le nationalisme, l'anticapitalisme et l'anarchisme. La lutte

contre l'extrémisme non religieux nécessite une approche multidimensionnelle qui encourage la participation démocratique, l'inclusion socio-économique et la flexibilité idéologique. Il est possible de réduire l'attrait de l'extrémisme non religieux et d'aider les jeunes à construire une société plus pacifique et harmonieuse en promouvant les valeurs démocratiques, la gouvernance inclusive et l'égalité des chances.

#### **II.IV.III. Identification des facteurs de risque potentiels de radicalisation des jeunes en France**

La compréhension des facteurs contribuant à la radicalisation est essentielle pour élaborer des stratégies de prévention efficaces. La radicalisation des jeunes est un processus complexe résultant de la combinaison de facteurs individuels, sociaux, économiques, politiques et psychologiques. Parmi ceux-ci, les facteurs sociaux sont particulièrement influents, car ils façonnent les perceptions, les comportements et les interactions des jeunes. Il est essentiel de reconnaître ces dynamiques afin d'identifier les facteurs de risque susceptibles de pousser les jeunes vers des idéologies extrémistes. Cette analyse se concentre sur trois thèmes principaux : l'influence des pairs et des groupes sociaux, la propagande en ligne et le recrutement, et les crises identitaires.

Les pairs et les groupes sociaux jouent un rôle déterminant dans le développement du comportement et de l'identité des jeunes. À l'adolescence et au début de l'âge adulte, les individus recherchent l'acceptation sociale et construisent leur identité, ce qui les rend très sensibles à l'influence de leurs pairs. Cette influence peut être constructive ou destructrice ; elle peut favoriser l'intégration sociale et les valeurs communes ou, en particulier lorsque des idéologies extrémistes sont répandues dans le cercle des pairs, soutenir des convictions radicales (Khosrokhavar, 2017).

Dans le contexte de la radicalisation, les réseaux sociaux des jeunes servent souvent de terreau fertile aux croyances extrémistes. Les jeunes peuvent rejoindre des groupes radicaux non seulement pour des raisons idéologiques, mais aussi pour des avantages émotionnels tels que le sentiment d'appartenance, la reconnaissance et l'approbation. En France,

les jeunes issus de l'immigration et marginalisés se sentent souvent exclus de la société dominante, ce qui peut les rendre attractifs pour les groupes radicaux, qu'ils soient d'extrême droite, d'extrême gauche ou religieux, car ceux-ci leur procurent un sentiment d'appartenance et d'identité (Kepel, 2015).

Dans ces environnements, les membres s'efforçant d'obtenir l'approbation, le statut ou la reconnaissance au sein du groupe, la pression des pairs peut intensifier les opinions radicales. Au sein des groupes radicaux, il se produit généralement un processus de socialisation qui implique la pensée de groupe, où le désir de conformité réprime la pensée critique et les opinions dissidentes.

Cette dynamique accélère la radicalisation, renforce les convictions des jeunes, qui participent parfois à des actes de violence pour prouver leur loyauté et gagner l'approbation du groupe (Sageman, 2004).

L'essor des plateformes numériques a modifié le paysage de la radicalisation des jeunes, faisant de la propagande en ligne et du recrutement des membres des facteurs de risque importants. Internet fournit un flux constant d'informations que les groupes extrémistes utilisent pour diffuser leur idéologie, recruter des membres et créer des communautés virtuelles. Les espaces en ligne fonctionnent souvent comme des chambres d'écho où les jeunes sont exposés à des contenus répétitifs et similaires qui renforcent leurs convictions radicales, tout en réduisant leur exposition à des points de vue alternatifs (Neumann, 2013). La propagande en ligne est efficace car elle répond à des griefs et à des sentiments spécifiques. Les contenus extrémistes trouvent généralement un écho auprès des jeunes qui se sentent exclus ou déçus, en mettant l'accent sur des thèmes tels que la victimisation, l'injustice et les menaces existentielles. Par exemple, des groupes d'extrême droite en France ont utilisé les réseaux sociaux pour diffuser des discours anti-immigrés et présenter les immigrés comme une menace pour l'identité et la culture françaises. De même, des groupes extrémistes utilisent les plateformes numériques pour présenter les musulmans comme des victimes d'oppression et se positionner en défenseurs de la foi (Vidino, 2017).

La radicalisation en ligne chez les jeunes a tendance à être rapide et intense en raison de l'anonymat et de l'accessibilité. Les jeunes, qui peuvent être réticents à entrer en contact direct avec des contenus radicaux, sont plus susceptibles de les découvrir en ligne. Pour contrer cela, il est essentiel d'encourager la maîtrise du numérique et la pensée critique chez les jeunes, afin de leur donner les moyens d'identifier les contenus extrémistes et d'y résister. Les initiatives visant à promouvoir la résilience en ligne, un comportement numérique responsable et des contre-discours convaincants sont indispensables pour prévenir la radicalisation numérique (Khosrokhavar, 2017).

Les crises identitaires et l'érosion des repères stables sont des facteurs de risque importants pour la radicalisation des jeunes. Dans un monde en mutation rapide où les normes et les valeurs traditionnelles sont souvent remises en question, les jeunes peuvent être désorientés quant à leur identité, leurs objectifs et leur place dans la société. Cette confusion peut les pousser à rechercher des réponses claires et définitives, que les idéologies extrémistes prétendent souvent leur fournir. Les mouvements radicaux exploitent ces crises identitaires en offrant un sentiment d'appartenance, une identité de groupe clairement définie et un ennemi réel ou perçu comme tel (Roy, 2004). En France, en particulier parmi les immigrés de deuxième et troisième générations, les crises identitaires des jeunes sont souvent liées à des difficultés d'intégration, à une marginalisation culturelle et à une exclusion socio-économique. Ces jeunes ont généralement du mal à concilier leur héritage culturel avec les valeurs laïques de la société française, ce qui entraîne un sentiment d'aliénation et de rejet. Cette lutte les rend vulnérables aux idéologies radicales qui leur offrent empolement, fierté et sentiment d'appartenance (Kepel, 2015). Des dynamiques similaires s'observent chez les jeunes privés de droits qui se tournent vers des idéologies d'extrême gauche ou d'extrême droite leur offrant un objectif clair et un sentiment d'appartenance (Neumann, 2013).

La perte de repères stables ne se limite pas aux facteurs culturels, mais peut également résulter de l'instabilité économique, de l'incertitude politique ou de la désintégration sociale. Par exemple, les jeunes confrontés

au chômage ou à la pauvreté peuvent subir une perte de statut social et d'estime de soi, ce qui peut les rendre réceptifs aux idéologies radicales qui leur offrent des explications et un appel à l'action pour leurs luttes (Sageman, 2004). Afin de s'attaquer à ces facteurs de risque, des stratégies ciblées sont nécessaires pour prévenir la radicalisation des jeunes. Une prévention efficace nécessite des approches multidimensionnelles qui tiennent compte des dimensions sociales, psychologiques et économiques tout en encourageant l'inclusion, la résilience et la pensée critique.

- **Programmes de soutien psychosocial** : Il est essentiel de fournir un soutien psychosocial et social afin de répondre aux besoins émotionnels des jeunes à risque. Les services de conseil, les interventions communautaires et les centres pour jeunes peuvent aider les individus à surmonter leurs crises identitaires, leurs traumatismes et leur isolement social, et réduire ainsi leur tendance à se tourner vers des idéologies radicales comme mécanisme d'adaptation (Vidino, 2017).
- **Campagnes de sensibilisation contre la haine et la discrimination** : Les campagnes publiques qui encouragent la tolérance, la diversité et la cohésion sociale peuvent contrer les discours haineux qui alimentent la radicalisation. Ces campagnes doivent se concentrer sur l'éducation des jeunes aux dangers de l'extrémisme, tout en s'attaquant aux injustices structurelles qui contribuent au sentiment d'exclusion (Khosrokhavar, 2017).
- **Développement des opportunités économiques et de l'inclusion sociale** : La précarité économique et l'exclusion sociale sont des facteurs importants dans la radicalisation des jeunes. Les initiatives visant à promouvoir la création d'emplois, la formation professionnelle, l'éducation et l'égalité d'accès aux ressources peuvent contribuer à réduire ces facteurs de risque. En améliorant les perspectives socio-économiques, il est possible de réduire l'attrait des idéologies radicales qui exploitent les revendications des jeunes (Roy, 2004).

· **Améliorer la gouvernance et la justice sociale** : Il est essentiel de remédier aux injustices politiques, d'améliorer la gouvernance et de soutenir la justice sociale afin de réduire l'attrait des idéologies radicales. Les efforts visant à accroître la transparence, la responsabilité et la participation des citoyens peuvent contribuer à rétablir la confiance dans les institutions et à réduire l'attrait des alternatives extrémistes (Neumann, 2013).

Il est essentiel d'identifier les facteurs de risque potentiels de radicalisation des jeunes, tels que l'influence des pairs, la propagande en ligne et les crises d'identité, afin d'élaborer des stratégies de prévention efficaces. Il est possible de réduire la probabilité que les jeunes se tournent vers des idéologies extrémistes en s'attaquant à ces facteurs par le biais d'un soutien psychosocial, de campagnes de sensibilisation, du développement économique et d'une meilleure gouvernance. Une prévention efficace nécessite une approche globale qui favorise la résilience, l'inclusion et les possibilités de participation constructive.

### **III. Étude empirique sur la perception des travailleurs de la jeunesse à l'égard de la radicalisation des jeunes**

La radicalisation des jeunes est un phénomène complexe et multidimensionnel influencé par divers facteurs, notamment socio-économiques, politiques, culturels et psychologiques. Elle présente à la fois des défis et des opportunités pour les travailleurs de la jeunesse qui sont en contact direct avec les individus à risque dans différentes communautés. Cette étude empirique vise à explorer les perceptions des travailleurs sociaux auprès des jeunes en France, en Turquie et en Ukraine sur la radicalisation. En se concentrant sur le point de vue des travailleurs sociaux, cette recherche vise à mettre en évidence les facteurs qui contribuent à la radicalisation ainsi que les stratégies jugées efficaces pour la prévenir.

Le travail s'appuie sur un cadre conceptuel multidimensionnel qui considère la radicalisation comme un processus dynamique façonné par des facteurs interactifs à plusieurs niveaux. Il intègre des théories issues de la psychologie, de la sociologie, des sciences politiques et des études sur les

conflits afin de fournir une compréhension globale de la manière dont les facteurs individuels, sociaux, économiques, politiques et culturels influencent la radicalisation chez les jeunes.

Ce cadre prend en compte les éléments interdépendants afin de mieux comprendre la radicalisation. Il examine tout d'abord les facteurs contribuant à la radicalisation sous trois angles : les éléments, les influences sociales et les facteurs structurels. À un certain niveau, des facteurs tels que les expériences, les besoins psychologiques, les crises d'identité et les griefs contribuent à rendre les individus vulnérables à la radicalisation. Ces individus interprètent généralement ces facteurs comme des réponses à des injustices ou à un sentiment d'exclusion sociale, ce qui rend le discours radical attrayant en tant que moyen d'émancipation ou de découverte de soi. L'influence des pairs, des dynamiques, des communautés et des interactions en ligne joue un rôle à ce niveau. Les liens sociaux influencent fortement les comportements et les croyances en affectant les dynamiques de groupe et les identités partagées, et jouent ainsi un rôle dans la promotion des idées, tant dans la vie réelle que dans les environnements virtuels. Les inégalités économiques, la marginalisation politique et l'isolement culturel constituent un terreau fertile pour la radicalisation. Ces problèmes sous-jacents renforcent souvent les perceptions d'injustice et de fracture, rendant les idéologies extrêmes attrayantes pour les individus.

Le rôle des animateurs socio-éducatifs est au cœur de ce cadre conceptuel. Ils jouent un rôle de premier plan dans la détection et la prévention de la radicalisation et dans la lutte contre celle-ci. En communiquant directement avec les jeunes dans les écoles, les centres communautaires, les camps de réfugiés et les espaces numériques, ils deviennent des acteurs importants de l'intervention précoce. Au-delà de l'observation, les animateurs socio-éducatifs participent activement à des activités de conseil, d'éducation et à des programmes communautaires visant à promouvoir la cohésion sociale, la pensée critique et la résilience. Leurs perceptions fournissent des informations précieuses sur la manière dont la radicalisation est vécue, perçue et traitée au sein des communautés.

Cette étude empirique se concentre sur les travailleurs sociaux auprès des jeunes dans trois pays qui présentent des contextes uniques mais liés en matière de radicalisation : la France, la Turquie et l'Ukraine. En France, les problèmes de radicalisation sont particulièrement marqués parmi les jeunes marginalisés originaires d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient. Les animateurs socio-éducatifs français sont confrontés à un double défi : d'une part, ils doivent lutter contre l'exclusion socio-économique et, d'autre part, ils doivent évoluer dans un cadre laïc qui entre parfois en conflit avec les expressions d'identité religieuse et culturelle. De nombreux animateurs socio-éducatifs identifient les revendications sociopolitiques, les luttes identitaires et la marginalisation sociale comme les principales causes de la radicalisation.

En Turquie, les facteurs politiques et socio-économiques sont plus marqués. Les animateurs socio-éducatifs soulignent souvent la manière dont les difficultés socio-économiques et l'instabilité politique se recoupent avec des motivations idéologiques. La situation géopolitique et le paysage politique complexe de la Turquie contribuent davantage aux dynamiques de radicalisation, les travailleurs sociaux auprès des jeunes soulignant l'impact important de la précarité économique, des tensions ethniques et du discours politique polarisé.

En Ukraine, le conflit et l'instabilité politique persistants ont créé un terrain fertile pour la radicalisation, en particulier parmi les jeunes touchés par la guerre. Les animateurs socio-éducatifs identifient la propagande médiatique, la quête d'identité et les traumatismes liés à la guerre comme des éléments critiques qui façonnent le processus de radicalisation. Les idéologies d'extrême droite, les difficultés socio-économiques et l'interruption de l'éducation renforcent la sensibilité des jeunes Ukrainiens aux discours radicaux.

Cette étude empirique poursuit trois objectifs. Le premier est de comprendre la perception des animateurs socio-éducatifs sur les facteurs contribuant aux problèmes de la jeunesse parmi les jeunes en France, en Turquie et en Ukraine. En communiquant directement avec les animateurs socio-éducatifs et en tenant compte du contexte propre à chaque pays, cette

étude vise à identifier les principaux facteurs de radicalisation de leur point de vue. Le deuxième objectif est d'évaluer les stratégies utilisées par les animateurs socio-éducatifs pour prévenir et contrer la radicalisation. Dans ce cadre, les approches formelles et informelles, notamment les programmes éducatifs, le conseil, la participation sociale et les interventions numériques, seront examinées afin d'évaluer leur efficacité dans la prévention des tendances radicales chez les jeunes. Le troisième objectif est d'identifier les difficultés et les limites rencontrées par les travailleurs de la jeunesse dans leurs efforts pour prévenir la radicalisation et promouvoir la résilience chez les jeunes à risque. Cela comprend l'examen des contraintes sociopolitiques, des limitations en matière de ressources et des obstacles opérationnels qui peuvent entraver une intervention efficace.

Dans le cadre de cette étude, des méthodes de recherche qualitative, notamment des entretiens semi-structurés, des groupes de discussion et des études de cas, ont été utilisées afin de saisir les perceptions et les expériences nuancées des travailleurs de la jeunesse. Ces méthodes visent à permettre une compréhension plus approfondie des dynamiques de radicalisation du point de vue des acteurs de première ligne. Au cours du processus de collecte des données, les différences contextuelles ont été prises en compte afin de garantir que les résultats reflètent les réalités sociopolitiques propres à chaque pays. Dans les sections suivantes, la méthodologie de recherche, l'analyse des données et les résultats empiriques seront détaillés afin de présenter une vision globale de la manière dont les travailleurs de la jeunesse perçoivent le phénomène complexe de la radicalisation des jeunes et y réagissent. Cette analyse fournira des informations utiles pour l'élaboration de futures recommandations politiques et stratégies d'intervention visant à renforcer la résistance des jeunes aux idéologies radicales.

### **III.I. Données et méthodologie**

Avec l'avènement du XXI<sup>e</sup> siècle, le terrorisme et les actes extrémistes sont devenus l'une des préoccupations communes des nations et ont fait de la radicalisation une question de sécurité nationale et sociale. L'Espagne, la France, l'Ukraine et la Turquie, qui ont été confrontées à la menace

terroriste ces derniers temps, partagent des préoccupations communes en matière de tendances radicales. La population jeune, considérée comme relativement plus vulnérable à la radicalisation, revêt une importance particulière pour ces pays. Dans ce contexte, cette étude vise à comprendre en profondeur les processus de radicalisation dans ces quatre pays et à formuler des recommandations sur la manière de prévenir la radicalisation afin de contribuer à la sécurité sociale et nationale. À cette fin, elle examine comment la radicalisation est perçue, traitée et potentiellement prévenue au niveau national.

Cette recherche a été menée dans le cadre d'un paradigme interprétatif visant à comprendre les processus de radicalisation chez les jeunes et les facteurs qui les influencent. Le paradigme interprétatif part du principe qu'il n'existe pas une seule vérité objective de la réalité sociale et que les individus construisent leur propre sens à travers leurs expériences (Schwandt, 1994). Ce paradigme se concentre sur la manière dont les individus perçoivent et interprètent le monde social dans lequel ils vivent. Le paradigme interprétatif adopte une approche dynamique, relationnelle et contextuelle de la réalité sociale, reconnaît que les expériences de chaque individu sont uniques et se concentre sur la compréhension de ces expériences (Denzin & Lincoln, 2018).

La méthodologie qualitative utilisée dans cette étude offre une approche flexible conçue pour explorer en profondeur les expériences et les perceptions des individus, ainsi que les significations sous-jacentes de ces expériences (Creswell, 2013). La méthodologie qualitative offre aux chercheurs une perspective plus large pour comprendre la complexité des comportements humains et des phénomènes sociaux, et permet d'explorer de multiples points de vue. Cette approche contribue à une compréhension plus approfondie de processus sociaux complexes et multidimensionnels tels que la radicalisation.

Une méthode de recherche phénoménologique a été privilégiée pour la conception de cette étude. La phénoménologie vise à explorer un phénomène à travers les expériences et les perceptions des individus afin d'en comprendre l'essence (Moustakas, 1994). Dans cette méthode, les

chercheurs tentent de comprendre comment les participants ont vécu un phénomène particulier et comment ces expériences se reflètent dans leur vision du monde. La recherche phénoménologique se concentre sur les expériences vécues par les individus et examine comment ces expériences sont comprises dans leur esprit et dans leur monde social. Dans ce contexte, l'étude vise à mettre en évidence les perceptions et les expériences subjectives des participants en matière de radicalisation.

Au cours du processus de collecte des données, des entretiens semi-structurés ont été menés avec les participants. Les entretiens semi-structurés permettent au chercheur de suivre une série de questions prédéfinies tout en laissant aux participants la liberté d'exprimer leurs pensées et leurs expériences (Kvale, 2007). Cette méthode a permis d'obtenir des données approfondies et riches en permettant aux participants d'exprimer leurs pensées et leurs expériences en matière de radicalisation avec leurs propres mots. Au total, 15 participants ont été interrogés. Ce nombre a été choisi sur la base d'un consensus général concernant la saturation des données dans les recherches qualitatives (Guest, Bunce & Johnson, 2006). En effet, Bertaux (1981) a suggéré qu'un échantillon d'au moins 15 participants était acceptable pour les recherches qualitatives. Morse (1994 : 255) recommande au moins six participants pour les études phénoménologiques, tandis que Creswell (2013) suggère qu'un échantillon phénoménologique peut être constitué de 5 à 25 entretiens. Guest, Bunce et Johnson (2006 : 78), qui ont mené une expérience sur la saturation des données, ont conclu que 12 entretiens étaient suffisants pour obtenir des résultats fiables dans le cadre d'une recherche. En conclusion, dans les recherches qualitatives, la taille de l'échantillon est évaluée en fonction de la profondeur des données plutôt que de la fréquence. Les participants doivent donc être sélectionnés de manière à représenter au mieux le sujet de la recherche (Reilly et Parker, 2013). Dans ce contexte, une méthode d'échantillonnage ciblée a été utilisée pour sélectionner les participants. L'échantillonnage ciblé est une stratégie conçue pour sélectionner les participants les plus appropriés afin de fournir des données approfondies sur la question de recherche. Cette stratégie consiste à sélectionner de manière consciente des personnes qui ont vécu un phénomène particulier

ou qui peuvent contribuer à sa compréhension. Dans cette étude, la sélection des participants a été effectuée à l'aide d'un échantillonnage par critères (Miles & Huberman, 1994 ; Patton, 2002). L'échantillonnage par critères permet d'inclure dans la recherche des personnes qui répondent à certains critères. Les participants comprenaient des enseignants du secondaire, des employés du secteur public travaillant dans des institutions liées à la jeunesse, des employés d'ONG et des universitaires, tous ayant au moins deux ans d'expérience dans le domaine de la jeunesse. Cette sélection a été effectuée afin que les participants puissent apporter un éclairage précieux sur leurs interactions avec les jeunes et leurs observations sur le phénomène de radicalisation.

Les questions de l'entretien ont été divisées en huit thèmes et 21 questions ont été préparées (annexe 1). Au moins une question était structurée, les autres étaient ouvertes ou semi-ouvertes. Ces questions portaient sur des thèmes fondamentaux tels que la perception de la radicalisation par les participants, les facteurs influençant ce processus et ses effets sur les jeunes. À travers ces questions, l'étude vise à examiner en profondeur la perception des participants sur la radicalisation. En 2024, les entretiens ont été menés dans la langue maternelle des participants par des travailleurs de terrain locaux dans les pays concernés, afin de leur permettre de s'exprimer au mieux. Les entretiens ont été menés en ligne ou en face à face, selon les préférences des participants. Seuls les entretiens des participants qui ont donné leur autorisation ont été enregistrés et retranscrits mot à mot dans Microsoft Word par les agents de terrain à l'aide d'un protocole de transcription standard (McLellan, MacQueen et Niedig, 2003). Ensuite, comme l'étude a été menée en anglais, les documents ont été traduits en anglais par l'équipe professionnelle de l'École supérieure des langues étrangères de l'Université Hacı Bayram d'Ankara.

L'analyse qualitative du contenu est définie comme une méthode de recherche qui classe et identifie systématiquement les thèmes et les modèles dans les données textuelles par le biais d'une interprétation subjective. Cette méthode met l'accent sur une approche holistique de l'examen des conversations ou des textes et de leur contexte particulier. L'analyse qualitative du contenu va au-delà du simple comptage des mots ou de

l'extraction d'informations objectives à partir de textes ; elle cherche à mettre en évidence les significations explicites ou implicites, les thèmes et les modèles présents dans les données. Cette approche permet aux chercheurs de comprendre la réalité sociale de manière subjective mais scientifique (Hsieh et Shannon, 2005 : 1279 ; Krippendorff, 2018). Dans cette étude, les données ont été analysées en créant des thèmes et des sous-thèmes. Le processus de codage a été réalisé à l'aide du logiciel MAXQDA 2024 (VERBI, 2021). MAXQDA est un logiciel utilisé pour organiser, coder et analyser des données qualitatives, qui permet d'examiner les données de manière plus systématique. Tout au long de la recherche, des codes principaux et secondaires ont été créés sous les titres « Comprendre la radicalisation », « Facteurs influençant la radicalisation », « Lutter contre la radicalisation » et « Recommandations pour prévenir et lutter contre la radicalisation », et un total de 59 codes ont été identifiés (voir annexe 2).

Le paradigme de codage développé par Corbin et Strauss (1990) a été appliqué au cours du processus de codage. Ce paradigme de codage propose un processus en trois étapes pour organiser les données de manière significative : codage ouvert, codage axial et codage sélectif. Au cours de la phase de codage ouvert, les concepts clés des données ont été identifiés, puis les relations entre ces concepts ont été déterminées lors de la phase de codage axial. Enfin, lors de la phase de codage sélectif, les thèmes ont été intégrés et analysés dans leur ensemble. Ce processus de codage a permis d'interpréter les données de manière systématique et de donner une base solide aux résultats de la recherche. En outre, une approche inductive a été adoptée afin de faire émerger des thèmes généraux à partir des données (Mihás, 2022 : 141-142). Les tableaux de codage ont été préparés en suivant la technique de Creswell (2015), qui comprend des codes principaux, des sous-codes, des explications et des exemples. Pour que la recherche puisse avoir un impact sur la théorie ou la pratique d'un domaine, elle doit être menée avec rigueur et ses résultats doivent être présentés de manière à garantir leur fiabilité pour les lecteurs, les praticiens et les autres chercheurs. Par conséquent, la nature appliquée de la plupart des recherches sociales impose aux chercheurs la responsabilité de garantir que les résultats de leurs travaux soient perçus comme fiables (Merriam, 2009 :

210). La fiabilité de la recherche a été assurée sur la base des quatre critères principaux définis par Lincoln et Guba (1985) : la crédibilité, la transférabilité, la fiabilité et la vérifiabilité.

La fiabilité a été renforcée par le recours à la triangulation des chercheurs ; les trois auteurs ont travaillé ensemble pour analyser les données et garantir l'exactitude et la cohérence des résultats. En outre, l'analyse étayée par des citations directes a contribué à refléter de manière fiable les expériences des participants. La fiabilité a également été assurée par la triangulation des chercheurs, tandis que des processus d'analyse systématiques et transparents, y compris le codage à l'aide du logiciel MAXQDA, ont garanti la cohérence. La transférabilité a été assurée par un échantillonnage ciblé et la fourniture d'informations détaillées sur le contexte de la recherche et les caractéristiques démographiques des participants, ce qui a renforcé l'applicabilité des résultats à d'autres contextes. Enfin, la vérifiabilité a été assurée par la documentation détaillée du processus d'analyse des données et par une analyse comparative entre les chercheurs. Chacun de ces critères a joué un rôle essentiel dans la fiabilité de la recherche.

### III.II. Résultats empiriques et discussions

Les résultats pratiques de l'étude donnent un aperçu de la manière dont les animateurs de jeunesse perçoivent une question aussi complexe que la radicalisation des jeunes en France, en Turquie et en Ukraine. Ces résultats s'appuient sur des observations issues d'entretiens, de groupes de discussion et d'études de cas visant à comprendre les expériences des animateurs de jeunesse dans la lutte contre la radicalisation, les difficultés qu'ils rencontrent et les approches qu'ils utilisent. Dans cette section, nous examinons des données concrètes afin d'identifier les facteurs sous-jacents de la radicalisation et de ses effets, tout en discutant des mesures prises pour lutter efficacement contre ce phénomène et le gérer. La présentation est structurée de manière à refléter les idées qui se dégagent des informations recueillies dans la vie réelle et s'inscrit parfaitement dans le cadre conceptuel de l'étude. Afin de présenter une perspective des facteurs conduisant à la radicalisation selon les personnes concernées, il combine les

découvertes issues de l'expérience avec des analyses sociales et organisationnelles. Les résultats sont expliqués en tenant compte des conditions en France, en Turquie et en Ukraine, ainsi que du climat politique dans chaque pays et des différences économiques et culturelles qui influencent la radicalisation des jeunes.

L'analyse des résultats concrets commence par examiner comment les animateurs de jeunesse perçoivent les facteurs qui influencent la radicalisation des individus, tels que l'exclusion sociale et économique, les luttes identitaires, les revendications politiques et l'aliénation culturelle. Les animateurs de jeunesse soulignent constamment comment ces éléments se combinent pour créer des fragilités dont profitent les organisations extrémistes et qui conduisent à la radicalisation. La discussion porte ensuite sur les stratégies utilisées par les animateurs de jeunesse pour atténuer ces facteurs. Diverses mesures de prévention et d'intervention sont examinées, allant des programmes officiels dans les écoles et les centres communautaires à la participation informelle dans les espaces numériques. Outre l'efficacité de ces approches, l'accent est mis sur les difficultés rencontrées par les animateurs socio-éducatifs, telles que les contraintes budgétaires, les restrictions sociopolitiques et la résistance des communautés locales. Les résultats montrent également comment les animateurs jeunesse adaptent leurs stratégies au contexte particulier de chaque pays. En France, par exemple, les stratégies visent généralement à promouvoir l'inclusion sociale et les interactions interculturelles. En Turquie, la priorité est donnée au dialogue contre la marginalisation culturelle, à l'autonomisation socio-économique et à la résilience sociale. En Ukraine, en raison du conflit en cours, les approches tenant compte des traumatismes et les stratégies de résolution des conflits jouent un rôle central.

Cette présentation vise à donner un aperçu des expériences des animateurs socio-éducatifs et à examiner de manière critique l'efficacité et les limites des stratégies de prévention et d'intervention existantes. Cette analyse contribue à la compréhension des moyens de renforcer la résilience des jeunes et de réduire leur vulnérabilité aux idéologies extrêmes, en

identifiant les domaines à développer et les lacunes à combler. Dans les sections de ce rapport, nous examinerons les thèmes issus de données concrètes qui analysent les opinions, les approches et les obstacles complexes auxquels sont confrontés les travailleurs de la jeunesse dans les pays étudiés lorsqu'ils sont confrontés à la radicalisation des jeunes. Cette discussion vise à offrir des perspectives aux décideurs politiques, aux enseignants et aux dirigeants locaux qui souhaitent développer des initiatives pour lutter contre la radicalisation au niveau de la société.

### **III.II.I. Perceptions des travailleurs de la jeunesse en Turquie concernant la radicalisation des jeunes**

Les expériences et observations des travailleurs de la jeunesse concernant le phénomène de la radicalisation ont été examinées en profondeur à l'aide de 21 questions ouvertes. Les résultats ont été analysés et classés en quatre thèmes : « Comprendre la radicalisation », « Facteurs influençant la radicalisation », « Lutter contre la radicalisation » et « Recommandations pour prévenir et lutter contre la radicalisation ». Des codes principaux et des sous-codes (N=59) ont été créés.

**Tableau 1 :** Tableau de codage des exemples

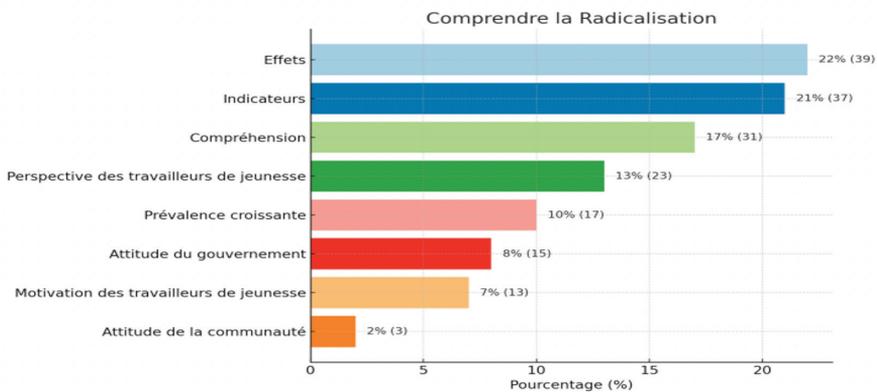
<b>Code principal</b>	<b>Sous-code</b>	<b>Description</b>	<b>Exemple</b>
<b>Indicateurs</b>	Sympathie pour les tendances radicales	Intérêt et implication dans des actions, idées et groupes radicaux	Étudiants montrant un intérêt pour des idées politiques ou religieuses qui peuvent être radicales, participation à des communautés ouvertes ou fermées en ligne, utilisation d'une rhétorique radicale ou escalade du langage sur des questions spécifiques, et intérêt pour la littérature ou les matériaux radicaux. (P. 32)
<b>Indicateurs</b>	Isolement	Isolement individuel et social, repli sur soi	Selon mes observations, cela commence généralement par le retrait et l'isolement, suivi d'un glissement vers une radicalisation alimentée par le ressentiment. (P. 51)
<b>Indicateurs</b>	Changements	Changements dans les croyances, les opinions religieuses, les idéologies, l'environnement social et l'apparence des individus	Dans mon travail avec les jeunes, je définis la "radicalisation" comme un changement extrême et rapide dans les croyances, les attitudes et le comportement d'un individu, influencé par un cadre politique, religieux ou idéologique. (P. 24)
<b>Indicateurs</b>	Tendances discriminatoires	Approches exclusives et marginalisâtes sur toute question (telle que la religion, la race, la secte, le genre, l'apparence, etc.)	Adhésion stricte à son mode de vie personnel, et rejet clair des modes de vie et styles vestimentaires alternatifs. Par exemple, si, lors d'un dialogue, ils adoptent une attitude excursionniste en attaquant différentes nationalités et symboles de différentes religions, nous pouvons observer cette attitude chez ces étudiants. (P. 68)
<b>Indicateurs</b>	Tendances agressives	Agressivité, colère, tendance à la violence, intolérance, manifestation d'agression dans le discours et les actions, intimidation par les pairs, état général de désaccord et fermeture à la communication	Indicateurs à surveiller pour les tendances à diverses formes de violence (verbale, physique, psychologique, etc.) et les cas d'intimidation par les pairs. (P. 1)

### III.II.I.I. Résultats empiriques

#### III.II.I.I.I. Comprendre la radicalisation

Ce thème vise à comprendre comment la radicalisation est perçue par les animateurs socio-éducatifs et comment leur prise de conscience est interprétée. L'étude examine également comment les animateurs de jeunesse évaluent l'approche des sociétés nationales et des gouvernements à l'égard du radicalisme. Dans ce contexte, la perception du radicalisme par les animateurs de jeunesse a été examinée en profondeur. Huit codes principaux ont été créés sous ce thème. Les pourcentages de répartition des codes principaux liés à ce thème sont présentés dans la figure 8. Il apparaît ainsi que les participants ont une meilleure compréhension des effets, des indicateurs et de la perception de la radicalisation. Alors que ces codes se concentrent sur la perception de la radicalisation, d'autres codes mettent en évidence la position du pays et l'approche des animateurs socio-éducatifs.

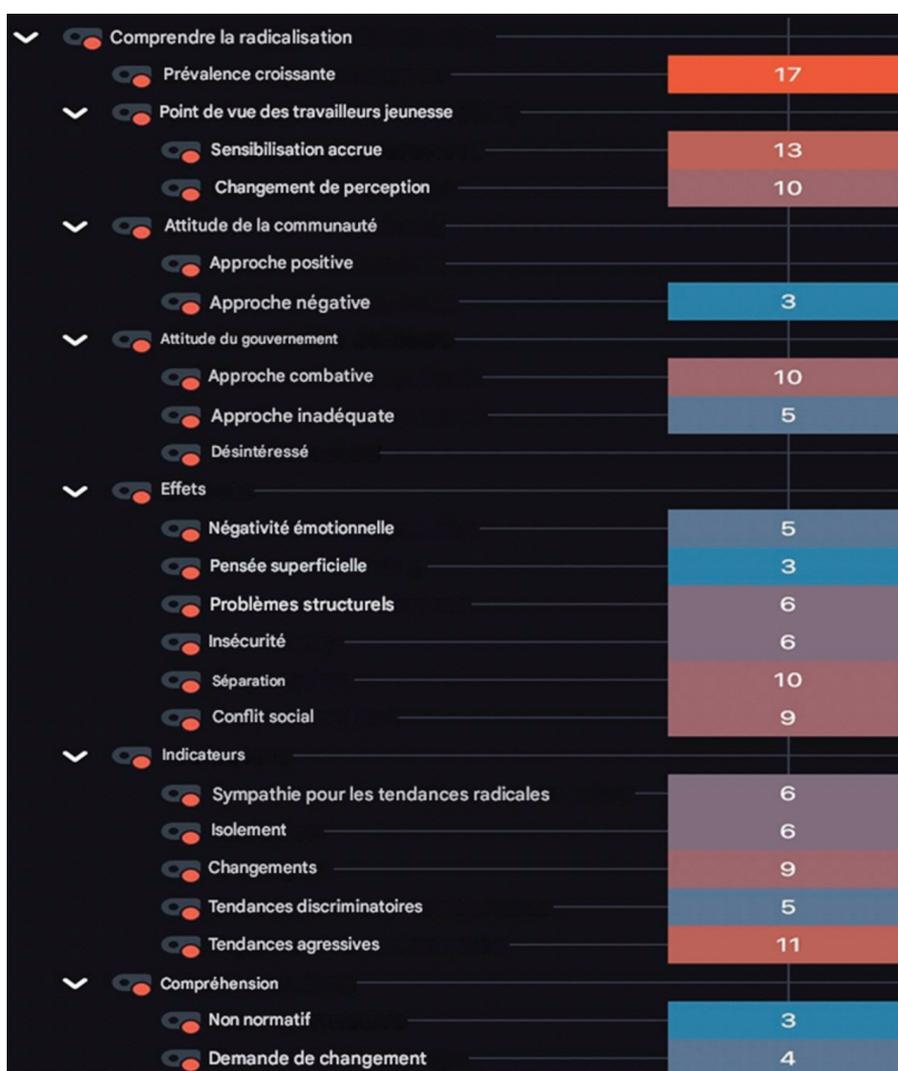
**Figure 8 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



La figure 8 élargit l'analyse en indiquant la fréquence de tous les sous-codes. Selon ces résultats, le code « propagation croissante » (f=17) indique l'existence de tendances à la radicalisation en Turquie. Le gouvernement en est conscient et ne reste donc pas inactif, mettant en œuvre des mesures « combatives » (f=10). Cependant, la question de savoir si ces mesures sont suffisantes peut être débattue, comme l'indique le code « insuffisant » (f=5).

Les animateurs socio-éducatifs s'accordent à dire que la société n'a pas une approche positive à l'égard de la radicalisation, mais ils ne disposent pas d'observations suffisantes sur l'approche de la société. Les animateurs socio-éducatifs ont constaté des « changements » perceptibles (f=10) et une prise de conscience accrue (f=13) au cours de leur travail et abordent généralement leur travail sur la radicalisation dans une perspective axée sur les jeunes (f=7).

**Tableau 2 : Fréquence des sous-codes**





Les animateurs socio-éducatifs ont principalement défini la radicalisation comme des « croyances rigides », de l'« agressivité » et un « processus ». Le tableau 2 montre la fréquence des deux premiers termes dans les textes classés sous le sous-code « Compréhension ». L'association du code « croyances rigides » à des termes tels que « politique » et « idéologie » indique que la radicalisation se développe sur une base politique et idéologique. De même, la prédominance de termes tels que « étudiants » et « violence » dans le code « agressivité » suggère que les tendances radicales, en particulier chez les étudiants, peuvent être étroitement liées à la violence. Ces résultats soulignent l'importance des tendances politiques, idéologiques et violentes dans le processus de radicalisation. Le sous-code « processus » souligne que la radicalisation est définie comme un processus extrême, politique et social.

Le code « non normatif » renvoie aux liens que les jeunes établissent avec les processus légaux et les structures illégales dans le cadre de leur participation à des processus radicaux. Cela montre que les jeunes ont davantage tendance à adopter des comportements non normatifs lorsqu'ils sont en désaccord avec les structures sociales et politiques existantes. De même, la demande de changement politique, qui figure sous le code « demande de changement », apparaît comme un facteur renforçant le lien entre les jeunes et les idées radicales. Ces résultats sont essentiels pour comprendre comment les facteurs de motivation à l'origine de la radicalisation sont façonnés par le désir de changement des structures sociales et politiques.

**Tableau 3** : Termes saillants dans les sous-codes de compréhension

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Non normatif	-Associations, illégales, légales, processus (f=2)
Demande de changement	-Souvent, politique, structures (f=3)
Croyances rigides	-Politique (f=5) -Idéologie (f=4)
Agression	-Étudiants (f=5) -Violent (f=4)
Menace	-Individus (f=3) -Coup d'État, Idéologie, Poses, Outils, Témoins (f=2)
Une positivité limitée	-Formulaire (f=4) -Normes (f=3)
Processus	-Extrême, politique, social (f=4) -Défini (f=3)

Dans les sous-codes « Indicateurs », comme le montre le tableau 3, les signes de radicalisation sont associés à diverses transformations sociales et idéologiques. La fréquence élevée du code « sympathie pour les tendances radicales » avec des termes tels que « social », « groupes » et « médias » souligne l'importance de la radicalisation. Cela montre que les réseaux sociaux et la dynamique des groupes jouent un rôle important dans la diffusion et la manifestation des idées radicales. En outre, les codes « isolement » et « tendances discriminatoires » montrent que les individus sont plus enclins à se radicaliser en raison de leur isolement social et de l'adoption d'idées discriminatoires. Ces résultats fournissent des informations importantes sur la manière dont la radicalisation se forme à travers l'isolement social, la discrimination et l'influence des médias.

**Tableau 4** : Termes les plus fréquents dans les sous-codes des indicateurs

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Sympathie pour les tendances radicales	-Social (f=5) -Groupes, médias (f=4)
Isolation	-Famille, amis, groupes, retrait (f=2)
Changements	-Idéologique (f=5) -Radicalisés (f=4)
Tendances discriminatoires	-Droits, jour (f=6) -Travail, étudiants, thème (f=4)
Tendances agressives	-Jour, langue, utilisation (f=5) -Travail, violence (f=4)

Selon les observations des jeunes travailleurs, les effets de la radicalisation (tableau 4) se manifestent principalement sous la forme de « division » et de « conflit social ». Les termes « social » et « polarisation » qui ressortent dans les domaines codés comme « division » indiquent que la radicalisation conduit à une fracture sociale. De même, dans les domaines codés comme « conflit social », l'accent est mis sur la société. Dans les domaines codés comme « négativité émotionnelle », la fréquence des termes « différent », « groupes », « idéologies », « social » et « colère » souligne les effets émotionnels de la radicalisation sur les jeunes et souligne l'importance de gérer ces effets. En outre, l'examen des autres domaines codés montre que la radicalisation peut constituer une menace pour les normes démocratiques et sociales.

**Tableau 5 :** Termes les plus fréquents dans les sous-codes des effets

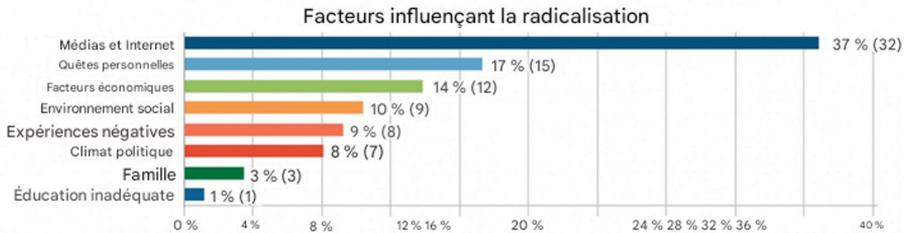
<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Négativité émotionnelle	-Différents, Groupes, Idéologies, Sociaux (f=3) -Colère (f=2)
Pensée superficielle	-Capacité, développement, individu (f=2), -Multidimensionnel, Réaliser (f=1)
Problèmes structurels	-Démocratie sociale (f=5), -Société (f=4)
Insécurité	-Social (f=8) -Démocrate (f=4)
Séparation	-Social (f=9) -Polarisation (f=8)
Conflit social	-Social (f=12) -Société (f=7)

#### *III.II.I.I.II. Facteurs influençant la radicalisation*

Les données obtenues à partir de ce thème révèlent comment les différents facteurs influençant le processus de radicalisation sont perçus par les travailleurs de la jeunesse. Les résultats montrent que les facteurs économiques jouent un rôle crucial dans le processus de radicalisation. Les difficultés économiques exercent une pression importante sur les relations sociales et la dynamique familiale, ce qui peut préparer le terrain pour que les jeunes se tournent vers des idéologies radicales. En outre, il a été observé que les expériences politiques négatives et la polarisation sociale

contribuent également de manière significative à la radicalisation. Dans ce contexte, il a été constaté que le climat politique difficile auquel sont confrontés les jeunes a des effets négatifs sur les liens familiaux et les structures sociales.

**Figure 9 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



L'influence des médias et d'Internet dans le processus de radicalisation est l'une des conclusions les plus marquantes. Il apparaît clairement que les médias et Internet jouent un rôle central dans la diffusion des idéologies radicales et que les jeunes peuvent plus facilement entrer en contact avec des groupes radicaux via les réseaux sociaux. En outre, la quête personnelle et la recherche d'identité ont également été identifiées comme d'autres facteurs importants qui favorisent l'adhésion des jeunes à des groupes radicaux. Ensemble, ces facteurs nous permettent de mieux comprendre comment les jeunes s'engagent dans le processus de radicalisation. Cependant, l'insuffisance de l'éducation n'est pas apparue comme un facteur important souligné par les travailleurs sociaux auprès des jeunes en Turquie. Ce domaine mérite d'être étudié plus en profondeur

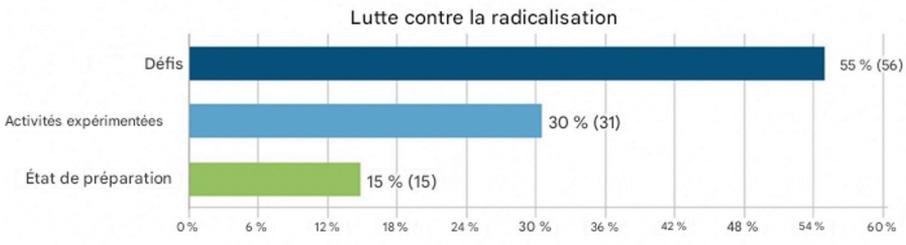
**Tableau 6** : Termes les plus fréquents dans les domaines codés

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Facteurs économiques	- Social (f=11) - Famille (f=5)
Înadequateeducation	-
Expériences négatives	- Politique, société (f=5) - Polarisation (f=4)
Climat politique	- Famille (f=5) - Société (f=4)
Famille	- Crises économiques, identité (f=2)
Quêtes personnelles	- Groupes (f=9) - Identité (f=8)
Médias et internet	- Social (f=57) - Idées (f=19)
Environnement social	- Social (f=10) - Économique (f=4)

### *III.II.I.I.III. Lutte contre la radicalisation*

Les données relatives à ce thème détaillent les difficultés rencontrées dans la lutte contre la radicalisation et l'efficacité des méthodes utilisées. Comme le montre la figure 10, les animateurs socio-éducatifs rencontrent davantage de difficultés dans le cadre de leurs activités. La fréquence des sous-codes dans la figure 10 montre que les animateurs socio-éducatifs manquent généralement de préparation et de ressources lorsqu'il s'agit de prendre des contre-mesures. Les activités les plus courantes sont les programmes et les coopérations interinstitutionnels, tandis que la principale difficulté identifiée est le manque de formation adéquate.

**Figure 10 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



**Tableau 7 :** Fréquence des sous-codes

Catégorie	Sous-code	Fréquence	
Lutte contre la radicalisation	État de préparation		
	Préparé	4	
	En développement	3	
	Modifiable	1	
État de préparation	Non préparé	7	
	Activités expérimentées		
	Programmes et collaborations interinstitutionnels	14	
	Formation des animateurs jeunesse	8	
Activités expérimentées	Enquêtes et retours d'expérience	4	
	Sensibilisation des jeunes	5	
	Défis	La nature du radicalisme	7
		Problèmes de communication	11
Manque d'éducation		20	
Ressources financières insuffisantes		5	
Lacunes juridiques et structurelles		9	
Approche		4	

Le tableau 8 évalue les difficultés rencontrées dans la lutte contre la radicalisation. Le code « nature de la radicalisation » souligne la complexité du processus de radicalisation et les difficultés à en comprendre les symptômes. L'utilisation fréquente de termes tels que « difficile » et « signes » souligne à quel point il est difficile de comprendre la nature de la

radicalisation et d'en détecter les signes précurseurs. Il s'agit là d'un des principaux facteurs qui compliquent les efforts d'intervention précoce des personnes travaillant avec les jeunes.

Le code « problèmes de communication » met en évidence les obstacles à une communication efficace avec les jeunes. La fréquence élevée de termes tels que « élève(s) » et « difficulté » montre que la communication est plus difficile lorsque les jeunes sont susceptibles de se radicaliser, ce qui entrave les efforts d'intervention. Cette constatation souligne la nécessité de développer des stratégies de communication plus efficaces pour lutter contre la radicalisation. En outre, le code « manque d'éducation » montre que les lacunes en matière d'éducation constituent un obstacle important à la lutte contre la radicalisation. La fréquence à laquelle le terme « éducation » est mentionné souligne à quel point le manque d'éducation rend les jeunes plus vulnérables aux idéologies radicales. Ce constat souligne le rôle essentiel des programmes éducatifs dans la prévention de la radicalisation et la nécessité de les mettre en œuvre à plus grande échelle. Enfin, les codes « ressources financières insuffisantes » et « lacunes juridiques et structurelles » renvoient à d'autres obstacles importants à la lutte contre la radicalisation. Ces lacunes empêchent les travailleurs de la jeunesse de lutter efficacement contre la radicalisation en raison de ressources limitées et de lacunes dans les cadres juridiques.

**Tableau 8** : Termes les plus fréquents dans les sous-codes des difficultés

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Le radicalisme de la nature	-Difficile (f=6) -Signes (f=5)
Questions de communication	-Étudiant(s) (f=7) -Difficulté, significative (f=3)
Manque d'éducation	-Formation (f=17) -Reçu (f=10)
Ressources financières insuffisantes	-Groupes (f=6) -Difficile (f=4),
Défauts juridiques et structurels	-Étudiant, formation (f=4) -Groupes importants(f=3)
Approche	-Sociétal (f=4) -Social (f=3)

Le tableau 9 détaille les sous-codes des initiatives existantes en matière de lutte contre la radicalisation. Le code « programmes et coopération interinstitutionnels » qui ressort le plus montre que les initiatives sont mises en œuvre dans le cadre de projets impliquant des universités et diverses organisations. Des programmes de sensibilisation sont organisés pour les animateurs socio-éducatifs. Les aspects juridiques et politiques sont particulièrement mis en avant dans les actions visant à sensibiliser les jeunes.

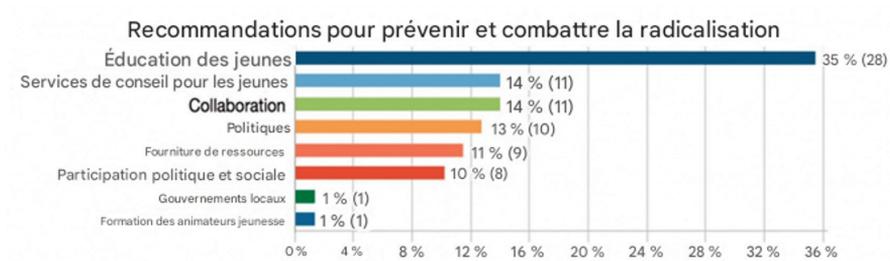
**Tableau 9** : Termes saillants dans les sous-codes des activités expérimentées

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Programmes interinstitutionnels et Collaboration	-Projets, universités (f=9) -Organisation (f=7)
Formation pour les animateurs de jeunesse	-Sensibilisation (f=6) -Programmes (f=5)
Enquêtes et retour d'information	-Impact, projet (f=5) -Participations (f=4)
Sensibilisation des jeunes	-Juridique (f=5) -Éducation, politique (f=3)

### *III.II.I.I.VI. Recommandations pour la prévention de la radicalisation*

Sous ce thème, les besoins et les recommandations des animateurs socio-éducatifs en matière de prévention de la radicalisation et de lutte contre la radicalisation ont été examinés. Selon la répartition présentée dans la figure 11, le besoin le plus critique identifié est l'éducation des jeunes. Viennent ensuite les services de conseil destinés aux jeunes, qui constituent également un besoin important. Ces résultats suggèrent qu'il convient de développer une approche centrée sur les jeunes dans la lutte contre la radicalisation. L'importance de soutenir ces efforts par des politiques et une coopération a également été soulignée.

**Figure 11 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



Selon le tableau 10, le code « Formation des animateurs de jeunesse » souligne l'importance de former les animateurs de jeunesse à reconnaître les tendances radicales et à les traiter efficacement. La prédominance des termes « formation » et « important » sous ce code souligne le rôle essentiel que joue la formation des animateurs de jeunesse dans la lutte contre la radicalisation. Le renforcement des compétences des animateurs de jeunesse a une incidence directe sur l'efficacité des mesures préventives dans ce domaine.

De même, les codes « mise à disposition de ressources » et « coopération » soulignent la nécessité d'une coopération interinstitutionnelle et de la mise à disposition de ressources suffisantes pour lutter contre la radicalisation. La répétition fréquente des termes « ressources » et « soutien » souligne la nécessité d'utiliser efficacement les ressources pour lutter efficacement contre les idéologies radicales. Dans ce contexte, la coopération et le partage des ressources apparaissent comme des facteurs clés du succès des programmes de lutte contre la radicalisation.

**Tableau 10 :** Termes les plus fréquents dans les domaines codés

<b>Code principal</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Formation pour les animateurs de jeunesse	-Éducation (f=4) -Important (f=3)
Mise à disposition de ressources	-Ressources (f=10) -Soutien (f=9)
Services de conseil pour les jeunes	-Programmes (f=8) -Soutien (f=7)
Gouvernements locaux	-Conseils (f=4) -Gouvernement, représenté (f=3)
Participation politique et sociale	-Social (f=7) -Communication efficace (f=5)
Collaboration	-Soutien (f=9) -Organisations, ressources (f=5)
Politiques	-Source (f=4) -Éducation, importante, nécessaire (f=3)
Éducation des jeunes	-Sensibilisation (f=14) -Médias (f=12)

Le code le plus important, « éducation des jeunes », souligne l'importance de la sensibilisation et de l'éducation aux médias dans l'éducation des jeunes. L'accent mis sur les termes « sensibilisation » et « médias » montre qu'une attention particulière est accordée à la sensibilisation et à l'éducation des jeunes aux questions liées aux médias dans le cadre de leur éducation. Les expressions « ressources », « éducation », « important » et « nécessaire » qui ressortent du code « politiques » montrent que les animateurs de jeunesse attendent des décideurs politiques qu'ils institutionnalisent l'allocation de ressources et la mise en œuvre de

l'éducation dans ce domaine. Ces recommandations sont considérées comme importantes et nécessaires dans la lutte contre le radicalisme.

### III.II.I. II. Débats et propositions politiques

#### III.II.I.II. Comprendre la radicalisation

En Turquie, les travailleurs de la jeunesse ont associé la radicalisation à des « croyances rigides », à « l'agressivité » et à un « processus », sur la base de leur expérience avec les jeunes. Les termes « politique » et « idéologie » apparaissent fréquemment sous le code des croyances rigides. Cette constatation montre que la radicalisation repose sur des fondements idéologiques et qu'elle est étroitement liée aux processus politiques. En Turquie, des groupes tels que le PKK manipule les aspirations politiques et idéologiques des jeunes pour les pousser à la radicalisation (Köse & Coşkun, 2019). Définir la radicalisation comme un processus idéologique permet d'expliquer le glissement progressif des individus vers des opinions plus radicales.

Les termes « étudiants » et « violence » ressortent sous le code « agressivité ». Ce constat montre que l'agressivité et la violence sont étroitement liées au processus de radicalisation, en particulier dans les milieux scolaires et universitaires. La littérature indique que les mouvements étudiants en Turquie sont généralement ouverts aux idéologies radicales et parfois associés à des groupes violents (Ünüvar, 2007). Les jeunes exposés à des idéologies radicales, en particulier pendant leurs années universitaires, sont plus susceptibles d'adopter des comportements agressifs.

Les travailleurs de la jeunesse ont généralement une opinion négative des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la radicalisation. L'utilisation fréquente des termes « insuffisant » et « limité » dans les données codées montre que les politiques gouvernementales de lutte contre la radicalisation sont perçues comme insuffisantes. En Turquie, les mesures sécuritaires ont pris le pas sur les projets éducatifs et sociaux, ce qui est critiqué par les travailleurs sociaux auprès des jeunes.

L'attitude de la société face à la radicalisation se caractérise par la passivité et le manque de sensibilisation. Des termes tels que « manque de sensibilisation » et « soutien social insuffisant » sont fréquemment utilisés dans différents contextes. En Turquie, le fait que la radicalisation soit généralement associée au terrorisme sans que l'on prête suffisamment attention à ses dimensions sociales et idéologiques incite les travailleurs sociaux auprès des jeunes à appeler à une plus grande sensibilisation de la société. L'influence de la société sur le processus de radicalisation doit être étudiée plus en profondeur et les efforts de sensibilisation doivent être intensifiés.

Les conclusions relatives à l'impact de la radicalisation sur la société montrent comment celle-ci affaiblit les liens sociaux et accentue la polarisation sociale. L'utilisation fréquente des termes « division » et « conflit social » souligne que la radicalisation en Turquie attise la polarisation sociale et menace la paix sociale (Bozarslan, 2007). Cette conclusion montre que la radicalisation en Turquie n'est pas seulement une question individuelle, mais un problème social plus large.

### *III.II.I. II. II. Facteurs influençant la radicalisation*

Les facteurs économiques sont l'un des codes les plus fréquents sous cette rubrique. La fréquence des mots « famille » et « social » dans les données codées montre que les difficultés économiques affaiblissent les structures familiales et poussent les jeunes vers des groupes radicaux. En Turquie, les difficultés économiques, en particulier chez les jeunes, renforcent la tendance à l'adhésion à des idéologies radicales (Köse et Coşkun, 2019). Le chômage, le faible niveau de revenus et le manque d'opportunités rendent les jeunes plus vulnérables aux idéologies radicales. L'affaiblissement des liens familiaux prive les jeunes de soutien social et les expose à l'influence des groupes radicaux.

Le contexte politique est un autre facteur important qui influence la radicalisation. L'utilisation fréquente des termes « politique » et « polarisation » dans les données codées montre que la polarisation politique en Turquie a des effets négatifs sur les jeunes. Le PKK et d'autres

organisations similaires profitent de cette polarisation pour recruter des jeunes dans leurs rangs. Les problèmes politiques internes de la Turquie et les conflits régionaux intensifient également les processus de radicalisation (Bozarslan, 2007).

En outre, la fréquence des termes « identité » et « groupes » sous le code « quêtes personnelles » souligne que la quête d'identité est un facteur important qui pousse les jeunes à rejoindre des groupes radicaux. En Turquie, en particulier au sein du mouvement séparatiste kurde et de groupes tels que le PKK, la manipulation des luttes identitaires des jeunes conduit à leur radicalisation. Ce processus s'accélère lorsque les jeunes ont le sentiment de ne pas pouvoir s'affirmer dans la sphère sociale et politique, ce qui les pousse à rechercher un sentiment d'appartenance au sein de groupes radicaux.

Les médias jouent également un rôle important à cet égard. L'utilisation fréquente des termes « réseaux sociaux » et « propagande » souligne le rôle crucial des réseaux sociaux dans la diffusion des idéologies radicales. La littérature souligne également que les réseaux sociaux facilitent l'interaction des jeunes avec les groupes radicaux (Pauwels & Hardyns, 2018). Les organisations terroristes, en particulier, utilisent les plateformes de réseaux sociaux comme outil de propagande pour attirer les jeunes vers des idéologies radicales (Sevinç et Babahanoğlu, 2019).

### *III.II.II.III. Lutte contre la radicalisation*

Parmi les principales difficultés rencontrées par les animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation figurent le manque de formation, l'insuffisance des ressources et les difficultés de communication. L'utilisation fréquente des termes « formation » et « insuffisance » sous le code « manque de formation » montre que les animateurs socio-éducatifs ne disposent pas des connaissances et des compétences nécessaires pour lutter efficacement contre la radicalisation. La littérature souligne également que les programmes éducatifs mis en œuvre en Turquie pour lutter contre la radicalisation sont généralement limités et insuffisants pour protéger les jeunes contre les idéologies radicales (Köse & Coşkun, 2019).

Afin que les animateurs socio-éducatifs puissent jouer un rôle plus efficace dans ce processus, des programmes complets de formation et de sensibilisation sont nécessaires.

Le manque fréquent de ressources dans les données codées souligne le caractère limité des ressources financières et structurelles disponibles pour lutter contre ce phénomène. Des termes tels que « soutien » et « ressources » indiquent que les animateurs socio-éducatifs n'ont pas accès à un soutien financier et à des ressources suffisantes. Cette situation montre que les organisations de la société civile et les autorités locales doivent jouer un rôle plus actif dans la lutte contre la radicalisation. Il apparaît clairement que si davantage de ressources ne sont pas allouées aux projets sociaux et aux initiatives de la société civile en Turquie, les travailleurs sociaux ne seront pas en mesure de lutter efficacement contre la radicalisation.

En outre, des termes tels que « étudiant » et « difficultés de communication » apparaissent fréquemment sous le code « difficultés de communication ». La difficulté à communiquer efficacement avec les jeunes est considérée comme un autre obstacle important à la prévention de la radicalisation. La difficulté d'établir une communication correcte et efficace avec les jeunes qui se tournent vers des idéologies radicales limite l'accès à ces jeunes et rend difficile une intervention précoce. Afin de surmonter ces difficultés de communication en Turquie, il est nécessaire d'investir davantage dans des programmes de formation qui dotent les professionnels travaillant avec les jeunes de compétences efficaces en matière de communication.

Les résultats montrent également que les termes « insuffisant » et « indicateurs » sont fréquemment utilisés dans le cadre des politiques gouvernementales. Cela montre que les professionnels travaillant avec les jeunes estiment que le gouvernement doit élaborer des politiques plus larges et à plus long terme pour lutter contre la radicalisation. En Turquie, la lutte contre la radicalisation repose principalement sur des stratégies axées sur la sécurité, mais les projets sociaux et les programmes éducatifs ne semblent pas bénéficier d'une attention suffisante. Cela conduit à l'inefficacité des mesures sécuritaires à long terme pour s'attaquer aux causes profondes des

idéologies radicales. Les travailleurs sociaux soulignent la nécessité pour le gouvernement d'investir davantage dans l'éducation et les mesures préventives dans ce domaine.

#### *III.II.II.IV. Recommandations pour prévenir la radicalisation*

Selon les résultats, la solution la plus importante proposée pour prévenir la radicalisation est la généralisation des programmes éducatifs et des projets de sensibilisation. Les termes « éducation » et « sensibilisation » apparaissent fréquemment dans les données codées sous le mot-clé « prise de conscience ».

Les travailleurs de la jeunesse estiment que le moyen le plus efficace de prévenir la radicalisation est d'augmenter les programmes éducatifs destinés aux jeunes et de les sensibiliser aux idéologies radicales. La littérature turque souligne également que l'éducation est l'un des facteurs les plus critiques dans la lutte contre la radicalisation (Köse & Coşkun, 2019). Les programmes éducatifs aident les jeunes à développer une résistance aux idéologies radicales et favorisent leur intégration dans la société.

En outre, les travailleurs de la jeunesse soulignent l'importance de l'éducation aux médias et de la sensibilisation aux réseaux sociaux dans la prévention de la radicalisation. La fréquence des termes « réseaux sociaux » et « médias » dans les données codées souligne le rôle important que jouent les plateformes de réseaux sociaux dans la propagation des idéologies radicales (Pauwels & Hardyns, 2018). Les organisations terroristes et les groupes radicaux utilisent les plateformes de réseaux sociaux pour attirer les jeunes vers des idéologies radicales. La prévention de l'exposition des jeunes à des contenus radicaux sur les réseaux sociaux et l'amélioration de leur éducation aux médias sont considérées comme des stratégies importantes pour prévenir la radicalisation (Sevinç et Babahanoğlu, 2019).

Les codes relatifs à l'accès aux ressources et au rôle des organisations de la société civile soulignent la nécessité d'un soutien financier et structurel accru dans la lutte contre la radicalisation. L'utilisation fréquente de termes tels que « soutien » et « ressources » montre que les travailleurs de la jeunesse ont besoin de moyens supplémentaires pour lutter efficacement contre la radicalisation.

Les autorités locales et les organisations de la société civile en Turquie devraient multiplier les projets destinés aux jeunes afin de les sensibiliser aux idéologies radicales. Les termes « projets » et « sensibilisation » ressortent sous le code « coopération entre les autorités locales et les organisations de la société civile ». Ces résultats indiquent que les projets destinés aux jeunes devraient bénéficier d'un soutien accru au niveau local.

La coopération entre les organisations de la société civile et les administrations locales pour mener des projets de sensibilisation destinés aux jeunes peut constituer un moyen efficace de lutter contre la radicalisation. En outre, la littérature souligne que ce type de projets joue un rôle clé dans l'amélioration de la cohésion sociale parmi les jeunes et dans la prévention de leur radicalisation (Köse & Coşkun, 2019). En conclusion, sur la base de leur expérience et de leurs observations, les animateurs socio-éducatifs en Turquie proposent une vision large et à long terme pour prévenir la radicalisation, qui comprend l'élargissement des programmes éducatifs, le soutien aux projets d'intégration sociale, l'amélioration de l'éducation aux médias, le renforcement de la coopération entre les autorités locales et la société civile, et l'élaboration de stratégies de communication efficaces avec les jeunes.

### **III.II.II. Perceptions des travailleurs de la jeunesse en Ukraine concernant la radicalisation des jeunes**

Les expériences et observations des travailleurs de la jeunesse concernant le phénomène de la radicalisation ont été examinées en profondeur à l'aide de 21 questions ouvertes. Les résultats ont été analysés et classés en quatre thèmes : « Comprendre la radicalisation », « Facteurs influençant la radicalisation », « Lutte contre la radicalisation » et « Recommandations pour prévenir et lutter contre la radicalisation ». Des codes principaux et des sous-codes (N=52) ont été créés.

**Tableau 11** : Tableau de codage des exemples

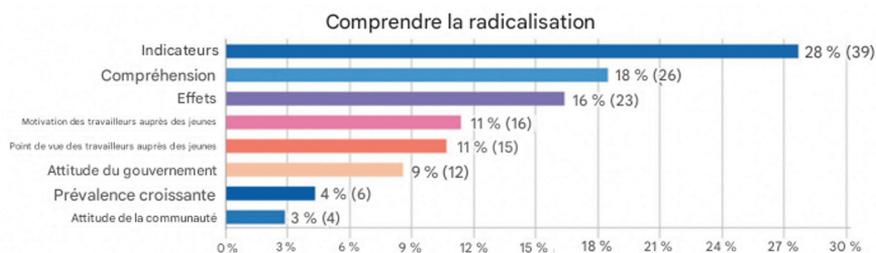
<b>Code principal</b>	<b>Sous-code</b>	<b>Description</b>	<b>Exemple</b>
<b>Indicateurs</b>	Sympathie pour les tendances radicales	Intérêt et implication dans des actions, idées et groupes radicaux	Étudiants montrant un intérêt pour des idées politiques ou religieuses qui peuvent être radicales, participation à des communautés ouvertes ou fermées en ligne, utilisation d'une rhétorique radicale ou escalade du langage sur des questions spécifiques, et intérêt pour la littérature ou les matériaux radicaux. (P. 32)
<b>Indicateurs</b>	Isolement	Isolement individuel et social, repli sur soi	Refus d'interagir avec la famille et les amis, surtout lorsqu'il est accompagné de séclusion et d'auto-isolement. (P. 17)
<b>Indicateurs</b>	Changements	Changements dans les croyances, les opinions religieuses, les idéologies, l'environnement social et l'apparence des individus	Dans mon travail avec les jeunes, la radicalisation peut être définie comme un processus ou un phénomène qui implique un changement dans les croyances et attitudes idéologiques, politiques, religieuses ou socioculturelles des jeunes envers des idées ou des actions radicales, extrémistes ou violentes. (P. 36)
<b>Indicateurs</b>	Tendances discriminatoires	Approches exclusives et marginalisantes sur toute question (telle que la religion, la race, la secte, le genre, l'apparence, etc.)	Lorsqu'un travailleur de jeunesse parle des manifestations de radicalisme, ce sont des indicateurs de discrimination, notamment de discrimination de genre, d'âge, religieuse et politique. (P. 50)
<b>Indicateurs</b>	Tendances agressives	Agressivité, colère, tendance à la violence, intolérance, manifestation d'agression dans le discours et les actions, intimidation par les pairs, état général de désaccord et fermeture à la communication	Une réaction plus agressive aux mots, et de la nervosité lors de la discussion d'un certain sujet. (P. 28)

### III.II.III. Résultats empiriques

#### III.II.III.I. Comprendre la radicalisation

Ce thème vise à comprendre comment la radicalisation est perçue par les animateurs socio-éducatifs et comment leur prise de conscience est interprétée. L'étude examine également comment les animateurs de jeunesse évaluent l'approche des sociétés nationales et des gouvernements à l'égard du radicalisme. Dans ce contexte, la perception du radicalisme par les animateurs de jeunesse a été examinée en profondeur. Huit codes principaux ont été créés sous ce thème. Les pourcentages de répartition des codes principaux liés à ce thème sont présentés dans la figure 11.

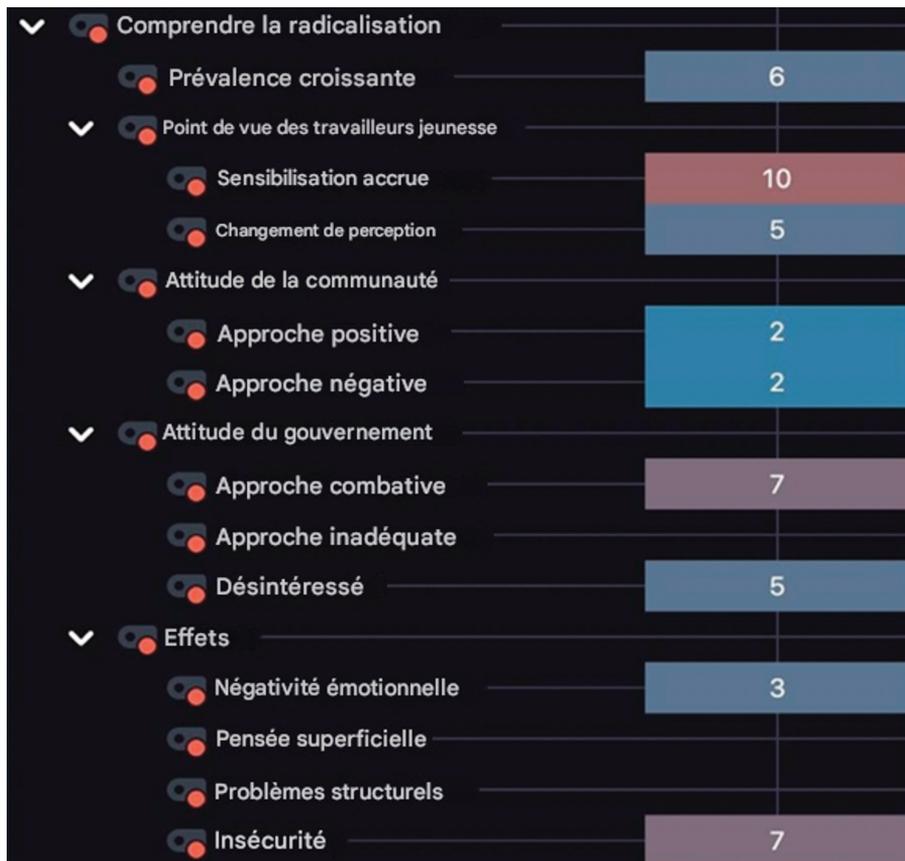
**Figure 12 :** Répartition des codes principaux au sein du thème

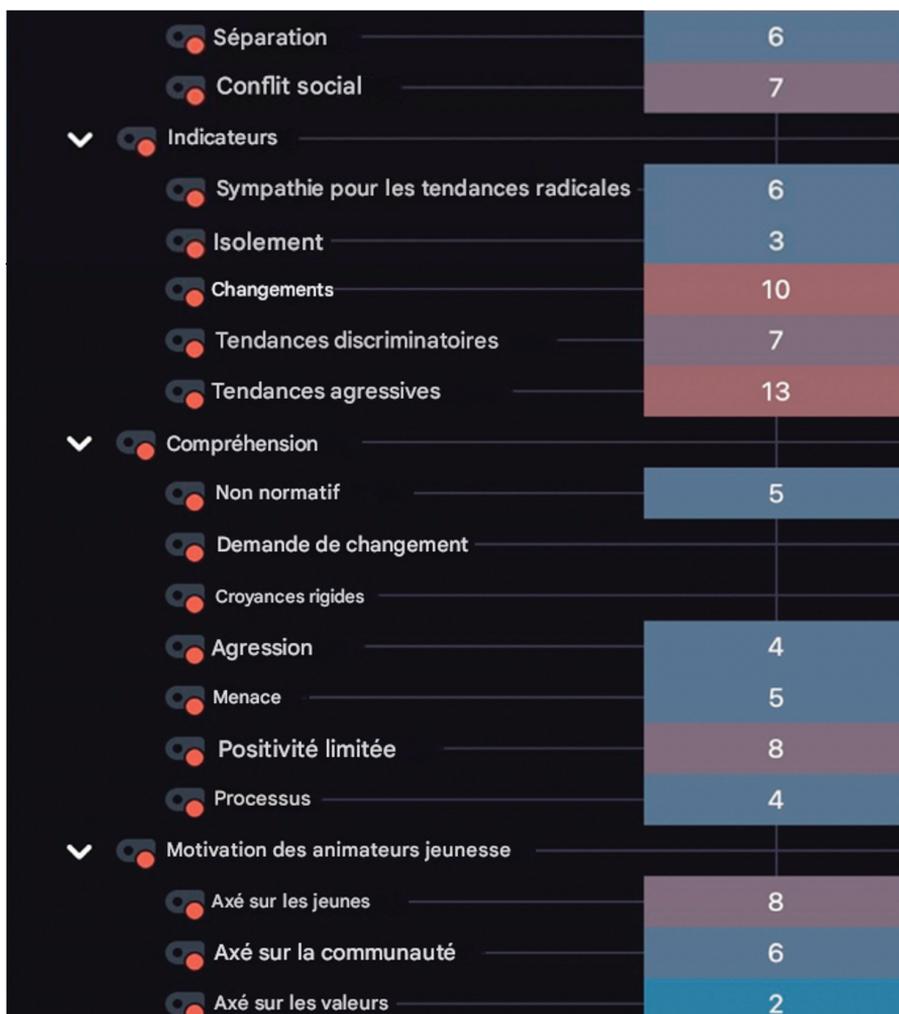


La figure 12 montre comment les animateurs socio-éducatifs ukrainiens comprennent la radicalisation et quels sont les éléments qui ressortent. Les indicateurs apparaissent comme le facteur le plus important, avec le pourcentage le plus élevé (28 %). Cela montre que l'identification de certains indicateurs est très importante pour comprendre la radicalisation. Les animateurs de jeunesse estiment qu'il est essentiel de reconnaître les signes avant-coureurs de la radicalisation afin de suivre le processus et d'intervenir efficacement. La compréhension et les effets ont été codés respectivement à 18 % et 16 %. Cela montre que les animateurs de jeunesse s'attachent à mieux comprendre les processus de radicalisation et leurs effets sur les individus et la société. Comprendre les causes et les effets de la radicalisation est considéré comme une étape importante pour saisir la profondeur du processus. La motivation des travailleurs de la jeunesse et leur point de vue arrivent en tête avec 11 %, ce qui montre que les travailleurs

de la jeunesse intègrent leur propre motivation et leur propre point de vue dans le processus et souligne l'importance de la manière dont ils perçoivent leur rôle dans la protection des jeunes contre la radicalisation. Les pourcentages plus faibles concernant l'attitude du gouvernement, la propagation croissante et l'attitude de la société montrent que le rôle du gouvernement et de la société dans la lutte contre la radicalisation est considéré comme limité et que les travailleurs de la jeunesse estiment qu'il est nécessaire de sensibiliser davantage le public à ces questions. En résumé, les animateurs socio-éducatifs accordent la priorité à l'identification des indicateurs et à la compréhension des processus dans leur approche de la radicalisation, tout en soulignant la nécessité de sensibiliser le gouvernement et la société au rôle qu'ils ont à jouer dans cet effort.

**Tableau 12 :** Fréquence des sous-codes





Dans la tableau 12, les animateurs socio-éducatifs ont mis en évidence différents éléments dans leur processus de compréhension de la radicalisation. Dans la catégorie « Point de vue des animateurs socio-éducatifs », les éléments les plus fréquemment codés sont « prise de conscience accrue » et « changement de perception ». Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué que leur prise de conscience des processus de radicalisation s'était accrue et que leur perception avait changé au cours de ces processus. L'attitude du gouvernement a été jugée à la fois insuffisante et conflictuelle par les travailleurs de la jeunesse. Les éléments les plus

fréquemment codés, à savoir l'approche conflictuelle et l'approche insuffisante, reflètent l'opinion largement répandue selon laquelle le gouvernement n'a pas élaboré de politiques efficaces pour lutter contre la radicalisation. Cela montre que le gouvernement a besoin de stratégies plus globales pour lutter contre la radicalisation. Dans la catégorie « Effets », les éléments qui ressortent sont la négativité émotionnelle, les problèmes structurels et les conflits sociaux. Les travailleurs sociaux ont souligné que la radicalisation entraîne de graves problèmes émotionnels pour les individus et de profonds conflits sociaux au sein de la société. Dans la catégorie « Indicateurs », les tendances agressives et discriminatoires sont les plus marquées. Ces tendances, qui sont les principaux indicateurs de la radicalisation, montrent que les individus en voie de radicalisation adoptent des attitudes de plus en plus agressives et discriminatoires. En outre, des facteurs tels que le changement et l'isolement jouent également un rôle important dans le processus de radicalisation. Enfin, la motivation des animateurs socio-éducatifs a été codée en mettant l'accent sur les approches axées à la fois sur les jeunes et sur la société. Ce résultat montre que les animateurs socio-éducatifs ne se concentrent pas uniquement sur les besoins des jeunes dans la prévention de la radicalisation, mais soulignent également le rôle de la structure sociale plus large dans ce processus.

**Tableau 13** : Termes les plus fréquents dans les sous-codes de compréhension

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Non normatif	-Action (f=4) -Extrême (f=3)
Agression	-Agressif (f=4) -Actions, changement, défini, extrémiste (f=2)
Menace	-Puts, social, société, menace (f=2) -Action (f=1)
Une positivité limitée	-Positif (f=9) -Négatif (f=5)
Processus	-Extrémiste, opinions (f=3) -Agressif, croyances (f=2)

Dans le tableau 13, les termes les plus fréquemment utilisés sous le code normatif sont « action » et « extrême ». Cela montre que les animateurs socio-éducatifs perçoivent la radicalisation comme un processus caractérisé par des actions qui s'écartent des normes et sont extrêmes. Selon eux, la radicalisation est associée à des comportements qui dépassent les schémas habituels et impliquent des actions extrêmes et non normatives. La prédominance des termes « agressif » et « actions » dans le sous-code « agressivité » montre que les animateurs de jeunesse définissent la radicalisation par le biais d'actions agressives. La radicalisation n'est pas seulement considérée comme un processus idéologique, mais aussi comme un processus qui s'exprime par des actes physiquement agressifs. Les animateurs socio-éducatifs soulignent que la radicalisation est étroitement liée à des comportements motivés par l'agressivité. Les termes « social », « société » et « menace » figurant dans le sous-code « menace » montrent que les animateurs socio-éducatifs considèrent la radicalisation comme une menace pour la société. Selon leur point de vue, la radicalisation constitue une menace non seulement pour les individus, mais aussi pour le tissu social et la société dans son ensemble. Dans le code « positivité limitée », des termes tels que « positif » et « négatif » reflètent les opinions mitigées des

travailleurs sociaux sur la radicalisation. Si le terme « positif » est plus fréquemment utilisé, le terme « négatif » est utilisé presque aussi souvent, ce qui montre qu'il n'y a pas de consensus. Cela montre également que la société n'a pas une vision homogène de la radicalisation et que les animateurs socio-éducatifs sont divisés entre les effets potentiels positifs et négatifs de la radicalisation. Si beaucoup considèrent la radicalisation comme un catalyseur potentiel de changement positif, cette vision est toutefois tempérée par la forte présence d'effets négatifs. Enfin, les termes « opinions extrêmes » et « croyances agressives » utilisés dans le code de processus soulignent que les animateurs socio-éducatifs perçoivent la radicalisation comme un processus continu. Ce processus se caractérise par le développement progressif d'opinions extrêmes et de croyances agressives et par l'attraction croissante des individus vers des idées radicales. Pour les travailleurs de la jeunesse, la radicalisation n'est pas un événement unique, mais un processus de transformation continu.

**Tableau 14 :** Termes les plus fréquents dans les sous-codes des indicateurs

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Sympathie pour les tendances radicales	-Idées, intérêt, participation (f=3) -Langue, rhétorique (f=2)
Isolation	-Amis, social (f=2) -Isolement, absence (f=1)
Changements	-Attitudes, croyances (f=5) -Sudden (f=4)
Tendances discriminatoires	-Basé, discrimination, haine, seulement, discours (f=2)
Tendances agressives	-Actions, force, langage (f=3) -Colère (f=2)

Le tableau 14 fait apparaître plusieurs sous-codes principaux dans les réponses des travailleurs de la jeunesse concernant les indicateurs de radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le code « sympathie pour les tendances radicales » sont « idées, intérêt, participation » et « langage, rhétorique ». Ces résultats montrent que l'un des principaux indicateurs de la radicalisation est l'intérêt des jeunes pour les idées radicales, leur participation à ces idées et leur utilisation du langage et de la rhétorique. Selon les animateurs socio-éducatifs, les jeunes qui sympathisent avec les tendances radicales s'expriment à travers un langage et un discours qui soutiennent ces idées. Sous le code « isolement », les termes « amis, social » et « abstraction, absence » ont été mis en avant. Cela montre qu'un autre indicateur de radicalisation est la tendance des jeunes à se retirer des relations sociales et à s'isoler. Les animateurs socio-éducatifs ont observé que le retrait social et la solitude sont des signes précurseurs de la radicalisation chez les jeunes. Le code des changements comprend les termes suivants : « attitudes, croyances » et « soudain », qui sont fréquemment utilisés. Cela montre que les changements soudains dans les attitudes et les croyances des jeunes sont des indicateurs importants du processus de radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs estiment que ces changements soudains d'attitude augmentent le risque que les jeunes rejoignent des groupes radicaux. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code des tendances discriminatoires sont « fondé sur », « discrimination », « haine » et « discours ». Ces résultats suggèrent que le discours discriminatoire et le discours de haine font également partie des indicateurs de radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué que les jeunes qui développent des tendances radicales utilisent souvent un langage discriminatoire et haineux. Enfin, sous le code « tendances agressives », les termes « actions, force, langage » et « colère » ressortent. Selon les animateurs socio-éducatifs, un autre indicateur important de la radicalisation est le comportement agressif, le recours à la force et l'expression de la colère. Ces résultats montrent que les jeunes ayant des tendances radicales ont tendance à exprimer leur agressivité par le langage et le comportement

**Tableau 15 :** Termes les plus fréquents dans les sous-codes des effets

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Négativité émotionnelle	-Psychologique, stress (f=2) -Anxiété, causes, conflits (f=1)
Insécurité	-Communautés (f=4) -Social, société, stabilité (f=3)
Séparation	-Religieux, social (f=3) Devient, communautés, discrimination (f=2)
Conflit social	-Communautés (f=4) -Conflits, impact, plomb, négatif (f=3)

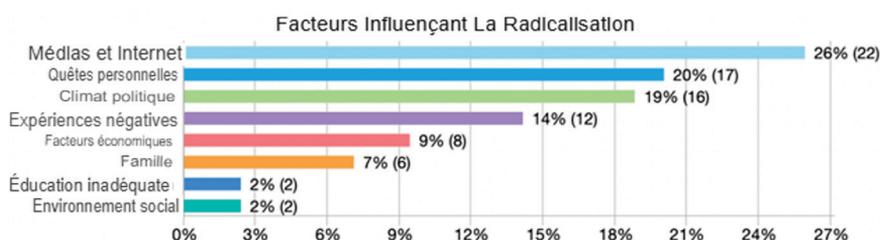
Dans le tableau 15, les réponses des animateurs socio-éducatifs concernant les effets de la radicalisation ont été classées en plusieurs sous-codes principaux. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le sous-code « négativité émotionnelle » sont « psychologique, stress » et « anxiété, cause, conflits ». Ces résultats montrent que la radicalisation génère un stress psychologique et une anxiété au sein de la société, qui deviennent alors l'une des principales causes de conflit. Selon les animateurs socio-éducatifs, la radicalisation provoque d'importants troubles émotionnels chez les individus et augmente leur niveau d'anxiété. Les termes les plus fréquemment utilisés dans la sous-catégorie « insécurité » sont « communautés » et « social, société, stabilité ». Ces résultats montrent que la radicalisation affaiblit la sécurité au sein des communautés et des structures sociales. Elle crée un sentiment d'instabilité et d'insécurité entre les groupes sociaux. Les termes les plus fréquemment utilisés dans la sous-catégorie « division » sont « religieux, social » et « oui, communautés, discrimination ». Cela montre que la radicalisation entraîne non seulement une division religieuse et sociale, mais aussi une discrimination. Les individus en cours de radicalisation peuvent se détacher de leur communauté et entrer dans un processus de division et d'latérisations. Dans le sous-code « conflit social », des termes tels que « communautés, conflits, influence, leadership, négatif » ont été fréquemment mentionnés. Ces

termes montrent que la radicalisation conduit à des conflits sociaux et a un impact négatif sur la société. Selon les animateurs socio-éducatifs, la radicalisation aggrave les conflits entre les communautés, exacerbe les divisions et a des effets négatifs durables sur la cohésion sociale.

### III.II.II.II. Facteurs influençant la radicalisation

Les données obtenues à partir de ce thème montrent comment les différents facteurs influençant le processus de radicalisation sont perçus par les animateurs socio-éducatifs.

**Figure 13 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



Selon la figure 13, le facteur « médias et Internet » arrive en tête avec le pourcentage le plus élevé (26 %). Selon les animateurs socio-éducatifs, les médias et Internet comptent parmi les facteurs les plus importants qui exposent les jeunes aux idéologies radicales et les attirent vers celles-ci. Les plateformes de réseaux sociaux constituent des outils puissants permettant aux groupes radicaux de faire leur propagande et d'attirer les jeunes vers leur cause. Le facteur des recherches personnelles arrive en deuxième position (20 %). Les jeunes sont attirés par les groupes radicaux en raison de leur quête d'identité, de sens personnel ou d'appartenance. Ces recherches personnelles conduisent les jeunes à s'intéresser aux idéologies radicales et à s'identifier à ces groupes. Le troisième facteur (19 %) est le climat politique. Le contexte politique a une profonde influence sur le processus de radicalisation des jeunes. En particulier en période de conflit politique, les jeunes sont plus susceptibles d'être attirés par des groupes radicaux. Alors qu'ils tentent de forger leur identité au milieu de la polarisation et des conflits politiques, ils se tournent vers des idées radicales. Le quatrième facteur (14 %) est constitué par les expériences négatives. Les

expériences traumatisantes ou négatives vécues par les jeunes les rendent plus réceptifs à l'influence des groupes radicaux. Ces expériences ébranlent leur confiance dans la société et les poussent à se tourner vers le monde « alternatif » proposé par les groupes radicaux. D'autres facteurs tels que les facteurs économiques (9 %), la famille (7 %), l'éducation insuffisante (2 %) et l'environnement social (2 %) influencent également la radicalisation. Les difficultés économiques augmentent les inquiétudes des jeunes quant à leur avenir et renforcent leur conviction que les solutions proposées par les groupes radicaux peuvent atténuer leurs difficultés. L'absence de soutien familial facilite l'adhésion des jeunes à des groupes radicaux, tandis qu'une éducation insuffisante et un environnement social défavorable accélèrent le processus de radicalisation.

**Tableau 16 :** Termes les plus fréquents dans les domaines codés

<b>Code principal</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Facteurs économiques	- Financier, social (f=5) - Statut (f=4)
Înadequate education	- Éducation, alphabétisation (f=3) - Communautés, manque, système (f=2)
Expériences négatives	- Société (f=4) - Intolérance, rejet, actions, consciemment (f=2)
Climat politique	- Guerre (f=8) - Social (f=4)
Famille	- Absorption, agression, attitude, conduite (f=2)
Quêtes personnelles	- Désir, identité, sens (f=7) - Recherche, société (f=4)
Médias et internet	- Social (f=28) - Influence (f=13)
Environnement social	- Système (f=2) - Alternative, athlète, mauvais, blogueur (f=1)

Selon le tableau 16, les animateurs socio-éducatifs ont identifié divers facteurs influençant le processus de radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le code « facteurs économiques » sont « financier » et « social ». Les jeunes se tournent vers les groupes radicaux en raison de difficultés économiques et considèrent les solutions financières proposées par ces groupes comme une issue. En outre, les difficultés économiques affectent le statut social des jeunes et les font se sentir exclus de la société. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le code « éducation insuffisante » sont « éducation, alphabétisation » et « communautés, carences, système ». Le manque d'éducation est considéré comme un facteur important contribuant à la radicalisation. Un système éducatif déficient rend les jeunes vulnérables aux idéologies radicales et facilite leur recrutement par des groupes radicaux. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code « expériences négatives » sont « société » et « intolérance, rejet, actions ». Les jeunes victimes d'exclusion sociale et de rejet sont plus susceptibles d'entrer dans un processus de radicalisation. Ces expériences négatives affaiblissent les liens des jeunes avec la société et les rendent plus vulnérables à l'influence des groupes radicaux. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code « climat politique » sont « guerre » et « social ». Le climat politique, en particulier dans les zones de conflit, est l'un des principaux facteurs déclencheurs de la radicalisation chez les jeunes. La guerre et l'instabilité sociale renforcent la tendance des jeunes à rejoindre des groupes radicaux.

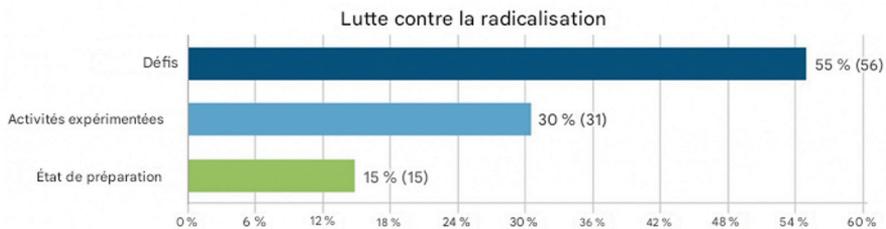
Dans les régions en proie à des conflits politiques, les jeunes se tournent vers les groupes radicaux pour trouver leur identité et leur sentiment d'appartenance. Les termes qui ressortent le plus dans le code « famille » sont « assimilation, agressivité, attitude ». La famille joue un rôle très important dans le processus de radicalisation. Les attitudes agressives et les liens familiaux faibles augmentent la probabilité que les jeunes rejoignent des groupes radicaux. Les ruptures familiales et le manque de soutien peuvent pousser les jeunes vers des idéologies radicales. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code des recherches personnelles sont « désir, identité, sentiment » et « recherche, société ». Les jeunes rejoignent des groupes radicaux dans leur quête d'identité et de sens. Ces quêtes

personnelles conduisent les jeunes à se définir à travers des idéologies radicales et à trouver un sentiment d'appartenance au sein de ces groupes. Les codes « médias » et « internet » sont apparus comme l'un des facteurs les plus influents dans le processus de radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés sont « social » et « influence ». Les médias et Internet jouent un rôle clé dans la radicalisation des jeunes. Ils initient les gens aux idéologies radicales et renforcent leur intérêt pour ces idées. Les réseaux sociaux, en particulier, sont devenus un outil facilitant l'accès des groupes radicaux aux jeunes. Enfin, sous le code « environnement social », des termes tels que « système, alternatif, sportif, mauvais » et « alternatif, sportif, mauvais, blogueur » ont été mis en évidence. L'influence de l'environnement social peut accélérer le processus de radicalisation. Les environnements sociaux qui offrent des perspectives alternatives peuvent notamment attirer les jeunes vers les groupes radicaux.

### III.II.II.III. Lutte contre la radicalisation

Les données relatives à ce thème examinent en détail les difficultés rencontrées dans la lutte contre la radicalisation et l'efficacité des méthodes utilisées.

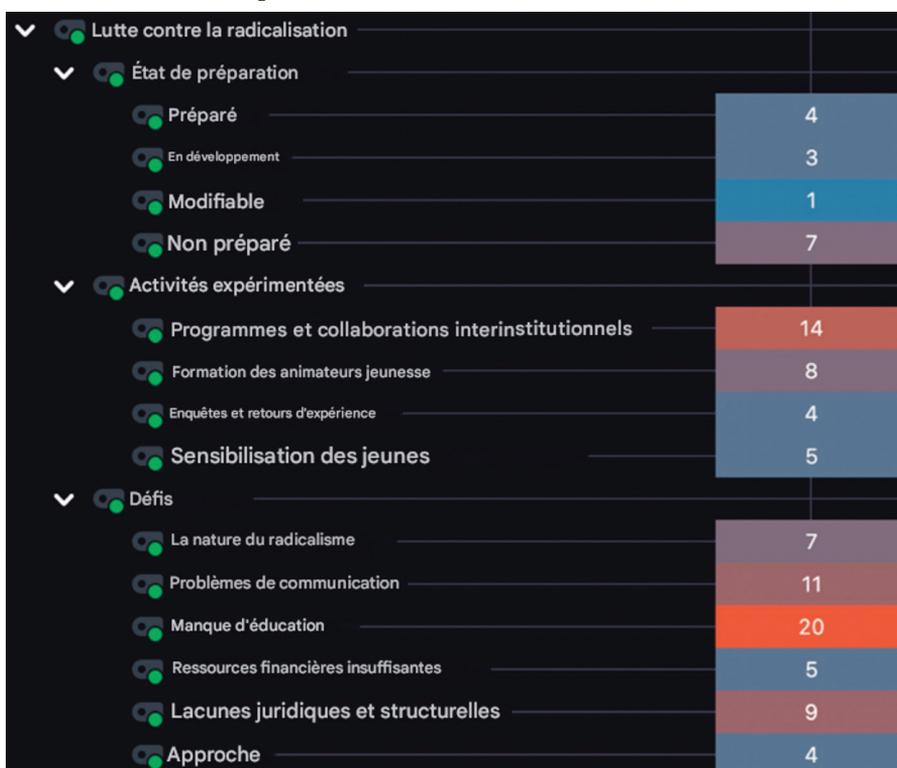
**Figure 14 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



Selon les données de la figure 14, le domaine d'expérience le plus marquant des animateurs de jeunesse dans la lutte contre la radicalisation a été les difficultés rencontrées. Ce domaine, qui représente 67 %, reflète les obstacles importants rencontrés par les animateurs de jeunesse dans leurs efforts de lutte contre la radicalisation. Le niveau de préparation a été évalué à 17 %. Lorsqu'ils ont évalué leur niveau de préparation à la lutte contre la

radicalisation, les animateurs socio-éducatifs ont généralement indiqué que celui-ci était limité. Ce faible niveau de préparation montre que les animateurs socio-éducatifs ne disposent pas d'un soutien et de ressources suffisants, ce qui rend leurs efforts moins efficaces. Les activités menées ont été déclarées à 16 %, ce qui montre que les animateurs de jeunesse ont mené certaines activités pour lutter contre la radicalisation, mais que la portée de ces activités est limitée.

**Tableau 17** : Fréquence des sous-codes



Selon les données de la tableau 17, lorsque l'on examine l'état de préparation des animateurs de jeunesse à la lutte contre la radicalisation, certains se disent prêts, tandis qu'une grande partie d'entre eux indiquent qu'ils sont encore en phase de développement et que la majorité se dit non préparée. Ce résultat montre que les animateurs de jeunesse ne se sentent pas pleinement armés pour lutter contre la radicalisation et que leur niveau de préparation est globalement faible. Parmi les activités menées, les

programmes et les coopérations interinstitutionnels visant à sensibiliser les jeunes ont été les plus importants. Les animateurs socio-éducatifs ont participé à divers projets visant à sensibiliser les jeunes et à prévenir l'adoption d'idéologies radicales grâce à des efforts de coopération. La formation dispensée aux animateurs socio-éducatifs les a aidés à améliorer leurs connaissances et leurs compétences en matière de lutte contre la radicalisation. En ce qui concerne les difficultés, le problème le plus souvent évoqué est le manque de formation. Les animateurs de jeunesse estiment que le manque de formation constitue un obstacle important à la lutte contre la radicalisation. L'insuffisance des programmes de formation rend les jeunes vulnérables aux idéologies radicales. En outre, les problèmes de communication et les lacunes juridiques et structurelles constituent également des difficultés importantes. Les problèmes de communication constituent l'un des principaux obstacles à l'établissement d'un dialogue efficace avec les jeunes. Les lacunes juridiques et structurelles soulignent les obstacles bureaucratiques auxquels sont confrontés les animateurs de jeunesse dans la gestion de ce processus. En outre, l'insuffisance des ressources financières et la nature même du radicalisme constituent d'autres défis importants dans la lutte contre la radicalisation.

**Tableau 18** : Termes les plus fréquemment utilisés dans les sous-codes des difficultés

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Le radicalisme de la nature	-Comportement, peut-être, réel, raisons, droits (f=2)
Questions de communication	-Enseignants (f=4) -Difficile, trouver, adolescents (f=3)
Manque d'éducation	-Formation (f=9) -Manque (f=5)
Ressources financières insuffisantes	-Sujet (f=3) -Résultats (f=2)
Défauts juridiques et structurels	-Clarté, engagement, y compris, information, outils (f=2)
Approche	-Influence (f=4) -Politique (f=3)

Le tableau 18 classe les difficultés rencontrées par les animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation en plusieurs thèmes principaux. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code « nature de la radicalisation » sont « comportement » et « causes ». Cela montre que les animateurs de jeunesse sont confrontés à la nature complexe de la radicalisation et ont du mal à comprendre le comportement des jeunes dans ce processus. La nature de la radicalisation est considérée comme un facteur qui complique la gestion du processus. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le code « problèmes de communication » sont « enseignants » et « difficile, trouver, jeunes ». Cela montre que l'une des principales difficultés réside dans l'établissement d'une communication efficace avec les jeunes. Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué qu'il était difficile d'établir un dialogue avec les jeunes enclins à la radicalisation et qu'ils rencontraient des difficultés particulières pour communiquer efficacement avec eux. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code « manque d'éducation » étaient « éducation » et « manque ». Les animateurs socio-éducatifs considèrent l'insuffisance des programmes éducatifs comme un obstacle majeur à la lutte contre la radicalisation. Le manque d'éducation rend les jeunes vulnérables aux idéologies radicales et empêche les animateurs socio-éducatifs d'aborder efficacement le problème.

Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code « ressources financières insuffisantes » sont « sujet » et « résultats ». Les animateurs socio-éducatifs ont exprimé leurs préoccupations quant à l'insuffisance des ressources financières disponibles pour lutter contre la radicalisation. Le manque de financement réduit l'efficacité des projets et rend difficile l'élaboration de solutions à long terme contre la radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code des lacunes juridiques et structurelles sont « transparence, participation, information, outils ». Cela montre que les obstacles juridiques et structurels constituent des défis importants dans la lutte contre la radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs estiment que les cadres juridiques et les systèmes structurels actuels ne fournissent pas un soutien suffisant pour traiter ce problème. Enfin, les termes les plus fréquemment utilisés dans le code « approche » sont « impact » et « politique ». Les animateurs socio-éducatifs ont souligné

la nécessité d'une stratégie plus efficace pour lutter contre la radicalisation et ont estimé que les approches actuelles étaient insuffisantes. Ils ont insisté sur le fait que les approches politiques n'avaient pas l'effet escompté sur les jeunes et que de nouvelles stratégies étaient nécessaires dans ce domaine.

**Tableau 19 :** Termes les plus fréquemment utilisés dans les sous-codes des activités expérimentées

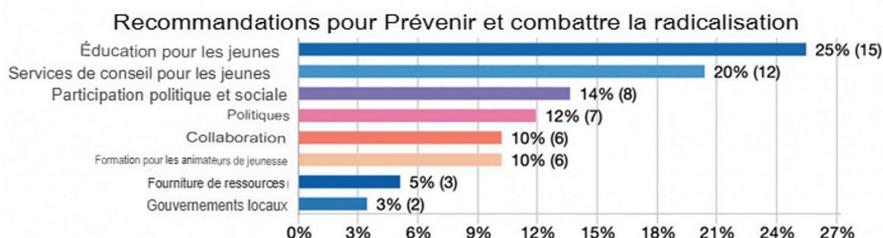
<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Programmes interinstitutionnels et collaboration	-Local (f=3) -Pays, différents, international, légal (f=2)
Enquêtes et retour d'information	-Changements, retour d'information, programmes (f=2) -long terme, permet (f=1)
Sensibilisation des jeunes	-Camp/s (f=4) -Local, été (f=3)

Dans le tableau 19, les termes les plus fréquemment utilisés dans la catégorie « programmes interinstitutionnels et coopération » sont « local » et « pays, différents, international, légal ». Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué qu'ils participaient à des coopérations interinstitutionnelles tant au niveau local qu'international et que ces partenariats leur permettaient de développer des stratégies plus efficaces pour lutter contre la radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés sous la rubrique « enquêtes et retours d'information » sont « changements » et « retours d'information, programmes ». Les animateurs jeunesse ont indiqué avoir recueilli des données précieuses sur la radicalisation grâce aux enquêtes et aux retours d'information recueillis auprès des jeunes. Ces informations les ont aidés à définir leur approche et leurs stratégies. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le code « Sensibilisation des jeunes » sont « camps » et « local, été ». Les animateurs ont expérimenté des efforts de sensibilisation des jeunes par le biais de camps d'été et d'activités locales, dans le but d'éduquer les jeunes à la prévention de la radicalisation et de les inciter à participer.

### III.II.III.IV. Recommandations pour prévenir la radicalisation

Sous ce thème, les besoins et les recommandations des animateurs de jeunesse en matière de prévention et de lutte contre la radicalisation ont été examinés.

**Figure 15** : Répartition des codes principaux au sein du thème



Selon la figure 15, la recommandation la plus souvent mentionnée est l'éducation des jeunes. Les animateurs de jeunesse estiment que l'éducation des jeunes est l'un des moyens les plus efficaces pour les rendre résistants aux idéologies radicales. L'éducation joue un rôle important dans la sensibilisation des jeunes et leur protection contre l'influence des groupes radicaux. La deuxième recommandation la plus souvent mentionnée concerne les services de conseil destinés aux jeunes. Les animateurs socio-éducatifs soulignent que les jeunes ont besoin d'un soutien émotionnel et psychologique et que les services de conseil constituent un facteur important dans la prévention de la radicalisation. Ces services apportent aux jeunes le soutien nécessaire avant qu'ils ne tombent sous l'influence de groupes radicaux. La troisième recommandation concerne la participation politique et sociale. Les animateurs socio-éducatifs affirment que la participation active aux processus sociaux et politiques constitue un facteur de protection contre la radicalisation. Lorsque les jeunes peuvent s'exprimer et contribuer à la société, ils sont moins susceptibles de se tourner vers des idéologies radicales. Les politiques et la coopération figurent également parmi les recommandations les plus importantes. Les animateurs socio-éducatifs recommandent l'élaboration de politiques efficaces pour lutter contre la radicalisation et soulignent l'importance de renforcer la coopération entre les différentes institutions. Selon les animateurs de

jeunesse, cette coopération contribuera à la mise en œuvre de stratégies plus larges et plus efficaces contre la radicalisation.

La formation des animateurs de jeunesse est une autre recommandation clé visant à doter les personnes qui travaillent directement avec les jeunes des outils nécessaires pour lutter contre la radicalisation. Les animateurs de jeunesse soulignent que la formation qui leur est dispensée doit être plus complète. Enfin, le financement et les autorités locales sont mis en avant comme domaines nécessitant des ressources financières. Les animateurs socio-éducatifs recommandent aux autorités locales de jouer un rôle plus actif dans le financement et le soutien de projets visant à prévenir la radicalisation.

**Tableau 20 :** Termes les plus fréquemment utilisés dans les domaines codés

<b>Code principal</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Formation pour les animateurs de jeunesse	-Spécialisés, thèmes (f=3) -Cours, présent (f=2)
Mise à disposition de ressources	-Intéressant, vie (f=2) -Attirer, comportement, affaires (f=1)
Services de conseil pour les jeunes	-Psychologique (f=6) -Soutien (f=4)
Gouvernements locaux	-Autorités locales (f=2) -Sensibilisation, mise en évidence, politique (f=1)
Participation politique et sociale	-Communication, communauté, coopération, dialogue, groupe (f=2)
Collaboration	-Bénéfice, coopération, développement, expérience, interculturel (f=2)
Politiques	-Groupes, forts (f=3) -Développement, économique, éducatif (f=2)
Éducation des jeunes	-Information, formation (f=5) -Critique, alphabétisation (f=4)

Les termes les plus fréquemment utilisés dans les recommandations relatives à la formation des animateurs socio-éducatifs sont « expertise » et « thèmes ». Les animateurs socio-éducatifs soulignent que les personnes qui luttent contre la radicalisation ont besoin d'une formation plus spécialisée. Ces formations sont jugées nécessaires pour permettre aux animateurs socio-éducatifs de mieux comprendre la radicalisation et d'intervenir plus efficacement dans ce domaine. Dans les recommandations relatives à la mise à disposition de ressources, les termes « intéressant, vie » et « attrayant, comportement » ont été mis en avant. Cela montre que les animateurs socio-éducatifs estiment qu'ils ont besoin de davantage de ressources financières et structurelles pour lutter efficacement contre la radicalisation. Les termes « psychologique » et « soutien » ont été les plus fréquemment utilisés dans le code relatif aux services de conseil destinés aux jeunes. Les travailleurs de la jeunesse soulignent la nécessité d'un soutien psychologique pour les jeunes et indiquent que les services de conseil constituent un outil essentiel pour prévenir la radicalisation. Ils recommandent de généraliser les services de conseil et de soutien psychologique afin d'apporter l'aide nécessaire aux jeunes avant qu'ils ne tombent dans l'idéologie radicale. Les termes « autorités » et « local » ont été utilisés dans le code des autorités locales. Les animateurs socio-éducatifs recommandent aux autorités locales de jouer un rôle plus actif dans la lutte contre la radicalisation. La sensibilisation et la mise en œuvre de politiques au niveau local sont considérées comme essentielles pour protéger les jeunes contre les idéologies radicales. Les termes « communication » et « communauté, coopération » ont été mis en avant dans le cadre des recommandations relatives à la participation politique et sociale.

Les animateurs socio-éducatifs estiment que l'augmentation de la participation des jeunes à la société est une stratégie clé pour prévenir la radicalisation. Lorsque les jeunes sont impliqués dans les processus politiques et sociaux, ils sont moins susceptibles de se tourner vers des idéologies radicales. La recommandation relative à la coopération souligne l'importance de développer la coopération entre les institutions. Des termes tels que « bénéfice » et « coopération » montrent que la collaboration entre différentes institutions peut être plus efficace dans la lutte contre la

radicalisation. Enfin, sous les rubriques « politiques et codes éducatifs destinés aux jeunes », l'importance du développement de l'éducation et des politiques est soulignée. Les animateurs socio-éducatifs recommandent l'élaboration de politiques fortes et la généralisation des programmes éducatifs destinés aux jeunes. Ces programmes contribueront à sensibiliser les jeunes aux idéologies radicales et à développer leur esprit critique.

### III.II. II. II. Débats et recommandations politiques

#### III.II.II.I. *Comprendre la radicalisation*

Lorsqu'on examine le processus de radicalisation en Ukraine dans son contexte historique et sociopolitique, une structure complexe apparaît. Les résultats montrent clairement la prise de conscience et la perception des travailleurs de la jeunesse à l'égard de la radicalisation. Les travailleurs de la jeunesse évaluent la radicalisation à l'aide de divers indicateurs et effets, en soulignant notamment la manière dont ce processus entraîne de profonds conflits sociaux au sein de la société. Les animateurs socio-éducatifs définissent la radicalisation à l'aide de certains indicateurs, dont les plus évidents sont les tendances agressives et discriminatoires. La fréquence élevée des codes liés aux « tendances agressives » et à « l'exclusion » montre que ce processus a un impact significatif sur le comportement et l'environnement social des individus. Ces résultats sont conformes au contexte historique de l'Ukraine, où les influences extérieures ont toujours été un facteur déclencheur des mouvements radicaux. L'étude de Zasenka et al. (2024) souligne que l'Ukraine est depuis longtemps soumise à des influences extérieures qui ont joué un rôle dans l'émergence de mouvements radicaux. Le fait que les animateurs socio-éducatifs aient constaté des comportements agressifs et une exclusion sociale souligne encore davantage l'importance de comprendre l'impact social de la radicalisation.

Les animateurs socio-éducatifs considèrent que l'approche du gouvernement en matière de lutte contre la radicalisation est insuffisante et conflictuelle. Selon les résultats, des stratégies plus globales sont nécessaires pour lutter contre la radicalisation. L'étude de Tarasyuk (2023)

montre également que les politiques gouvernementales en Ukraine restent limitées dans leurs efforts de lutte contre la radicalisation et que les influences extérieures continuent de jouer un rôle important. Les attentes des travailleurs sociaux envers le gouvernement en matière de politiques plus efficaces sont conformes aux analyses présentées dans la littérature.

Les effets émotionnels et sociaux de la radicalisation sont également clairement visibles dans les résultats. Les travailleurs de la jeunesse soulignent que la radicalisation est une source importante de stress psychologique et d'anxiété. Ces résultats corroborent l'idée que la radicalisation entraîne de profondes divisions sociales et des conflits au sein de la société. Les crises économiques et les injustices sociales semblent radicaliser davantage les jeunes (Bortnik, 2012). Les observations des travailleurs de la jeunesse montrent que ce processus n'affecte pas seulement les individus, mais crée également un sentiment d'insécurité et des conflits au niveau social.

En ce qui concerne leurs motivations, les travailleurs de la jeunesse semblent adopter une approche qui vise à la fois les jeunes et la société dans son ensemble pour prévenir la radicalisation. Les résultats soulignent l'importance de sensibiliser la société à ces questions et de la rendre plus réceptive à celles-ci. Dans ce contexte, comme le souligne la littérature, la coopération entre la société et le gouvernement est essentielle pour élaborer des politiques plus inclusives et axées sur l'éducation (Tarasyuk, 2023 ; Farinelli & Marinone, 2021).

Les perceptions des travailleurs sociaux sur la radicalisation sont étroitement liées au contexte historique et social de l'Ukraine. Les résultats montrent que le processus de radicalisation a des effets profonds tant sur les jeunes que sur la société et que le gouvernement doit élaborer des politiques plus efficaces pour lutter contre ce problème. Les observations des travailleurs de la jeunesse mettent en évidence les effets destructeurs de la radicalisation sur le tissu social et soulignent la nécessité de sensibiliser davantage et de mettre en place des stratégies inclusives pour prévenir ce processus.

### *III.II. II. II. II. Facteurs influençant la radicalisation*

Les conclusions des travailleurs de la jeunesse ukrainiens sur les facteurs influençant la radicalisation présentent à la fois des similitudes et des différences par rapport à la littérature existante. Selon les données, les travailleurs de la jeunesse ont identifié les médias et Internet comme le facteur le plus important et ont souligné leur rôle dans l'exposition des jeunes aux idéologies radicales et leur recrutement dans ces mouvements, avec un taux de 26 %. Cela correspond étroitement à la littérature plus large qui souligne le rôle des médias, en particulier des réseaux sociaux, dans la propagation des idéologies radicales. Par exemple, Farinelli et Marinone (2021) indiquent que les groupes radicaux utilisent les plateformes médiatiques pour diffuser leur discours et recruter des jeunes, ce qui est également souligné dans les conclusions du Réseau européen sur la radicalisation. Ainsi, tant les conclusions que la littérature soulignent de manière cohérente le rôle central des médias dans les processus de radicalisation modernes.

Toutefois, une divergence apparaît quant à la manière dont les animateurs socio-éducatifs perçoivent l'influence des recherches personnelles. Les résultats montrent que les jeunes se tournent vers les idéologies radicales dans le cadre de leur quête d'identité, de sens ou d'appartenance, ce qui représente 20 % des réponses. Si la littérature reconnaît les facteurs personnels dans le processus de radicalisation, elle met généralement l'accent sur des facteurs externes tels que l'instabilité politique ou les difficultés économiques comme déclencheurs prédominants (Tarasyuk, 2023). L'accent mis sur les recherches personnelles dans les résultats suggère que les animateurs de jeunesse ukrainiens pourraient percevoir une motivation plus individualisée derrière la radicalisation, en particulier dans le contexte de la formation de l'identité, qui n'est pas suffisamment pris en compte dans les analyses plus larges de la radicalisation.

Le climat politique, les conflits politiques et l'instabilité sont un autre facteur important souligné par les travailleurs de la jeunesse, qui indiquent que ces éléments rendent les jeunes plus réceptifs aux idées radicales. Cela

correspond à la plupart des travaux existants qui soulignent l'influence du contexte politique dans les zones de conflit telles que l'Ukraine, où les pressions extérieures, notamment l'agression russe, ont historiquement favorisé la radicalisation (Zasenko et al., 2024). Si les résultats et la littérature s'accordent sur le rôle important de l'instabilité politique dans la radicalisation, les animateurs socio-éducatifs semblent mettre davantage l'accent sur la manière dont la polarisation politique façonne directement l'identité des jeunes et les pousse vers l'extrémisme.

Il est intéressant de noter que les expériences négatives ont été mises en avant comme facteur par les travailleurs de la jeunesse, 14 % des réponses indiquant que les traumatismes ou l'exclusion sociale augmentaient la vulnérabilité à la radicalisation. Cette observation correspond aux recherches de Bortnik (2012), qui montrent que les individus qui se sentent marginalisés ou exclus sont plus susceptibles de se tourner vers des idéologies radicales. Toutefois, les résultats apportent une perspective plus locale, car les travailleurs de la jeunesse ukrainiens ont particulièrement mentionné le rejet social et l'intolérance comme facteurs déterminants. Cela pourrait refléter le contexte sociopolitique particulier de l'Ukraine, où l'occupation étrangère et les divisions sociales internes renforcent le sentiment d'exclusion.

En outre, bien que les facteurs économiques soient reconnus par les travailleurs de la jeunesse, ils ne représentent que 9 % des effets identifiés sur la radicalisation. Cela contraste quelque peu avec la littérature plus large, qui souligne souvent les difficultés économiques comme un facteur important de radicalisation, en particulier dans les régions confrontées à une instabilité économique à long terme. Par exemple, Tarasyuk (2023) soutient que la privation économique rend généralement les individus plus enclins à la radicalisation en exacerbant d'autres difficultés sociales. Le fait que les jeunes travailleurs accordent relativement moins d'importance aux facteurs économiques dans leurs réponses pourrait indiquer une différence dans la manière dont les acteurs locaux perçoivent les causes profondes de la radicalisation, ce qui suggère que les questions économiques sont considérées comme moins influentes que les déclencheurs sociaux ou personnels en Ukraine.

Toutefois, il ne faut pas oublier que l'Ukraine traverse actuellement une période extraordinaire marquée par la guerre. Dans de telles circonstances, les facteurs influençant la radicalisation peuvent aller au-delà de la littérature générale et être façonnés par les difficultés liées à la guerre ou au conflit. Comme le souligne la littérature sur les zones de conflit, la prise en compte de ces problèmes nécessite une approche plus nuancée, dans laquelle les stratégies de prévention ne se concentrent pas uniquement sur l'éducation, mais aussi sur les bouleversements émotionnels et sociaux causés par la guerre (Bartlett, Birdwell & King, 2010)

### *III.II.II.III. Lutte contre la radicalisation*

Parmi les principaux défis auxquels sont confrontés les animateurs de jeunesse en Ukraine dans la lutte contre la radicalisation figurent le manque d'éducation, l'insuffisance des ressources financières et les obstacles structurels. Les résultats montrent que les animateurs de jeunesse rencontrent des difficultés importantes pour appréhender la nature complexe de la radicalisation. L'une des principales difficultés soulignées est celle d'établir une communication efficace avec les jeunes susceptibles de radicalisation ; les difficultés à instaurer un dialogue sont un thème récurrent. Comme l'indique la littérature, la radicalisation est un processus multiforme, souvent façonné par l'exclusion sociale, les traumatismes et le sentiment d'insécurité (Farinelli & Marinone, 2021). Dans ce contexte, l'accent mis par les animateurs socio-éducatifs sur les difficultés de communication et d'éducation souligne l'importance de ces facteurs dans la gestion du processus de radicalisation.

De plus, la guerre qui se poursuit en Ukraine a encore aggravé ces difficultés. Le traumatisme et l'instabilité causés par le conflit créent en Ukraine un environnement dans lequel les jeunes sont plus réceptifs aux idéologies radicales, ce qui rend la tâche des animateurs socio-éducatifs encore plus difficile. Les résultats montrent que les animateurs socio-éducatifs ne sont pas suffisamment préparés pour faire face à la radicalisation, ce qui les empêche de mettre en place des interventions efficaces. En outre, le caractère limité de la coopération entre les institutions et des activités de sensibilisation entrave également les efforts de lutte contre la radicalisation.

L'un des éléments les plus frappants de l'expérience des animateurs socio-éducatifs est la difficulté à comprendre la nature de la radicalisation et l'insuffisance des stratégies existantes pour y faire face. Les animateurs socio-éducatifs soulignent la nécessité de mieux comprendre les causes de la radicalisation et la manière dont les jeunes s'engagent dans ce processus. De même, la littérature souligne que la lutte contre la radicalisation nécessite davantage que des approches axées uniquement sur l'éducation et la sensibilisation, et qu'il est nécessaire de mettre en place des stratégies globales fondées sur la communauté (Tarasyuk, 2023).

Dans le contexte actuel de guerre et de conflit, les méthodes et stratégies utilisées pour lutter contre la radicalisation ont tendance à s'écarter de la littérature générale. Les effets socio-psychologiques de la guerre rendent les jeunes plus vulnérables aux idéologies radicales, ce qui accélère le processus de radicalisation. En conclusion, les difficultés rencontrées par les travailleurs de la jeunesse doivent être comprises à la lumière des conditions particulières de la guerre et des conflits. Dans ce contexte, il est nécessaire de disposer de ressources et d'un soutien accru et de développer des programmes de formation plus complets afin de lutter efficacement contre la radicalisation.

#### *III.II. II. II. IV. Recommandations pour prévenir la radicalisation*

Les recommandations formulées par les travailleurs de la jeunesse pour lutter contre la radicalisation rejoignent de nombreuses conclusions de la littérature. Les services d'éducation et de conseil psychologique sont notamment mis en avant comme des outils importants pour aider les jeunes à développer leur résilience face aux idéologies radicales. La littérature souligne également le rôle des programmes éducatifs dans la sensibilisation des jeunes et le développement de leur esprit critique (Gielen, 2017). Cette conclusion souligne l'importance des programmes éducatifs et du soutien psychologique individuel dans la prévention de la radicalisation.

Une autre recommandation importante qui ressort des conclusions est la nécessité d'accroître la participation sociale et politique des jeunes. Les animateurs socio-éducatifs affirment que lorsque les jeunes participent

activement à la société, ils sont moins susceptibles de se tourner vers des idéologies radicales. Ce point est largement repris dans la littérature, qui souligne l'importance de créer des espaces sociaux où les jeunes peuvent s'exprimer comme facteur de protection contre la radicalisation (Dalgaard-Nielsen, 2010). Offrir aux jeunes des moyens de contribuer à la société renforce leur sentiment d'appartenance et réduit l'attrait des groupes radicaux.

Les professionnels de la jeunesse ont également souvent souligné la nécessité de renforcer la coopération institutionnelle et d'élaborer des politiques. Ils préconisent une coopération accrue entre les différentes institutions et une coordination de ces processus afin d'optimiser leur impact sur la lutte contre la radicalisation. La littérature souligne également l'importance de ce type de coopération et indique que les approches multipartites peuvent offrir une stratégie plus globale pour lutter contre la radicalisation (Schmid, 2013). En ce qui concerne l'élaboration des politiques, tant les résultats que la littérature s'accordent à dire que les stratégies de prévention ne doivent pas se concentrer uniquement sur les mesures de sécurité, mais doivent également inclure des programmes sociaux et économiques.

Les recommandations des travailleurs de la jeunesse en matière d'éducation, de conseil, de participation sociale et de coopération institutionnelle reflètent une approche large et multidimensionnelle de la lutte contre la radicalisation. En ce sens, l'accent mis dans la littérature sur les programmes d'éducation et de sensibilisation est confirmé par l'expérience pratique des travailleurs de la jeunesse sur le terrain.

Dans le contexte des recommandations en matière de prévention, il est important de tenir compte de la manière dont le conflit en cours en Ukraine influence l'efficacité de ces stratégies. Si les animateurs socio-éducatifs soulignent l'importance de l'éducation, du soutien psychologique et de la participation sociale, les défis spécifiques d'une société touchée par la guerre ne peuvent être ignorés. Les situations de conflit telles que celle que connaît l'Ukraine accentuent les fragilités sociales et psychologiques, rendant les jeunes plus vulnérables à la radicalisation. Comme le souligne

la littérature, le traumatisme causé par le conflit, le déplacement et l'insécurité nécessitent une approche plus globale. Les programmes éducatifs et le soutien psychologique doivent être adaptés aux besoins spécifiques des jeunes touchés par la guerre et ces stratégies doivent être efficaces tant pour prévenir la radicalisation que pour en atténuer les effets (Bartlett, Birdwell & King, 2010). C'est pourquoi les animateurs socio-éducatifs ont besoin de ressources supplémentaires et d'une formation spécifique pour pouvoir mettre en œuvre ces mesures préventives et surmonter les difficultés liées au conflit.

### III.II.III. Perceptions des travailleurs sociaux français sur la radicalisation des jeunes

Les expériences et observations des travailleurs sociaux sur le phénomène de la radicalisation ont été étudiées en profondeur à travers 21 questions ouvertes. Les résultats ont été analysés et classés en quatre thèmes : « Comprendre la radicalisation », « Facteurs influençant la radicalisation », « Lutter contre la radicalisation » et « Recommandations pour prévenir et lutter contre la radicalisation ». Des codes principaux et des sous-codes (N=56) ont été créés.

**Tableau 21 :** Exemple de tableau de codage

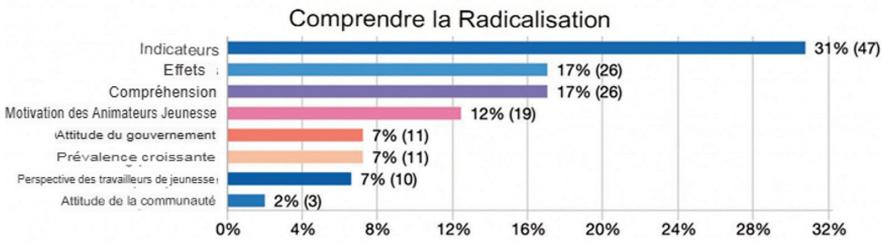
<b>Code principal</b>	<b>Sous-code</b>	<b>Description</b>	<b>Exemple</b>
<b>Indicateurs</b>	Sympathie pour les tendances radicales	Intérêt et implication dans des actions, idées et groupes radicaux	Au fil du temps, ils ont commencé à s'engager avec du contenu extrémiste en ligne et à se connecter avec des groupes radicaux sur les médias sociaux. (P. 48)
<b>Indicateurs</b>	Isolement	Isolement individuel et social, repli sur soi	Isolement. C'est vraiment le plus gros problème. (P. 29)
<b>Indicateurs</b>	Changements	Changements dans les croyances, les opinions religieuses, les idéologies, l'environnement social et l'apparence des individus	Les premiers signes étaient subtils, mais une attention particulière aux changements de leur comportement et de leurs attitudes nous a aidés à intervenir avant que la situation ne dégénère. (P. 48)
<b>Indicateurs</b>	Tendances discriminatoires	Approches exclusives et marginalisantes sur toute question (telle que la religion, la race, la secte, le genre, l'apparence, etc.)	La définition exacte serait le racisme. (P. 10)
<b>Indicateurs</b>	Tendances agressives	Agressivité, colère, tendance à la violence, intolérance, manifestation d'agression dans le discours et les actions, intimidation par les pairs, état général de désaccord et fermeture à la communication	Être toujours nerveux, être asocial, avoir des discours de haine, Absences inexplicables (P. 40)

### *III.II.III. I. Résultats empiriques*

#### *III.II.III. I.I. Comprendre la radicalisation*

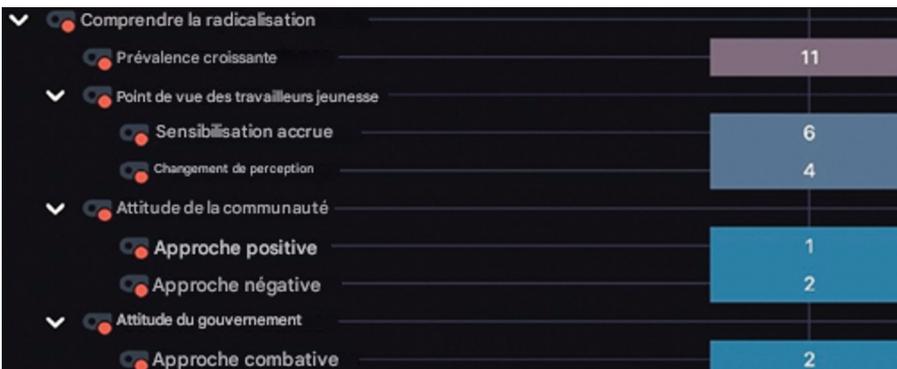
Ce thème vise à comprendre comment la radicalisation est perçue par les animateurs socio-éducatifs et comment leur prise de conscience est interprétée. En outre, l'étude examine comment les animateurs de jeunesse évaluent leur approche de la radicalisation. Dans ce contexte, la perception du radicalisme parmi les animateurs de jeunesse a été examinée en profondeur. Huit codes principaux ont été créés sous ce thème. Les pourcentages de répartition des codes principaux liés à ce thème sont présentés dans la figure 16.

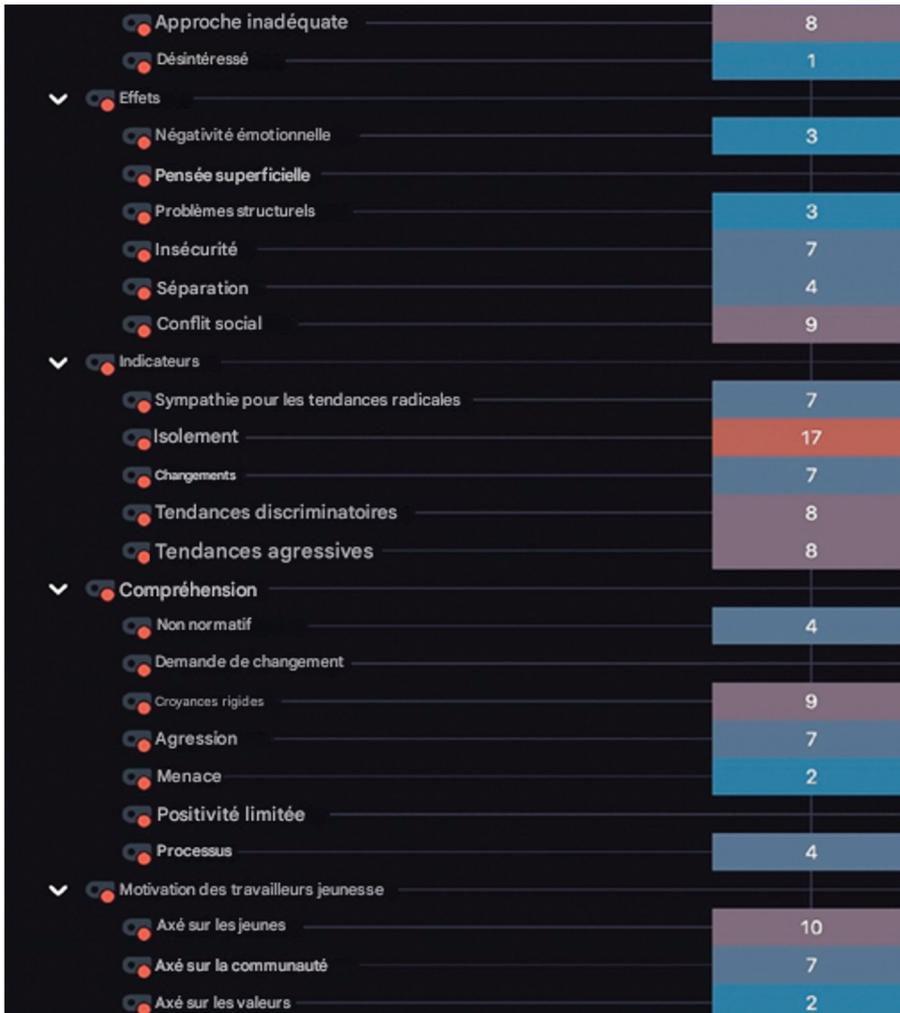
**Figure 16 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



Dans leur analyse visant à comprendre la radicalisation, les animateurs socio-éducatifs se sont principalement concentrés sur les indicateurs de radicalisation. Ce résultat montre que les animateurs socio-éducatifs français sont très conscients des indicateurs de radicalisation. En outre, les effets et la compréhension de la radicalisation ont été le deuxième domaine le plus souvent mentionné, avec 17 % des codes. Une autre conclusion importante concerne la motivation des animateurs socio-éducatifs à lutter contre la radicalisation. Dans 12 % des domaines codés, les travailleurs de la jeunesse ont souligné leur sentiment de responsabilité personnelle et leur motivation à aborder cette question. La propagation croissante de la radicalisation et l'attitude du gouvernement ont été codées à 7 %, ce qui montre que ces questions sont également préoccupantes pour les travailleurs de la jeunesse. Toutefois, l'attitude de la société a été le sujet le moins souligné, avec seulement 2 % des réponses, ce qui montre que les animateurs socio-éducatifs se concentrent moins sur la perception et l'approche de la société à l'égard de la radicalisation.

**Tableau 22 :** Fréquence des sous-codes





Les animateurs socio-éducatifs ont déclaré avoir pris davantage conscience et avoir opéré un changement profond dans leur perception des processus de radicalisation. On observe que la société a tendance à adopter une attitude négative à l'égard de la radicalisation. Si les approches positives restent limitées, il apparaît que la société réagit plus fortement à la radicalisation. L'attitude du gouvernement a été codée comme conflictuelle et insuffisante. Parmi les effets de la radicalisation, les plus marquants sont les conflits sociaux, la division et l'insécurité. Dans ce contexte, il est clair que les animateurs socio-éducatifs évaluent la radicalisation en termes

d'impact sur la sécurité sociale. Sous le thème des indicateurs, le résultat le plus frappant est « l'isolement ». L'isolement est apparu comme le principal indicateur de la radicalisation. L'éloignement des individus de la société et la perte de leurs liens sociaux jouent un rôle critique dans le processus de radicalisation. En outre, la sympathie pour les tendances radicales, les comportements discriminatoires et les attitudes agressives ont également été codés comme des indicateurs importants. Cependant, l'isolement se distingue parmi tous les indicateurs et constitue l'un des signes de radicalisation les plus fréquemment observés par les travailleurs de la jeunesse.

**Tableau 23** : Termes les plus fréquents dans les sous-codes de compréhension

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers Mots dans les segments codés</b>
Non normatif	-Valeurs (f=3) -Croyances, définition, démocratique, extrême (f=2)
Croyances rigides	-Extrême (f=6) -Processus (f=4)
Agression	- Extrême (f=4) -Idées, processus, parfois, violence (f=3)
Menace	-Société (f=3)
Processus	-Extrême (f=4) -Adopter, idées, idéologies (f=2)

Le terme le plus important dans le sous-code « non normatif » est « valeurs ». Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué que la radicalisation repose sur des valeurs qui existent en dehors des normes sociales. En outre, des concepts tels que les croyances et les attitudes non démocratiques et extrémistes ont également été jugés importants pour définir les tendances

non normatives de la radicalisation. Dans le sous-code « croyances rigides », le terme « extrême » a été le plus fréquemment utilisé. Il a souvent été souligné que la radicalisation résulte de croyances rigides, extrêmes et inflexibles. Le terme « processus » a été utilisé pour définir la manière dont ces croyances rigides se développent au fil du temps. Dans le sous-code « agressivité », les termes « idées », « processus » et « violence » ont été mis en avant. Les animateurs socio-éducatifs ont expliqué que la radicalisation était un phénomène combinant idées et processus avec violence. Le sous-code « menace » montre que la radicalisation est perçue comme une menace pour la société. Sous le sous-code « processus », des termes tels que « extrémisme », « idées » et « idéologies » ressortent. Les animateurs socio-éducatifs ont défini la radicalisation comme un processus lié aux idéologies, qui se développe lorsque les individus adoptent des idées plus radicales.

**Tableau 24 :** Termes ressortant des sous-codes des indicateurs

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers Mots dans les segments codés</b>
Sympathie pour les tendances radicales	-Changements (f=6) -Comportement, groupes, extrémistes, en ligne (f=4)
Isolation	-Changements sociaux (f=6) -Comportement (f=5)
Changements	-Comportement, signes (f=5) -Extrême, groupes (f=4)
Tendances discriminatoires	-Extrême, racisme (f=2)

Tendances agressives - Violence, violence (f=2) Le tableau 24 analyse les réponses des animateurs jeunesse concernant les indicateurs de radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le sous-code « sympathie pour les tendances radicales » étaient « changement » et « comportement ». Ces résultats montrent que les jeunes qui sympathisent avec les idéologies radicales ont des changements notables dans leurs

pensées et leurs comportements. Les travailleurs de la jeunesse ont souligné que la participation à des groupes extrémistes et l'intérêt pour les contenus radicaux sur les plateformes en ligne sont des indicateurs importants de ce processus. Les termes « changements » et « social » ont été les plus fréquemment utilisés dans la sous-catégorie « isolement ». Cela montre que les jeunes en cours de radicalisation commencent à s'éloigner des relations sociales et à s'isoler de la société. Les termes « comportement » et « signes » ont été les plus fréquemment utilisés dans la sous-catégorie « changements ». Les animateurs socio-éducatifs ont observé des changements soudains dans les attitudes et les comportements des jeunes et ont indiqué que ces changements étaient généralement le signe d'un début de radicalisation. Les termes les plus frappants sous le sous-code « tendances discriminatoires » ont été « extrémisme » et « racisme ». Ces résultats montrent que les jeunes ont tendance à adopter des discours de plus en plus discriminatoires et racistes à mesure qu'ils se radicalisent. Enfin, les termes « violence » et « pro-violence » ressortent dans la sous-catégorie des tendances agressives. Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué que les jeunes ayant des tendances radicales manifestaient généralement de l'agressivité et avaient tendance à recourir à la violence dans leur langage et leur comportement.

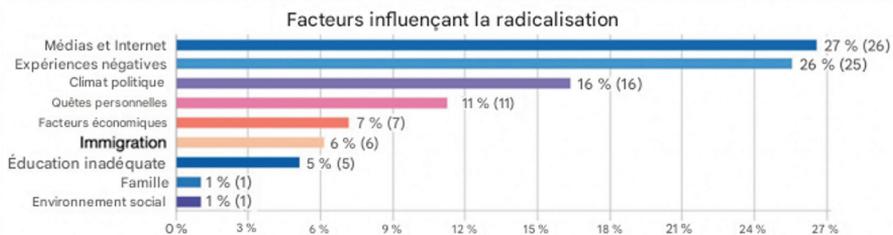
**Tableau 25 :** Termes les plus fréquents dans les sous-catégories des effets

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers Mots dans les segments codés</b>
Négativité émotionnelle	-Individu (f=3)
Problèmes structurels	-Social, communautaire, économique (f=3),
Insécurité	-Social (f=6) - Communauté (f=5)
Séparation	-Communautés (f=3) -Division, peur (f=2)
Conflit social	-Communauté, société (f=3) -Mauvais, cohésion (f=2)

Le tableau 25 présente divers sous-codes significatifs basés sur les réponses des travailleurs de la jeunesse concernant les effets de la radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le sous-code « négativité émotionnelle » sont « individu » et « institutions ». Cela montre que les travailleurs de la jeunesse estiment que la radicalisation a un effet émotionnel négatif sur les individus. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le sous-code « problèmes structurels » sont « social », « sociétal » et « économique ». Ces résultats montrent que la radicalisation crée d'importants problèmes structurels au sein de la société et a un impact négatif sur la cohésion sociale, les relations communautaires et la stabilité économique. Les termes les plus fréquemment utilisés dans la sous-catégorie « insécurité » sont « social » et « société ». Les animateurs socio-éducatifs ont déclaré que la radicalisation engendrait une insécurité sociale et affaiblissait le sentiment de confiance au sein de la société. Les termes les plus marquants dans la sous-catégorie « division » sont « communautés », « division » et « peur ». Les animateurs socio-éducatifs ont observé que la radicalisation entraînait une division et une peur entre les communautés. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le sous-code « conflit social » sont « société », « communauté » et « désaccord ». Ces résultats montrent que la radicalisation contribue aux conflits sociaux et aux problèmes d'intégration sociale au sein des communautés.

### III.II.III. I. II. Facteurs influençant la radicalisation

**Figure 17 :** Répartition des codes principaux au sein des thèmes



Comme le montre la figure 17, les animateurs socio-éducatifs ont identifié les médias et Internet comme le facteur le plus important influençant la radicalisation (27 %). Les jeunes sont exposés aux idéologies radicales par le biais des médias et d'Internet, qui sont devenus des outils

puissants pour la diffusion de la propagande des groupes radicaux. Selon les animateurs socio-éducatifs, le deuxième facteur le plus important est la quête personnelle, qui représente la recherche d'identité, de sens et d'appartenance chez les jeunes (16 %). Les jeunes en quête de satisfaction personnelle ont tendance à se tourner vers des groupes radicaux qui leur permettent de s'identifier. Cette quête personnelle renforce leur intérêt pour les idéologies radicales et les incite à rejoindre ces groupes. Le troisième facteur est le climat politique (16 %). La probabilité d'adhérer à des groupes radicaux est plus élevée dans les périodes de conflits politiques intenses et de remise en question des politiques. Cela montre que les jeunes peuvent être amenés à se tourner vers des idéologies radicales dans leur quête d'identité dans un environnement politique polarisé et conflictuel. Le quatrième facteur est constitué par les expériences négatives (11 %). Les expériences traumatisantes, personnelles ou sociales vécues par les jeunes les rendent plus vulnérables à l'influence des groupes radicaux. Ces expériences ébranlent leur confiance dans la société et les poussent à rechercher les « mondes alternatifs » proposés par les groupes radicaux. Parmi les autres facteurs, on trouve les facteurs économiques (7 %), l'immigration (6 %), l'éducation insuffisante (5 %), la famille (1 %) et l'environnement social (1 %). Les difficultés économiques augmentent les inquiétudes des jeunes quant à leur avenir, rendant les solutions proposées par les groupes radicaux plus attrayantes. Les expériences migratoires ou l'attitude de la société à l'égard des migrants et l'éducation insuffisante rendent les jeunes plus enclins à la radicalisation. D'autre part, selon les animateurs socio-éducatifs français, la famille et l'environnement social auraient moins d'influence sur la radicalisation.

**Tableau 26** : Termes les plus fréquents dans les domaines codés

<b>Code principal</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Facteurs économiques	-Social (f=4) -Appartenance, identité (f=2)
Înadequate education	-Manque (f=3) -Conduite, force, ignorance (f=2)
Expériences négatives	-Exclusion sociale (f=8) -Société (f=4)
Climat politique	-Médias (f=5) -Gouvernement, politiciens (f=4)
Famille	-
Quêtes personnelles	-Identité (f=9) -Appartenance (f=5)
Médias et internet	-Social (f=14) -En ligne (f=8)
Environnement social	-
L'immigration	-Conduite, force, migration, problème (f=2)

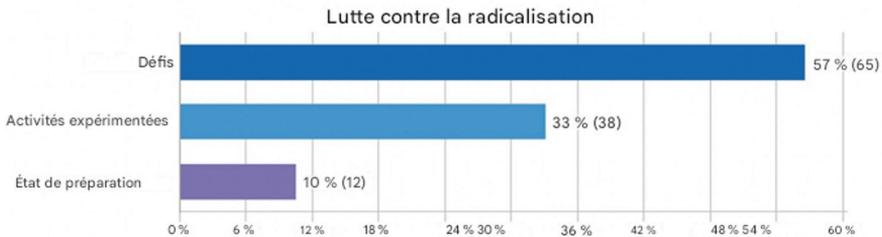
Les résultats montrent que les difficultés rencontrées par les jeunes en raison de facteurs économiques ont un impact négatif sur leur vie « sociale » et créent des difficultés dans leur sentiment d'« appartenance » et d'« identité ». Cela suggère que les difficultés économiques peuvent contribuer au processus de radicalisation. L'accès insuffisant à l'éducation aggrave ces problèmes, car les jeunes sont « privés » d'opportunités éducatives, ce qui, associé à l'« ignorance », constitue un « moteur » de radicalisation. La fréquence des références à des termes tels que « exclusion » et « social » dans le contexte des expériences négatives souligne comment l'isolement

« social » alimente les conditions propices à la radicalisation. Dans le contexte du climat politique, les termes « médias » et « gouvernement » renvoient à l'influence des médias et des acteurs politiques dans la vulnérabilité des jeunes face aux idéologies radicales. Dans le contexte des recherches identitaires, l'accent mis sur « l'identité » indique que la quête d'identité des jeunes peut les pousser vers des groupes radicaux. Le rôle des « médias » et de l'« internet » est souligné par la mention fréquente des interactions « sociales » et « en ligne », qui constituent des vecteurs clés de la diffusion des idéologies radicales. Enfin, dans le contexte de la migration, des termes tels que « facteur de poussée » et « problème » reflètent les difficultés rencontrées par les migrants, qui peuvent accroître leur propension à la radicalisation. En outre, on peut également dégager une perception de la migration comme un « problème ».

#### III.II.III.I.III. Lutte contre la radicalisation

Ce thème, qui reflète l'expérience des animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation, est celui où les difficultés sont les plus marquées. Si les animateurs de jeunesse indiquent avoir mené diverses activités tout au long du processus, le nombre relativement faible de codes liés à la préparation suggère qu'ils ont rencontré des lacunes dans leurs efforts pour lutter efficacement contre la radicalisation.

**Figure 18 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



**Tableau 27** : Fréquence des sous-codes

●	Lutte contre la radicalisation	
▼ ●	État de préparation	
●	Préparé	2
●	En développement	1
●	Modifiable	3
●	Non préparé	6
▼ ●	Activités expérimentées	
●	Programmes et collaborations interinstitutionnels	18
●	Formation des animateurs jeunesse	5
●	Enquêtes et retours d'expérience	10
●	Sensibilisation des jeunes	5
▼ ●	Défis	
●	La nature du radicalisme	8
●	Problèmes de communication	11
●	Manque d'éducation	20
●	Ressources financières insuffisantes	10
●	Lacunes juridiques et structurelles	6
●	Approche	10

Selon les données de la tableau 27, la catégorie « non préparés » est la catégorie la plus fréquemment codée en ce qui concerne l'état de préparation des animateurs de jeunesse à la lutte contre la radicalisation. Ce résultat montre que les animateurs de jeunesse ne se sentent pas suffisamment équipés pour lutter contre la radicalisation et que leur niveau de préparation est globalement faible.

Parmi les activités auxquelles ils ont participé, les programmes et les collaborations interinstitutionnels sont les plus importants. Les animateurs socio-éducatifs ont collaboré avec diverses institutions et participé à ces programmes afin de prévenir la radicalisation. Les formations destinées aux animateurs socio-éducatifs constituent une autre activité importante. Ces formations visent à développer les connaissances et les compétences des animateurs socio-éducatifs en matière de lutte contre la radicalisation. Les enquêtes et les retours d'information ainsi que les initiatives de

sensibilisation des jeunes constituent également d'autres activités importantes. En termes de difficultés, le problème le plus fréquemment mentionné était le manque d'éducation. Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué que l'insuffisance des programmes éducatifs rendait les jeunes vulnérables aux idéologies radicales. En outre, les problèmes de communication et les lacunes juridiques et structurelles ont également été identifiés comme des difficultés importantes.

Les animateurs socio-éducatifs ont déclaré avoir des difficultés à établir un dialogue efficace avec les jeunes et se heurter à des obstacles juridiques. En outre, l'insuffisance des ressources financières et la nature même de la radicalisation ont été mentionnées comme des défis majeurs dans la lutte contre la radicalisation.

**Tableau 28 :** Termes les plus fréquemment utilisés dans les sous-codes relatifs aux défis

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Le radicalisme de la nature	-Personne, signes (f=4) -Préoccupations (f=3)
Questions de communication	-Manque de confiance (f=5)
Manque d'éducation	-Formation (f=16) -Spécifique (f=7)
Ressources financières insuffisantes	-Formation (f=6) -Manque (f=5),
Défauts juridiques et structurels	-Efforts, manque, formation (f=3) -Face (f=2)
Approche	-Obstacles (f=4) -Gouvernement, mesures (f=3)

Le tableau 28 met en évidence les sous-codes les plus fréquents liés aux difficultés rencontrées par les animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le sous-code « nature de la radicalisation » sont « personne » et « signes ». Les animateurs socio-éducatifs ont déclaré avoir des difficultés à détecter les signes de radicalisation chez les individus et ont souligné que la complexité de ce processus rendait la lutte difficile. En outre, le terme « préoccupations » montre que la nature de la radicalisation est une source d'inquiétude pour les travailleurs sociaux auprès des jeunes. Les termes les plus fréquemment utilisés sous le sous-code « problèmes de communication » sont « manque » et « confiance ». Les travailleurs sociaux ont indiqué qu'ils avaient du mal à établir un dialogue efficace avec les jeunes et que le manque de confiance entravait les processus de communication. Le terme « éducation » a été le plus fréquemment utilisé dans la sous-catégorie « manque d'éducation ». Les animateurs socio-éducatifs ont souligné que le manque d'éducation constituait un obstacle important à la lutte contre la radicalisation. Le terme « spécifique » indique que ces efforts éducatifs doivent être davantage adaptés afin de traiter spécifiquement la radicalisation. Les termes « éducation » et « insuffisance » ont été mis en avant dans la sous-catégorie « ressources financières insuffisantes ». Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué qu'il n'y avait pas suffisamment de ressources financières pour soutenir les programmes éducatifs. Les termes « efforts » et « insuffisance » ont été fréquemment mentionnés dans la sous-catégorie « lacunes juridiques et structurelles ». Les animateurs socio-éducatifs ont souligné l'insuffisance du soutien juridique et structurel dans la lutte contre la radicalisation. Enfin, les termes « obstacles » et « gouvernement » ressortent dans la sous-catégorie « approche ». Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué que l'approche du gouvernement en matière de lutte contre la radicalisation était insuffisante et qu'ils se heurtaient à divers obstacles structurels dans ce processus.

**Tableau 29** : Termes les plus fréquemment utilisés dans les sous-catégories des activités expérimentées

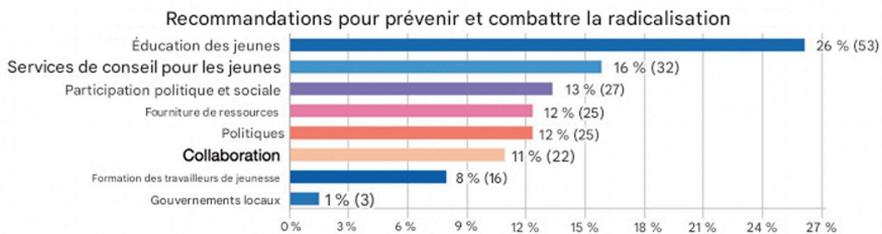
<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Programmes interinstitutionnels et collaboration	-Communauté (f=5) -Local, organisation, religieux (f=4)
Formation pour les animateurs de jeunesse	-En particulier, reçu, ressources, spécialisé (f=2)
Enquêtes et retour d'information	-Impact (f=7) -Comportement, changements (f=4)
Sensibilisation des jeunes	-Communauté (f=4) -Extrémiste, promotion, ateliers (f=3)

Les termes les plus fréquemment utilisés sous le sous-code « programmes et coopérations interinstitutionnels » sont « communauté » et « local ». Les animateurs socio-éducatifs ont activement coopéré avec les communautés locales et les organisations religieuses pour lutter contre la radicalisation. Ces coopérations sont apparues comme un domaine d'expérience important dans la lutte contre la radicalisation. Dans le sous-code « formation des animateurs jeunesse », les termes « en particulier » et « ressources » ont retenu l'attention. Les animateurs jeunesse ont souligné que la formation qu'ils ont reçue les a aidés à mieux remplir leur rôle dans la lutte contre la radicalisation. Le terme le plus fréquemment utilisé dans le sous-code « enquêtes et retours d'expérience » est « impact ». Les animateurs socio-éducatifs ont observé des changements dans le comportement des jeunes grâce aux enquêtes et aux retours d'expérience qu'ils ont réalisés. Les termes « comportement » et « changement » ont été identifiés comme des résultats clés de ce processus. Les concepts de « société » et « extrémisme » ressortent dans la sous-catégorie « sensibilisation des jeunes ». Les animateurs socio-éducatifs ont organisé des ateliers visant à

prévenir les idéologies extrémistes et à sensibiliser les jeunes. Ces initiatives ont été considérées comme des mesures préventives importantes contre la radicalisation.

III.II.III. I. IV. *Prévention de la radicalisation et lutte contre la radicalisation : recommandations*

**Figure 19:** Répartition des codes principaux par thème



Selon la figure 19, le domaine le plus recommandé pour prévenir et lutter contre la radicalisation est l'éducation des jeunes, avec 26 %. Les animateurs socio-éducatifs soulignent que l'éducation peut rendre les jeunes plus résistants aux idéologies radicales. Les services de conseil destinés aux jeunes occupent la deuxième place avec 16 %. Cette recommandation suggère que le fait d'apporter un soutien professionnel aux jeunes avant qu'ils ne manifestent des tendances radicales peut contribuer à prévenir ce processus. La participation politique et sociale est une autre recommandation importante, avec 13 %. Il a été souligné que la participation active aux processus politiques et sociaux peut dissuader les jeunes de rejoindre des groupes radicaux. L'accès aux ressources et les politiques ont été codés à 12 %, les animateurs socio-éducatifs soulignant la nécessité d'un soutien financier et logistique accru pour lutter contre la radicalisation. La coopération a été codée à 11 %, les animateurs socio-éducatifs plaidant pour un renforcement de la coopération entre les différentes institutions et parties prenantes dans la lutte contre la radicalisation. Enfin, la formation des animateurs socio-éducatifs a été recommandée à 8 % et la nécessité d'une formation supplémentaire pour développer leurs compétences en matière de lutte contre la radicalisation a été soulignée.

**Tableau 30 :** Termes les plus fréquents dans les domaines codés

<b>Code principal</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Formation pour les animateurs de jeunesse	- Efforts, soutien (f=3) - Action, prise de conscience (f=3)
Mise à disposition de ressources	- Soutien (f=7) - Formation (f=5)
Services de conseil pour les jeunes	- Communauté (f=5) - Soutien (f=4)
Participation politique et sociale	- Dialogue (f=7) - Éducation, mutuelle, ouverte, prévention (f=2)
Collaboration	- Associations, communauté, éducation, efforts (f=2)
Politiques	- Gouvernement (f=3) - Soutien, compréhension (f=2)

Formation des jeunes – Société, médias, efforts (f=3) Les termes les plus fréquemment utilisés dans le sous-code « formation des animateurs socio-éducatifs » sont « efforts » et « soutien ». Ces résultats montrent que les animateurs socio-éducatifs doivent redoubler d'efforts dans la lutte contre la radicalisation et que ces efforts doivent être soutenus. En outre, le terme « sensibilisation » montre que cette formation est un outil important pour sensibiliser les travailleurs de la jeunesse. Les termes « soutien » et « formation » ressortent dans le sous-code « fourniture de ressources ». Les travailleurs de la jeunesse ont souligné que la fourniture de ressources suffisantes et la généralisation de la formation jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la radicalisation. Les termes « communauté » et « soutien » ont été fréquemment mentionnés dans la sous-catégorie des services de conseil destinés aux jeunes. Ce résultat montre que les services de conseil

destinés aux jeunes doivent être renforcés par un soutien communautaire et que ce soutien joue un rôle important dans la protection des jeunes contre la radicalisation. Les concepts de « dialogue » et « éducation » ont été mis en avant dans la sous-catégorie de la participation politique et sociale. Les animateurs socio-éducatifs ont souligné la nécessité d'encourager un dialogue ouvert et réciproque afin que les jeunes puissent jouer un rôle plus actif dans les processus politiques et sociaux. Les termes « associations » et « communautés » ont été les plus fréquemment utilisés dans la sous-catégorie « coopération ». Ces résultats soulignent l'importance de renforcer la coopération entre les différentes communautés et associations dans la lutte contre la radicalisation. Les termes « gouvernement » et « soutien » ont été les plus utilisés dans la sous-catégorie « politiques ». Les animateurs socio-éducatifs ont souligné la nécessité pour le gouvernement d'apporter un soutien accru aux politiques de lutte contre la radicalisation. Dans le sous-code « éducation des jeunes », les termes « société », « médias » et « efforts » ont été les plus fréquemment utilisés. Cela montre qu'il est nécessaire d'éduquer et de sensibiliser les jeunes à la radicalisation et de renforcer cette éducation par le soutien de la société.

### *III.II.III. II. Discussions et recommandations politiques*

#### *III.II.III. II. I. Comprendre la radicalisation*

La compréhension de la radicalisation, ses effets et son impact sur les jeunes sont des phénomènes complexes tant au niveau individuel que social. Cette étude analyse la sensibilisation et la perception des travailleurs de la jeunesse à l'égard du processus de radicalisation. Les résultats montrent que les travailleurs de la jeunesse font preuve d'un niveau élevé de sensibilisation aux signes de radicalisation. Cette observation est conforme à la littérature existante, qui souligne souvent que les processus de radicalisation se manifestent par des signes tels que l'isolement social, des changements de comportement et l'adoption d'idéologies extrêmes (Khosrokhavar, 2017 ; McCauley & Moskalenko, 2011). L'isolement social, en particulier, ressort comme l'indicateur le plus fréquemment observé par les travailleurs sociaux auprès des jeunes. Cette constatation est conforme à l'idée, présente dans la littérature, selon laquelle l'affaiblissement des

liens sociaux et le retrait de la vie sociale accélèrent le processus de radicalisation (Roy, 2004). À mesure que les individus se radicalisent, ils se détachent de leur environnement social et deviennent plus vulnérables aux idéologies radicales.

Le code « sens » joue un rôle important dans la compréhension de la radicalisation. Les animateurs de jeunesse définissent le processus de radicalisation en termes de valeurs qui s'écartent des normes sociales et des croyances rigides. Selon les résultats, le fait que le terme « valeurs » soit le terme le plus fréquemment utilisé sous le code « sens » montre que la radicalisation est perçue comme un processus fondé sur des valeurs qui s'écartent des normes sociales (Khosrokhavar, 2017). La littérature souligne également que plus les valeurs des individus s'éloignent des normes de la société dominante, plus ils sont ouverts aux idéologies radicales (Silke, 2008). La prise de conscience de ce processus par les travailleurs de la jeunesse fournit des informations importantes sur la manière dont les individus adoptent des croyances radicales au fil du temps.

Les effets de la radicalisation créent des problèmes à grande échelle, tant au niveau individuel que social. Les résultats mettent en évidence diverses observations des travailleurs de la jeunesse concernant les effets de la radicalisation sur la société. Parmi les effets les plus importants identifiés figurent « l'émotion négative », « les problèmes structurels », « l'insécurité » et « la division sociale ». La négativité émotionnelle désigne les tensions psychologiques et les difficultés émotionnelles que les individus vivent tout au long du processus de radicalisation. Les problèmes structurels mettent quant à eux l'accent sur les conséquences sociales, sociétales et économiques négatives de la radicalisation. La radicalisation a donc des effets à grande échelle, non seulement sur les individus, mais aussi sur la structure générale de la société (McCauley & Moskalenko, 2011). L'insécurité sociale et la division sont d'autres effets importants qui montrent que la radicalisation affaiblit la cohésion sociale et conduit à la fragmentation des communautés (Vidino, 2017). Ces effets, souvent soulignés dans la littérature, confirment que la radicalisation est un processus qui menace l'intégrité de la société (Sageman, 2004).

En France, la montée de la radicalisation est liée à des facteurs tant sociaux que politiques. La littérature montre que la radicalisation s'est accrue ces dernières années en raison des inégalités sociales, des problèmes économiques et des insuffisances des politiques d'intégration du gouvernement (Khosrokhavar, 2017 ; Kepel, 2015). Les jeunes, en particulier ceux qui vivent dans les banlieues, sont plus enclins à adhérer à des idéologies radicales en raison de leur marginalisation et des expériences de discrimination qu'ils ont vécues. En outre, les interventions militaires de la France au Moyen-Orient ont été utilisées par les groupes radicaux pour attiser les sentiments « anti-occidentaux » et ont contribué au processus de radicalisation (Roy, 2004). La montée de la radicalisation en France peut donc s'expliquer à la fois par des dynamiques internes et par des développements internationaux.

### *III.II.III. II. II. Facteurs influençant la radicalisation*

Parmi les facteurs contribuant à la radicalisation, le rôle des médias et d'Internet est particulièrement frappant. Les jeunes sont fréquemment confrontés à des idéologies radicales par le biais de ces plateformes, qui sont devenues de puissants outils de propagation de la propagande des groupes radicaux. Selon les travailleurs sociaux auprès des jeunes, le rôle des médias et d'Internet dans la radicalisation est le facteur le plus important, avec 27 %. Viennent ensuite les recherches personnelles, avec 16 %. Des facteurs tels que la recherche d'identité, de sens et d'appartenance jouent un rôle essentiel dans l'adhésion des jeunes à des groupes radicaux. Les jeunes ont tendance à se tourner vers ces groupes qui leur permettent de s'identifier et d'obtenir une satisfaction personnelle. En outre, le climat politique est également considéré comme un facteur important influençant l'adhésion des jeunes à des groupes radicaux, avec un taux de 16 %. La probabilité d'adhérer à des groupes radicaux augmente pendant les périodes de conflits politiques intenses et de remise en question des politiques. Dans ce type d'environnement polarisé et conflictuel, les jeunes tentent de mener leur quête d'identité dans une atmosphère politiquement chargée (McCauley & Moskalenko, 2011 ; Roy, 2004).

Les expériences de vie négatives constituent quant à elles 11 % des facteurs contribuant à la radicalisation

. Lorsque les jeunes vivent des événements traumatisants, personnels ou sociaux, ces expériences les poussent à se détacher de la société et à se tourner vers les « mondes alternatifs » proposés par les groupes radicaux. Ces expériences ébranlent leur confiance dans la société et les rendent plus vulnérables à l'influence des groupes radicaux. D'autres facteurs tels que les difficultés économiques, la migration, l'éducation insuffisante et la famille contribuent également au processus de radicalisation. Les difficultés économiques, en particulier, augmentent les inquiétudes des jeunes quant à leur avenir, rendant les solutions proposées par les groupes radicaux plus attrayantes (Vidino, 2017).

En conclusion, le processus de radicalisation est influencé par divers facteurs. Les aspirations sociales, politiques, économiques et personnelles jouent toutes un rôle important dans le recours des jeunes aux idéologies radicales. Les conclusions des travailleurs de la jeunesse montrent que la radicalisation n'affecte pas seulement les individus, mais aussi la société dans son ensemble, et qu'elle a des conséquences graves à long terme. L'affaiblissement de la confiance sociale, la division et l'insécurité font partie des effets négatifs de la radicalisation sur la société (Kepel, 2015 ; Neumann, 2013).

### *III.II.III.II.III. Lutte contre la radicalisation*

La lutte contre la radicalisation est un processus complexe, semé d'embûches et d'obstacles. Selon les résultats, les animateurs socio-éducatifs rencontrent des difficultés importantes dans leurs efforts de prévention de la radicalisation, 67 % d'entre eux soulignant les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Parmi ces difficultés figurent le manque d'éducation, les problèmes de communication, les lacunes juridiques et structurelles. Le manque d'éducation rend les jeunes vulnérables aux idéologies radicales, tandis que les ruptures de communication et la perte de confiance entre les jeunes compliquent encore davantage les efforts de prévention de la radicalisation. En outre, les travailleurs de la jeunesse

indiquent que l'insuffisance des ressources financières constitue le principal obstacle à la lutte contre la radicalisation. Ces conclusions concordent avec la littérature qui souligne que la radicalisation doit être abordée non seulement au niveau individuel, mais aussi par des efforts structurels et institutionnels (McCauley & Moskalenko, 2011 ; Neumann, 2013).

D'un point de vue pratique, les animateurs socio-éducatifs ont constaté que certains programmes et collaborations ont donné des résultats positifs dans la lutte contre la radicalisation. Les collaborations avec les communautés locales et les organisations religieuses ont été particulièrement efficaces et ont joué un rôle important dans la prévention de la propagation des idéologies radicales au niveau communautaire. En outre, les programmes de formation destinés aux travailleurs de la jeunesse ont contribué à améliorer leurs connaissances et leurs compétences, et ainsi à renforcer leur rôle dans la lutte contre la radicalisation. Toutefois, l'absence de programmes de formation spécialement conçus pour lutter contre la radicalisation reste l'une des principales difficultés identifiées par les animateurs socio-éducatifs.

En conclusion, les animateurs socio-éducatifs sont confrontés à de nombreux défis et obstacles dans leurs efforts de lutte contre la radicalisation, mais ils ont réalisé des progrès importants grâce à la coopération locale et aux programmes de formation. Bien que le manque de formation, les lacunes structurelles et l'insuffisance des ressources financières compliquent ce processus, les animateurs socio-éducatifs ont développé une résistance importante à la radicalisation grâce à des partenariats communautaires. Compte tenu de la nature complexe et multidimensionnelle de la radicalisation, le rôle des animateurs socio-éducatifs dans ce processus devient de plus en plus crucial (Kepel, 2015 ; Vidino, 2017).

#### *III.II.III. II. IV. Recommandations pour prévenir et lutter contre la radicalisation*

Les résultats soulignent l'importance de l'éducation, des services de conseil et de la participation politique dans la lutte contre la radicalisation. 26 % des travailleurs de la jeunesse ont indiqué que l'éducation était l'un

des outils les plus importants pour lutter contre les idéologies radicales. Ce résultat est conforme à la littérature qui examine de manière approfondie l'importance des programmes éducatifs pour développer l'esprit critique et protéger les jeunes contre les idéologies radicales (McCauley & Moskalenko, 2011 ; Roy, 2004). L'éducation ne contribue pas seulement à sensibiliser à la radicalisation, elle joue également un rôle clé dans l'amélioration de la participation des jeunes à la société. Les services de conseil arrivent en deuxième position, avec 16 %, soulignant le rôle essentiel du soutien professionnel avant que les jeunes ne montrent des signes de radicalisation.

Ce résultat est conforme à la littérature qui suggère que le soutien personnel peut empêcher les jeunes de s'isoler socialement et de se tourner vers des groupes radicaux (Neumann, 2013).

La participation politique et sociale a été identifiée comme un autre facteur important qui empêche les jeunes de rejoindre des groupes radicaux (13 %). Les résultats montrent que la participation active aux processus politiques contribue à réduire le risque que les jeunes se tournent vers des idéologies radicales. De même, la littérature montre que lorsque les jeunes ont la possibilité de s'exprimer et de contribuer à la société, ils sont moins enclins à se radicaliser (Vidino, 2017).

Si ces résultats concordent largement avec la littérature, les animateurs de jeunesse ont également souligné la nécessité de programmes éducatifs plus généralisés et ciblés, axés spécifiquement sur la lutte contre la radicalisation. Si l'éducation est reconnue comme un outil préventif important, les résultats montrent que les programmes éducatifs existants ne sont pas suffisamment répandus ou qu'ils ne sont pas spécialement conçus pour lutter contre la radicalisation.

Cette observation est conforme au large consensus qui existe dans la littérature sur la nécessité de mettre en place des efforts éducatifs plus complets pour lutter contre la radicalisation (Kepel, 2015). En conclusion, si l'importance de l'éducation, des services de conseil et de la participation politique dans la lutte contre la radicalisation est soulignée, les lacunes structurelles et financières auxquelles sont confrontés les travailleurs de la jeunesse continuent de constituer des obstacles majeurs.

L'élargissement des programmes éducatifs, le renforcement du soutien public et l'amélioration des services de conseil destinés aux jeunes sont considérés comme des solutions essentielles pour prévenir efficacement la radicalisation (Khosrokhavar, 2017 ; Roy, 2004).

#### III.II. IV. Perceptions des travailleurs sociaux auprès des jeunes en Espagne concernant la radicalisation des jeunes

Les expériences et observations des travailleurs sociaux concernant le phénomène de la radicalisation ont été examinées en profondeur à l'aide de 21 questions ouvertes. Les résultats ont été analysés et classés en quatre thèmes : « Comprendre la radicalisation », « Facteurs influençant la radicalisation », « Lutte contre la radicalisation » et « Recommandations pour prévenir et lutter contre la radicalisation ». Des codes principaux et des sous-codes (N=54) ont été créés.

**Tableau 31 :** Exemple de tableau de codage

Code principal	Sous-code	Description	Exemple
<b>Indicateurs</b>	Sympathie pour les tendances radicales	Intérêt et implication dans des actions, idées et groupes radicaux	Ils nous ont. Eh bien. Ils ont fait des formations pour toute la faculté. Et oui, ils nous ont présentés. Nous avons fait quelques cas pratiques. Par exemple, Passer Ceci. Comment agirais-je ? alors je. Avec ces cas pratiques, j'ai déjà vu que nous avons bien... Des choses très blindées. Parce qu'à l'institut, il n'y a pas de drapeau. Peu importe que ce soit le chinois, celui du Japon, n'est-ce pas ? Du Maroc. Non. Au lycée. Nous n'avons pas de drapeaux. Alors déjà ici, si quelqu'un manifeste cela avec un drapeau maintenant... C'est déjà un... Un signe avant-coureur. Eh bien, oui. Ils nous ont mis... Quelques cas pratiques. Et voyons où nous allons. À propos... Eh bien, surtout. Non ? Des entretiens avec les familles pour voir où elles vont. Et dans le cas où nous voyons que c'est une famille qui n'accepte pas cela, que nous ne parvenons pas à lui faire comprendre les règlements du centre. Cela pourrait être... Oui... Une indication. (P. 88)
<b>Indicateurs</b>	Isolement	Isolement individuel et social, repli sur soi	Je crois que le risque est davantage l'isolement social qui mène à la radicalisation de toute sorte. Eh bien, je veux dire que le risque est davantage l'isolement social qui mène à la radicalisation de toute sorte. (P. 2)
<b>Indicateurs</b>	Changements	Changements dans les croyances, les opinions religieuses, les idéologies, l'environnement social et l'apparence des individus	Eh bien, un changement de discours assez soudain, peut-être dans l'esthétique, dans la façon de s'habiller ou ce type de cheveux, si peut-être c'est de la radicalisation, alors l'extrême droite ou la politique, se raser les cheveux, ils commencent à porter des symboles de certaines choses, ils arrêtent de s'entendre avec certaines personnes avec lesquelles ils s'entendaient auparavant, ils s'isolent peut-être de leur groupe habituel. (P. 110)
<b>Indicateurs</b>	Tendances discriminatoires	Approches exclusives et marginalisantes sur toute question (telle que la religion, la race, la secte, le genre, l'apparence, etc.)	Eh bien, les jeunes remontent un peu au temps de mes parents, pour ainsi dire, n'est-ce pas ? D'il y a 50 ans, beaucoup, en ayant... en voulant... ce qui se passe, c'est que les mécanismes de contrôle sont ce qui change, d'accord ? Vouloir contrôler le sexe opposé, vouloir... dire, eh bien, je n'aime pas ce pull que tu portes parce que tu montres beaucoup tes jambes, tu montres beaucoup ton corps. La question du contrôle mobile se pose également. Parfois : "Donne-moi ton mot de passe, je veux savoir avec qui tu communique, quoi et qui disent". Ce genre de choses se passe, elles se passent maintenant. Et : "Avec qui tu vas, qui... Je n'aime pas cette personne parce qu'elle a une mauvaise influence sur toi." Ce genre de choses fonctionne. Et un comportement soumis de la part des filles se produit également. (P. 59)
<b>Indicateurs</b>	Tendances agressives	Agressivité, colère, tendance à la violence, intolérance, manifestation d'agression dans le discours et les actions, intimidation par les pairs, état général de désaccord et fermeture à la communication	Manière agressive de faire, ne pas vouloir entendre parler d'autre chose, être prêt à changer des choses que les gens n'aiment pas mais d'une manière appropriée. (P. 119)

### III.II.IV.I. Résultats empiriques

#### III.II.IV.I.I. Comprendre la radicalisation

Ce thème vise à comprendre comment la radicalisation est perçue par les animateurs socio-éducatifs et comment leur prise de conscience est interprétée. L'étude examine également comment les animateurs de jeunesse évaluent l'approche des sociétés nationales et des gouvernements à l'égard du radicalisme. Dans ce contexte, la perception du radicalisme par les animateurs de jeunesse a été examinée en profondeur. Huit codes principaux ont été créés sous ce thème. Les pourcentages de répartition des codes principaux liés à ce thème sont présentés dans la figure 20.

**Figure 20 :** Répartition des codes principaux au sein du thème



Dans l'analyse du thème « Comprendre la radicalisation », les animateurs socio-éducatifs ont tout d'abord souligné l'importance de comprendre ce phénomène. Ce domaine a représenté 28 % des données codées et est apparu comme le sujet le plus souvent évoqué. Viennent ensuite la propagation croissante de la radicalisation et ses signes avant-coureurs, qui ont été identifiés comme des sujets de préoccupation importants et ont chacun été codés à hauteur de 16 %. Ces résultats montrent que les animateurs socio-éducatifs sont particulièrement attentifs à la propagation croissante de la radicalisation et à ses signes avant-coureurs. En outre, l'attitude du gouvernement à l'égard de la radicalisation a été codée à 13 %, tandis que la motivation des animateurs socio-éducatifs à aborder ce sujet a été codée à 11 %. Les effets de la radicalisation ont également été mentionnés à 10 %. En revanche, le point de vue des animateurs socio-éducatifs et l'attitude de la société à l'égard de la radicalisation ont été moins soulignés, avec respectivement 3 % et 2 % des réponses.

**Tableau 32 : Fréquence des sous-codes**

Comprendre la radicalisation	
Prévalence croissante	14
Point de vue des travailleurs jeunesse	
Sensibilisation accrue	2
Changement de perception	1
Attitude de la communauté	
Approche positive	1
Approche négative	1
Attitude du gouvernement	
Approche combative	
Approche inadéquate	8
Désintéressé	3
Effets	
Négativité émotionnelle	1
Pensée superficielle	2
Problèmes structurels	1
Insécurité	2
Séparation	2
Conflit social	1
Indicateurs	
Sympathie pour les tendances radicales	1
Isolement	4
Changements	5
Tendances discriminatoires	2
Tendances agressives	2
Compréhension	
Non normatif	5
Demande de changement	1
Agression	5
Croyances rigides	9
Menace	2
Positivité limitée	
Processus	2
Motivation des travailleurs jeunesse	
Axé sur les jeunes	3
Axé sur la communauté	
Axé sur les valeurs	7

Selon la tableau 32, les animateurs socio-éducatifs ont mis en évidence plusieurs facteurs clés dans leur analyse visant à comprendre la radicalisation. Dans la catégorie « Comprendre la radicalisation », la propagation croissante est le thème le plus fréquemment codé, avec 14 occurrences. Cela montre que les animateurs socio-éducatifs sont particulièrement conscients du fait que la radicalisation est un problème de plus en plus important. Le point de vue des animateurs socio-éducatifs a également joué un rôle important, avec la mise en avant d'éléments tels que la prise de conscience (codée deux fois) et le changement de perception (codée une fois). Ces résultats montrent que la compréhension de la radicalisation par les animateurs socio-éducatifs a évolué au fil du temps, avec une prise de conscience accrue et un changement de perception. En ce qui concerne l'attitude du gouvernement, l'élément le plus fréquemment codé est l'approche insuffisante (codée 8 fois), suivie par l'indifférence (codée 3 fois). Ces résultats montrent que les animateurs socio-éducatifs perçoivent la réponse du gouvernement à la radicalisation comme insuffisante et manquant de participation, et soulignent la nécessité de politiques plus efficaces et proactives. Dans la catégorie « Effets », les éléments fondamentaux sont la négativité émotionnelle (codée une fois), la superficialité (codée deux fois) et l'insécurité (codée deux fois). Ces résultats reflètent le poids émotionnel important que la radicalisation fait peser sur les individus et son rôle dans l'alimentation de l'instabilité sociale. En outre, les catégories Conflit social et Division, qui montrent les conséquences sociales plus larges de la radicalisation, ont également été enregistrées. Dans la catégorie Indicateurs, l'isolement (codé quatre fois) et les changements (codés cinq fois) ont été les indicateurs les plus évidents de la radicalisation, suivis par les tendances discriminatoires et les tendances agressives (codées deux fois chacune). Ces indicateurs montrent que la radicalisation se manifeste généralement par une isolation croissante de l'individu, des changements dans son comportement et l'émergence d'attitudes plus agressives ou discriminatoires. Enfin, sous la rubrique « Motivation des animateurs socio-éducatifs », des approches axées à la fois sur les jeunes (codées 3 fois) et sur les valeurs (codées 7 fois) ont été mises en évidence. Cela montre que les travailleurs de la jeunesse ne se contentent pas de répondre aux besoins des jeunes dans la lutte contre la radicalisation, mais

soulignent également l'importance des valeurs sociales plus larges dans le processus de prévention et d'intervention. Dans l'ensemble, les données soulignent la prévalence croissante de la radicalisation, ses effets émotionnels et sociaux, l'absence de politiques gouvernementales efficaces et la nécessité d'adopter des approches plus globales pour traiter ces problèmes. Les travailleurs de la jeunesse jouent un rôle important dans la détection de la radicalisation. Ils agissent avec un fort sentiment de responsabilité et sont guidés à la fois par leurs valeurs personnelles et leur engagement à soutenir les jeunes afin de comprendre la radicalisation.

**Tableau 33** : Termes clés dans les codes de compréhension

Sous-code	Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés
Non normatif	-public (f=8) -droite (f=6)
Croyances rigides	-idées, dire (f=4) -devenir, idéologies, laisser (f=3)
Agression	-communauté, école (f=4) -centre, concentration, musulman, médiateur, si (f=3)
Menace	-voir (f=5) -zone, disons (f=4)
Processus	-voir (f=5) -zone, disons (f=4)

Selon le tableau 33, l'analyse de la compréhension de la radicalisation par les travailleurs sociaux auprès des jeunes en Espagne a examiné les codes les plus fréquemment soulignés et les termes qui ressortent de ces codes. Le code non normatif « public » et « droit » est le plus fréquemment utilisé, ce qui montre que les participants associent généralement la radicalisation à des idéologies contraires aux normes sociales. Ce résultat montre que la radicalisation est généralement perçue comme étant liée à des comportements et des idéologies qui remettent en cause les traditions sociales établies. Les termes « idées » et « paroles » ont été les plus fréquemment enregistrés sous le code « croyances rigides ». Cela suggère

que la radicalisation implique dans une large mesure le développement de croyances rigides, souvent extrêmes, que les individus expriment ou défendent par la suite. En outre, le code « agressivité » met l'accent sur la société et l'école comme termes clés, ce qui suggère que la radicalisation peut entraîner l'émergence de comportements agressifs tant dans la société que dans le milieu éducatif. Dans le code « menace », les termes « voir » et « domaine » étaient fréquents, suggérant que la radicalisation augmente la perception des menaces sociales et peut apparaître dans un contexte plus large. De même, dans le code « processus », les termes « voir » et « domaine » apparaissent fréquemment, suggérant que le processus de radicalisation peut être observé dans divers domaines et évalué sous de multiples angles. Enfin, le code « Demande de changement » met l'accent sur le terme « voie », indiquant que les animateurs de jeunesse perçoivent la radicalisation comme étant principalement motivée par des individus en quête de changement ou de transformation. Cela souligne l'idée que la radicalisation découle généralement d'un désir de changement radical dans les structures personnelles ou sociales.

**Tableau 34** : Termes les plus fréquents dans les sous-codes des indicateurs

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Sympathie pour les tendances radicales	- déjà, cas, pratique, voir (f=3) - flag (f=2)
Isolation	Croire, peut-être (f=3) - groupe, cheveux, type, pistes, risque, social (f=2)
Changements	- Exemple (f=4) - Savoir, peut-être, parfois, choses, voyage, façon (f=3)
Tendances discriminatoires	- Contrôle, désir (f=3) - filles, aller, arriver, beaucoup, se produire, montrer, choses (f=2)
Tendances agressives	- voie (f=3)

- Selon les données du tableau 28, les termes « déjà », « cas », « pratique » et « voir » apparaissent fréquemment sous le code « sympathie pour les tendances radicales ». Cela montre que les animateurs de jeunesse associent les tendances radicales à des cas observables et à des applications concrètes. En outre, le terme « drapeau », qui peut indiquer un lien avec l'adhésion à des idéologies ou à un symbolisme radical, est également apparu. Sous le code « isolement », des termes tels que « croire », « peut-être », « groupe », « cheveux » et « type » ont été enregistrés. Cela reflète la perception selon laquelle la radicalisation est liée à l'isolement social ou psychologique. Ces termes montrent que les animateurs de jeunesse considèrent l'isolement comme une cause et une conséquence de la radicalisation, en particulier lorsque les individus font partie de groupes socialement ou idéologiquement isolés. Dans le code « changements », des termes tels que « exemple », « savoir » et « peut-être » ressortent. Cela souligne le fait que les animateurs de jeunesse considèrent les changements de comportement ou d'attitude comme des indicateurs importants de la radicalisation. La présence de termes tels que « voyage », « chemin » et « choses » indique que ces changements peuvent se produire dans des contextes spécifiques, tels que les voyages ou les changements de valeurs et d'actions personnelles. Sous le code « Tendances discriminatoires », des termes tels que « contrôler », « vouloir », « filles », « partir » et « être » ont été enregistrés. Ces termes indiquent que la radicalisation est liée au désir de contrôle et au développement d'attitudes discriminatoires. Les animateurs socio-éducatifs ont observé que les individus radicalisés peuvent adopter des comportements discriminatoires à l'égard de certains groupes, en particulier les femmes ou d'autres groupes minoritaires. Enfin, des termes tels que « route », « activités », « exemple » et « drapeaux » apparaissent dans le code « Tendances agressives ». Cela montre que la radicalisation s'exprime sous diverses formes, telles que l'affichage de symboles ou la participation à des activités violentes. Cela révèle également que les animateurs socio-éducatifs considèrent l'affichage ouvert de l'agressivité et de l'adhésion idéologique comme des indicateurs importants de la radicalisation.

**Tableau 35 :** Termes les plus fréquents dans les sous-codes des effets

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Négativité émotionnelle	-Organisation (f=2)
Pensée superficielle	-Effet (f=2)
Problèmes structurels	-fermé (f=3) -mauvais, flexible, aller, groupe, se produit, raconter (f=2)
Insécurité	-savoir (f=3)
Séparation	-Musulman (f=2)
Conflit social	-fermé (f=3)

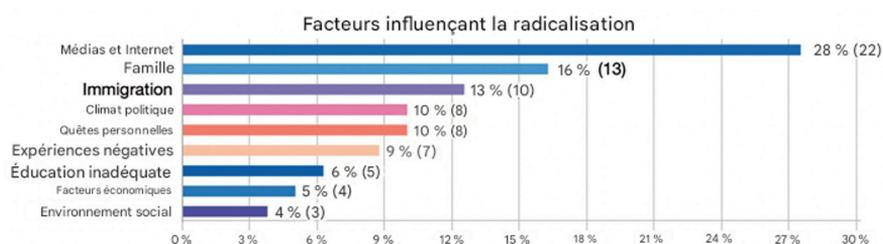
- Selon les données du tableau 35, les termes « organisation » et « influence » apparaissent fréquemment sous le code « négativité émotionnelle ». Ce résultat montre que la radicalisation a des effets négatifs sur le plan émotionnel, associés à certaines organisations et à des influences au niveau social. Le terme « fermé » ressort dans le code « pensée superficielle ». Cela indique que la radicalisation peut entraîner une perte de flexibilité cognitive chez les individus et les conduire à adopter une approche fermée. Les termes « mauvais » et « flexible » ressortent dans le code « Problèmes structurels ». Cela reflète l'idée que la radicalisation peut avoir un impact négatif sur les structures sociales et affaiblir la capacité à penser de manière flexible. Le code « insécurité » comprend le terme « savoir », qui suggère que les individus en cours de radicalisation peuvent être enclins à vouloir comprendre leur identité et leur sécurité sociale, ce qui peut conduire à un sentiment d'insécurité accru. Le code « division » comprend le terme « musulman », qui indique que la radicalisation peut

approfondir les divisions entre les groupes sociaux et mettre en avant certaines identités religieuses. Enfin, le terme « fermé » réapparaît dans le code « Conflit social ». Cela montre que la radicalisation peut attiser les conflits sociaux et conduire à une division accrue entre les communautés.

### III.II.IV.I. II. Facteurs influençant la radicalisation

Les données issues de ce thème montrent comment les différents facteurs influençant le processus de radicalisation sont perçus par les animateurs socio-éducatifs.

**Figure 21** : Répartition des codes principaux au sein du thème



Selon la figure 21, dans l'analyse des facteurs influençant la radicalisation menée par les animateurs socio-éducatifs en Espagne, les médias et Internet apparaissent comme le facteur le plus fréquemment codé, avec une fréquence de 28 % (22 mentions). Ce résultat montre que les médias et Internet jouent un rôle important dans le processus de radicalisation et que les jeunes se tournent vers les contenus en ligne et les réseaux sociaux comme vecteurs d'idéologies radicales. Le facteur familial arrive en deuxième position avec une fréquence de 16 % (13 mentions). Les travailleurs de la jeunesse ont souligné l'influence importante des relations familiales sur la radicalisation. Les dynamiques familiales et les valeurs transmises par les familles sont des facteurs clés dans le développement d'idées radicales. La migration arrive en troisième position avec une fréquence de 13 % (10 mentions).

L'influence de la migration, en particulier de l'identité migratoire et de l'acceptation sociale, sur la radicalisation a été soulignée. Les migrants qui rencontrent des difficultés dans leur processus d'intégration sociale peuvent

être plus enclins à la radicalisation. En outre, les attitudes à l'égard des migrants et leur présence dans la société peuvent influencer la radicalisation en Espagne. Le climat politique occupe la quatrième place avec une fréquence de 10 % (8 mentions). Les animateurs socio-éducatifs ont indiqué que la polarisation politique et le discours politique radical sont des facteurs clés qui poussent les individus à la radicalisation. Le climat politique reflète également l'influence des politiques des dirigeants politiques sur la radicalisation. La quête personnelle et la recherche d'identité figurent également parmi les facteurs importants, avec une fréquence de 10 % (8 mentions). Les animateurs socio-éducatifs ont observé que les jeunes peuvent se tourner vers des idéologies radicales dans leur quête d'identité. Les expériences négatives ont également été identifiées comme un autre facteur important, avec une fréquence de 9 % (7 mentions).

Les expériences négatives personnelles ou sociales ont été mentionnées comme des facteurs augmentant la propension des individus à la radicalisation. L'éducation insuffisante et les facteurs économiques ont été mentionnés respectivement à 6 % (5 personnes) et 5 % (4 personnes). Ces facteurs montrent que le manque d'accès à l'éducation et aux opportunités économiques peut augmenter le risque de radicalisation chez les individus. Enfin, l'environnement social est apparu comme le facteur le moins influent, avec une fréquence de 4 % (3 mentions). Cela montre que l'environnement social peut jouer un rôle dans le processus de radicalisation, mais que son influence est plus limitée que celle d'autres facteurs.

**Tableau 36 :** Termes les plus fréquents dans les domaines codés

<b>Code principal</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Facteurs économiques	-en bonne santé (f=12) -diazépam, esprit, monde (f=9)
Inadéquate education	-lot (f=5) -éléments, go, information (f=3)
Expériences négatives	-enfants (f=7) -devenir, cours, sentir (f=6)
Climat politique	-enfants, école (f=17) -années (f=16)
Famille	-dire (f=23) -voir, dire (f=15)
Quêtes personnelles	-groupe (f=11) -droite (f=9)
Médias et internet	-Réseaux (f=28) -sociale (f=26)
Environnement social	-dresses, parents (f=6) -let (f=5)
L'immigration	-droite (f=27) -enfants (f=14)

Sur la base des données du tableau 36, les termes les plus fréquemment utilisés dans les domaines codés influant sur la radicalisation ont été examinés. Sous le code « facteurs économiques », les termes « santé », « diazépam », « esprit » et « monde » ressortent. Cela montre que les conditions économiques et leurs effets sur la santé mentale et le bien-être général des individus jouent un rôle important dans le processus de radicalisation. Les difficultés économiques sont également considérées comme un facteur potentiel contribuant à l'augmentation du risque de radicalisation. Sous le code « éducation insuffisante », les termes «

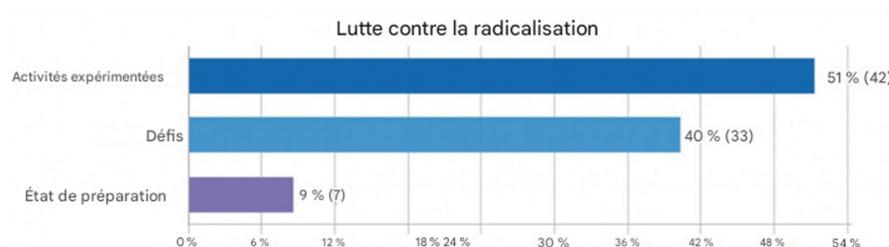
beaucoup », « éléments », « partir » et « information » ont été fréquemment mentionnés. Cela indique que la radicalisation peut résulter de lacunes dans l'éducation et souligne que les individus qui ne bénéficient pas d'une éducation suffisante peuvent être plus exposés au risque de radicalisation. Les termes « expériences négatives », « enfant » et « être », « cours » et « ressentir » ont été enregistrés sous le code « expériences négatives ». Ce résultat souligne l'impact des expériences sociales ou personnelles négatives sur la radicalisation, en particulier chez les enfants qui peuvent être plus vulnérables à ces expériences et donc plus susceptibles d'être influencés par des effets radicalisant. Le code « climat politique » attire l'attention par la fréquence à laquelle il est associé aux enfants et à l'école.

Cette situation met en évidence le lien entre radicalisation et climat politique, notamment en ce qui concerne la polarisation politique et la manière dont les discours politiques radicaux peuvent influencer les systèmes éducatifs et, dans ce contexte, les jeunes considérés comme le groupe le plus vulnérable. Les termes « dire » et « raconter » sont les plus fréquemment utilisés sous le code « famille ». Cela souligne l'importance de la communication au sein de la famille dans le processus de radicalisation et montre que les dynamiques familiales et les valeurs transmises au sein du foyer jouent un rôle important dans le potentiel de radicalisation des individus. Les concepts de « groupe » et de « droits » ont été mis en avant pour le code « quêtes personnelles ». Cela montre que la radicalisation peut trouver son origine dans la quête d'identité des individus et que les idéologies radicales sont généralement adoptées dans un contexte d'appartenance à un groupe et de quête de sens personnel. Dans le code « Médias et Internet », les termes « réseaux » et « social » ont été particulièrement fréquents. Cela montre que les médias, en particulier les plateformes de réseaux sociaux, ont une influence importante sur la radicalisation et que les individus, en particulier les jeunes, sont attirés par les idées radicales via les réseaux en ligne. Le code « environnement social » met en évidence les termes « vêtements » et « parents » comme les plus fréquemment utilisés. Ce résultat montre que les environnements sociaux, en particulier la famille et la société, façonnent le processus de radicalisation et que les influences extérieures contribuent à la propension des individus

à adhérer à des idéologies radicales. Enfin, le code « migration » met en évidence les termes « droit » et « enfants ». Ce résultat souligne l'influence des facteurs liés à l'immigration sur la radicalisation et montre que l'identité immigrée et l'acceptation sociale jouent un rôle important dans le processus de radicalisation, en particulier chez les enfants immigrés.

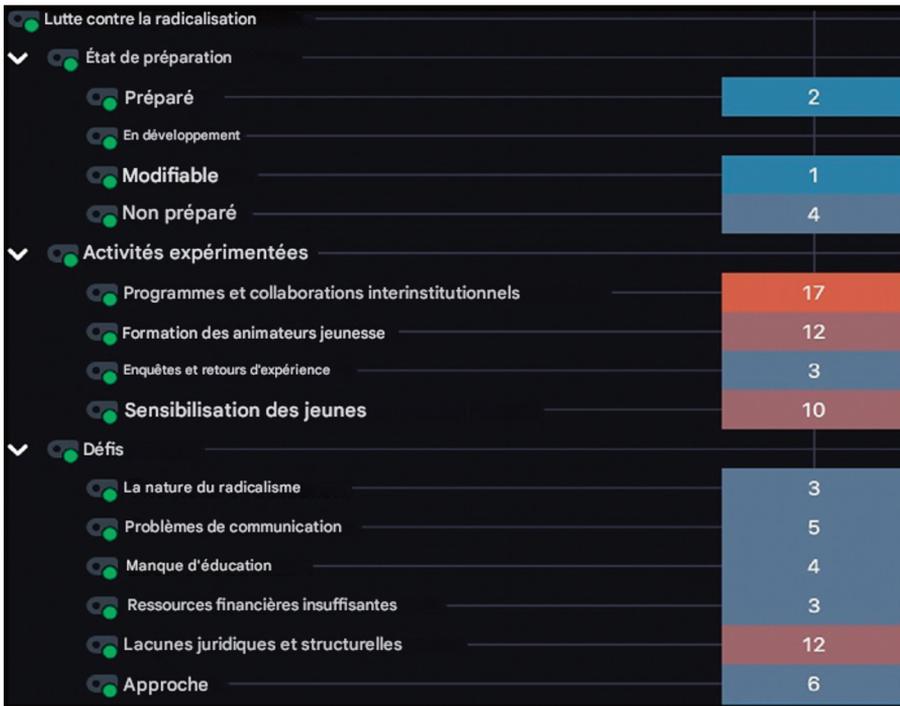
### III.II.IV.I.III. Lutte contre la radicalisation

**Figure 22** : Répartition des codes principaux par thème



Selon les données présentées dans la figure 22, dans l'analyse des efforts des animateurs de jeunesse pour lutter contre la radicalisation, le facteur « Activités expérimentées » est apparu comme le facteur le plus fréquemment codé, avec 51 % (42 codes). Ce résultat montre que les animateurs de jeunesse mènent des activités très variées pour lutter contre la radicalisation et souligne l'importance de l'expérience pratique dans le traitement de cette question. Les « difficultés » constituent le deuxième facteur le plus souvent mentionné, avec 40 % (33 codes). Les animateurs socio-éducatifs ont souligné les difficultés et les obstacles auxquels ils sont confrontés dans la lutte contre la radicalisation. Cela montre que le processus de lutte contre la radicalisation est complexe et semé d'embûches, nécessitant des efforts constants et des stratégies adaptables. Le « niveau de préparation » a été codé à 9 % (7 codes), ce qui montre que les travailleurs de la jeunesse sont relativement peu préparés à lutter contre la radicalisation. Ce résultat souligne la nécessité de renforcer la formation et les ressources dont disposent les travailleurs de la jeunesse afin qu'ils soient mieux armés pour lutter efficacement contre la radicalisation.

**Tableau 37 :** Fréquence des sous-codes



Selon la tableau 37, la catégorie la plus fréquemment codée dans l'analyse de la lutte contre la radicalisation réalisée par les travailleurs sociaux auprès des jeunes en Espagne est « Activités expérimentées ». Le terme le plus fréquemment codé dans cette catégorie est « Programmes et coopérations interinstitutionnels » (17 codes), ce qui souligne le rôle important joué par la coopération institutionnelle et les programmes multipartites dans la lutte contre la radicalisation. En outre, le terme « Formations destinées aux animateurs socio-éducatifs » a été codé 12 fois, soulignant l'importance des processus de formation destinés aux animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation. Le terme « Sensibilisation des jeunes » a été codé 10 fois, reflétant la grande importance accordée par les animateurs jeunesse aux activités de sensibilisation des jeunes. Dans la catégorie « État de préparation », le terme « Non préparé » a été codé 4 fois, indiquant que les animateurs jeunesse estiment qu'ils ne sont pas suffisamment préparés à lutter contre la radicalisation. Le terme « variable » a été codé une fois et « préparé »

seulement deux fois, ce qui montre que l'état de préparation à la lutte contre la radicalisation est encore en phase de développement. Dans la catégorie « Difficultés », le terme le plus fréquemment codé est « Lacunes juridiques et structurelles » (12 fois), ce qui montre que les obstacles juridiques et les lacunes structurelles constituent des obstacles importants à la lutte contre la radicalisation. Parmi les autres difficultés importantes, on trouve les « problèmes de communication », codés 5 fois. Cela montre que les animateurs de jeunesse rencontrent des difficultés pour communiquer efficacement et assurer la circulation d'informations correctes dans la lutte contre la radicalisation. Les problèmes de communication peuvent être liés à des difficultés à établir un dialogue efficace avec les jeunes, les familles ou les communautés, et peuvent entraîner un manque d'informations ou des malentendus. Le « manque d'éducation » a été codé quatre fois, ce qui montre que les lacunes en matière d'éducation constituent un obstacle important à la lutte contre la radicalisation. L'éducation est essentielle tant pour sensibiliser les jeunes que pour renforcer les capacités des travailleurs sociaux auprès des jeunes. Les animateurs socio-éducatifs ont souligné l'importance de l'éducation dès le plus jeune âge comme stratégie clé pour prévenir la radicalisation. Le « manque de ressources financières » a été codé trois fois, ce qui montre que l'un des principaux obstacles rencontrés par les animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation est le manque de ressources financières. L'insuffisance des budgets peut entraver la viabilité des activités et des projets, rendre difficile l'acquisition du matériel nécessaire et, de manière générale, empêcher la mise en œuvre des activités prévues. Cette situation limite la mise en œuvre des stratégies globales et efficaces nécessaires pour lutter contre la radicalisation.

**Tableau 38 :** Termes les plus fréquemment utilisés dans les sous-codes des difficultés

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Le radicalisme de la nature	-Défi (f=8) -chose (f=6)
Questions de communication	-aller, puis, chose (f=7) -familles (f=6)
Manque d'éducation	-droite (f=10) -Système (f=5)
Ressources financières insuffisantes	-droite (f=8) -origine, protection (f=5),
Défauts juridiques et structurels	-enfants (f=24) -en cours, puis (f=18)
Approche	-enfants, école (f=27)

-Selon les données du tableau 38, les concepts les plus fréquemment mentionnés sous le sous-code « Nature de la radicalisation » sont « défi » et « chose ». Ce résultat montre que la nature de la radicalisation constitue un défi important pour les animateurs socio-éducatifs et que la radicalisation est un phénomène qui doit être abordé de manière diversifiée et dynamique. Sous le sous-code « problèmes de communication », les termes « partir », « après » et « chose » ont été fréquemment mentionnés. Cela souligne les difficultés rencontrées par les travailleurs de la jeunesse pour communiquer efficacement dans le cadre de leurs efforts de lutte contre la radicalisation, ainsi que l'importance du timing dans ce processus. En outre, le terme « familles » est également présent, ce qui montre que les problèmes de communication avec les familles jouent un rôle important dans la lutte contre la radicalisation. Les concepts de « droit » et de «

système » ont été mis en avant dans le sous-code « manque d'éducation ». Cela montre que l'éducation, l'accès à l'information correcte et les lacunes dans le fonctionnement du système éducatif sont des facteurs importants qui contribuent à la radicalisation. L'insuffisance de l'éducation apparaît comme un problème important dans le processus de radicalisation.

Les termes « droit » et « origine, protection » apparaissent fréquemment sous le sous-code « ressources financières insuffisantes ». Cela souligne que les ressources financières limitées constituent l'un des principaux obstacles à la lutte contre la radicalisation et peuvent constituer un obstacle à la protection contre les idéologies radicales. Les termes « enfants » et « partir, ensuite » apparaissent dans la sous-catégorie « lacunes juridiques et structurelles ». Cela montre que les obstacles juridiques et les lacunes structurelles de la société peuvent nuire à l'efficacité des efforts de lutte contre la radicalisation, en particulier chez les enfants et les jeunes. Enfin, les termes les plus fréquemment utilisés sous le sous-code « Approche » sont « enfants » et « école ». Cela souligne le rôle particulier que jouent les établissements d'enseignement et la société dans la définition de l'approche de la lutte contre la radicalisation, en particulier en ce qui concerne les enfants et les écoles. Le terme « années » souligne également l'importance du temps dans la compréhension du processus de radicalisation. Cette analyse met en évidence la nature complexe des difficultés rencontrées par les animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation ; les problèmes de communication, les lacunes en matière d'éducation, les contraintes financières, les obstacles juridiques et la nécessité d'une approche structurée jouent un rôle important.

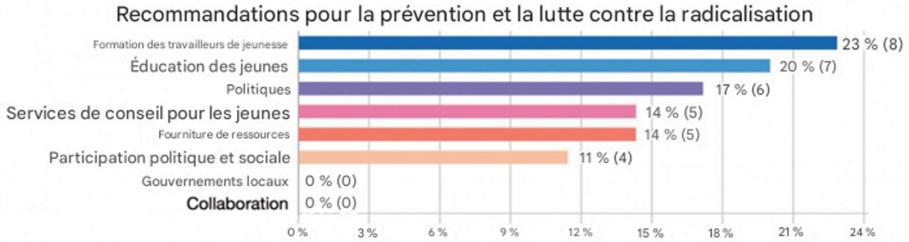
**Tableau 39 :** Termes les plus fréquents dans les sous-codes des activités expérimentées

<b>Sous-code</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Programmes interinstitutionnels et collaboration	-lot (f=17) -voir (f=16)
Formation pour les animateurs de jeunesse	-puis (f=16) -savoir, droit (f=7)
Enquêtes et retour d'information	-Étudiants (f=7) -Différent, fin, voir (f=5)
Sensibilisation des jeunes	-Différents (f=13) -lot (f=8)

Sur la base des données du tableau 39, les mots les plus fréquemment utilisés dans les sous-codes « Activités expérimentées » ont été examinés. Les mots « beaucoup » et « voir » sont les plus fréquemment utilisés sous le code « Programmes et coopération interinstitutionnels ». Cela montre que la coopération interinstitutionnelle et les programmes multipartites jouent un rôle important dans la lutte contre la radicalisation et que les expériences liées à ces activités sont fréquemment observées. Sous le code « formation des animateurs de jeunesse », les mots « ensuite » et « savoir » ressortent. Cela souligne l'importance du timing et de l'acquisition de connaissances dans les processus de formation des animateurs de jeunesse. Dans le code « enquêtes et retours d'information », les mots « élèves » et « différents » sont les plus fréquemment utilisés. Cela montre que les animateurs de jeunesse reçoivent des retours d'information en fonction des différences et des changements qu'ils observent chez les élèves. Enfin, dans le code « sensibilisation des jeunes », les mots « différents » et « nombreux » sont les plus fréquemment utilisés. Cela montre que les efforts de sensibilisation des jeunes sont très variés et complets, qu'ils couvrent des thèmes très divers et qu'ils sont menés de manière intensive.

III.II.IV.I. IV. Prévention de la radicalisation : recommandations

**Figure 23** : Répartition des codes principaux par thème



Sur la base des données de la figure 23, les recommandations formulées par les animateurs socio-éducatifs espagnols pour lutter contre la radicalisation ont été analysées. La « formation des animateurs socio-éducatifs » arrive en tête avec 23 % (8 occurrences), ce qui souligne le rôle essentiel des programmes de formation destinés aux animateurs socio-éducatifs dans la lutte contre la radicalisation. En outre, « l'éducation des jeunes » arrive en deuxième position avec 20 % (7 occurrences), soulignant l'importance de l'éducation pour protéger les jeunes contre la radicalisation. Le code « politiques » a été utilisé dans 17 % des cas (6 occurrences), ce qui indique que les politiques sont considérées comme un outil important dans la lutte contre la radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs ont souligné la nécessité pour les gouvernements et les institutions concernées d'élaborer des politiques spécifiques pour prévenir la radicalisation. Les « services de conseil destinés aux jeunes » et la « mise à disposition de ressources » ont été codés à 14 % (5 fois), reflétant la conviction que le conseil et la mise à disposition de ressources destinés aux jeunes sont très importants pour prévenir la radicalisation. Enfin, la « participation politique et sociale » a été codée à 11 % (4 fois), ce qui montre que les animateurs socio-éducatifs considèrent la participation des jeunes aux processus sociaux comme un moyen efficace de prévenir la radicalisation.

**Tableau 40 :** Termes les plus fréquents dans les domaines codés

<b>Code principal</b>	<b>Fréquences des deux premiers mots dans les segments codés</b>
Formation pour les animateurs de jeunesse	-savoir (f=7) -Question (f=5)
Mise à disposition de ressources	-protocole (f=5) -éducation (f=4)
Services de conseil pour les jeunes	-en bonne santé (f=12) -diazépam, esprit, monde (f=9)
Participation politique et sociale	-Pourquoi (f=3) -activités, toujours, club, dialogue, égalité, expérience, générer, inclus, gypsy (f=2)
Politiques	-droite (f=14) -savoir (f=13)
Éducation des jeunes	-question, savoir, niveau (f=4)

- Sur la base des données du tableau 40, les termes les plus fréquemment utilisés dans les recommandations des animateurs socio-éducatifs espagnols pour lutter contre la radicalisation ont été analysés. Sous le code « formation des animateurs socio-éducatifs », les termes « savoir » et « sujet » ressortent. Cela souligne le rôle important que jouent les processus éducatifs dans la lutte contre la radicalisation, en particulier en termes d'acquisition de connaissances et de traitement des problèmes. Sous le code « fourniture de ressources », les termes « protocole » et « éducation » sont fréquemment mentionnés. Ce résultat reflète l'importance de la formation et des protocoles standardisés pour une mise à disposition efficace des ressources. Sous le code « services de conseil destinés aux jeunes », les termes « sain » et « diazépam, esprit, monde » ressortent. Cela souligne l'importance cruciale du soutien psychologique et d'une structure mentale saine dans la lutte contre la radicalisation. Le terme « pourquoi »

est l'un des plus fréquemment utilisés dans le code « participation politique et sociale ». En outre, des termes tels que « activités, toujours, club, dialogue, égalité, expérience, produire, inclure, gitan » soulignent l'importance de la diversité, de l'égalité et du dialogue dans les processus de participation sociale des jeunes. Dans le code « politiques », les termes « droit » et « savoir » sont les plus fréquemment utilisés. Cela souligne l'importance de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques efficaces pour lutter contre la radicalisation. Enfin, les termes « sujet », « savoir », « niveau » et « beaucoup » apparaissent fréquemment dans le code « éducation des jeunes ». Cela souligne la nécessité d'enrichir le contenu et la portée de l'éducation des jeunes et montre qu'un niveau d'éducation approprié peut être efficace pour prévenir la radicalisation.

#### *III.II.IV.I. Discussions et recommandations politiques*

La revue de la littérature sur les processus de radicalisation en Espagne met en évidence des similitudes et des différences importantes entre les perceptions et les évaluations des travailleurs de la jeunesse en matière de radicalisation. La littérature met en évidence les difficultés socio-économiques, le rôle des plateformes numériques dans la diffusion de la propagande radicale et les politiques sécuritaires du gouvernement comme facteurs clés contribuant au processus de radicalisation en Espagne. L'influence des médias numériques sur les processus de radicalisation, en particulier chez les jeunes, est également souvent soulignée dans les conclusions des travailleurs sociaux auprès des jeunes (Hollewell & Longpré, 2022). Les travailleurs de la jeunesse définissent la radicalisation comme des idéologies et des schémas de pensée qui s'écartent des normes sociales ; cette définition est conforme à la littérature qui décrit généralement la radicalisation comme un processus qui se développe en opposition aux valeurs sociales dominantes (Reinares, García-Calvo & Vicente, 2019).

L'un des concepts les plus souvent mis en avant par les travailleurs sociaux pour définir la radicalisation est sa « prévalence croissante ». Le codage montre que cela se traduit en Espagne par une visibilité accrue des tendances radicales et le renforcement des idéologies qui remettent en cause les normes sociales établies. Des indicateurs tels que l'isolement et les

changements de comportement sont considérés comme des signes avant-coureurs de la radicalisation, et l'on craint que les jeunes qui s'éloignent progressivement de la société ne développent des liens plus forts avec des groupes radicaux. La littérature observe également que ces indicateurs sont renforcés par l'influence des plateformes numériques (Kadivar, 2017).

Les travailleurs de la jeunesse identifient également les tendances discriminatoires et les comportements agressifs comme des indicateurs importants de radicalisation, ce qui correspond à la littérature qui examine comment les groupes radicaux manipulent les jeunes dans le cadre de leurs stratégies de recrutement (Ouassini & Verma, 2018). Les observations des travailleurs de la jeunesse concernant les effets de la radicalisation, tels que la négativité émotionnelle et la tendance à la pensée superficielle, sont également liées à des répercussions sociales plus larges, telles que l'insécurité et les conflits sociaux. Ces résultats, conformément aux effets discutés dans la littérature, soulignent le potentiel de la radicalisation à favoriser l'agitation et la division sociale (gouvernement espagnol, 2021).

Toutefois, certains éléments qui ne sont pas pleinement pris en compte dans la littérature sont mis en évidence dans les conclusions des animateurs socio-éducatifs. En particulier, le sentiment de valeurs personnelles des animateurs socio-éducatifs et leur responsabilité envers les jeunes sont considérés comme des sources de motivation importantes dans la lutte contre la radicalisation. Cette approche fondée sur les valeurs va au-delà d'une perspective axée uniquement sur la sécurité et reflète l'importance accordée au soutien des jeunes dans la lutte contre la radicalisation. En outre, les animateurs socio-éducatifs soulignent que la radicalisation ne doit pas être considérée comme un problème individuel, mais comme un problème social. Ils défendent des politiques gouvernementales plus globales et centrées sur les jeunes, et affirment que les mesures de sécurité ne suffisent pas à elles seules pour traiter cette question complexe.

L'analyse des facteurs influençant le processus de radicalisation en Espagne met en évidence le rôle important des médias et d'Internet. Les animateurs socio-éducatifs soulignent que les réseaux sociaux et les contenus en ligne constituent des canaux importants permettant aux jeunes

d'entrer en contact avec des idéologies radicales. La littérature souligne également l'influence des médias numériques et des plateformes sociales dans le processus de radicalisation (Ellinas, 2018 ; Zeiger & Gyte, 2020). Ce facteur reflète la tendance des jeunes à adopter des idées radicales et à former des communautés autour de ces croyances via les réseaux sociaux.

Les relations familiales sont également souvent citées par les travailleurs sociaux comme un facteur influent dans la radicalisation ; la dynamique familiale et les valeurs transmises au sein du foyer sont considérées comme très importantes dans la formation des croyances radicales. La littérature souligne également le rôle des valeurs familiales et des modèles de communication dans le processus de radicalisation (Reinares et al., 2019). Les problèmes familiaux ou les ruptures de communication peuvent accroître la vulnérabilité des individus aux tendances radicales.

La migration est apparue comme un autre facteur critique contribuant au processus de radicalisation en Espagne. Les animateurs socio-éducatifs soulignent que les difficultés rencontrées par les migrants pour s'adapter aux normes sociales et le sentiment d'exclusion lié à leur identité migratoire peuvent augmenter le risque de radicalisation. La littérature explique également que les sentiments d'exclusion et la quête d'identité des migrants les rendent plus réceptifs aux idées radicales (Reinares et al., 2019).

Le climat politique est également souligné comme un facteur influent dans la radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs observent que la polarisation politique et le discours radical sont des facteurs clés qui poussent les individus vers la radicalisation. La littérature souligne également que les politiques des dirigeants politiques et la polarisation sociale peuvent accélérer le processus de radicalisation (Ignazi, 1992).

Enfin, la recherche d'une identité personnelle et les expériences négatives sont également considérées comme des facteurs importants dans le processus de radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs suggèrent que les jeunes en quête d'expression et d'identité peuvent être attirés par des idéologies radicales. Les expériences sociales ou personnelles négatives renforcent encore la propension des individus à la radicalisation.

Les efforts déployés par les animateurs socio-éducatifs espagnols pour lutter contre la radicalisation mettent en évidence tant la diversité des activités mises en œuvre que les difficultés rencontrées dans ce processus. Les résultats montrent que les animateurs socio-éducatifs ont une grande expérience dans la lutte contre la radicalisation et que cette expérience joue un rôle important dans les efforts de prévention. Les « programmes et coopérations interinstitutionnels » apparaissent notamment comme l'une des méthodes les plus utilisées, soulignant le rôle important de la coopération interinstitutionnelle dans la lutte contre la radicalisation. La littérature soutient également l'efficacité de la coopération interinstitutionnelle comme approche plus globale de la lutte contre la radicalisation (Awan, 2007).

Les résultats soulignent encore davantage l'importance des processus éducatifs dans la lutte contre la radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs soulignent que les programmes éducatifs axés sur la sensibilisation des jeunes sont essentiels pour lutter contre les tendances radicales. Toutefois, ces efforts doivent être soutenus par une préparation et des ressources suffisantes. Selon les résultats, de nombreux animateurs socio-éducatifs se sentent mal préparés pour cette tâche et soulignent la nécessité d'une formation plus complète, comme le souligne également la littérature (Reinares et al., 2019).

Parmi les difficultés identifiées, les lacunes juridiques et structurelles sont particulièrement importantes. Les travailleurs de la jeunesse signalent que les restrictions juridiques et les insuffisances structurelles constituent des obstacles majeurs à la lutte contre la radicalisation. L'insuffisance des ressources financières et les problèmes de communication sont également cités comme des obstacles majeurs. Les difficultés de communication, en particulier avec les jeunes, les familles et les communautés, entravent la circulation de l'information et compliquent le processus. La littérature souligne également que le soutien structurel et financier est essentiel pour élaborer des stratégies durables de lutte contre la radicalisation (Ignazi, 1992).

Les animateurs socio-éducatifs soulignent également que les lacunes du système éducatif et les ressources économiques limitées entravent considérablement les efforts de prévention. Le système éducatif ne parvient généralement pas à doter les jeunes des connaissances et des compétences nécessaires pour lutter contre les tendances radicales, ce qui rend les individus plus vulnérables à la radicalisation.

Les recommandations formulées par les travailleurs sociaux espagnols pour prévenir et lutter contre la radicalisation soulignent l'importance de l'éducation, des politiques et des services de conseil dans ce processus. La recommandation la plus fréquemment mentionnée est la « formation des travailleurs sociaux », considérée comme un élément essentiel de la lutte contre la radicalisation. Les travailleurs de la jeunesse soulignent la nécessité de programmes de formation complets qui leur permettent de communiquer efficacement avec les jeunes et d'élaborer des stratégies efficaces pour prévenir la radicalisation. La littérature souligne également le rôle protecteur de la formation des travailleurs de la jeunesse contre la radicalisation (Awan, 2007).

La formation est également considérée comme un outil essentiel pour renforcer la résistance des jeunes aux tendances radicales. Les animateurs de jeunesse recommandent d'améliorer le contenu de l'éducation destinée aux jeunes et de développer des programmes de sensibilisation. Cela va dans le sens de la littérature, qui souligne l'importance des processus éducatifs pour développer une résistance fondée sur la connaissance aux idées radicales chez les jeunes (Reinares et al., 2019).

L'élaboration de politiques est une autre recommandation clé pour lutter contre la radicalisation. Les animateurs socio-éducatifs soulignent la nécessité pour les gouvernements et les institutions concernées de mettre en place des politiques spécifiques visant à prévenir la radicalisation. L'existence de politiques globales et applicables peut aider les jeunes à se tenir à l'écart des tendances radicales.

Les services de conseil et l'accès aux ressources jouent également un rôle important dans la protection des jeunes contre la radicalisation. Les

animateurs socio-éducatifs préconisent le renforcement des services de soutien psychologique destinés aux jeunes comme moyen efficace de prévention de la radicalisation. Le maintien du bien-être psychologique et le soutien apporté aux jeunes sont considérés comme des facteurs importants pour réduire la vulnérabilité aux idéologies radicales.

#### **IV. Conclusions et recommandations politiques**

Le problème de la radicalisation des jeunes continue de susciter des inquiétudes dans des pays tels que la France, la Turquie, l'Espagne et l'Ukraine, où il prend différentes formes sous l'influence d'un mélange de facteurs socio-économiques, politiques, culturels et psychologiques. Cette étude a examiné les mécanismes sous-jacents à la radicalisation des individus en s'appuyant sur des théories, des données de recherche et les opinions de travailleurs sociaux auprès des jeunes. La principale conclusion de cette étude souligne l'importance de concevoir la radicalisation comme un phénomène nuancé et multidimensionnel plutôt que comme un processus simple résultant d'une cause unique. Les résultats montrent que la radicalisation des individus est largement influencée par des sentiments de marginalisation et d'aliénation, ainsi que par le besoin d'identité, de sens et d'appartenance à un groupe. Les causes profondes de la radicalisation varient en fonction des circonstances. Elles comprennent généralement des facteurs tels que le désavantage, la discrimination sociale, le manque de représentation politique, l'isolement culturel et l'exposition en ligne à des croyances extrémistes. La radicalisation a tendance à s'aggraver en raison de facteurs qui renforcent involontairement ces points de vue et poussent les individus vulnérables vers des idéologies radicales, tels que la discrimination, la violence policière et les mesures répressives du gouvernement.

Des études empiriques ont montré que les travailleurs de la jeunesse sont conscients des facteurs individuels et systémiques de la radicalisation et que les facteurs socio-économiques tels que le chômage, la pauvreté et l'accès insuffisant à l'éducation jouent un rôle particulièrement important. Les animateurs socio-éducatifs soulignent l'importance de s'attaquer à ces causes profondes par des interventions socio-économiques ciblées qui

offrent aux jeunes des alternatives viables à la radicalisation. Ces interventions doivent se concentrer non seulement sur un soulagement économique immédiat, mais aussi sur des opportunités de développement à plus long terme qui favorisent la mobilité sociale et l'autonomisation. Les facteurs culturels apparaissent également comme des éléments contribuant de manière significative à la radicalisation des jeunes, en particulier dans des pays comme la France, où les politiques laïques et les débats sur l'identité nationale créent un contexte de friction culturelle pour les groupes marginaux. Les résultats empiriques confirment que les idéologies radicales exploitent souvent les sentiments d'exclusion culturelle et offrent aux individus un sentiment de fierté et d'appartenance qui semble inaccessible dans leur propre pays. Cela souligne la nécessité de politiques favorisant l'inclusion culturelle, le dialogue interculturel et le respect mutuel afin de contrer les discours de victimisation culturelle qui alimentent la radicalisation.

Le rôle des plateformes numériques dans la facilitation de la radicalisation est clairement visible dans tous les contextes examinés dans le présent rapport. La diffusion rapide de contenus extrémistes en ligne, combinée à l'anonymat des espaces numériques, facilite l'accès des jeunes à des contenus radicaux et leur interaction avec des réseaux extrémistes. Cette situation souligne la nécessité de programmes complets d'éducation numérique qui dotent les jeunes de capacités de réflexion critique leur permettant d'identifier et de résister aux contenus en ligne manipulateurs. Les efforts en matière d'éducation numérique doivent être associés à des stratégies solides de surveillance et de contre-messagerie afin de contrer efficacement l'influence des réseaux extrémistes en ligne. Des facteurs psychologiques tels que les traumatismes, les crises d'identité et la quête de reconnaissance soulignent encore davantage la dimension personnelle de la radicalisation. Les jeunes trouvent souvent du réconfort dans les idéologies radicales qui leur offrent une identité claire, un objectif moral et un sentiment d'héroïsme. Cette situation nécessite d'intégrer un soutien en matière de santé mentale, des services de conseil et un mentorat positif dans les efforts de lutte contre la radicalisation. La prise en compte des fragilités psychologiques peut aider les jeunes à s'orienter vers des formes plus

constructives de développement personnel et de formation de l'identité. Les résultats empiriques montrent que les travailleurs de la jeunesse jouent un rôle essentiel dans la détection, la prévention et la prise en charge de la radicalisation chez les jeunes. Les enseignements tirés soulignent l'efficacité des interventions communautaires qui favorisent l'inclusion sociale, offrent des espaces sûrs pour la participation et proposent des modèles positifs. Les stratégies de prévention efficaces reposent sur l'établissement d'une relation de confiance et de liens solides entre les jeunes, les animateurs socio-éducatifs, les dirigeants communautaires et les décideurs politiques.

Dans l'ensemble, les résultats soulignent que les efforts de lutte contre la radicalisation doivent être globaux, multidimensionnels et adaptés aux contextes nationaux et locaux spécifiques. Les stratégies doivent être conçues de manière à s'attaquer aux causes profondes de la radicalisation tout en favorisant l'inclusion sociale, la résilience et les possibilités de participation positive. Des interventions efficaces nécessitent une coopération entre les gouvernements, les organisations de la société civile, les établissements d'enseignement et les organisations non gouvernementales.

Les institutions et les plateformes numériques doivent créer un environnement dans lequel les jeunes peuvent s'épanouir sans recourir à la radicalisation. À l'avenir, les politiques de lutte contre la radicalisation devront nécessairement rester flexibles et sensibles aux tendances émergentes, notamment celles façonnées par les évolutions numériques, les changements socio-politiques et les événements mondiaux. L'adaptation constante des stratégies, fondées sur des recherches empiriques et l'expérience de terrain, est essentielle pour garantir l'efficacité et la durabilité des efforts de prévention. Le présent rapport constitue une base pour les futurs débats politiques en encourageant une approche holistique intégrant le développement socio-économique, la participation culturelle, la participation politique, la culture numérique et le soutien psychologique afin de s'attaquer à un problème complexe tel que la radicalisation des jeunes.

Il est essentiel d'adopter une approche politique globale et multidimensionnelle pour lutter efficacement contre la radicalisation des

jeunes. Les données empiriques recueillies en Turquie, en Espagne, en France et en Ukraine soulignent la nécessité de mesures générales et spécifiques au contexte, qui tiennent compte des facteurs socio-économiques, politiques, culturels et numériques de la radicalisation chez les jeunes. Les sections suivantes examinent en détail les stratégies visant à s'attaquer aux causes profondes et aux processus de la radicalisation, en mettant l'accent sur les interventions ciblées.

### **Renforcement du soutien socio-économique**

Il est essentiel de s'attaquer aux inégalités socio-économiques, car elles contribuent de manière significative à la radicalisation, en particulier dans les régions marginalisées où la pauvreté, le chômage et le manque d'éducation sont répandus. L'une des principales mesures politiques consiste à promouvoir la création d'emplois et le développement des compétences chez les jeunes. Cela peut se faire par le biais de programmes d'emploi pour les jeunes qui offrent une formation professionnelle, une formation en cours d'emploi et des apprentissages. Ces initiatives doivent se concentrer sur les zones économiquement défavorisées, telles que les bidonvilles urbains et les zones rurales, où les opportunités sont généralement rares. En outre, des partenariats entre les secteurs public et privé peuvent être encouragés afin que les entreprises locales offrent des apprentissages et du mentorat aux jeunes à risque.

Le renforcement des capacités des jeunes par le biais de programmes d'entrepreneuriat est une autre mesure politique importante. Les gouvernements peuvent encourager l'entrepreneuriat en fournissant aux jeunes des microfinancements, une formation professionnelle et une aide au démarrage. Ces initiatives, qui favorisent l'indépendance économique, peuvent réduire l'attrait des groupes extrémistes qui exploitent les difficultés économiques en offrant des incitations financières.

L'amélioration de la qualité de l'éducation dans les régions marginalisées est essentielle pour briser le cycle de la précarité socio-économique. Il convient d'investir dans l'amélioration des infrastructures scolaires, la formation des enseignants et l'octroi de bourses aux jeunes

défavorisés. Au-delà de l'enseignement traditionnel, les écoles peuvent servir de centres pour des programmes extrascolaires favorisant l'intégration sociale et les échanges culturels, et développer un sentiment de communauté parmi les différents élèves.

Il convient de mettre en place des programmes de protection sociale complets pour les familles des zones marginalisées, qui comprennent non seulement une aide financière, mais aussi un soutien en matière de santé mentale, des services sociaux et des services de conseil. De tels programmes peuvent atténuer les pressions socio-économiques qui rendent les discours radicaux plus attrayants pour les jeunes. Les interventions en faveur du bien-être axées sur le développement global des communautés peuvent contribuer à renforcer la résilience à long terme face à la radicalisation.

### **Renforcer la participation politique**

L'aliénation politique et la privation de droits sont des facteurs importants qui poussent les jeunes à la radicalisation. Afin d'encourager une participation politique significative, des initiatives d'éducation à la citoyenneté devraient être lancées dans les écoles, les universités et les centres communautaires. Ces initiatives devraient être axées sur les valeurs démocratiques, les droits de l'homme et la participation politique pacifique. En recourant à des méthodes interactives telles que les débats, les jeux de rôle et les simulations, ces programmes peuvent susciter l'intérêt des jeunes et améliorer leur compréhension des processus politiques.

La création de conseils de jeunesse aux niveaux local, régional et national est essentielle pour fournir aux jeunes des plateformes où ils peuvent exprimer leurs préoccupations et participer aux processus décisionnels. La représentation des jeunes dans l'élaboration des politiques permet non seulement d'instaurer la confiance dans les institutions politiques, mais aussi de réduire l'attrait des idéologies contestataires. En outre, des programmes d'aide sociale spécifiques devraient cibler les jeunes en situation de vulnérabilité et de mécontentement.

La création d'espaces de dialogue et de médiation est une autre stratégie importante pour combler le fossé entre les jeunes marginalisés et les

institutions politiques. Faciliter l'échange d'idées entre les jeunes, les dirigeants politiques, les organisations de la société civile et les forces de l'ordre peut encourager la coopération et réduire l'insécurité. En traitant les plaintes dans le cadre d'un dialogue structuré, les jeunes peuvent être encouragés à s'engager dans des formes de participation politique constructive plutôt que de se tourner vers des alternatives extrémistes.

### **Promouvoir la culture numérique et la résilience en ligne**

Les plateformes numériques et les réseaux sociaux jouent un rôle important dans la propagation rapide de la radicalisation, ce qui rend cruciale la promotion de la culture numérique chez les jeunes. L'introduction de la culture numérique dans les programmes scolaires peut apprendre aux élèves à évaluer de manière critique les contenus en ligne, à repérer les fausses informations et à utiliser les réseaux sociaux de manière responsable. Il est nécessaire de mettre l'accent sur les compétences en matière de médias, telles que la vérification des sources et la détection des préjugés, afin d'aider les jeunes à comprendre les tactiques utilisées dans la propagande extrémiste en ligne.

Les gouvernements doivent, en collaboration avec les entreprises technologiques, renforcer leurs efforts de surveillance et de réglementation des contenus extrémistes en ligne. Parmi les mesures efficaces figurent des mécanismes de signalement clairs, des partenariats pour la vérification des faits et la modération des contenus. Ces efforts doivent toutefois être équilibrés par le respect de la liberté d'expression.

Les campagnes de contre-propagande sont essentielles pour contrer les discours extrémistes en ligne. Ces campagnes doivent être attrayantes et pertinentes pour les jeunes, en utilisant des vidéos, des graphiques et des contenus interactifs diffusés sur les réseaux sociaux. L'implication de personnalités influentes sur les réseaux sociaux, de leaders communautaires et d'anciens extrémistes qui se sont éloignés du radicalisme peut renforcer la crédibilité et l'efficacité de ces campagnes.

La formation à la cybersécurité est également nécessaire pour enseigner aux jeunes la sécurité et la confidentialité numériques afin de les aider à

éviter d'être exploités par des réseaux radicaux. Les ateliers sur la sécurité numérique doivent être accompagnés d'une formation sur les thèmes suivants. En aidant les jeunes à résister à la coercition et à la radicalisation en ligne, il est possible de déjouer les tactiques de manipulation psychologique utilisées par les recruteurs extrémistes.

### **Promouvoir les interventions communautaires**

Les interventions communautaires sont essentielles pour renforcer la confiance, la cohésion sociale et la résilience face à la radicalisation à la base. La création de centres communautaires et de clubs de jeunes dans les zones sensibles peut offrir aux jeunes des espaces sûrs où ils peuvent participer à des activités récréatives, culturelles et éducatives. Les programmes proposés dans ces centres doivent être conçus de manière à encourager les liens sociaux positifs et à soutenir les activités sportives, artistiques, musicales et culturelles.

La coopération avec les chefs religieux modérés est essentielle dans la lutte contre la radicalisation religieuse. Les chefs religieux modérés peuvent proposer des contre-discours convaincants qui mettent l'accent sur la coexistence et le respect de la diversité. Des ateliers, des débats et des activités de dialogue interreligieux devraient être organisés régulièrement dans les écoles, les mosquées et les centres communautaires afin d'impliquer les jeunes dans des discussions qui encouragent la pensée critique et la tolérance.

Des formations sur la prévention de la violence et la résolution des conflits destinées aux animateurs de jeunesse, aux éducateurs et aux dirigeants communautaires peuvent leur permettre de détecter les premiers signes de radicalisation et d'intervenir efficacement. Le renforcement des capacités locales pour gérer les conflits de manière constructive peut empêcher les jeunes de recourir à la violence pour trouver des solutions.

Les programmes d'échange culturel sont un autre outil important pour promouvoir la compréhension mutuelle entre les différentes communautés. Ces initiatives peuvent inclure des projets de service communautaire communs, des expositions artistiques collaboratives et des festivals

interculturels mettant en avant des valeurs communes. En favorisant l'empathie et la compréhension, les programmes d'échange culturel peuvent contrer les discours divisifs qui contribuent à la radicalisation.

### ***Développement de programmes de réhabilitation et de réintégration***

Des efforts de réhabilitation et de réintégration sont nécessaires pour les personnes qui ont été exposées à des idéologies radicales ou qui ont participé à des activités extrémistes. Des programmes complets de déradicalisation doivent offrir un accompagnement psychologique, une éducation religieuse et une formation professionnelle adaptés au passé, aux expériences et aux motivations de chaque individu.

Les familles doivent être associées au processus de réinsertion par le biais de conseils, d'une formation et de ressources leur permettant de soutenir les jeunes en voie de radicalisation. Le renforcement des systèmes de soutien familial peut réduire le risque de récidive.

Les programmes de mentorat qui mettent en relation des individus radicalisés avec des modèles positifs, y compris d'anciens extrémistes réintégrés avec succès, peuvent fournir l'accompagnement et le soutien nécessaires pour construire une nouvelle identité et trouver un rôle significatif dans la société.

Il est essentiel de faciliter l'accès à des possibilités d'éducation et d'emploi alternatives afin de faciliter la réintégration des individus radicalisés. La formation professionnelle, les stages et les services de placement peuvent aider les individus à acquérir de nouvelles compétences, à reprendre confiance en eux et à améliorer leur situation socio-économique.

### **Amélioration de la gouvernance et promotion de la justice sociale**

L'amélioration de la gouvernance et le soutien à la justice sociale sont essentiels pour réduire les griefs politiques qui alimentent souvent la radicalisation. Les gouvernements doivent renforcer la transparence et la responsabilité en mettant en œuvre des mesures de lutte contre la corruption, des réformes judiciaires et des mécanismes de contrôle citoyen.

Ces mesures peuvent rétablir la confiance de la population dans les institutions politiques et réduire l'attrait des idéologies radicales.

Il est essentiel de mettre en place des processus décisionnels inclusifs qui permettent aux communautés marginalisées d'avoir leur mot à dire. Des consultations régulières, des groupes de discussion et des forums publics peuvent donner aux communautés insuffisamment représentées la possibilité de proposer des solutions aux problèmes qui les touchent.

Il est nécessaire de s'attaquer à la discrimination structurelle dans les forces de l'ordre, le système judiciaire, l'éducation et le marché du travail afin de renforcer le sentiment d'égalité et d'appartenance parmi les groupes marginalisés. Garantir un traitement équitable au sein de ces institutions peut réduire le sentiment d'exclusion et contribuer à l'intégration sociale.

La protection des droits de l'homme doit être au cœur des mesures de lutte contre le terrorisme et la radicalisation. Les actions répressives ont souvent un effet boomerang, attisant la colère et validant les discours extrémistes. Il est essentiel de trouver un équilibre entre les mesures de sécurité et la protection des libertés civiles afin de garantir que les efforts de lutte contre la radicalisation ne portent pas atteinte aux droits individuels.

Pour lutter efficacement contre la radicalisation des jeunes, il faut adopter une approche globale et multidimensionnelle qui englobe le développement socio-économique, la participation politique, la maîtrise du numérique, l'intégration sociale, la réinsertion et l'amélioration de la gouvernance. La mise en œuvre de ces politiques globales permettra de créer un environnement propice à la résilience, à l'inclusion et à la participation positive des jeunes. Les stratégies résumées ci-dessus offrent une voie pour réduire l'attrait des idéologies radicales et construire une société plus harmonieuse, plus sûre et plus pacifique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abdel Jelil, M., Bhatia, K., Brockmeyer, A., Do, Q., & Joubert, C. (2018). Unemployment and Violent Extremism: Evidence from Daesh Foreign Recruits. Policy Research Working Paper, 8381. World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/2956>.
- Abramowitz, A. I., & Saunders, K. L. (2008). Is polarization a myth?. *The Journal of Politics*, 70(2): 542-555. <https://doi.org/10.1017/S0022381608080493>.
- Aizpeolea, L. R. (2021). ETA: del cese del terrorismo a la disolución. Los libros de la Catarata.
- Akdere, İ. & Karadeniz, Z. (1994). *Türkiye Solunun Eleştirel Tarihi*, İstanbul: Evren Basın Yayın.
- Al-Badayneh, D. M., Al-Assasfeh, R. A., & Al-Bhri, N. A. (2016). Social causes of arab youth radicalizing. *Journalism*, 6(12): 743-756. <https://doi.org/10.17265/2160-6579/2016.12.00>.
- Alaçam, İ. (2004). “Terörün Toplumsal Tabanı”, TODAİE, Master.
- Alfaro Redondo, R. (2019). *Divide y votarás*. PEN.
- Allan, H., Glazzard, A., Jespersen, S. T., & Sneha Reddy Winterbotham, E. (2015). Drivers of violent extremism: Hypotheses and literature review. Royal United Services Institute. [https://cve-kenya.org/media/library/Allan\\_et\\_al\\_2015\\_Drivers\\_of\\_VE\\_-\\_Hypotheses\\_and\\_Literature\\_Review.pdf](https://cve-kenya.org/media/library/Allan_et_al_2015_Drivers_of_VE_-_Hypotheses_and_Literature_Review.pdf).
- Anaz, N., Aslan, Ö., & Özkan, M. (2016). “Turkish foreign terrorist fighters and the emergence of a new kind of radicalization”, *Turkish Studies*, 17(4): 618-642.
- Arslan, R. (2015). “Ege Üniversitesi'nde Fırat Çakıroğlu cinayeti: Gerilimin arkasında ne var?”, *BBC*, [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2015/02/150226\\_ege\\_universitesi\\_gerilim](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2015/02/150226_ege_universitesi_gerilim).
- Avcı, E. (2011). “Radikal İslamcı Terörizmin Meşru Gösterilmesi: Türkiye Hizbullahı Örneği”, Kara Harp Okulu, PhD.
- Awan, A. N. (2007). Virtual fundamentalist media: Function, legitimacy and radicalizing efficacy. *European Journal of Cultural Studies*, 10(3): 389-408. <https://doi.org/10.1177/1367549407079713>.
- Barragán, M. & Rivas, J. M. (2022). El voto radical entre los jóvenes españoles: los casos de Unidas Podemos y Vox. *Revista Internacional de Pensamiento Político*, 17: 31-50. <https://doi.org/10.46661/revintpensampolit.7489>.
- Bartlett, J. & Miller, C. (2011). “The Edge of Violence: Towards Telling the Difference between Violent and Non-Violent Radicalization”, *Terrorism and Political Violence*, 24 (1): 1-21.
- Bartlett, J., & Miller, C. (2010). The power of unreason: Conspiracy theories, extremism and counter-terrorism. *Demos*. August, 29. <http://westernvoice.net/Power%20of%20Unreason.pdf>.

- Başdemir, H. Y. (2013). “Fundamentalizm”, in *Dünyada ve Türkiye’de Siyasal İdeolojiler*, Ed. Çaha, Ö. & Şahin, B., Ankara: Orion Kitapevi.
- Bennett, W. L. (2012). The personalization of politics: Political identity, social media, and changing patterns of participation. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 644(1): 20–39.  
<https://doi.org/10.1177/0002716212451428>.
- Beramendi, P., Rueda, D., & Sánchez-Cuenca, I. (2018). Generational Misfortunes and the Two Faces of Radicalism.  
<https://sites.duke.edu/dukefps/files/2018/04/generational-misfortunes.pdf>.
- Bertaux, D. (1981). From the life-history approach to the transformation of sociological practice. In D. Bertaux (Eds.), *Biography and Society: The life history approach in the social sciences*, (pp. 29–45). SAGE Publications.
- Bilici, İ. (2023). Redressing a Balance Between Security and Civil Liberty: How Should States Take a Stance Towards Violent Non-State Terrorism?. In F. Özsungur (Ed.), *Handbook of Research on War Policies, Strategies, and Cyber Wars* (pp. 273–282). IGI Global.
- Bohigues, A. (2021). *Élites, radicalismo y democracia: un estudio comparado sobre América Latina*. Centro de Investigaciones Sociológicas.
- Bortnik, R. (2012). *Radicalization of Ukrainian society*. Ukrainian Pravda. 2012, November 20. <https://www.pravda.com.ua/>
- Borum, R. (2003). “Understanding the Terrorist Mindset”, *Mental Health Law & Policy Faculty Publications*, 228.
- Borum, R. (2003). Understanding the Terrorist Mindset. *FBI Law Enforcement Bulletin Criminal Justice Periodicals*, 72 (7), 7–10.
- Borum, R. (2010). Understanding Terrorist Psychology. In A. Silke (Eds.), *The Psychology of Counter-Terrorism* (pp. 19–33). Mental Health Law & Policy Faculty Publications.
- Borum, R. (2011). “Rethinking Radicalization”, *Journal of Strategic Security*, 4 (4): 1–6.
- Borum, R. (2011). Radicalization into Violent Extremism II: A Review of Social Science Theories. *Journal of Strategic Security*, 4 (4), 7–36.
- Bosi, L., & Della Porta, D. (2012). Micro-mobilization into armed groups: Ideological, instrumental and solidaristic paths. *Qualitative Sociology*, 35, 361–383.
- Bozarslan, H. (2007). “Türkiye’de Kürt Sol Hareketi”, in *Modern Türkiye’de Siyasal Düşünce: Sol*, Ed. Gülteginil, M., İstanbul: İletişim Yayınları.
- Bozkurt, İ. (2021). “Beyaz İrkçi Radikalleşme”, in *Tüm Boyutlarıyla Radikalleşme Süreci ve Radikalleşmeyle Mücadelede Ülke Uygulamaları*, Ed. Şen, O., Ankara: Nobel Akademik Yayıncılık.
- Calhoun, C. (2011). *The roots of radicalism: Tradition, the public sphere, and early 19<sup>th</sup> century social movements*. Chicago University Press.

- Can, K. (2022). "Ülkücü Hareketin İdeolojisi", in *Modern Türkiye'de Siyasal Düşünce: Milliyetçilik*, ed. Bora, T. & Gültekin, M., İstanbul: İletişim Yayınları.
- Can, K. & Bora, T. (2015). *Devlet, Ocak, Dergah*, İstanbul: İletişim Yayınları.
- Castells, M. (2008). "The New Public Sphere: Global Civil Society, Communication Networks, and Global Governance", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616 (1): 78–93.
- CBIT About Us. (2023). *The state and the church: Problems and scenarios*. 2023, August 22, CBIT About US Newspaper.
- CEDOS. (n.d.). The Impact of War on Youth in Ukraine [Вплив війни на молодь в Україні]. Retrieved from <https://cedos.org.ua/researches/vpliv-vijni-na-molodv-ukrayini/>
- Cerrahoğlu, A. (1975). *Türkiye'de Sosyalizmin Tarihine Katkı*, İstanbul: May Yayınları.
- Çolak, B. (2013). *Terör Kısacasında Üniversiteler*, Ankara: Altınpost Yayınları.
- Corbin, J., & Strauss, A. (1990). Grounded theory research: Procedures, canons and evaluative criteria. *Qualitative Sociology*, 13(1), 3–21.
- Correa, D., & Sureka, A. (2013). Solutions to detect and analyze online radicalization: a survey. *arXiv:1301.4916v1*. <https://doi.org/10.48550/arXiv.1301.4916>.
- Cottrell, R. (1986). Twentieth-Century American Radicalism: A Bibliographical Essay. *The History Teacher*, 20(1), 27–49.
- COVITE. (2023). "Terror Map: Memory and Narrative." Retrieved from: <https://mapadelterror.com/>
- Creswell, J. W. (2013). *Qualitative inquiry & research design: Choosing among five approaches* (3rd ed.). SAGE Publications.
- Creswell, J. W. (2015). *30 essential skills for the qualitative researcher*. Sage Publications.
- Dalgaard-Nielsen, A. (2010). "Violent Radicalization in Europe: What We Know and What We Do Not Know", *Studies in Conflict & Terrorism*, 33 (9): 797–814.
- Demetriou, C. (2012). Political radicalization and political violence in Palestine (1920—1948), Ireland (1850—1921), and Cyprus (1914—1959). *Social Science History*, 36(3), 391–420.
- Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (Eds.). (2018). *The SAGE handbook of qualitative research* (5th ed.). SAGE Publications.
- Dickinson, H.T. (1994). Radicals and reformers in the later eighteenth century. In H. T. Dickinson (Eds.), *The Politics of the People in Eighteenth-Century Britain* (pp. 221–254). Palgrave Macmillan.
- Doğanoğlu, M. (2016). "Devrimci Doğu Kültür Ocakları (DDKO) ve Siyasal Ayrışma", *Ankara Üniversitesi SBF Dergisi*, 71 (3): 941–959.
- DrDataStats (2024). "Yıllara Göre Türkiyede Yükseköğretim", <https://www.drdatastats.com/yillara-gore-turkiyede-yuksekogretim/>.

- Dresen, J. (2021). *Media in Ukraine: A domain of the state, the oligarchs, or the public?* Wilson Center. <https://www.wilsoncenter.org/publication/media-ukraine-domain-the-state-the-oligarchs-or-the-public>
- DuBois, E. (1975). The radicalism of the woman suffrage movement: Notes toward the reconstruction of nineteenth-century feminism. *Feminist Studies*, 3(1/2), 63–71.
- Duch, R. M., & Stevenson, R. T. (2008). *The economic vote: How political and economic institutions condition election results*. Cambridge University Press.
- Durani, K., Eckhardt, A., Durani, W., Kollmer, T., & Augustin, N. (2023). Visual audience gatekeeping on social media platforms: A critical investigation on visual information diffusion before and during the Russo–Ukrainian War. *Information Systems Journal*, 34(2), 415–468. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/isj.12483>
- El Ghamari, M. (2023). Online platforms as an environment for multidimensional radicalization? The extremist symbolism and rhetoric of the Daesh terrorist organization. In P. W. Kuczyński (Ed.), *The Virus of Radicalization* (pp. 22–65). Collegium Civitas. <https://doi.org/10.6084/m9.figshare.22040804>.
- Ellinas, A. A. (2018). Media and the radical right. In J. Rydgren (Ed.), *The Oxford handbook of the radical right* (pp. 269–284). Oxford University Press.
- Ercan, H. (2010). “Dynamics of Mobilization and Radicalization of the Kurdish Movement in the 1970s in Türkiye”, Koc University, Master.
- Erdoğan, N. (2009). “Neo-Kemalizm, Organik Bunalım ve Hegemonya”, in *Türkiye’de Modern Siyasi Düşünce: Kemalizm*, Ed. İnel, A., İstanbul: İletişim Yayınları.
- Falk, A., Kuhn, A., & Zweimüller, J. (2011). Unemployment and right-wing extremist crime. *Scandinavian Journal of Economics*, 113(2): 260–285. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9442.2011.01648.x>.
- Farinelli, F., & Marinone, L. (2021). *Contemporary violent left-wing and anarchist extremism (VLWAE) in the EU: Analysing threats and potential for P/CVE*. Radicalisation Awareness Network, European Commission. Publications Office of the European Union. <https://ec.europa.eu>.
- Fenster, M. (1999). *Conspiracy theories: Secrecy and power in American culture*. University of Minnesota Press.
- Festinger, L. (1957). *A theory of cognitive dissonance*. Stanford University Press.
- Förtner, M., Belina, B., & Naumann, M. (2021). The revenge of the village? The geography of right-wing populist electoral success, anti-politics, and austerity in Germany. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 39(3): 574–596. <https://doi.org/10.1177/2399654420951803>.
- Franc, R., & Pavlović, T. (2023). Inequality and radicalisation: systematic review of quantitative studies. *Terrorism and political violence*, 35(4): 785–810. <https://doi.org/10.1080/09546553.2021.1974845>.

- Ganesh, B., & Bright, J. (2020). Countering extremists on social media: challenges for strategic communication and content moderation. *Policy & Internet*, 12(1): 6-19. <https://doi.org/10.1002/poi3.236>.
- García, M. I. G. (2020). El proceso de radicalización yihadista de mujeres en España. *Revista de Derecho penal y Criminología*, (23), 153-172.
- Getzner, M., & Moroz, S. (2021). The economic development of regions in Ukraine: With tests on the territorial capital approach. *Empirica*, 49(1), 225-251. <https://doi.org/10.1007/s10663-021-09521-w>
- Goodwin, J., Jasper, J. M., & Polletta, F. (Eds.). (2001). *Passionate politics: Emotions and social movements*. University of Chicago Press.
- Gouda, M., & Marktanner, M. (2019). Muslim youth unemployment and Expat Jihadism: Bored to death?. *Studies in Conflict & Terrorism*, 42(10): 878-897. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2018.1431316>.
- Government of Spain. (2021). National Security Strategy. Madrid, Spain: Government of Spain.
- Guest, G., Bunce, A., & Johnson, L. (2006). How many interviews are enough? An experiment with data saturation and variability. *Field Methods*, 18(1), 59-82.
- Güler, R. T. & Özdemir, Ö. B. (2014). "İŞİD: Irak'ta Yerli Suriye'de Yabancı", *Ortadoğu Analiz*, 6 (63): 58-61.
- Gunn, A. & Demirden, A. (2019). Radikalleşmenin önlenmesi & terörizm olgusu. Polis Akademisi Başkanlığı.
- Haggard, S., & Kaufman, R. (2021). *Backsliding: Democratic regress in the contemporary world*. Cambridge University Press.
- Haklı, S. Z. (2018). *Radikalleşme Şiddet ve Terörizm*, Ankara: Polis Akademisi Yayınları.
- Hassan, G., Brouillette-Alarie, S., Alava, S., Frau-Meigs, D., Lavoie, L., Fetiu, A., Varela, W., Borokhovski, E., Venkatesh, V., Rousseau, C. & Sieckelinc, S. (2018). Exposure to extremist online content could lead to violent radicalization: A systematic review of empirical evidence. *International journal of developmental science*, 12(1-2): 71-88. <https://doi.org/10.3233/DEV-170233>.
- Hawdon, J., Bernatzky, C., & Costello, M. (2019). "Cyber-routines, political attitudes, and exposure to violence-advocating online extremism" *Social Forces*, 98(1): 329-354.
- Hirschman, A. O. (1972). *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states*. Harvard University Press.
- Hollewell, G. F., & Longpré, N. (2022). Radicalization in the social media era: understanding the relationship between self-radicalization and the internet. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 66(8): 896-913. <https://doi.org/10.1177/0306624X211028771>.

- Horgan, J. (2008). *Walking away from terrorism: Accounts of disengagement from radical and extremist movements*. Routledge.
- Hrushetsky, A. (2023). Dynamics of perception of the direction of affairs in Ukraine and trust in certain institutions between May 2022 and October 2023. *Kyiv International Institute of Sociology (KIIS)*. <https://kiis.com.ua>
- Hsieh, H.-F., & Shannon, S. E. (2005). Three approaches to qualitative content analysis. *Qualitative Health Research*, 15(9), 1277-1288.
- Ignazi, P. (1992). The silent counter-revolution: Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe. *European Journal of Political Research*, 22(1): 3-34. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.1992.tb00303.x>.
- Iqbal, K., Khudai, M. S., Mahmood, B., Khaliq, N. & Khan, A. A. (2020). Impact of unemployment on political extremism among youth. *Journal of Critical Reviews*, 7(13): 2609-2629.
- Jääskeläinen, P., & Huhtinen, A. M. (2020, June). Online Polarization, Radicalization, and Conspiracy. In T. Eze, L. Speakman, & C. Onwubiko (Eds.), *ECCWS 2020 19<sup>th</sup> European Conference on Cyber Warfare and Security* (pp. 151-157). Academic Conferences and Publishing Limited.
- Jensen, M. T. (2006). "Jihad in Denmark: An overview and analysis of Jihadi activity in Denmark 1990-2006", *DIIS Working Paper*, 35.
- Kadivar, J. (2017). Online radicalization and social media: A case study of Daesh. *International Journal of Digital Television*, 8(3): 403-422. [https://doi.org/10.1386/jdvt.8.3.403\\_1](https://doi.org/10.1386/jdvt.8.3.403_1).
- Kaya, A. (2021, June 13). A concise history of the term "Radicalisation": A Struggle for democracy? *Bilgi Prime Youth*.
- Kaya, M. (2020). "Türkiye'deki Suriyeli Mülteci Gruplara Yönelik Şiddet", *Türkiye İnsan Hakları ve Eşitlik Kurumu Akademik Dergisi*, 4 (5): 231-243.
- Kepel, G. (2015). *Terror in France: The rise of jihad in the West*. Princeton University Press.
- Khosrokhavar, F. (2017). *Radicalization: Why some people choose the path of violence*. The New Press.
- Kiev International Institute of Sociology. (2023). Perception of multigender people and their rights in Ukraine: May-June 2023 (In Ukrainian). Kiev International Institute of Sociology. [https://gay.org.ua/publications/AREport\\_NashSvit\\_May2023.pdf](https://gay.org.ua/publications/AREport_NashSvit_May2023.pdf)
- KIIS. (2023). Dynamics of trust in social institutions in 2021-2023. Kyiv International Institute of Sociology. <https://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=1335&page=1>
- King, M., & Taylor, D. M. (2011). The radicalization of homegrown jihadists: A review of theoretical Models and social psychological evidence. *Terrorism and Political Violence*, 23(4), 602-622.

- Koehler, D. (2017). *Understanding deradicalization: Methods, tools and programs for countering violent extremism*. Routledge, Taylor & Francis Group.
- Köse, T. (2017). "Çözüm Süreinin Yükseliş ve Düşüşü", *Türkiye Ortadoğu Çalışmaları Dergisi*, 4 (1): 13-40.
- Köse, T. & Coşkun, İ. (2019). *Türkiye'de Üniversiteler ve Radikalleşme*. SETA Yayınları.
- Köse, T. & Coşkun, İ. (2019). *Türkiye'de Üniversiteler ve Radikalleşme*, SETA: İstanbul.
- Krippendorff, K. (2018). *Content analysis: An introduction to its methodology* (4th ed.). SAGE Publications.
- Kruglanski, A. W., Jasko, K., Chernikova, M., Dugas, M., & Webber, D. (2014). The psychology of radicalization and deradicalization: How significance quest impacts violent extremism. *Political Psychology*, 35(S1), 69-93. <https://doi.org/10.1111/pops.12163>
- Küçükaksu, İ. (2023). "Video Türkiye'de düzenlenen yabancı karşıtı protestoyu mu gösteriyor?" *Anadolu Ajansı*, <https://www.aa.com.tr/tr/teyithatti/aktuel/video-turkiyede-duzenlenen-yabanci-karsiti-protestoyu-mu-gosteriyor-/1816601>.
- Küçükcan, T. (2009). "Terörün sosyolojisi: Toplumsal kökenleri anlama imkânı", *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, 6 (24): 32-54.
- Kunst, J. R., & Obaidi, M. (2020). Understanding violent extremism in the 21st century: The (re)emerging role of relative deprivation. *Current Opinion in Psychology*, 35, 55-59. <https://doi.org/10.1016/j.copsyc.2020.03.010>
- Kurt, M. (2023). "Radical Habitus: Trajectories of Youth Radicalization in Türkiye", *Current Anthropology*, 64(6): 692-710.
- Kvale, S. (2007). *Doing interviews*. SAGE Publications.
- Laurent, É. (2016). *La fabrique du terrorisme: Dans les secrets de l'antiterrorisme français*. Le Seuil.
- Ledwich, M., & Zaitsev, A. (2019). Algorithmic extremism: Examining YouTube's rabbit hole of radicalization. *arXiv preprint arXiv:1912.11211*. <https://doi.org/10.48550/arXiv.1912.11211>.
- Levitsky, S. & Ziblatt, D. (2018). *How Democracies Die*. Crown Books.
- Lewis-Beck, M. S., & Stegmaier, M. (2008). The economic vote in transitional democracies. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 18(3): 303-323. <https://doi.org/10.1080/17457280802227710>.
- Lincoln, Y. S., & Guba, E. G. (1985). *Naturalistic inquiry*. SAGE Publications.
- Lucassen, G., & Lubbers, M. (2012). Who fears what? Explaining far-right-wing preference in Europe by distinguishing perceived cultural and economic ethnic threats. *Comparative Political Studies*, 45(5): 547-574. <https://doi.org/10.1177/0010414011427851>.

- Makki, M., & Akash, S. A. (2023). Poverty, regional inequality, and the role of governance: tracing geographies of violent extremism in Pakistan. *GeoJournal*, 88(3): 2635–2650. <https://doi.org/10.47067/real.v4i1.124>.
- Marwick, A., Clancy, B., & Furl, K. (2022). Far-Right online radicalization: A review of the literature. *The Bulletin of Technology & Public Life*, May 10. <https://doi.org/10.21428/bfcbobff.e9492a11>.
- Mazurok, A. (2023). Ukrainians want a fight against evil; the evil at hand today is corruption. Transparency International Ukraine. <https://ti-ukraine.org/en/blogs/ukrainians-want-a-fight-against-evil-the-evil-at-hand-today-is-corruption/>
- McAdam, D. (1999). Political process and the development of black insurgency, 1930–1970. University of Chicago Press.
- McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). Resource mobilization and social movements: A partial theory. *American journal of sociology*, 82(6), 1212–1241.
- McCauley, C. & Moskalenko, S. (2008). Mechanisms Of Political Radicalization: Pathways Toward Terrorism. *Terrorism and Political Violence*, 20 (3), 415–433.
- McCauley, C., & Moskalenko, S. (2011). Friction: How radicalization happens to them and us. oxford university Press.
- McCauley, C., & Moskalenko, S. (2011). *Friction: How radicalization happens to them and us*. Oxford University Press.
- McCauley, C., & Moskalenko, S. (2017). “Understanding political radicalization: The two-pyramids model”, *American Psychologist*, 72(3): 205–216.
- McLellan, E., MacQueen, K. M., & Niedig, J. (2003). Beyond the qualitative interview: Data preparation and transcription. *Field Methods*, 15(1), 63–84.
- Meleagrou-Hitchens, A., Alexander, A., & Kaderbhai, N. (2017). “The impact of digital communications technology on radicalization and recruitment”, *International Affairs*, 93(5): 1233–1249.
- Merriam, S. B. (2009). *Qualitative research: A guide to design and implementation*: Revised and expanded from qualitative research and case study applications in education. Jossey-Bass.
- Mervo. (2019). Radicals, extremists and terrorists. Super short lykbez (In Ukrainian). Medium. [https://medium.com/@Taras\\_Tarasiuk/радикали-екстремісти-й-терористи-надкороткий-лікбез-8d19af07d389](https://medium.com/@Taras_Tarasiuk/радикали-екстремісти-й-терористи-надкороткий-лікбез-8d19af07d389).
- Miconi D., Levinsson, A., Rousseau, C. (2024)/ Multiple Group Identities and Support for Violent Radicalization Among College and University Students: Challenge or Opportunity? <https://www.scopus.com/citation/output.uri?origin=recordpage&view=&src=s&eid=2-s2.0-85183606602&outputType=exportPdf>.
- Midlarsky, M. I. (2011). *Origins of Political Extremism: Mass Violence in the Twentieth Century and Beyond*, Cambridge: Cambridge University Press.

- Mihas, P. (2022). Strategies for coding and categorizing data. In C. Vanover, P. Mihas, & J. Saldaña (Eds.), *Analyzing and interpreting qualitative research: After the interview* (pp. 141-162). SAGE Publications.
- Miles, M. B., & Huberman, A. M. (1994). *Qualitative data analysis: An expanded sourcebook* (2nd ed.). SAGE Publications.
- Milli İstihbarat Akademisi (2024). “Batılı Ülkelerde Aşırı Sağ Hareketler: 2023 Değerlendirme Raporu”, *MİT*.
- Ministry of the Interior. (2019). National Strategic Plan for Combating Violent Radicalization: Pathways to Preventive Action
- Miş, N., Güleler, S. Coşkun, İ., Duran, H. & Ayvaz, M. E. (2016). *Demokrasi Nöbetleri: Toplumsal Algıda 15 Temmuz Darbe Girişimi*, İstanbul: SETA Yayınları.
- Moghaddam, F. M. (2005). “The Staircase to Terrorism: a Psychological Exploration”, *American Psychologist*, 60 (2): 161-169.
- MoNE, (2024). “Official Statistics”, <https://sgb.meb.gov.tr/www/resmi-istatistikler/icerik/64>.
- Morse, J. M. (1994). Designing funded qualitative research. In N. K. Denzin & Y. S. Lincoln (Eds.), *Handbook of qualitative research* (pp. 220-235). SAGE Publications.
- Moskalenko, S., & McCauley, C. (2021). QAnon. Perspectives on Terrorism, 15(2), 142-146.
- Mudde, C. (2021). *The far right today*. Barcelona, Spain: Paidós.
- Mukhitov, O. M., Shaukenova, Z. K., Kabul, O. K., Yeshniyazova, A. C., & Baigabylov, N. O. (2022). Retracted: Structural measures to prevent radicalism among youth. *Journal of Community Psychology*, 50(2): 1123-1134. <https://doi.org/10.1002/jcop.22707>.
- Mukhitov, O. M., Shaukenova, Z. K., Kabul, O. K., Yeshniyazova, A. C., & Baigabylov, N. O. (2022). “Retracted: Structural Measures to Prevent Radicalism among Youth” *Journal of Community Psychology*, 50(2): 1123-1134.
- Muxel, A. (2020). Political radicalism among the younger generations. *Youth and Globalization*, 2(2): 123-136. <https://doi.org/10.1080/16325895745-02020001>.
- Myagkov, M., Shchekotin, E., Goiko, V., Kashpur, V., & Aksenova, E. (2019). The socio-economic and demographic factors of online activity among right-wing radicals. *Studies of Transition States and Societies*, 11(1): 19-38.
- Nagle, A. (2017). *Kill All Normies Online culture wars from 4chan and Tumblr to Trump and the alt-right*. Zero Books.
- National Coordination Center for Cybersecurity at the National Security and Defense Council of Ukraine. (n.d.). Ensuring Information Security [Захист інформаційного та кіберпростору]. Retrieved from <https://ssu.gov.ua/zabezpechennia-informatsiinoi-bezpeky>

- National Institute for Strategic Studies. (n.d.). Football Fans Movement in Ukraine [Рух футбольних фанатів в Україні]. Retrieved from <https://niss.gov.ua/doslidzhennya/gromadyanske-suspilstvo/rukhn-futbolnikh-fanativ-v-ukraini-analitichna-zapiska>
- National Institute for Strategic Studies. (n.d.). Participation of Civil Associations in Countering Information Aggression of the Russian Federation [Участь громадських об'єднань у протидії інформаційній агресії РФ]. Retrieved from <https://niss.gov.ua/sites/default/files/2016-09/AZ-Protid-ya--nformagres---166e3.pdf>
- National Institute for Strategic Studies. (n.d.). Social Networks as an Effective Means of Public Self-Organization in Modern Ukraine [Соціальні мережі як ефективний засіб громадської самоорганізації в сучасній Україні]. Retrieved from <https://niss.gov.ua/sites/default/files/2018-05/Rudenko-52ea7.pdf>
- National Institute for Strategic Studies. (n.d.). Volunteer Movement: Global Experience and Ukrainian Civil Practices [Волонтерський рух: світовий досвід та українські громадянські практики]. Retrieved from <https://niss.gov.ua/sites/default/files/2015-02/volonter-697e4.pdf>
- National Institute for Strategic Studies. (n.d.). Youth Radicalism in Ukraine: Escalation Factors and Ways to Prevent Dangerous Manifestations [Молодіжний радикалізм в Україні: чинники ескалації та шляхи попередження небезпечних проявів]. Retrieved from <https://niss.gov.ua/doslidzhennya/gromadyanske-suspilstvo/molodizhnyi-radikalizm-v-ukraini-chinniki-eskalacii-ta>
- National Security and Defense Council of Ukraine. (2012). Decision of the National Security and Defense Council of Ukraine of May 25, 2012 "On Measures to Strengthen the Fight against Terrorism in Ukraine" [Про рішення Ради національної безпеки і оборони України від 25 травня 2012 року «Про заходи щодо посилення боротьби з тероризмом в Україні»]. Retrieved from <https://www.rnbo.gov.ua/ua/Ukazy/302.html>
- National Security and Defense Council of Ukraine. (2016). Decision of the National Security and Defense Council of Ukraine of December 29, 2016 "On the Doctrine of Information Security of Ukraine" [Про рішення Ради національної безпеки і оборони України від 29 грудня 2016 року «Про Доктрину інформаційної безпеки України»]. Retrieved from <https://www.rnbo.gov.ua/ua/Ukazy/439.html>
- National Security and Defense Council of Ukraine. (2021). Decision of the National Security and Defense Council of Ukraine of October 15, 2021 "On the Strategy of Information Security" [Про рішення Ради національної безпеки і оборони України від 15 жовтня 2021 року "Про Стратегію інформаційної безпеки"]. Retrieved from <https://www.rnbo.gov.ua/ua/Ukazy/5203.html>
- National Security and Defense Council of Ukraine. (n.d.). Terrorism. Hybrid War. Russia [Тероризм. Гібридна війна. Росія]. Retrieved from <https://www.rnbo.gov.ua/ua/Dialnist/2320.html>

- National Security and Defense Council of Ukraine. (n.d.). Valentin Petrov: Russian Special Services are Behind Cyber Attacks on Ukraine [За кібернетичними атаками на Україну стоять російські спецслужби]. Retrieved from <https://www.rnbo.gov.ua/ua/Dialnist/2538.html>
- Ndzovu, H. J. (2017). Religious Indoctrination or Marginalization theory? Muslim-Christian Public Discourses and Perceptions on Religious Violence in Kenya. *Association for the Study of Religion in South Africa (ASRSA)*, 30(2), 154-177.
- Nesser, P. (2006). "Jihadism in Western Europe after the Invasion of Iraq: Tracing Motivational Influences from the Iraq War on Fundamentalist terrorism in Western Europe", *Studies in Conflict & Terrorism*, 29 (4): 323-342.
- Neumann, P. (2008). *Joining Al-Qaeda: Fundamentalist Recruitment in Europe*, Routledge.
- Neumann, P. R. (2013). The trouble with radicalization. *International Affairs*, 89(4), 873-893. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12049>
- Norman, J., & Mikhael, A. (2018). "Refugee youth, unemployment, and extremism: countering the myth", *Forced Migration Review*, 57: 57-58.
- Norman, J., & Mikhael, A. (2018). Refugee youth, unemployment and extremism: countering the myth. *Forced Migration Review*, 57: 57-58. [https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10119478/1/NormanMikhael\\_FMR\\_FINAL.pdf](https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10119478/1/NormanMikhael_FMR_FINAL.pdf).
- Norris, P., & Inglehart, R. (2019). *Cultural backlash: Trump, Brexit, and authoritarian populism*. Cambridge University Press.
- OECD (2024). "Economic Outlook", <https://www.oecd.org/economic-outlook/february-2024/>.
- Onuş, S. (2015). "Ankara Dil Tarih'te çatışan taraflar anlattı", *BBC*, [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2015/02/150226\\_dtcf\\_update](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2015/02/150226_dtcf_update).
- Opanasyuk V. (2019). Inter-ethnic and Inter-Religious Tolerance <https://ppst.sumdu.edu.ua/images/pdf/Tolerance.pdf>
- Operational Data Portal. (2023). Ukraine refugee situation. <https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine>
- Orhan, M. (2010). "Al-Qaeda: Analysis of the Emergence, Radicalism, and Violence of a Fundamentalist Action Group in Türkiye", *Turkish Studies*, 11(2): 143-161.
- Orhan, O. & Gündoğar, S. S. (2015). "Suriyeli Sığınmacıların Türkiye'ye Etkileri", *ORSAM*.
- Osadchuk, I. (2022). Mechanisms and techniques of combating radicalism, extremism and terrorism. <https://filos.lnu.edu.ua/wp-content/uploads/2014/12/2022.-PP2.1.1.01-Mekhanizmy-i-tekhniky-protydii-radykalizmu-ekstrumizmu-ta-teroryzmu.pdf>
- Ouassini, N., & Verma, A. (2018). Socio-economic inequality or demographic conditions: a micro-level analysis of terrorism in Jharkhand. *Journal of Victimology and Victim Justice*, 1(1): 63-84. <https://doi.org/10.1177/2516606918765494>.

- Öztop, F. A. (2022). "Motivational factors of Turkish foreign terrorist fighters in ISIS", *Middle Eastern Studies*, 58(4): 553-572.
- Patoka, M. (2023). Democracy Hype: What is the role of social networks in the radicalization of the democratic process and its mass influence? (In Ukrainian). Opora. [https://www.oporaua.org/polit\\_ad/hayp-demokratiyi-yaka-rol-social-nih-merezh-u-radikalizaciyi-demokratichnogo-procesu-ta-yogo-masovomu-vplivi-25064](https://www.oporaua.org/polit_ad/hayp-demokratiyi-yaka-rol-social-nih-merezh-u-radikalizaciyi-demokratichnogo-procesu-ta-yogo-masovomu-vplivi-25064)
- Patton, M. Q. (2002). *Qualitative research & evaluation methods* (3rd ed.). SAGE Publications.
- Pauwels, L. J., & Hardyns, W. (2018). "Endorsement for extremism, exposure to extremism via social media and self-reported political/religious aggression", *International Journal of Developmental Science*, 12(1-2): 51-69.
- Presidency of Migration Management, (2024). "Temporary Protection", <https://www.goc.gov.tr/gecici-koruma5638>.
- Ranstorp, M. (2010). *Understanding Violent Radicalization: Terrorist and Fundamentalist Movements in Europe*, Routledge: New York.
- Reilly, M., & Parker, N. (2013). Unsatisfactory saturation: A critical exploration of the notion of saturated sample sizes in qualitative research. *Qualitative Research*, 13(2), 190-197.
- Reinares, F., & Jaime-Jimenez, O. (2019). Countering terrorism in a new democracy: the case of Spain. In *European democracies against terrorism* (pp. 119-145). Routledge.
- Reinares, F., García-Calvo, C., & Vicente, A. (2019). *Jihadism and Jihadists in Spain Fifteen Years After 11-M*. Real Instituto Elcano.
- Richards, A. (2003). *Socio-Economic Roots of Radicalism?: Towards Explaining the Appeal of Islamic Radicals*. Strategic Studies Institute, US Army War College.
- Roy, O. (2004). *Globalized Islam: The search for a new Ummah*. Columbia University Press.
- Rybak, V. (2018). Paid Word: Who Owns Ukrainian Media. *Ukraine World*. <https://ukraineworld.org/en/articles/ukraine-explained/paid-word-who-owns-ukrainian-media>
- Rydgren, J. (2008). Immigration sceptics, xenophobes or racists? Radical right-wing voting in six West European countries. *European Journal of Political Research*, 47(6): 737-765. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.2008.00784.x>.
- Sageman, M. (2004). *Understanding terror networks*. University of Pennsylvania Press.
- Sánchez-Cuenca, I. (2021). *The Historical Roots of Revolutionary Terrorism*. Los Libros de La Catarata.
- Sayari, S. (2010). "Political Violence and Terrorism in Türkiye, 1976-80: A Retrospective Analysis", *Terrorism and Political Violence*, 22(2): 198-215.

- Schmid, A. P. (2013). "Radicalization, De-Radicalization, Counter-Radicalization: A Conceptual Discussion and Literature Review", *International Centre for Counter-Terrorism Research Paper*, 97.
- Schulze, H., Hohner, J., Greipl, S., Girgnhuber, M., Desta, I., & Rieger, D. (2022). Far-right conspiracy groups on fringe platforms: a longitudinal analysis of radicalization dynamics on Telegram. *Convergence: The International Journal of Research into New Media Technologies*, 28(4), 1103-1126.
- Schwandt, T. A. (1994). Constructivist, interpretivist approaches to human inquiry. In N. K. Denzin & Y. S. Lincoln (Eds.), *Handbook of qualitative research* (pp. 118-137). SAGE Publications.
- Security Service of Ukraine. (n.d.). Anti-Terrorist Center at the SBU [Антитерористичний центр при СБУ]. Retrieved from <https://ssu.gov.ua/antyterorystychnyi-tsentr-pry-ssu>
- Şener, M. (2015). "Burjuva Uygarlığının Peşinde", in *Osmanlı'dan Günümüze Türkiye'de Siyasal Hayat*, Atılğan, G. at al., İstanbul: Yordam Kitap.
- Sevinç, İ. & Babahanoğlu, V. (2019). "Küresel Güvenliğin Değişken Yapısı ve Terör Örgütleri Üzerine Etkisi: DEAŞ Terör Örgütü Örneği" *Süleyman Demirel Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 24 (4): 969-987.
- Shkil, L. (2022). 28 million in YouTube, 10 million in TikTok: how the war changed Ukrainian social networks. AIN.UA. <https://ain.ua/2022/08/06/yak-vijna-zminyla-soczmerezhi/>
- Silke, A. (2008). Holy warriors: Exploring the psychological and behavioral aspects of radicalization. In J. Victoroff (Ed.), *The psychology of terrorism* (pp. 129-143). Routledge.
- Sönmez, G. (2017). *Radikalleşme, Şiddete Varan Aşırıçılık ve Türkiye'nin Mücadelesi*, Ankara: ORSAM.
- Sozer, M. A., & Sever, M. (2011). "Violent Extremism in Terrorist Organizations: The Case of Turkish Hizbullah" in *Multi-Faceted Approach to Radicalization in Terrorist Organizations* Ed. Bal, I. et al., IOS Press.
- START (2024). Database for Türkiye, [http://apps.start.umd.edu/gtd/search/Results.aspx?page=27&casualties\\_type=b&casualties\\_max=&start\\_year=2000&start\\_month=1&start\\_day=1&end\\_year=2020&end\\_month=12&end\\_day=31&ctp2=all&country=209&expanded=no&charttype=line&chart=overtime&ob=GTID&od=desc#results-table](http://apps.start.umd.edu/gtd/search/Results.aspx?page=27&casualties_type=b&casualties_max=&start_year=2000&start_month=1&start_day=1&end_year=2020&end_month=12&end_day=31&ctp2=all&country=209&expanded=no&charttype=line&chart=overtime&ob=GTID&od=desc#results-table).
- Stevkovski, L. (2014). The European financial crisis, youth unemployment and the rise of right-wing extremism. In I. Dodovski, R. C. Hudson, M. Stefanoyska & S. Pendarovski, *The Europe of Tomorrow: creative, digital, integrated* (pp. 61-78). University American College Skopje.
- Tajfel, H., & Turner, J. C. (1979). An integrative theory of intergroup conflict. In W. G. Austin & S. Worchel (Eds.), *The social psychology of intergroup relations* (pp. 33-47). Brooks/Cole.

- Tarasjuk, T. (2021). Not only reform: How the EU and NATO can change the SBU counter-terrorism. Reanimation Package of Reforms. 2021, October 22. <https://rpr.org.ua/>
- Tarasjuk, T. (2023). Radicalization as a tool: Relevance and risk assessment. Ilko Kucheriv Democratic Initiatives Foundation. <https://dif.org.ua/article/radikalizatsiya-yak-instrument-aktualnist-ta-otsinka-rizikiv>.
- Tarín, A. (2017a). The ethnic russian as an enemy of Islam: frame analysis of the Kavkaz center news agency (2001–2004). *Civil Wars*, 19(4): 495–516. <https://doi.org/10.1080/13698249.2017.1396112>.
- Tarín, A. (2017b). When we are the violent: The Chechen Islamist guerrillas' discourse on their own armed actions. *Journal of Eurasian Studies*, 8(2): 185–195. <https://doi.org/10.1016/j.euras.2017.05.0>.
- Tarín, A.; Rivas Otero, J. M. & Ortega, A. (2018). Populism and hegemony in Islamic State: The building of the caliphal State in the propagandistic Dabiq magazine. *Communication & Society*, 31(2): 155–175. <https://doi.org/10.15581/003.31.2.155-175>.
- Tatarenko, O., Bachuk, A., & Vlasyuk, I. (2023). Prohibition of the UOC-MP: Why the percentage of Ukrainians who support such a decision has increased. *Suspilne Rivne*. 2023, June 25. <https://suspilne.media/rivne/510453-zaborona-upc-mp-comu-v-ukraini-zris-vidsotok-ludej-aki-hotili-b-takogo-risenna/>
- Tchaikovsky A. (2007). Religious extremism in Ukraine: reality and trends. *Bulletin of the Academy of Internal Affairs Management*. No. 4., Pg. 95–101. [http://nbuv.gov.ua/UJRN/ucnavs\\_2007\\_4\\_10](http://nbuv.gov.ua/UJRN/ucnavs_2007_4_10)
- Teğın, N. (2019). “PKK Terör Örgütünden Ayrılanlar Üzerine Sosyolojik Bir Araştırma”, Selçuk Üniversitesi, PhD.
- Tilly, C. (2003). *The politics of collective violence*. Cambridge University Press.
- TUİK (2023). “Distribution of Unemployment in Türkiye in 2022”, <https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Isgucu-Istatistikleri-2022-49390>.
- TUİK (2024a). “Rage of change in 12 months moving averages” <https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Tuketici-Fiyat-Endeksi-Aralik-2023-49657>.
- TUİK (2024b). “Yaş Grubuna Göre Nüfus”, <https://nip.tuik.gov.tr/?value=YasGrubunaGoreNufus>.
- Turchynov, O. (2015). Terrorism. Hybrid war. Russia. National Security and Defense Council of Ukraine. 2015, November 13. <https://www.rnbo.gov.ua/>
- Turkish MFA. (2024). “DHKP-C”, <https://www.mfa.gov.tr/dhkp-c.tr.mfa>.
- U-Report Digest: III Quarter 2019 – Youth Survey on Radicalization [Дайджест опитувань U-Report: III квартал 2019 р. – Опитування молоді про радикалізацію]. Retrieved from [https://ukr-socium.org.ua/wp-content/uploads/2019/11/136\\_145\\_No370\\_2019\\_ukr.pdf](https://ukr-socium.org.ua/wp-content/uploads/2019/11/136_145_No370_2019_ukr.pdf)

- UNHCR (2024). “Türkiye Overview”, <https://www.unhcr.org/tr/en/overview-2#:~:text=Türkiye%20is%20home%20to%20the,asylum%2Dseekers%20of%20other%20nationalities>.
- United Nations Development Programme (UNDP). (2015). Root Causes of Radicalization in Europe and the Commonwealth of Independent States (Discussion Paper).
- United Nations Development Programme. (2016). Preventing violent extremism through promoting inclusive development, tolerance and respect for diversity. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/Discussion%20Paper%20-%20Preventing%20Violent%20Extremism%20by%20Promoting%20Inclusive%20%20Development.pdf>
- United Nations Development Programme. (2023). Human impact assessment reveals stark consequences of war on Ukrainian society. <https://www.undp.org/ukraine/press-releases/human-impact-assessment-reveals-stark-consequences-war-ukrainian-society>
- Ünüvar, K. (2007). “Fikir Kulüpleri Federasyonu (1965-1969)”, in *Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce: Sol*, Ed. Gülgetingil, M., İstanbul: İletişim Yayınları.
- Ünüvar, K. (2019). “FKF’den Dev-Genç’e: Türkiye’de 1968 Öğrenci Hareketleri ve Sol”, in 1968 İsyân, Devrim, Özgürlük. İstanbul: Tarih Vakfı Yurt Yayınları.
- USAID-Internews. (2023). Attitudes of Ukrainians towards the media and consumption of different types of media in 2023: results of the USAID-internews survey (in Ukrainian). Ukrinform. <https://www.ukrinform.ua/rubric-presshall/3778723-stavlenna-ukrainciv-do-media-ta-spozivanna-riznih-tipiv-media-u-2023-r-r-ezultati-opituvanna-usaidinternews.html>
- USAID. (2023). Ukrainian media, attitude and trust in 2023 (in Ukrainian). <https://internews.in.ua/wp-content/uploads/2023/10/Ukrainski-media-stavlennia-ta-dovira-2023r.pdf>
- Uslu, L. (2021). “Terörün Sosyolojik Arka Planı; DEAŞ Örneği” in *Tüm Boyutlarıyla Radikalleşme Süreci ve Radikalleşmeyle Mücadelede Ülke Uygulamaları*, Ed. Şen, O., Ankara: Nobel Akademik Yayıncılık.
- Verba, S., & Schlozman, K. L. (1977). Unemployment, class consciousness, and radical politics: what didn't happen in the thirties. *The Journal of Politics*, 39(2): 291-323. <https://doi.org/10.2307/2130053>.
- VERBI Software. (2021). (computer software). Berlin, Germany: VERBI Software. Available from maxqda.com.
- Victory Party (2021). “Kuruluş Manifestosu”, <https://zaferpartisi.org.tr/kurulus-manifestosu/>.
- Vidino, L. (2017). Western foreign fighters: The threat to homeland and international security. Palgrave Macmillan.

- Von Behr, I., Reding, A., Edwards, C., & Gribbon, L. (2013). "Radicalisation in the Digital Era", RAND Europe.
- Widiyanto, A. (2023). Interfaith Dialogue in the Post-Truth Age: Challenges, Strategies, and Prospects. <https://www.scopus.com/citation/output.uri?origin=recordpage&view=&src=s&eid=2-s2.0-85177676479&outputType=exportPdf>
- Wiktorowicz, O. (2005). *Radical Islam Rising: Muslim Extremism in the West*, UK: Rowman & Littlefield Publishers.
- Wiktorowicz, Q. (2004). *Joining the Cause: Al-Muhajiroun and Radical Islam* [Paper presentation]. The Roots of Islamic Radicalism Conference Yale University, (pp. 1-29).
- Winter, C., Neumann, P., Meleagrou-Hitchens, A., Ranstorp, M., Vidino, L., & Fürst, J. (2020). Online extremism: research trends in internet activism, radicalization, and counter-strategies. *International Journal of Conflict and Violence (IJCV)*, 14: 1-20. <https://doi.org/10.4119/ijcv-3809>.
- Wolfowicz, M., Hasisi, B. & Weisburd, D. (2022). "What are the effects of different elements of media on radicalization outcomes? A systematic review", *Campbell Systematic Reviews*, 18 (2): 1-50.
- Wood, R. M. & Thomas, J. L. (2017). "Women on the Frontline: Rebel Group Ideology and Woman's Participation in Violent Rebellion", *Journal of Peace Research*, 54 (1): 31-46.
- World Bank. (2023). *Ukraine rapid damage and needs assessment: February 2022 - February 2023*. <https://reliefweb.int/report/ukraine/ukraine-rapid-damage-and-needs-assessment-february-2022-2023-enuk>
- Yalçinkaya, H. (2017). *IŞİD'in Yabancı Savaşçıları ve Yarattığı Tehdit: Türkiye'nin Tecrübesi (2014-2016)*, Ankara: ORSAM.
- Yeşildal, Z. (2023) "Türkiye'de yakalanan DEAŞ'ın üst düzey yöneticisine 17 yıl 6 ay hapis cezası", *Anadolu Ajansı*, <https://www.aa.com.tr/tr/gundem/turkiyede-yakalanan-deasin-ust-duzey-yoneticisine-17-yil-6-ay-hapis-cezasi/3021935>.
- YÖK (2024). "Yüksek Öğretim Bilgi Yönetim Sistemi" <https://istatistik.yok.gov.tr>.
- Yusha'u, M. J. (2015). Extremism or terrorism: Communicating Islamophobia on YouTube in the Norwegian attacks. *Journal of Arab & Muslim Media Research*, 8(2): 171-191. [https://doi.org/10.1386/jammr.8.2.171\\_1](https://doi.org/10.1386/jammr.8.2.171_1).
- Zakharov, E. (2019). *Speech at the human rights club: Radicalization of society*. 2019, April 23. Kharkiv Human Rights Group. <https://khpg.org/>
- Zasenko, O. E., Makuch, A., Hajda, L. A., Yerofeyev, I. A., Stebelsky, I. & Kryzhanivsky, S. A. (2024). *World War I and the struggle for independence of Ukraine*. Encyclopedia Britannica. <https://www.britannica.com/place/Ukraine>.
- Zeiger, S., & Gyte, J. (2020). Prevention of Radicalization on Social Media and the Internet. In A. P. Schmid, A. P. (Ed.), *Handbook of terrorism prevention and preparedness* (pp. 358-395). International Centre for Counter-Terrorism (ICCT).

## **Annexe 1 : Questions de l'entretien**

### **Sensibilisation et compréhension :**

1. Depuis quand travaillez-vous avec les jeunes et depuis quand travaillez-vous sur la radicalisation ?
2. Comment définissez-vous la « radicalisation » dans le contexte de votre travail avec les jeunes ?
3. Selon vous, quels sont les signes ou indicateurs de radicalisation que les personnes travaillant avec les jeunes doivent connaître ?
4. Pouvez-vous citer des cas ou des exemples spécifiques de radicalisation que vous avez rencontrés ou dont vous avez eu connaissance dans le cadre de votre travail ?

### **Perceptions et attitudes :**

5. Quelle est votre perception de l'ampleur de la radicalisation parmi les jeunes de votre communauté ou parmi les groupes avec lesquels vous travaillez ?
6. Selon vous, comment la radicalisation affecte-t-elle les jeunes et leurs communautés ?
7. Selon vous, quelles sont les causes profondes de la radicalisation chez les jeunes ? Selon vous, quelles sont les forces motrices ou attractives qui sous-tendent ces causes ?
8. Quelle est l'attitude du gouvernement et de la société de votre pays à l'égard de la radicalisation ?
9. Comment évaluez-vous l'influence des médias sociaux ou traditionnels sur les jeunes avec lesquels vous travaillez dans le contexte de la « radicalisation » ?

### **Difficultés et obstacles :**

10. Quelles sont les difficultés rencontrées par les travailleurs de la jeunesse pour identifier et traiter la radicalisation chez les jeunes ?

11. Rencontrez-vous des obstacles ou des barrières particuliers dans vos efforts de prévention de la radicalisation ?

### **Stratégies et interventions préventives :**

12. Selon vous, quelles stratégies ou approches sont efficaces pour prévenir la radicalisation chez les jeunes ou lutter contre ce phénomène ?

13. Pouvez-vous donner des exemples d'initiatives ou de programmes visant à prévenir la radicalisation chez les jeunes auxquels vous participez ?

**Formation et soutien :**

14. Dans le cadre de votre rôle en tant que travailleur de la jeunesse, dans quelle mesure vous sentez-vous préparé(e) en termes de formation et de ressources pour aborder les questions liées à la radicalisation ?

15. Avez-vous suivi une formation ou bénéficié d'un soutien spécifique sur la radicalisation et l'extrémisme ?

**Coopération et ressources :**

16. Dans quelle mesure collaborez-vous avec d'autres institutions ou organisations dans le cadre de vos efforts de prévention de la radicalisation ?

17. Quelles ressources ou quel soutien supplémentaires pourraient vous aider dans votre travail de lutte contre la radicalisation chez les jeunes ?

**Évaluation de l'impact :**

18. Comment mesurez-vous l'impact de votre travail de prévention ou de lutte contre la radicalisation chez les jeunes ?

19. Pouvez-vous partager des exemples de réussite ou les résultats obtenus dans le cadre de vos efforts dans ce domaine ?

**Protection personnelle :**

20. En tant que travailleur de la jeunesse, comment votre perception ou votre conscience de la radicalisation a-t-elle évolué au cours de votre carrière ?

21. Qu'est-ce qui vous motive à travailler avec les jeunes pour lutter contre la radicalisation ?

## Annexe 2 : Livre de codes

Liste des codes	Description
<b>Recommandations pour prévenir et combattre la radicalisation</b>	Sous ce thème, l'étude explore les recommandations des animateurs de jeunesse sur la manière de combattre et de prévenir le radicalisme.
Formation pour les animateurs de jeunesse	Développement de programmes de formation visant à sensibiliser les animateurs de jeunesse
Mise à disposition de ressources	Mise à disposition d'informations et de ressources financières
Services de conseil pour les jeunes	Fournir un soutien social et psychologique, des conseils et des services de tutorat aux jeunes
Gouvernements locaux	Les gouvernements locaux prennent leurs responsabilités
Participation politique et sociale	Offrir aux jeunes des possibilités de communication et d'expression dans les domaines politique et social
Collaboration	Faciliter la collaboration et l'interaction interinstitutionnelle, internationale, interculturelle, interconfessionnelle et entre les animateurs de jeunesse
Politiques	Politiques de soutien aux groupes défavorisés, transparence, solutions structurelles, solutions centrales, mécanismes de contrôle et structuration des applications et des lois pertinentes
Éducation des jeunes	Sécurité de l'Internet, éducation aux médias, patriotisme, esprit critique, tolérance, promotion de la compréhension culturelle, maîtrise de l'information, sensibilisation et éducation.
Lutte contre la radicalisation	Sous ce thème, la situation actuelle des efforts des animateurs de jeunesse pour lutter contre la radicalisation est étudiée.
État de préparation	Ce code principal étudie le sentiment de compétence des animateurs de jeunesse face à la radicalisation.
Préparé	L'animateur de jeunesse considère qu'il dispose de connaissances et de compétences suffisantes pour lutter contre le radicalisme.
Développement	L'animateur de jeunesse est conscient des problèmes liés à la lutte contre le radicalisme, mais il continue à développer ses compétences.
Modifiable	L'animateur de jeunesse a une connaissance/expérience limitée de la lutte contre le radicalisme.
Manque de préparation	L'animateur de jeunesse se sent inadapté et mal préparé à la lutte contre le radicalisme.

Activités expérimentées	Ce code principal explore les activités que les animateurs de jeunesse ont expérimentées ou observées dans la lutte contre la radicalisation.
Programmes et collaborations interinstitutionnels	Il comprend les collaborations et les programmes menés entre diverses institutions.
Formation pour les animateurs de jeunesse	Il englobe les formations auxquelles participent les animateurs de jeunesse et qui visent à renforcer la prise de conscience et les connaissances sur la radicalisation.
Enquêtes et retour d'information	Il comprend les évaluations menées pour tester les résultats des activités mises en "uvre.
Sensibilisation des jeunes	Il couvre les organisations, les formations et les autres activités visant à sensibiliser les jeunes.
Défis	Ce code principal identifie les défis que les travailleurs de jeunesse rencontrent et perçoivent dans la lutte contre la radicalisation.
Le radicalisme de la nature	L'équilibre entre une approche fondée sur les droits, le secret inhérent à la radicalisation et la marge d'erreur liée aux facteurs humains.
Questions de communication	Problèmes de communication dus aux différences générationnelles, à la tendance des jeunes à se cacher, à la méfiance à l'égard des enseignants, à la difficulté d'aborder les questions en raison des caractéristiques uniques de chaque jeune, à la fermeture des jeunes aux différents points de vue et à l'étroitesse de la communication.
Manque d'éducation	Les lacunes en matière de sensibilisation et d'éducation des jeunes et des animateurs de jeunesse dans les domaines juridiques, techniques, psychologiques et conceptuels liés au radicalisme et à l'absence de sensibilisation.
Ressources financières insuffisantes	Insuffisances et défis économiques, défaut d'allocation ou restrictions des ressources
Défauts juridiques et structurels	Obstacles juridiques, absence ou dysfonctionnement des mécanismes juridiques et institutionnels, manque d'institutionnalisation et de légalisation efficaces et problèmes bureaucratiques
Approche	L'indifférence ou le manque d'engagement des politiciens, le manque d'intérêt et de valeur accordée aux travailleurs de jeunesse dans ce domaine, et l'hésitation due aux réactions négatives potentielles de la société ou des politiciens.
Facteurs influençant la radicalisation	Sous ce thème, l'étude examine comment les animateurs de jeunesse évaluent les facteurs influençant la radicalisation
Facteurs économiques	Désavantages économiques

Éducation inadéquate	Le manque d'éducation dans des domaines tels que l'éducation aux médias, la remise en question de la qualité de l'éducation et les lacunes en matière de sensibilisation des jeunes.
Expériences négatives	Les réactions de la société à l'égard des jeunes, l'intolérance de la société ou des hommes politiques, l'exclusion, la discrimination, le rejet, la confrontation à des obstacles, l'exposition aux brimades et/ou à la violence, le manque d'espace d'expression et l'exposition aux crimes de haine.
Climat politique	Conditions politiques, lois et situations de guerre
Famille	Les conditions sociales et économiques de la famille, les traumatismes subis dans l'enfance au sein de la famille, les tendances acquises à la violence au sein de la famille et les expériences de radicalisme au sein de la famille.
Quêtes personnelles	Désir de protection, recherche de la découverte de soi, de la reconnaissance et de l'écoute, implication dans différents groupes religieux et ethniques, solidarité, effort pour se sentir membre de la société, recherche d'identité et admiration pour les individus et les idées.
Médias et internet	La pollution de l'information, la rareté de l'information vérifiable, le pouvoir de diffusion et l'impact de l'information. médias sociaux et traditionnels
Environnement social	Facteurs sociaux et impact de l'environnement social sur les jeunes
Comprendre la radicalisation	Sous ce thème, des efforts sont faits pour comprendre comment la radicalisation est perçue par les travailleurs de jeunesse et comment leur prise de conscience est interprétée. En outre, l'étude examine comment les animateurs de jeunesse évaluent l'approche des sociétés nationales et des gouvernements à l'égard du radicalisme. Dans ce contexte, la perception du radicalisme par les travailleurs de jeunesse est examinée en profondeur.
Augmentation de la prévalence	Le travailleur de jeunesse pense que la radicalisation augmente au sein de la société
Le point de vue des animateurs de jeunesse	Au cours du processus, les perceptions des animateurs de jeunesse concernant la radicalisation sont évaluées.
Sensibilisation accrue	La sensibilisation du travailleur de jeunesse au radicalisme s'est accrue au cours du processus
Changement de perception	La compréhension du radicalisme par le travailleur de jeunesse a évolué au cours du processus
L'attitude de la Communauté	
Approche positive	La communauté adopte une approche positive de la radicalisation et/ou la soutient
Approche négative	La communauté s'oppose à la radicalisation
L'attitude du gouvernement	L'attitude du gouvernement à l'égard de la radicalisation fait l'objet d'une enquête.
Approche combinée	Le radicalisme est perçu comme un problème de sécurité et des mesures dissuasives ou préventives sont prises pour y remédier.

Approche inadéquate	Les mesures prises et les politiques mises en "uvre sont insuffisantes et/ou inefficaces
Sans intérêt	Ne s'intéresse pas à la question et ne l'aborde pas dans son agenda
Effets	L'étude explore la manière dont les animateurs de jeunesse observent les conséquences et les impacts potentiels de la radicalisation et leurs opinions sur le sujet.
Négativité émotionnelle	Problèmes émotionnels, malheur, désespoir et dépression, crise d'identité, conflit avec soi-même
Pensée superficielle	Être piégé dans des schémas de pensée étroits et perdre toute perspective d'ensemble
Problèmes structurels	Provoquer des problèmes sociaux, politiques et économiques
Insécurité	Érosion de la sécurité individuelle, sociétale et politique
Séparation	Les divisions sociales, les clivages et la fragmentation, ainsi que l'érosion de la cohésion sociale.
Conflit social	L'émergence de relations et d'idées conflictuelles entre les individus dans la société
Indicateurs	Le code principal étudie les signes de radicalisation que l'on peut observer chez les jeunes d'après les observations, les expériences et les réflexions des animateurs de jeunesse.
Sympathie pour les tendances radicales	Intérêt et implication dans des actions, des idées et des groupes radicaux
L'isolement	Isolement individuel et social, repli sur soi
Changements	Changements dans les croyances, les opinions religieuses, les idéologies, l'environnement social et l'apparence des individus
Tendances discriminatoires	Approches d'exclusion et de marginalisation sur toute question (religion, race, secte, sexe, apparence, etc.)
Tendances agressives	Agressivité, colère, tendance à la violence, intolérance, manifestation d'agressivité dans le discours et les actes, harcèlement par les pairs, état général de désaccord et fermeture à la communication.
Comprendre	Le code principal étudie la manière dont les animateurs de jeunesse définissent la radicalisation et ce qu'ils entendent par là.
Tendances agressives	Agressivité, colère, tendance à la violence, intolérance, manifestation d'agressivité dans le discours et les actes, harcèlement par les pairs, état général de désaccord et fermeture à la communication.
Comprendre	Le code principal étudie la manière dont les animateurs de jeunesse définissent la radicalisation et ce qu'ils entendent par là.
Non normatif	Comprendre le radicalisme comme un phénomène qui va au-delà de la loi, des normes juridiques et des valeurs démocratiques.

Demande de changement	Comprendre la radicalisation comme une tendance à modifier les structures existantes, ou comme une position ou une réponse contre les cadres culturels, sociaux, politiques et économiques actuels.
Croyances rigides	Comprendre la radicalisation comme une adhésion aveugle à certaines croyances, en particulier celles qui sont en dehors du courant dominant.
Agression	Comprendre la radicalisation comme un soutien à la violence, une rhétorique agressive, un encouragement à l'hostilité, un plaidoyer en faveur de l'extrémisme et une remise en question du courant dominant.
Menace	Comprendre la radicalisation comme une menace pour l'État, la société et les individus pour diverses raisons.
Une positivité limitée	Comprendre la radicalisation comme un outil efficace pour le développement de la démocratie, tant qu'elle ne dépasse pas les limites légales et ne conduit pas à des actions extrémistes.
Processus	Une approche qui comprend la radicalisation comme un processus plutôt qu'un état, impliquant des paramètres psychologiques et sociologiques.
Motivation des animateurs de jeunesse	Le code principal explore les motivations des animateurs de jeunesse lorsqu'ils s'attaquent à la radicalisation des jeunes.
Axé sur la jeunesse	Une approche qui se préoccupe de la vie actuelle et de l'avenir des jeunes
Axé sur la communauté	Une approche soucieuse de la stabilité et de l'avenir de la communauté
Axé sur les valeurs	Une approche basée sur les perspectives des individus sur les valeurs humaines ou les motivations personnelles





Salacak Mahallesi, İhsaniye İskele Sokak, No: 53 Üsküdar/İstanbul  
info@diplomasivakfi.org